HE BINGSONG

Le crime organisé en Chine

Des triades aux mafias contemporaines

CNRS EDITIONS

He Bingsong

Le crime organisé en Chine

Des triades aux mafias contemporaines

Collection Arès

Les révélations saisissantes du plus grand criminologue chinois sur la situation réelle du crime organisé en Chine.

Pays de tous les superlatifs, la Chine l'est aussi face à sa criminalité. Longtemps occulté, le phénomène s'est développé et amplifié depuis l'ouverture du pays dans les années quatre-vingts. Depuis, mafias et organisations criminelles gangrènent la société chinoise. Trafics de stupéfiants, d'armes ou d'êtres humains, corruption de fonctionnaires et de membres du Parti, proxénétisme, contrefaçons, blanchiment d'argent sale : le tableau, chiffres à l'appui, que dresse He Bingsong des actes criminels commis par les milliers de gangs démantelés chaque année est aussi lucide qu'inquiétant.

Ce fléau puise ses racines dans l'histoire chinoise. En retraçant la passionnante chronique des triades depuis le XVII^{e} siècle, ce livre permet de comprendre comment les mafias actuelles s'inspirent des triades de jadis, la Société du Ciel et de la Terre ou le Gang Vert de Shanghai.

Face à l'ampleur du phénomène, que peut faire l'Etat ? Les nouvelles méthodes de lutte anti-crime qu'il a mises en place et qui allient répression, prévention et réinsertion suffiront-elles ? Une radiographie choc du crime organisé qui met au jour une des faces cachées de la Chine moderne.

Directeur du Centre de recherche en droit pénal de l'Université de Pékin, le professeur He Bingsong est le plus respecté des criminologues chinois.

Préface de Xavier Raufer et postface d'Alain Bauer

Fondation France-Chine
法中基金會

MEC

COLLECTION ARÈS
DIRIGÉE PAR XAVIER RAUFER

Sous le signe d'Arès

Dans l'ancienne Grèce, Arès s'oppose à Athéna : « *Bien que déesse de la guerre, elle n'aime pas les batailles comme Arès... Elle est heureuse quand elle peut faire cesser une querelle ou soutenir le droit par des moyens pacifiques. En temps de paix, elle ne porte pas d'armes... Elle possède une meilleure connaissance de la stratégie qu'Arès et les sages capitaines s'adressent toujours à elle quand ils ont besoin d'un conseil. »**

Arès, lui, est le dieu de la mort violente et du crime. Il s'enivre des émeutes, des guérillas, du chaos sanglant où tous les coups sont permis. Il « *cherche toujours l'occasion de susciter la guerre en propageant des rumeurs et en instillant la jalousie dans les cœurs... Il combat dans un camp ou l'autre selon ses sympathies... Il n'est heureux que lorsqu'il tue et qu'il pille. Les autres dieux le haïssent ».**

Vingt ans après l'abolition de l'ordre mondial, une chose – au moins – est claire : du Golfe d'Aden au Salvador, des côtes de la Mauritanie aux montagnes d'Afghanistan ; des suffocants déserts de l'Irak aux thalwegs embrumés duTriangle d'Or, Athéna n'est plus nulle part dans la course.

Arès triomphe.

Haï ou pas, il règne désormais sans partage sur le chaos qu'est devenu la guerre.

(« Les Mythes grecs », Robert Graves, Fayard, Paris, 1967.)*

© CNRS Éditions, Paris, 2012

ISBN : 978-2-271-07520-8

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

HE Bingsong

Le crime organisé en Chine

Des triades aux mafias contemporaines

Traduit du mandarin
sous la direction d'Albane Lahlou

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005 Paris

Sommaire

Copyright

Collection

Sommaire

Présentation de l’ouvrage et de son auteur

Le crime organisé dans la société chinoise : les mots et la chose

Préface

PREMIÈRE PARTIE - Crime organisé et entités criminelles dans la Chine contemporaine (1978-2011)

- Entités criminelles et criminalité organisée en Chine depuis la politique d’ouverture
- 1 - Perception et évaluation actuelle de la criminalité et du crime organisé en Chine
- Évolution des organisations criminelles depuis l’ouverture du pays
- Évolution des activités du crime organisé depuis l’ouverture du pays
- 2 - Évolutions et nouvelles tendances de la criminalité organisée
- Nouvelles tendances criminelles : une mise en perspective
- Première phase du développement des organisations criminelles en Chine, dans la décennie 80

Seconde phase du développement du crime organisé en Chine (1990-1999)

Troisième phase de l’évolution des organisations criminelles jusqu’à 2010

3 - La corruption des officiels, cause majeure de l’expansion du crime organisé

Interaction entre corruption politique et crime organisé

DEUXIÈME PARTIE - Le crime organisé en Chine, une longue histoire

1 - L’origine des triades modernes

L’origine de la criminalité organisée en Chine

2 - Apparition du Milieu moderne

La criminalisation des sociétés secrètes politisées (1912-1927)

Les activités mafieuses durant l’occupation japonaise (1937-1949)

3 - Disparition puis réapparition du crime organisé en Chine

La politique et le Milieu

La drogue, la politique et le Milieu

La prostitution

Raisons de cette rapide victoire contre le crime organisé

TROISIÈME PARTIE - L’État et la société chinoise face au crime organisé

1 - Prévention et contrôle face aux organisations criminelles

Notion générale de prévention et de contrôle

Prévention générale et contrôle du crime en Chine

Prévention et contrôle du crime organisé dans la Chine contemporaine

2 - Prévention et contrôle du crime organisé selon une typologie des crimes

Lutte contre les stupéfiants

Conclusion

Postface

Annexe

Le crime organisé dans le droit pénal et la criminologie de Chine populaire

La traduction de cet ouvrage a été effectuée par l'équipe de traduction réunie par Albane Lahlou[1] et comprenant Ping SUN, docteur en droit, professeur associé en droit pénal (Université Normale de Pékin, BNU), Liping LU, doctorat en droit, professeur associé en droit pénal (Pékin), Min WANG, master II en linguistique, maître de conférences en français (Pékin), Ai LIU, master II en relations internationales, professeur de français (Pékin), Ying YANG, master II de Sécurité intérieure, officier de police (Pékin), Weijian LIN, master II en relations diplomatiques. Robert LAHLOU**,** maître d'œuvre en ingénierie sociale, DESA formation des adultes, formateur de formateur LCI, et Colette QUILICHINI, DEUG de journalisme en ont assuré la relecture.

Texte corrigé et annoté par Pierre Barroux, Emmanuelle de Bongain et Xavier Raufer.

La traduction de cet ouvrage a été réalisée grâce au soutien de la
Fondation France-Chine
法中基金會

1- Française diplômée à Taïwan d'un master II de criminologie et d'un master II de philosophie chinoise, Albane Lahlou achève son doctorat de « prophylaxie criminelle » (en français, *prévention*) à l'université centrale de police de Taïwan (école des officiers de police). Outre la traduction de quatre ouvrages français, elle est l'auteur d'une dizaine de publications scientifiques en chinois dans les domaines de la philosophie, des sciences criminologiques, policières et de la « prophylaxie criminelle », et participe régulièrement à des conférences internationales.

Présentation de l'ouvrage et de son auteur

Albane Lahlou

Le Professeur He Bingsong est une figure académique reconnue et respectée en Chine. Son importance scientifique dans le monde des sciences légales et criminologiques fait de ce professeur de quatre-vingts ans un personnage qui ne prendra jamais sa retraite. Son parcours professionnel l'a amené à être aujourd'hui, à l'Université de Droit et de Sciences politiques de Pékin, directeur du Centre de recherche en droit pénal et directeur du Centre de recherche sur le terrorisme et le crime organisé. Il cumule ces responsabilités avec d'autres enseignements et directions de recherche dans diverses universités chinoises.

Partant du principe que « la liberté est l'essence de la science et l'innovation en est la vie : sans liberté, la science est réduite à l'esclavage et sans innovation, elle meurt », c'est dans cet esprit d'indépendance que le P^r^ He mène ses recherches et intervient dans de nombreuses conférences internationales ; qu'il publie, également, des travaux scientifiques sur des sujets allant du crime organisé à la défense des droits de l'homme.

Étude approfondie du crime organisé en Chine, le présent ouvrage complète *On the Organized Crime*, volume I publié en anglais en 2002, et *Unveiling the Underground – Organized Crime* publié en 2003. Pour mener à bien ce travail, le P^r^ He a surtout puisé dans un immense fonds chinois quasi inexploré : recherches historiques, rapports et statistiques officiels issus de diverses institutions, textes officiels de la justice et de la police, mais aussi nombreux médias.

À partir de ce fonds, le P^r^ He a pu comparer et choisir les données les plus réalistes et rationnelles, et ainsi exposer la vérité alarmante sur l'état du crime organisé en Chine.

Le crime organisé dans la société chinoise : les mots et la chose

Albane Lahlou

Pour plus de clarté, rappelons d'abord le cadre dans lequel le crime organisé est envisagé en Chine, et le sens précis de certains mots-clefs couramment utilisés dans l'ouvrage.

D'un point de vue criminologique, ce que nous nommons « organisation criminelle » désigne l'ensemble des entités vouées au crime, mais également structurées en une hiérarchie acceptée par leurs membres.

Les « gangs » sont l'organisation de base du monde criminel. Ces groupes, le plus souvent locaux, voire de quartier, rassemblent des malfaiteurs[1]. S'ils constituent déjà des organisations, ils ne sont d'usage que temporaire et n'installent nul système visant à transmettre à une génération ultérieure des « pouvoirs » dans l'organisation. Dans un gang, l'organisation sert les seuls intérêts immédiats des membres du moment.

Ce que l'on nomme la « voie noire » en Chine est l'expression rendue de façon populaire par le terme *mafia*. C'est le niveau supérieur de l'organisation criminelle, ses deux caractéristiques majeures étant la transmission du pouvoir d'une génération criminelle à la suivante et la constante volonté d'étendre son domaine d'influence et de puissance.

Une mafia sert évidemment les intérêts de ses membres mais, contrairement aux gangs, les « mafieux » assurent aussi les intérêts de l'entité criminelle et tendent ainsi à constituer des contre-sociétés.

C'est pour cette raison que les mafias chinoises sont également nommées « sociétés secrètes ». À l'origine, la société secrète chinoise est une mafia politiquement engagée. Cet engagement dans la sphère politique n'est ni forcement idéologique, ni permanent, ni même apparemment logique.

Durant l'occupation japonaise, par exemple, les membres de la société secrète Hong Men[2] implantés en territoire occupé travaillent avec, et au profit, des Japonais tandis que les membres de la même société, actifs en territoire libéré, travaillent pour le Kouo-min-tang. Ce double (et contradictoire) engagement n'a jamais gêné la société secrète, ni provoqué de division en son sein. Car, dans les divers territoires (occupés ou libérés), les multiples « filiales » de la Hong Men sont toutes autorisées par les officiels locaux à ouvrir des casinos et des maisons closes, et pratiquent toutes au grand jour le trafic d'opium et celui des êtres humains : cela suffit. Pour autant, généraliser l'aspect mercantile des engagements de ces mafias serait exagéré car, dans l'histoire, certains « parrains » ont parfois pris des positions politiques d'ordre patriotique.

Nous verrons plus loin et en détail l'origine et le sens du terme *triade*. Notons seulement ici que ce mot (souvent utilisé au pluriel : *les triades*) a pris au fil du temps un sens large et désigne en général les entités mafieuses sensibles à l'héritage historique des grandes sociétés criminelles de jadis. Enfin, le mot « triade » désigne récemment toute société criminelle chinoise d'importance, dont la structure et le « modèle » rappellent ceux des triades fondatrices.

Gangs ou « sociétés secrètes », toutes ces entités ont – au moins – en commun de commettre des crimes. Bien sûr, actes criminels d'un côté et entités criminelles de l'autre sont en réalité indissociables, mais n'en nécessitent pas moins des approches distinctes.

S'intéresser, d'une part, aux entités criminelles revient à analyser leur emprise et leur influence. D'où l'importance d'une étude des règles de conduite et des normes sociales de ces organisations. Étudier, d'autre part, les infractions et activités illicites commises par le crime organisé demande d'approfondir leur typologie. On y distingue les activités traditionnelles, les crimes violents, le proxénétisme, le jeu, les stupéfiants ; parmi les nouvelles activités illégales, les homicides ou attentats sur gage, la contrefaçon, les escroqueries, etc.

Au quotidien, on voit bien que ces infractions graves sont commises par des entités criminelles – qui n'en ont cependant pas le monopole : comme le montre la presse, le proxénétisme ou un acte violent peuvent très bien être le fait d'un particulier.

Voilà pourquoi les sociétés criminelles, d'un côté, et les actes illicites qu'elles commettent, de l'autre – même si le tout est d'évidence étroitement lié – feront l'objet d'études distinctes dans cet ouvrage.

Le lecteur soucieux des fondamentaux consultera d'abord avec intérêt l'Annexe qui contient des explications, définitions, etc. d'ordre pénal et criminologique sur le crime organisé en Chine.

Et, pour ne pas infliger au lecteur une longue leçon d'histoire, puis de droit, avant d'en venir au crime organisé dans la Chine d'aujourd'hui, nous avons choisi de présenter les trois grandes parties de l'ouvrage dans l'ordre *généalogique*, plus dynamique – et non pas *historique*.

D'abord le crime organisé dans la Chine contemporaine, de son ouverture après Mao jusqu'à nos jours. Ensuite la genèse de cette criminalité, sa passionnante histoire depuis l'antiquité chinoise, encore largement ignorée hors du monde chinois. Enfin, la lutte de l'État et de la société civile chinoise contre les entités criminelles et le crime organisé.

1- . Rappelons ici les distinctions classiques qui vaudront tout au long de l'ouvrage. Le droit pénal connaît d'usage trois niveaux d'*infractions*, de gravité croissante : la *contravention*, dont l'auteur est un *contrevenant*, le *délit*, dont l'auteur est un *délinquant*, et le *crime*, dont l'auteur est un *criminel*. Le terme générique qualifiant tous les auteurs d'infractions est celui de *malfaiteur*. Bien entendu, un ouvrage consacré au « crime organisé », traitera d'abord des *crimes* et des *criminels*, passibles, en France par exemple, des cours d'assises.

2- . S'agissant d'un ouvrage pour l'essentiel consacré à des « sociétés secrètes » ou « triades », comme la Hong Men, nous laissons le lecteur découvrir ces entités criminelles au long des chapitres suivants, sans en rappeler à chaque fois l'histoire, la structuration, etc.

Préface

La criminalité en Chine : quand « l'empire invisible[1] » accède à la lumière

Inépuisable dans le registre des futilités, la société dite « de l'information » est en revanche plutôt parcimonieuse sur l'essentiel. Ainsi, parmi les sujets stratégiquement importants du monde présent – ce, largement au-delà des cénacles criminologiques – figure éminemment celui de la criminalité en Chine continentale bien sûr, mais aussi dans la diaspora de l'outre-mer, dans les Chinatowns, etc.

Or que sait-on aujourd'hui sur la criminalité chinoise contemporaine, partant des données disponibles en Chine même, qui soit consigné dans des ouvrages sérieux, écrits par des experts chinois ou établis dans le pays ? Presque rien. Que nous offre aujourd'hui la librairie mondiale accessible (en français et en anglais) sur la criminalité en Chine, ou rayonnant depuis ce pays continent ? Rien depuis seize ans[2] !

Quelques ouvrages confidentiels en anglais traitent de la justice pénale en Chine, de la répression et de la peine de mort ; donc des réactions de l'État chinois au crime. D'autres, anciens, présentent les triades ou gangs chinois implantés en Amérique du Nord ; d'autres enfin rappellent l'exubérance criminelle du Shanghai des années 1930-1940.

Ainsi, un peu de droit pénal et d'histoire, mais de science criminelle récente et documentée, point.

Comment est-ce possible ? La Chine n'est-elle pas un pays continent, plus vaste que les États-Unis (9,4 millions de km²) ? En outre, le plus peuplé du monde (environ 1,4 milliard d'habitants) ? Ne jouit-elle pas d'une tradition mafieuse séculaire (les fameuses triades), mondialisées au-delà de la Chine même, dans les Chinatowns de tous les continents ? Enfin et surtout, la Chine ne produit-elle pas 70 % (peut-être plus, les chiffres sont

flous) d'une contrefaçon mondiale – activité criminelle s'il en fut – dont le chiffre d'affaires est de 300 milliards de dollars par an[3] ?

Or, grâce à l'acharnement et aux recherches de l'inlassable travailleur qu'est le Pr He Bingsong, voici ce vide béant désormais comblé, Ô combien, car ce livre est sidérant.

D'abord, il est implacablement sévère : corruption de dignitaires, compromissions multiples, y compris au sein du parti communiste, tout y est froidement disséqué, le Pr He, lui-même un grand patriote, étant sans doute le partisan chinois le plus farouche – et le plus courageux – du proverbe français « qui aime bien, châtie bien ». Ensuite, il y expose avec rigueur et lucidité la situation réelle de la criminalité en Chine continentale : galopante et sans cesse plus grave depuis la fin du bagne maoïste. Enfin, en un nombre de pages raisonnable – et l'on sait combien il est ardu de faire court ! – ce livre nous dévoile les subtils arcanes des séculaires sociétés criminelles de son pays ; puis expose les méthodes de lutte anticrime des gouvernements chinois depuis 1949 : répression, prévention et, désormais, progressive adoption de méthodes plus compatibles avec un État de droit, éprouvées sur d'autres continents.

Ainsi pour la première fois dans ce siècle, voici une radiographie complète, et à jour, de la criminalité en Chine et dans le monde chinois. Merci au Pr He d'avoir accepté de nous confier le fruit d'une décennie de son travail. Merci à tous ceux qui ont œuvré à sa transposition, du monde chinois, de la culture chinoise, de la langue chinoise, vers la France et le français.

Un dernier mot à l'usage des lecteurs : qu'ils s'attendent à un choc. Ils découvriront une Chine inconnue. Ils apprendront dix choses inouïes par page. Ils tiennent en main, non un simple volume, mais un monument.

Xavier Raufer
Directeur de la collection Arès

Rappel bibliographique *(hors des deux ouvrages de R. Faligot, et de celui de J. L. Rocca, mentionnés en note)*

BESLER Fenton, *La mafia chinoise (traduit de l'anglais)*, 1980 en anglais, 1991 en français, éd. Philippe Picquier

BOOTH Martin, *The triads – The Chinese criminal fraternity*, Harper Collins, London, 1990

PAN Lynn, *Old Shanghai – Gangsters in paradise*, Cultured Lotus, Singapore, 1984

POSNER Gerald L., *La mafia chinoise (traduit de l'anglais)*, 1988 en anglais, 1990 en français, Éditions Stock

WAKEMAN Frederic, *The Shanghai badlands – Wartime terrorism and urban crime 1937-1941*, Cambridge University Press, 1996

1- . Allusion au titre éponyme du livre de notre ami Roger Faligot, publié en 1996 aux éditions Philippe Picquier. Du même auteur, *La mafia chinoise en Europe*, Calmann-Lévy, 2001. Ajoutons-y le remarquable et lucide *L'Empire et son milieu – la criminalité en Chine populaire*, de Jean-Louis Rocca, Plon, 1991 : voici, dans la librairie francophone, les trois livres (à notre connaissance) entièrement consacrés au phénomène criminel en Chine (continentale et d'outre-mer), ces 20 dernières années.

2- . Voir le rappel bibliographique à la fin de cette introduction.

3- . Selon l'Organisation mondiale des Douanes, mai 2011. À titre de comparaison, le marché mondial des stupéfiants (au prix de gros) est de 320 à 350 milliards de dollars par an.

PREMIÈRE PARTIE
Crime organisé et entités criminelles dans la Chine contemporaine (1978-2011)

Entités criminelles et criminalité organisée en Chine depuis la politique d'ouverture

La Chine a connu une véritable explosion criminelle depuis le lancement de la politique d'ouverture du pays[1] : il est donc crucial pour la Chine et pour les pays où se propagent les mafias chinoises d'avoir une vue d'ensemble de ces phénomènes criminels, et d'agir en connaissance de cause. Une erreur d'appréciation de la situation d'ensemble amènerait forcément des erreurs de décision et de stratégie qui, à leur tour, seraient lourdes de conséquences pour les victimes du crime et pour la société.

Dans le passé, les polices de Hong Kong et de Macao ont commis ce type d'erreurs stratégiques dans leur lutte contre les entités criminelles. Elles ont sous-estimé leur dangerosité, méprisé les malfaiteurs et manqué de vigilance. Résultat : une riposte bancale, donc l'extension de cette criminalité et de graves nuisances pour ces territoires.

Mais cela n'est pas propre à la Chine : à l'origine, les États-Unis ont connu de grandes divergences de vues entre le gouvernement et certains criminologues sur la nature et la gravité du phénomène mafieux ; situation néfaste à la lutte antimafia, comme aux études scientifiques. Cependant, depuis les années 1970, les deux mondes, officiel et académique, se sont rapprochés, permettant un meilleur travail de prévention et de répression.

De même, la dissolution de l'ex-URSS a provoqué une forte expansion des gangs et mafias russes. Le gouvernement russe a d'abord dissimulé cette situation, ne divulguant aucune information ni ne ripostant jamais sérieusement, pour éviter de révéler le phénomène. Cette attitude officielle a entraîné une certaine « tolérance » sous-jacente envers ces entités criminelles, au détriment de la société russe, puis de l'Europe et du reste du monde.

Tirées de l'histoire, toutes ces leçons sont mémorables. Mais elles nous montrent surtout combien il est crucial pour un pays d'analyser, puis

d’exposer la nature et le niveau réel de sa propre criminalité.

Les phénomènes sociaux peuvent s’étudier selon deux approches, la *descriptive* et l’*interprétative*.

Les études descriptives nous fournissent la base scientifique de la recherche sur les organisations criminelles, comme pour d’ultérieures études interprétatives. Partant des données et documents en notre possession, nous allons donc décrire précisément la réalité criminelle, afin de comprendre pourquoi et comment, depuis la politique de réforme et d’ouverture, les mafias ont repris un tel poids dans la société chinoise.

Nous devrons aussi tenter de découvrir les motifs de la réapparition et du développement récents de cette criminalité, pour observer si le modèle des triades a évolué et déterminer ainsi des stratégies efficaces en matière de prévention et de contrôle de ces formes criminelles.

Deux difficultés compliquent cependant les études objectives sur les organisations criminelles :

– d’une part, l’imprécision des expressions utilisées : « gang », « organisation criminelle », « organisation mafieuse », « criminalité organisée » et autres termes que nous préciserons. En Chine, malgré les « dispositions sur les organisations criminelles » du code pénal de 1997, ces notions n’ont toujours pas de définition scientifique universelle. Ayant abordé ce problème dans l’introduction, ce chapitre se réfère à ces définitions préalables et ne reviendra pas sur cette question ;

– d’autre part, la difficulté en matière criminologique est de délimiter le champ de la recherche. Pour diverses raisons, nous manquons encore d’informations et de documents sur certains phénomènes criminels nationaux, notamment de statistiques scientifiques. C’est sans doute pourquoi les dirigeants peinent à orienter objectivement la lutte contre cette criminalité et à agir en connaissance de cause. Pour les chercheurs, la situation est encore pire, car ils sont soumis à des restrictions gênantes de confidentialité, y compris sur les études et enquêtes de terrain, et sur le recueil des documents et données.

Depuis longtemps, la Direction générale de la police du Japon publie annuellement un très complet *Livre blanc de la criminalité*, qui détaille les chiffres officiels sur tous types de crime et sur la situation du crime organisé au Japon. Cette pratique démontre qu’il est inutile et dépassé pour un gouvernement de limiter l’accès des criminologues aux données, entravant

ainsi le développement de la science chinoise et abaissant le niveau de lutte contre le crime organisé.

À cette difficulté pour obtenir les renseignements connus du système judiciaire, ajoutons celle tenant au *chiffre noir*, c'est-à-dire aux données inconnues de la justice. Tout ceci complique la maîtrise des informations pertinentes par les professionnels, les experts et les scientifiques.

Malgré ces difficultés, le chapitre suivant étudiera et analysera l'ensemble des données, documents et dossiers aujourd'hui disponibles pour présenter l'évolution et le développement de la nouvelle génération criminelle ; puis conclura par un tableau pertinent des organisations criminelles en Chine.

Selon nos recherches sur la situation chinoise, le développement des entités criminelles modernes passe par les diverses étapes suivantes : gangs plutôt désorganisés → gangs organisés → organisations criminelles → triades (entités criminelles intrafrontalières unifiées) → organisations criminelles transnationales.

Chronologiquement, cette évolution connaît trois grandes phases : la première va du début de la politique de réforme et d'ouverture (fin des années 1970-fin des années 1980) ; la deuxième phase va de 1990 à 1999 ; la troisième, de 2000 à 2011.

Plus nous avançons dans le temps, plus ces entités passent du rang de gang à celui de triade. Le bilan des trois dernières décennies et l'augmentation continuelle du nombre des affaires criminelles connues de la justice sont inquiétants et présagent une détérioration de la situation dans la prochaine décennie.

1- . À la fin de l'ère maoïste – dans les faits, à compter d'octobre 1978 et au tout début de la décennie 1980.

1
Perception et évaluation actuelle de la criminalité et du crime organisé en Chine

Évolution des organisations criminelles depuis l’ouverture du pays

À partir des années 1980, les organisations criminelles se multiplient en Chine, et le nombre de leurs crimes enregistrés par la justice va croissant. Dans la décennie 2000-2010, 1 345 entités mafieuses ont été démantelées par la Sécurité publique, total qui ne comprend ni celles neutralisées par ailleurs, ni celles frappées par les campagnes spécifiques antimafia de la période mai 2003-janvier 2006.

Il est donc fort probable qu’en tout, plus de 2 000 entités mafieuses aient ainsi été démantelées entre 2000 et 2010. Si l’on réalise, en outre, qu’il ne s’agit que des entités démantelées – donc de celles activement visées par la justice – on doit, pour imaginer le total des entités criminelles organisées opérant en Chine, y ajouter celles que la justice n’a pas encore poursuivies, mais surtout celles encore inconnues de la police.

Bien que le bilan chiffré sur les poursuites entreprises au titre de « la direction d’une organisation criminelle ou l’adhésion à ladite organisation » soit inaccessible aux criminologues chinois, les seuls chiffres disponibles concernant les entités démantelées démontrent déjà les inquiétants progrès du crime organisé en Chine.

Plus d’étrangers dans le milieu criminel chinois

L’article 294-2 du Code pénal chinois, vise « l’activité en Chine d’organisations criminelles étrangères » et les membres de celles-ci suscitant des réseaux sur le territoire chinois. Hors de tout nationalisme ou xénophobie, ce texte répond à la nécessité d’affronter, depuis les années 1980, un nouveau fléau : le retour des mafias et triades chinoises

repliées (ou créées) hors des frontières, notamment à Taïwan, Hong Kong et Macao.

À la création de la zone économique de Shenzhen, les membres d'entités criminelles de Hong Kong et de Macao infiltrent la ville pour s'y implanter et y recruter de nouveaux membres. Ces criminels ciblent d'abord les résidents de Shenzhen proches de Hong Kong et Macao, mais aussi des pêcheurs, des cultivateurs et des commerçants parfois forcés, par divers stratagèmes, à participer à des activités illicites. Dès 1982, la police chinoise affronte le phénomène : 76 criminels étrangers sont alors identifiés à Shenzhen, et d'autres encore, plus loin dans les terres, à Zhuhai.

À la fin des années 1980, l'implantation en Chine d'organisations criminelles étrangères est en forte hausse, celles-ci se répandant en outre dans l'arrière-pays. À l'époque, les triades de Hong Kong comme la 14K envoient constamment leurs sbires à travers la frontière pour s'y implanter et recruter par centaines de nouveaux membres. La Sécurité publique de Shenzhen arrête à elle seule plus de 300 nouveaux mafieux recrutés par ces triades. La ville devient la cible des criminels de la diaspora qui cherchent à contrôler ce territoire encore vierge, à l'exemple de Liao Tian-Song, chef de la mafia He Sheng He de Hong Kong, qui ordonne aux membres recrutés à Shenzhen de s'implanter sur place.

Certaines mafias de la diaspora s'associent aussi à des bandes criminelles chinoises. En 1986, Guo Xiao-Yu, chef de l'entité Xin Yi' an de Hong Kong, contacte ainsi la Bande Guan Ding, des criminels du bourg de Shishi dans la province du Fujian. Au premier semestre de 1987, plus de 100 membres recrutés par des criminels de Hong Kong et de Macao sont identifiés dans la seule province du Fujian. En 1986, Chen Nuo-Quan, cadre important de la bande Guang Sheng de Hong Kong, retourne illégalement au bourg Shajing de Bao'an, son pays natal, et y monte un hôtel. Il y recrute une vingtaine de jeunes chômeurs et crée alors la bande très violente des Aigles volants.

Dans les années 1990, le crime organisé explose ainsi dans les provinces du Guangdong, du Fujian et à Shanghai. La Sécurité publique de Shenzhen constate que nombre d'entités criminelles étrangères s'y établissent. En 1992, dans cette seule ville, la police démantèle 25 groupes mafieux et arrête 338 de leurs membres, en majorité originaires de Hong Kong, de Taïwan et de Macao. Sont alors mis hors d'état de nuire 62 gangs

(dont ceux nommés Chi Jun, Xiang Ma, Trois Six et Rend) et 337 de leurs membres.

Beaucoup des gangs locaux se créent sous l'influence de ces mafias issues de la diaspora. En 1984, par exemple, Chen, de la triade 14K de Hong Kong, soudoie Zhong qui, à son tour, recrute un groupe de lycéens comme hommes de main. Certains de ces lycéens recrutent à leur tour d'autres comparses et fondent alors les gangs Dragon vert, IQ et Ren. La multiplication des gangs juvéniles renforce le milieu criminel régional.

Les adolescents sont la cible privilégiée des mafias de la diaspora cherchant à s'implanter en Chine : ils sont influençables, et il est aisé de les pousser à commettre des crimes. Les mafieux inculquent à ces jeunes l'esprit des « sociétés secrètes » et les incitent à créer de nouvelles bandes (au début, plus des gangs que de véritables mafias). En plus des bagarres de rue typiques des querelles de territoires entre gangs, ces adolescents forment à leur image des gangs pratiquant le racket, l'extorsion de fonds, le trafic de stupéfiants, la contrebande, les jeux d'argent et la vente d'ouvrages pornographiques.

En 1989, le gang Clan de l'ouragan (inspiré d'un feuilleton télévisé du même nom) est démantelé à Shenzhen lors d'une opération antimafia. On découvre qu'il est organisé par des adolescents selon les structures du Milieu de Hong Kong : un code de groupe comportant 10 règles, un chef, 2 « gardiens de la loi », 7 jeunes maîtres commandant autant d'unités, 54 « soldats » – structure plutôt complète pour un gang juvénile.

Le crime de « protection ou indulgence envers une organisation criminelle »

L'article 294-2 du Code pénal chinois visant le crime de « protection d'organisations criminelles et indulgence pour ces dernières » concerne tous les personnels de l'État, quelle que soit leur administration, protégeant une entité criminelle ou tolérant ses activités illégales. Dès les années 1980, ce type de crime rivalise avec la corruption classique. Parmi les officiels servant, selon l'expression chinoise, de « parapluie » à ces organisations, on découvre toujours plus de hauts fonctionnaires, une des raisons majeures expliquant le développement rapide des organisations criminelles en Chine.

Dans l’affaire du mafieux Liu Yong, plusieurs hauts fonctionnaires sont ainsi impliqués, dont Mu Suixin, ancien maire de la ville ayant délibérément entravé les enquêtes policières tout en refusant d’allouer les fonds nécessaires au Bureau de la Sécurité publique locale, en blâmant à tort son chef. Ayant touché 2 millions de yuans de Liu Yong, Ma Xiangdong, ancien maire adjoint, cède gratuitement un terrain valant 350 millions de yuans à la société Jiayang, propriété de Liu Yong. L’ancien procureur général du Parquet de la ville, Liu Shi, protège aussi Liu Yong de son mieux. La vice-présidente du tribunal de la ville, Jiao Meigui, elle aussi corrompue, viole à diverses reprises la loi à son profit. 6 policiers sont également impliqués dans l’affaire.

Dans le cas du mafieux Zhang Wei de la province du Zhejiang, 67 officiels ont été arrêtés, dont l’ancien directeur local de la Sécurité publique et l’ancien maire, plus 42 fonctionnaires, 15 magistrats et 10 responsables financiers.

Les cas similaires sont toujours plus nombreux et les statistiques sur l’infraction « de protection et d’indulgence » ne font qu’augmenter.

Évolution des activités du crime organisé depuis l’ouverture du pays

Dans le large éventail des infractions commises par les entités criminelles, certaines sont traditionnelles, ou du moins « classiques ». Nous présentons ici certaines de celles qui établissent la nature criminelle d’une organisation : les crimes violents et ceux liés à la drogue ou aux armes.

Les crimes violents

L’usage de la violence caractérise toute organisation criminelle et la plupart des crimes qu’elle commet sont violents. Un phénomène tout spécialement vrai durant sa phase de création. La violence vise alors à imposer la « loi criminelle » dans la zone géographique ciblée par les bandits, mais aussi à amasser de l’argent, à établir une autorité interne et à imposer un pouvoir au sommet du groupe.

Ainsi, les homicides, coups et blessures, viols, attentats, incendies volontaires, mais encore extorsions, chantages, séquestrations et enfin

troubles à l'ordre public et au bon fonctionnement des organes de l'État, sont-ils les plus fréquents et violents.

Depuis la fin des années 2000, l'usage d'armes à feu et d'explosifs, les homicides, les voies de fait contre les détenteurs de la force publique (policiers, etc.) sont en hausse permanente, et toujours plus violents. Les attentats à l'explosif sont notamment en constante augmentation. Dans la province du Sichuan, par exemple, les attentats à la bombe visant des lieux publics (cinémas, centres commerciaux, autobus), mais aussi des bureaux officiels et les locaux de police se multiplient. Il ne faut toutefois pas confondre ces opérations « punitives » avec des actes terroristes, car elles cessent dès que le pouvoir mafieux règne dans la région visée : en effet, quand les entités criminelles s'estiment assez enracinées dans le monde politique et économique, assez « impliqué », les violences diminuent. Une fois leur « influence » imposée, les mafias agissent généralement sans violence. Néanmoins, celle-ci reste toujours présente : toute organisation criminelle puissante, bien structurée et implantée dispose d'une équipe spécialisée, prête à intervenir. En Chine, cette violence a permis aux criminels de pénétrer l'économie, la politique, d'y imposer leurs lois et d'affronter la justice. Certaines bandes mineures usent désormais de la violence, n'hésitant pas à assassiner ou à menacer des officiels ou leurs rivaux économiques pour parvenir à leurs fins.

En Chine, plusieurs théories s'affrontent en matière de criminalité violente. On peut citer les principales :

– Les comportements visant à attenter physiquement ou mentalement à autrui constituent une agression, plus spécifiquement l'acte d'infliger des lésions corporelles.

– Le crime violent est un « crime contre la personne », un crime ayant la personne comme cible.

– Les criminels violents usent de violence pour menacer et intimider autrui, donc ce crime en couvre un autre, tel celui de voler de l'argent par menace physique.

– L'usage de la force physique produit un fort sentiment personnel de puissance, et provoque en outre des dommages personnels et financiers[1].

Toutes ces théories ne suffisent pas à analyser le crime organisé.

Les forums de recherches sur le crime violent tenus à l'étranger ont également influencé la vision chinoise, notamment, en 1995, le forum sur la prévention de la criminalité violente, organisé par l'Organisation des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des criminels. Ce forum a donné une définition du crime violent, soulignant que, selon les pays, la criminalité violente diffère selon le développement culturel du pays et son système politique et social.

L'intensité du crime violent varie ainsi selon le pays ou la région. D'où la nécessité de trouver une définition applicable dans tous les cas. Une des définitions du crime violent qui a été proposée s'énonce ainsi : « acte pouvant porter une atteinte physique et mentale, dont la définition exacte dépend des diverses législations et normes, des pratiques culturelles et sociales ». Cette définition souligne aussi que l'homicide, l'infanticide, l'agression, le viol, l'abus sexuel, l'intimidation, la violence physique, les actes terroristes, la traite des femmes et des enfants, l'abandon et la négligence grave, le vol à main armée, la menace et la conduite dangereuse sont les formes les plus courantes de violence.

Ces actes violents entre individus sont soit publics, soit privés, sans que cela n'influence la définition du crime. La violence collective vise parfois un individu ou un groupe, en raison de sa race, de sa croyance, de son sexe, de sa religion ou de sa classe sociale, etc. Lors d'événements politiques ou sportifs, des groupes se combattent par exemple de façon planifiée ou spontanée. Enfin, toute une population est parfois prise en otage par les actes terroristes. Cette définition souligne encore que la violence est une violation des droits humains internationalement reconnus, notamment, des droits à la vie, à l'égalité, à la liberté et à la sécurité, du droit d'être protégé contre la discrimination, du droit à la santé physique et mentale et du droit de ne pas être soumis à la torture ou toute autre forme de traitements cruels, inhumains ou dégradants[2].

Cette vision large du crime violent est aujourd'hui acceptée. Grâce à cette nouvelle définition, les actes comme le kidnapping sont entrés dans la sphère du crime violent. Des recherches récentes montrent ainsi qu'au cours des 10 dernières années, les enlèvements[3] ont joué en Chine un rôle majeur dans les stratégies du crime organisé, et sont devenus un problème grave pour la police.

Les enlèvements sont de fait un centre de profit banalisé et d'usage fréquent pour les groupes criminels, y compris le kidnapping transfrontalier, qui apparaît en 2008. Malgré les efforts policiers pour combattre les enlèvements à l'étranger, une dizaine de garçons du Shanxi ont été tour à tour enlevés et séquestrés dans un pays frontalier. Deux autres mineurs ont été enlevés en janvier 2009 ; les suspects résidant à l'étranger, il fut impossible de les arrêter. Au Shanxi, le nombre de victimes de kidnappings transfrontaliers serait de plus de 50 personnes selon la police – sans compter les victimes dont les parents n'ont pas porté plainte.

À propos de ces otages détenus au Myanmar, le consul général de Chine à Mandalay a déclaré qu'il était impossible d'instituer une coopération contre la criminalité transfrontalière avec ce pays comme lorsqu'il s'est agi de fermer les casinos des régions frontalières. Le consul a admis que, depuis 2007, les enlèvements et séquestrations à l'étranger connaissaient un essor inquiétant.

Le trafic de stupéfiants

Il n'existe pas actuellement en Chine de cartel de la drogue de type colombien ou mexicain, ni semblable à ceux du « Croissant d'or » (l'une des principales zones de production d'opium entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan). Toutefois, l'immense marché de la drogue en Chine, les énormes profits du trafic et surtout la production croissante de stupéfiants attirent toujours plus les organisations criminelles chinoises. Ainsi, l'émergence de puissantes organisations de trafic de drogue est-elle à craindre dans les prochaines décennies.

Gravement préjudiciable au niveau national et international, le trafic de drogue est une activité majeure des entités criminelles en Chine, notamment celles de niveau transnational. D'après de récents rapports des Nations unies et d'Interpol, il y aurait quelque 218 millions de toxicomanes divers dans le monde, dont 142 millions usagers de cannabis, 13 millions pour la cocaïne, 8,6 millions pour l'héroïne. 30 millions de personnes consomment, en outre, des amphétamines et autres substances chimiques. Chaque année, 100 000 décès sont dus à la drogue, et environ 10 millions de personnes perdent leur emploi à cause de leur consommation de stupéfiants.

Statistiques internationales sur le trafic de stupéfiants en Chine

À partir des années 1980, les trafics de drogue, en direction et au sein de la Chine, se sont aggravés à l'échelle nationale (politique de réformes et d'ouverture), mais aussi en raison de l'environnement international. Ainsi, les trafiquants de drogue ont commencé à investir le marché chinois, provoquant la résurgence de la toxicomanie dans le pays.

Au début des années 1980, les trafics de drogue découverts par la police se chiffraient à 1 000 par an. En 1992, 14 000 cas étaient dénombrés dans l'année : une explosion en moins de dix ans.

Ce phénomène a débuté au Yunnan au début des années 1980 puis s'est étendu rapidement vers l'intérieur des terres avant de se généraliser à tout le pays à la fin de la décennie. La quantité de drogue saisie a continué à bondir dans les années 1990 en raison d'un trafic illicite toujours plus important. Selon les études de l'Organisation des Nations unies, 3,6 tonnes d'héroïne ont été saisies en Chine en moyenne dans les années 1991 à 1994, soit 25,5 % des saisies mondiales, mettant alors le pays au premier rang.

Entre 1994 et 1998, la quantité de morphine et d'héroïne saisie variait entre 7,5 et 2,4 tonnes, soit une moyenne de 4,8 tonnes par an, soit 10,4 % des saisies mondiales, faisant baisser la Chine au troisième rang mondial.

Notons également que la consommation de drogues chimiques (comme les amphétamines), qui émergea en Chine au début des années 1990, est en forte augmentation : environ 550 kg d'amphétamines ont été saisis chaque année de 1991 à 1993, soit 13,9 % des saisies mondiales et 33,4 % de celles d'Asie du Sud-Est.

Le rapport annuel 2000 du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues estimait que ce pourcentage se vérifiait sur toute la décennie 90, la quantité moyenne annuelle d'amphétamines saisie en Chine entre 1991 et 1998 représentant 12,8 % des saisies mondiales et 33,9 % de celles d'Asie du Sud-Est, plaçant alors la Chine au quatrième rang mondial.

Statistiques officielles nationales sur les affaires de stupéfiants

Selon les statistiques nationales, 64 000 affaires criminelles de drogue ont été suivies par la police en 1999 : contrebande, trafic, transport et

fabrication, 57 000 suspects ont été interpellés, 5,3 tonnes d'héroïne et 16 tonnes d'amphétamines en poudre saisies.

En 2000, plus de 96 000 affaires de drogue ont été recensées, soit + 48 % par rapport à l'année précédente. 6,3 tonnes d'héroïne, 20,9 tonnes d'amphétamines en poudre, 2,4 tonnes d'opium, 240 000 comprimés d'ecstasy, plus de 200 kg d'ecstasy en poudre ont été saisis, auxquels il faut ajouter 215 tonnes de précurseurs chimiques. La consommation de stupéfiants a suivi cette hausse : en 2000, 800 000 affaires criminelles et administratives liées à la drogue ont été traitées par la justice.

En 2006, plus de 46 300 affaires de drogue ont été recensées et 56 200 suspects, interpellés. La fabrication et le trafic d'amphétamines ont été également en forte augmentation, le nombre des affaires traitées en 1999 dépassant ceux des 8 dernières années et atteignant + 30,6 % par rapport à 2000.

La circulation illicite des précurseurs chimiques, notamment l'éphédrine, constitue un autre problème grave. 1 401,3 tonnes, pour une vingtaine de précurseurs chimiques, ont été saisies dans la première moitié de la décennie 1990, dans plus de 20 provinces et régions. Ces dernières années, on a constaté que des produits chimiques non réglementés étaient importés par voie légale (ou non) de l'étranger, pour être transformés sur place en produits précurseurs.

En 2008, en coopération avec les services de contrôle des médicaments et de la douane, la police a ainsi traité 170 cas de contrebande de précurseurs chimiques. 288 suspects ont été interpellés et 1 113 tonnes de précurseurs saisies.

Bien qu'à première vue la situation semble se stabiliser, le problème s'aggrave à la fin des années 2000. En 2008, 62 000 affaires de drogues ont été traitées soit + 9,2 % par rapport à 2007 ; 73 000 suspects ont été interpellés (soit + 7,7 %) ; 1 565 entités de narcotrafic ont été démantelées (+ 26,5 %) et 244 laboratoires ont été détruits (+ 86,2 %). 4,3 tonnes d'héroïne et 5,5 tonnes d'amphétamine (en poudre et pilules) et 5 tonnes de kétamine ont été saisies.

Statistiques et faits sur la consommation des stupéfiants en Chine

Le nombre de toxicomanes répertoriés est en constante augmentation. Selon les chiffres de la Commission nationale de contrôle des stupéfiants, ce nombre passe de 70 000 en 1990 à 681 000 en 1999 et à 860 000 en 2000, soit un chiffre multiplié par 11,3 en dix ans !

Si la majorité des toxicomanes chinois est de sexe masculin, la proportion de femmes toxicomanes augmente tous les ans. De 1991 à 1999, le pourcentage de femmes toxicomanes est ainsi passé de 12,5 % à 23,1 %, soit 2 fois plus en moins de dix ans. De 1995 à 1999, selon la Commission nationale antidrogue, entre 50 et 70 % des toxicomanes sont âgés de 21 à 30 ans (un tiers de la population toxicomane), suivis par ceux âgés de 31 à 40 ans. Les deux tranches d'âge réunies constituent 90 % des toxicomanes. L'âge moyen des hommes toxicomanes varie de 26,7 à 30,7 ans ; il est de 24,7 à 27,4 ans pour les femmes.

La plupart des toxicomanes ont un faible niveau de scolarité, de 74,4 % à 81,6 % (inférieur au collège). Toutefois, le nombre de toxicomanes possédant un niveau de scolarité supérieur augmente. Par exemple, la proportion des toxicomanes lycéens passe de 17,2 % en 1995 à 22,8 % en 1999, celle de niveau universitaire, de 1,2 % en 1995 à 2,8 % en 1999. Les toxicomanes chômeurs représentent la moitié des drogués, suivis par les travailleurs indépendants (un tiers). La durée de consommation des drogues varie de six mois à cinq ans par individu, et le taux de rechute après une désintoxication obligatoire est très élevé.

À l'origine, les toxicomanes chinois consommaient surtout de l'héroïne. La consommation d'amphétamines et d'ecstasy est apparue ces dernières années dans 31 provinces et régions autonomes, autant dire dans toute la Chine. La consommation d'ecstasy se concentre dans les lieux de loisir des grandes villes. 50 % des personnes « en rééducation par le travail » le sont pour toxicomanie, dont 70 %-80 % appartiennent aux régions nord-ouest et littorales du pays.

Du point de vue sanitaire, la situation des drogués est préoccupante. Dès la fin 2000, par exemple, 22 517 cas d'infection par le virus du sida ont été signalés, dont 15 965 dus à l'usage de drogues par voie intraveineuse (soit 70,9 % des contaminés).

D'un point de vue économique, la consommation moyenne d'héroïne de 860 000 toxicomanes représente plus de 140 milliards de yuans par an, ce qui pèse sur l'économie du pays, mais plus encore si l'on y ajoute le

personnel, les ressources matérielles et financières annuellement dépensées par l'État pour lutter contre ce fléau.

Stupéfiants et crime organisé

La toxicomanie est à l'origine de graves troubles sociaux et d'une augmentation de tous les types de crimes : en effet, beaucoup de toxicomanes pratiquent le vol, l'extorsion et la prostitution pour satisfaire leur consommation. Mais les crimes liés aux drogues sont aussi étroitement liés au crime organisé, avec pour conséquence des crimes violents. Les trafiquants de drogue pratiquent ainsi fréquemment la prise d'otage, comme le révèle l'affaire d'enlèvement suivante : le 18 mars 1997, la Sécurité publique du Guangdong a résolu une importante affaire de trafic de drogue et de prise d'otage. Dix mafieux ont été interpellés, et 2,4 kg d'héroïne, 2,7 kg de cocaïne, du cannabis, une arme de guerre, un pistolet lacrymogène, des munitions, un véhicule de transport, 3 motos et 26 000 yuans ont été saisis.

Le plus inquiétant est la nature transnationale de ces trafics, les trafiquants chinois pratiquant autant l'exportation que l'importation. Un des premiers cas de trafic transfrontière auquel la Chine a été confrontée fut celui du mafieux Mai. Le 22 décembre 1982, un groupe de narcotrafiquants est arrêté en gare de Kunming. 36 suspects venant de l'intérieur (Canton ou Kunming) mais aussi de l'extérieur (Hong Kong et Myanmar) sont impliqués dans l'affaire. Mai Genyuan, chef du groupe, est cadre dans une mafia de Hong Kong qui, en août 1981, a envoyé 3 de ses hommes au Yunnan pour y acheter environ 20 kg d'opium et les transporter à Hong Kong.

Dans les années 1990, la plupart des trafics transfrontaliers de drogue sont le fait de groupes professionnels organisés et armés. À travers diverses provinces et au-delà des frontières, ces criminels agrègent des bandes à l'origine indépendantes et forment ainsi un système complet de trafic incluant la fabrication, l'approvisionnement et la vente de drogue. Ils créent des points de contact servant au stockage et au transit des drogues et s'équipent de moyens modernes de communication ainsi que de véhicules adaptés.

En 1990, le ministère de la Sécurité publique mobilise les polices de 4 provinces du Sud et du Nord (Sichuan, Yunnan, Gansu, Guangdong) pour démanteler une organisation transnationale de narcotrafic. 221 kg d'héroïne et 2 millions de yuans sont saisis, 71 suspects interpellés, dont des patrons des laboratoires de transformation d'héroïne du Myanmar, des trafiquants de drogues du Sichuan, du Gansu, de Canton, et des exportateurs de Hong Kong.

En juin 1993, le même ministère lance une opération de trois ans, destinée à combattre le trafic de drogue et d'armes à feu dans les zones frontalières du Sud-Ouest. Des bandes de narcotrafiquants sont démantelées, dont certaines sont étrangères. Une des plus grandes bandes de narcotrafiquants alors démantelées est celle nommée les 5·8. Identifié par la sécurité frontalière du Yunnan, son patron, depuis longtemps recherché, est arrêté. Dans cette affaire, 8 groupes étrangers de narcotrafic sont démantelés, 339 briques d'héroïne (pour un total de 118 kg) sont saisies.

Le 15 avril 1996, les polices du Guangdong et du Yunnan se réunissent pour démanteler une entité internationale de narcotrafic qui avait payé 30 millions de yuans à des militaires corrompus du nord du Myanmar. Lors de l'opération, 39 suspects sont interpellés et 599 kg d'héroïne, 6 millions de yuans, 310 000 dollars et 16 véhicules de transport sont saisis.

Face à ce fléau international, la police chinoise commença à monter des coopérations avec des polices étrangères, comme lors d'une opération antidrogue nommée « Chasse à la baleine », en 2004. Tandis que la police du Fujian ciblait la fabrication transnationale de drogue par un certain Cai Aishan, les policiers découvrirent que ce dernier et Lu Zhendai se préparaient à créer un laboratoire d'amphétamines aux Philippines. Initialement, la direction antidrogue créa un groupe interrégional avec les polices du Fujian et du Zhejiang et, en juin et octobre 2005, elle envoya une délégation aux Philippines pour conclure un contrat de coopération entre les deux pays.

En octobre, Cai Aishan se retira de l'affaire et Lu Zhendai poursuivit ce projet de laboratoire avec Guo Lianhua dont le fief était à Macao. Guo se chargea du financement, du choix du lieu et Lu s'occupa de la fabrication de la drogue, des matériels et matières premières. En janvier 2006, la fabrication s'interrompit par manque de matières premières et le 3 juin

2007, le groupe fut démantelé par la police des deux pays, tous les matériels et produits étant saisis.

Les principaux acteurs de cette affaire réussirent à s'enfuir, mais en août, le groupe de travail découvrit que Lu et Guo achetaient de nouveaux équipements et recommençaient à fabriquer de la drogue à Cangnan pour récupérer leurs pertes. Leurs laboratoires furent détectés après dix jours d'enquête et le 15 septembre, l'assaut eut lieu : 8 suspects, y compris Lu, furent interpellés. Le laboratoire fut démantelé, environ 17 kg d'amphétamines, 46 kg d'amphétamines en cours de préparation, 21 kg d'éphédrine, des équipements de fabrication de drogue, un véhicule de transport saisis. Guo Lianhua et Wu Jintang furent arrêtés quelques jours plus tard.

En 2007, les experts constatèrent que les opérations de police influaient directement sur le prix de la drogue. Le trafic de drogue interrégional d'une organisation nommée les 2·28 a permis de comprendre ce phénomène. Ce grand réseau de trafic et de transport d'amphétamine indépendant, bien organisé, s'étendait sur 16 provinces et régions du Sud et du Nord-Est de la Chine.

Ses chefs employaient des passeurs avalant la drogue pour la transporter de Kunming au Guangdong. En arrivant au Guangdong, l'un d'eux ne parvint pas à évacuer toutes les boulettes de son corps : il fut alors éventré pour les récupérer. Après la résolution de cette affaire, le prix des amphétamines à Kunming passa de 25 à 45 yuans.

L'action des grandes entités criminelles dans la fabrication et le trafic de drogue mérite une attention particulière. Nées grâce au trafic de l'opium, elles doivent leur résurrection à celui de l'héroïne. Or, depuis quelques années, elles se reconvertissent dans le trafic des amphétamines, moins visible (pas de plantation) et touchant des consommateurs plus difficilement détectables. De fait, une grande partie des affaires récemment élucidées en Chine concerne les stupéfiants chimiques.

En juillet 2000, par exemple, l'organisation 5·24, identifiée par les polices du Hubei et du Guangdong, possédait un laboratoire spécialisé dans la fabrication et le trafic d'amphétamines. Les 2 tonnes d'amphétamines liquides produites étaient ensuite transportées par camion vers les laboratoires du Guangdong. Après purification et cristallisation, les produits finis étaient vendus en Chine ou à l'étranger en passant par Lufeng.

Deux mois plus tard, deux réseaux internationaux d'ecstasy furent démantelés par la police de Pékin. En janvier 2001, un groupe d'ingénieurs et de criminels de Hong Kong fut identifié à Foshan, province du Guangdong : 40 membres furent interpellés, 6 laboratoires d'ecstasy, 3 d'amphétamines et 2 dépôts démantelés ; plus de 30 000 pilules d'ecstasy et 1,3 tonne d'amphétamine liquide furent saisies.

En octobre 2008, une autre affaire fut résolue à Canton : 13 suspects interpellés ; 1,7 tonne de méthamphétamine, du matériel et des précurseurs saisis ; 14 millions de yuans récupérés.

Toutes ces affaires expliquent pourquoi la Chine est considérée comme l'un des pays producteurs d'amphétamines dans les rapports annuels de 1999 et de 2000 de l'ONU.

Si les mafias se reconvertissent dans les amphétamines, ce n'est pas simplement sous l'influence des consommateurs, mais parce que la Chine est un gros producteur de produits précurseurs (nous le verrons plus loin). Comme à l'époque du trafic d'opium, les mafias chinoises fondent non seulement leurs marchés sur la demande des consommateurs, mais aussi sur leurs capacités de production sur le sol national (minimisation des risques de repérage par la justice), l'importation de précurseurs étant aussi risquée que l'exportation de drogue.

Autre phénomène inquiétant, le lien entre armes et drogue. Certains trafiquants de drogue se livrent aussi au trafic d'armes à feu, d'autres les utilisent pour le trafic de drogue. Ce lien se constate dès 1992 au Yunnan, lorsque 36 groupes armés de narcotrafiquants sont démantelés par les polices du Yunnan et du Guangxi. Lors de l'interpellation, 7 policiers furent tués et 26 blessés.

Crime et armes à feu

La question de la prolifération des armes à feu a pris une ampleur alarmante depuis le début du XXIe siècle. Pour preuve, l'opération spéciale d'échelle nationale menée sur le contrôle des armes et explosifs d'avril à octobre 2001, qui permit de découvrir plus de 100 000 crimes commis par armes à feu et explosifs et d'arrêter 210 000 suspects. De 2002 à 2006, 502 000 armes à feu de tous types et 8 400 000 munitions furent confisquées.

Une nouvelle opération organisée par le ministère de la Sécurité publique d'avril à juin 2007 permit de saisir 892 armes à feu diverses, 51 748 munitions, 7 095 armes factices, 11 246 armes blanches, 32 228 détonateurs, 30 610 kg d'explosifs et 9 489 kg de produits chimiques toxiques. 1 335 suspects furent interpellés.

En matière d'armes, la Chine s'est alignée sur le « Protocole contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, pièces et munitions » adopté à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Autre référence : la réunion d'information et d'analyse du Groupe d'experts sur la réglementation des armes à feu (Vienne, 10 au 14 février 1997) dont les conclusions sont les suivantes :

– le trafic illicite transnational d'armes à feu est une préoccupation pour tous les pays membres. Les crimes violents, suicides, homicides et autres infractions par armes à feu en sont la conséquence,

– un lien manifeste existe entre le trafic illicite des armes à feu et les réseaux criminels transnationaux.

En 1988, 10 trafics d'armes environ furent détectés en Chine, 170 en 1989, plus de 500 en 1990. Depuis, la situation se dégrade, nombre de ces trafics ayant pris une ampleur transnationale. Les trafiquants de base sont souvent des paysans frontaliers ou des chômeurs urbains : sur 344 suspects de trafic d'armes interpellés au Guangxi en 1990, 267 sont des frontaliers, soit 76,5 %.

Dans ces trafics transnationaux, on distingue les spécialistes de l'exportation de ceux de l'importation.

Dans le premier cas, les criminels de Hong Kong, de Taïwan ou de Macao achètent des armes dans les zones frontières : depuis 1989, les polices de Hong Kong et de Taïwan ont ainsi saisi une centaine d'armes de guerre provenant de Chine.

Dans le second, la source principale est le Vietnam. Sur 348 armes saisies au Guangxi en 1989, 321 provenaient de ce pays, soit 92 % du total. Sur 296 armes de guerre saisies la même année au Yunnan, 236 en provenaient également, soit 80 %. Ces armes sont ensuite infiltrées dans les villes et au Tibet. Quelques-unes vont vers Hong Kong, Taïwan et Macao. Des armes provenant du Yunnan ont ainsi été découvertes dans 24 provinces de Chine.

Le trafic national n’est pas en reste : des armes provenant du Guangxi ont été découvertes dans 9 provinces, municipalités et régions autonomes. En 1989, le nombre de vols d’armes à feu enregistrées est de 511 armes et plus de 20 000 munitions.

Le trafic d’armes est souvent lié à celui de la drogue. À la suite de graves problèmes à la frontière du Sud-Ouest, le ministère de la Sécurité publique organisa en juin 1993, à Nankin, une conférence sur ce sujet, visant à cibler ensemble, durant trois ans, ces deux fléaux à l’échelle nationale. Au terme de cette campagne, un millier d’affaires a été résolu : 1 600 armes de guerre, 7 000 armes civiles, 2 millions de munitions et 40 000 grenades ont été saisies ; 1 600 suspects interpellés.

Depuis la promulgation en 1996 de la « loi sur la gestion des armes à feu en République populaire de Chine », ces infractions se traitent dans un cadre juridique strict. Les nouvelles normes autorisent la police à confisquer plus d’armes à feu illicites et à détecter davantage de trafics.

Au vu des statistiques de la justice, le nombre d’infractions aux armes et explosifs remonte pourtant à la fin de la décennie, après la baisse observée dans les années 1990. En 1998, les tribunaux ont traité 2 784 cas de crimes « armes et explosifs ». En 1999, 4 042 dossiers analogues, soit + 45 % environ, et 4 542 en 2000 (+12,37 % sur 1999).

À la fin des années 2000, la vente en ligne d’armes et de munitions a compliqué le travail des forces de l’ordre. D’août à octobre 2008, le ministère de la Sécurité publique suscite un contrôle spécial de cette nouvelle forme de vente après une réforme des textes en vigueur. La police s’intéresse ainsi de près aux sites d’enchères et d’affaires, aux sites comparatifs et aux magasins en ligne de surplus militaires. Selon nos statistiques, 7 909 sites Web ont été examinés et 119 526 pratiques illicites détectées. La police a pu interdire 115 437 offres concernant des armes, réformer 2 507 sites Web et en fermer 1 002 autres. Hormis des escroqueries, on continue néanmoins à trouver sur internet de vraies ventes d’armes et d’explosifs.

L’usage criminel des armes

Dans les années 1990, l’augmentation du trafic de la drogue a provoqué celle de l’usage des armes à feu. Leur disponibilité a entraîné une

forte hausse de leur usage. De 1988 à 1990, on a compté au Guangdong 708 « usages criminels d'une arme », 90 % des armes ayant été achetées par les malfaiteurs dans un but criminel.

En 1990, 1 300 affaires d'« usage criminel d'une arme » associées à des vols, extorsions de fonds et actes de contrebande et trafic ont été traitées par la police, soit + 45 % par rapport à 1989. En 1990 toujours, 229 homicides par arme à feu ont été dénombrés, soit + 16,2 % sur 1989. Certains criminels sèment délibérément la terreur pour s'imposer, tuant ou menaçant de leur arme civils et fonctionnaires. D'autres en usent aussi lors de leur arrestation : en 1990, 251 policiers furent ainsi tués et 6 502 blessés en fonction.

L'usage des armes n'est pas uniformément réparti en Chine. En 1990, par exemple, sur 198 vols à main armée enregistrés, 116 l'ont été dans le seul Guangdong, soit 58,5 %. Sur les centaines de crimes par armes à feu commis au Guangdong et à Hainan, 72 des armes saisies provenaient du Guangxi, 34 du Vietnam et 6 du Yunnan. Fin 1992, des armes et des stupéfiants venant du Yunnan et du Guangxi furent découverts dans plus de 600 villes chinoises.

1- . Cai Dehui et Yang Shilong, *Criminologie*, p. 195-196, maison d'édition Wunan, 2001.

2- . Référence aux documents sur « la prévention de la criminalité violente » de la IX^{e} Conférence des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des criminels « Stratégie de la prévention de la criminalité », concernant notamment les violences urbaines, la délinquance juvénile et le crime violent, y compris le problème des victimes : « Évaluation et de nouvelles perspectives ».

3- . En Chine, est considéré comme un crime d'enlèvement le fait de s'emparer de quelqu'un par la force ou tout autre moyen, dans le but de lui extorquer de l'argent ou de le détenir comme otage. Après la modification de l'article 239 du Code pénal, ce crime est puni de dix ans de réclusion criminelle, ou de la réclusion criminelle à perpétuité et la confiscation des biens plus une amende ; pour les cas moins graves, de réclusion criminelle de cinq ans à dix ans et une amende ; de la peine de mort et de la confiscation des biens lorsqu'elle est suivie de la mort de la victime.

2
Évolutions et nouvelles tendances de la criminalité organisée

Estimer de nouvelles tendances demande d'évaluer le passé récent et d'analyser de nombreuses données et informations. Cet exercice risqué est cependant nécessaire car il nous extrait d'une vision dépassée des affaires criminelles, donc de l'aveuglement, et nous permet de mieux concevoir et orienter nos actions futures.

Nouvelles tendances criminelles : une mise en perspective

Comment se développent les organisations criminelles

Une prévision doit se fonder sur des règles précises. Selon nous, 3 règles permettent d'étudier l'évolution et le développement du crime organisé :

– développement des organisations criminelles, selon les 5 phases évoquées plus haut : gangs plutôt désorganisés → gangs organisés → organisations criminelles → triades (organisations criminelles intrafrontalières) → organisations criminelles transfrontalières. En Chine, cette règle permet d'ordonner les 5 types d'entités criminelles selon une logique cohérente, celles-ci progressant en général de la phase inférieure vers la supérieure, rarement l'inverse ;

– genèse sociale de l'émergence et de l'évolution des entités criminelles, tenant aux évolutions politiques, économiques et culturelles de la société où elles apparaissent. Or, la Chine traverse une période de fragilité due à la transition économique, aux transformations sociales, etc. Plusieurs facteurs négatifs peuvent donc favoriser l'apparition d'entités criminelles ;

– rôle de la mondialisation dans l'émergence et le développement des organisations criminelles, ce facteur favorisant surtout l'expansion des

organisations criminelles transnationales.

Pour être valablement appliquées à la criminalité chinoise, ces 3 règles doivent intégrer diverses données, à savoir les évolutions criminelles durant les 3 dernières décennies, et la croissance ou décroissance comparative des divers types d'entités criminelles : gang désorganisé, gang organisé, organisation criminelle, triade (entité criminelle intrafrontalière) et organisation criminelle transfrontalière.

Développement de la criminalité organisée : les grandes tendances

Le développement du crime organisé (en tant que phénomène social quantifiable) et celui des entités criminelles sont bien sûr intimement liés. Toutefois, l'entité criminelle, souvent clandestine, n'est pas facile à identifier, alors que le crime organisé consiste en des actes socialement perceptibles et souvent répertoriés dans les statistiques judiciaires. D'où deux niveaux cognitifs différents : d'un côté, un savoir encore flou sur les organisations criminelles ; de l'autre, une connaissance plus nette de leurs activités. Ce qui amène à cette certitude : la croissance des organisations criminelles induit inévitablement celle du nombre des actes criminels enregistrés.

À regarder les statistiques, on constate une augmentation importante, avec une accélération à la fin de chaque décennie. Cette augmentation toujours plus rapide correspond aux évolutions politiques, économiques, culturelles et sociales vécues par notre pays.

Des années 1950 jusqu'à la fin des années 1970, le taux de criminalité du type crime organisé (drogue, trafic des êtres humains, jeux) était faible, avec un nombre annuel d'affaires pénales inférieur à 50 000 ; dans les années 1980, ce chiffre passe à 90 000 ; vient ensuite un bond avec 1 972 000 dossiers en 1989. D'environ 2 millions par an dans les années 1990, ce chiffre monte à 4,5 millions dossiers annuels dans les années 2000, soit plus du double.

Dans un avenir proche, il est donc certain que la criminalité organisée continuera à progresser, même si l'on y constate certaines fluctuations.

Première phase du développement des organisations criminelles en Chine, dans la décennie 80

Cette phase voit la réapparition et la croissance rapide de bandes criminelles organisées en Chine, certaines passant à l'état de mafia. La situation criminelle des années 1980 offre deux caractéristiques :

– apparition d'une nouvelle génération de gangs locaux et de quelques mafias nationales,

– infiltration en Chine d'organisations criminelles allogènes, mafias chinoises venues d'outre-mer, ou mafias étrangères.

Certes, dans la réalité, les entités criminelles chinoises et étrangères tendent à être étroitement imbriquées mais, pour plus de clarté, nous abordons séparément ces deux formes criminelles.

Propagation du crime organisé chinois dans la décennie 80

Renaissant en Chine, le crime organisé s'incarne d'abord dans les nombreuses bandes locales, apparues dès l'instauration des réformes et de l'ouverture, et préludant à l'émergence des mafias modernes. Ainsi, à l'origine de la présente crise criminelle en Chine, on trouve d'abord des gangs qui, s'ils se développent sans obstacle, accèdent vite au rang de mafia.

Des entités criminelles embryonnaires : le royaume des gangs (1978-1983)

Dès la mise en œuvre de la politique de réforme et d'ouverture, la criminalité en Chine s'aggrave rapidement : en 1979, on compte 636 222 procès pénaux de tout type dans le pays (+ 100 524 par rapport à 1978) ; en 1980, 757 104 (+ 120 882 sur 1980) ; en 1981, 890 281 (+ 133 177), soit une augmentation moyenne de plus de 100 000 procès par an. Mais, grâce à plus d'efficacité, le nombre des procès pénaux diminue à 748 476 en 1982 (– 141 805 sur 1981).

Au début, la criminalité s'aggrave dans les moyennes et grandes villes : entre août et octobre 1979, on compte 99 homicides, 141 viols, 616 pillages dans les villes de Pékin, Tientsin et Shanghai. Ce retour des gangs criminels choque la Chine de l'époque, et certaines affaires marquent profondément l'opinion.

En septembre 1979, par exemple, des voyous dénudent une jeune femme en plein jour sur une grande avenue de Shanghai, et la violent sans

être inquiétés. Le même mois, à Tientsin, une quarantaine de voyous, arme au poing, envahit les rues, frappe des piétons et pille des véhicules, blesse 14 personnes et provoque de graves destructions. En octobre à Pékin, 6 malfaiteurs se livrent à 3 cambriolages consécutifs le même soir. Des cas similaires adviennent dans les villes de Canton et de Taiyuan. Toutes ces infractions sont commises par des gangs locaux.

Ces faits médiatiquement sensationnels et la réapparition d'une forme criminelle disparue des rues chinoises depuis 25 ans poussent le gouvernement à réagir rapidement.

Après une réunion nationale sur la sécurité urbaine, les moyennes et grandes villes (Pékin, Tientsin, Shanghai, etc.) renforcent, en 1979, leurs stratégies de lutte anticrime. D'après leurs statistiques (incomplètes) de 1979, environ 19 000 criminels sont alors incarcérés et 3 400 gangs démantelés. Certains possèdent de nombreux membres, une structure et une pratique professionnelle déjà élaborées. Commettant des crimes graves, ils mutent parfois en mafias.

Fin octobre 1982 par exemple, la police ferroviaire de la ville de Xiangfan détecte un groupe criminel se livrant au trafic de femmes. Ses 28 membres, dont 18 prisonniers fugitifs, 2 employés de chemin de fer et 8 receleurs, se sont associés en juin 1981 pour enlever des femmes. Au total, 43 ont été vendues à des individus âgés ou handicapés, solitaires et peinant à se marier. Certaines d'entre elles ont été violées durant leur séquestration. Cet important groupe criminel agissait de façon méthodique et souvent violente ; mais, encore anarchique, il n'était encore qu'un gang et non une vraie mafia.

De premiers gangs tendent à s'organiser comme des mafias (1983-1986)

Face à l'aggravation de cette situation, le gouvernement décide en août 1983 de lancer une opération anticriminelle à l'échelon national (en fait, 3 campagnes sur 3 ans). Sur ordre du gouvernement et du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, la première permet de démanteler plus de 100 000 gangs, la deuxième 31 000 gangs avec 130 000 malfaiteurs interpellés.

Au début de ces campagnes, le gouvernement fait preuve d'une grande sévérité. Dans la ville de Tangshan, par exemple, une bande de voyous appelée Gang du couteau de cuisine commettait depuis 1982 de nombreux meurtres et vols. Lors de la première campagne anticrime, les 105 membres de cette bande sont arrêtés. Les 14 auteurs des pires crimes sont condamnés à mort ; 54 autres à la prison. Les derniers à des peines alternatives.

Dans la ville de Nanping, un gang de 109 malfaiteurs commettait de longue date des violences, dont les viols collectifs de 47 femmes. Des 23 membres arrêtés, 4 sont condamnés à mort et les autres à la prison à perpétuité.

De tels gangs existaient alors dans presque toutes les villes. Mais la seconde campagne anticrime révèle un fait inquiétant : certaines de ces bandes sont en train de muter en organisations criminelles proprement dites.

En mars 1986, la troisième campagne anticrime débute dans un pays conscient de la gravité de la situation. Certaines régions abritent des groupes criminels qui pillent et assassinent, notamment des policiers et des cadres du Parti ou du gouvernement, comme si l'ouverture avait exhumé des haines enfouies.

Les gangs mutant en mafias figurent donc dans les 3 cibles visées. Le ministère de la Sécurité publique parle alors de « gangs de voyous se transformant en mafias et en despotes locaux ».

En juillet 1986, dans la ville de Shaoyang (province du Hunan), 6 crimes violents choquent les habitants. Officiels nationaux et locaux, policiers, ciblent le gang dit Association des aventuriers chinois qui en est l'auteur avec, notamment, l'assassinat d'un policier signé par une affiche provocante portant ces mots : « policier exécuté ».

À Jinzhou, on démantèle une bande dont 4 membres sur 5 sont des policiers et cadres de la sécurité ferroviaire. À l'insu de leur chef, ils ont commis 38 crimes en 8 ans : vols, homicides, vols à main armée, viols, etc. Cette affaire illustre une inquiétante proximité entre policiers et bandits.

La troisième campagne anticrime s'achève fin 1986. À son terme, 197 000 bandes criminelles diverses sont détectées dans le pays – en général, des gangs ou entités mutantes – et 876 000 de leurs membres sont traduits en justice. Les rares mafias proprement dites pratiquent surtout le trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes.

Au total, ces campagnes ont permis la condamnation de 1 772 000 individus. 321 000 ont été « rééduqués par le travail », plus de 30 000 armes et 2 000 000 de munitions ont été confisquées.

Ce nombre effarant de condamnés s'explique par le fait qu'à l'époque, toutes les infractions concernant gangs et mafias sont confondues. Ainsi, la répression vise également la prostitution, la toxicomanie, les jeux d'argent illicites et les productions pornographiques. Pendant ces 4 années de campagnes anticrimes nationales, le nombre de procès est resté stable (et plutôt bas) : 500 000 par an environ : 610 478 en 1983 ; 514 369 en 1984 ; 542 005 en 1985 ; 547 115 en 1986.

Cependant, améliorer la sécurité par la répression n'est jamais que passager, car les facteurs politiques, économiques et culturels aggravant la sécurité y sont ignorés. Après ces campagnes, la criminalité – notamment grave – n'a donc fait qu'augmenter. Ainsi, après 1987, bien que le gouvernement ait continué de maintenir une ligne sévère contre les criminels et les crimes graves, et que les régions continuent de lutter contre le crime à leur échelle, la Chine a échoué à améliorer sa sécurité.

Mutation des gangs : apparition des premières mafias chinoises contemporaines (1987-1990)

Selon les statistiques officielles, 827 594 crimes sont commis en Chine en 1988 et 1 971 901 en 1989. En 1990, on passe la barre des 2 millions : 2 216 997 crimes connus, soit + 245 000 par rapport à 1989.

Entre 1987 et 1990, le taux de criminalité pour 1 000 personnes passe de façon inquiétante de 0,54 à 0,77 puis à 1,82 et enfin à 2,01, alors que les entités criminelles se multiplient. En 1986, 30 476 bandes sont détectées, avec 114 452 membres ; en 1987, 36 000 bandes avec 138 000 membres ; en 1988, 57 229 bandes avec 213 554 membres ; en 1989, 97 807 entités et 353 218 membres. Au total, + 70,9 % de bandes et + 65,4 % de membres sur 1988.

En 1990, la barre des 100 000 est dépassée : 100 527 entités pour 368 885 membres. Pendant ces 4 années, les bandes criminelles (connues) et les bandits ont triplé en nombre, et la transformation des gangs en mafias s'accélère : se multipliant, les gangs doivent se structurer pour survivre. En 1989 et 1990, le crime organisé s'aggrave encore, ce que reconnaît

honnêtement le Bureau politique du P.C.C. en 1990 : « L'aggravation de la criminalité de tout niveau tient notamment à la prolifération des bandes organisées et à leur mutation progressive en organisations criminelles. Ces bandits coalisés commettent des infractions, non seulement dans les villes, mais aussi dans les réseaux de transport, à la campagne ou dans les villages. Beaucoup de crimes graves sont imputables à ces bandes criminelles. Surtout, à des bandes d'anciens détenus "rééduqués" puis libérés, ainsi qu'à des évadés de prisons déjà endurcis. Expérimentés, ils savent échapper à la répression. Certaines bandes ont muté en véritables mafias, plus dangereuses encore que les bandes d'avant la campagne anticrime de 1983. La criminalité s'aggrave de jour en jour et menace directement la société, le développement économique et la stabilité sociale ».

Cette déclaration officielle reflète précisément l'évolution et l'état de la criminalité organisée de l'époque. Les campagnes anticrime ont en fait apporté aux criminels l'expérience nécessaire pour qu'ils puissent muter en mafias. Dès 1989, personne en Chine ne nie plus la transformation rapide de ces gangs en mafias, ni les progrès manifestes, quantitatifs et qualitatifs, de la criminalité organisée.

Un processus de spécialisation criminelle

Désormais, l'entité criminelle doit se professionnaliser pour affronter les forces de l'ordre, mais aussi pour dominer les gangs locaux. L'activité criminelle elle-même se professionnalise. Trafic de drogue, d'êtres humains, prostitution… Plus question d'amateurisme, ni de toucher étourdiment à tout : il faut désormais faire du bénéfice.

Comme on le verra plus loin, le trafic de drogues est une activité criminelle classique et importante en Chine. Notre époque n'a amené qu'un seul changement notable : son internationalisation. Ainsi, lorsque les gangs chinois mutent en mafias, leur activité majeure devient la fabrication, le transport et la vente de drogue.

Vers la fin des années 1980, la professionnalisation de ce trafic était déjà perceptible, tout comme son internationalisation structurée. Ce succès accélère la mutation des gangs. Devenus des mafias avérées, leurs trafics de drogue s'opèrent donc de façon structurée et planifiée, avec répartition des tâches. La coopération entre entités criminelles à l'intérieur et à l'extérieur

du pays se renforce. Directement pilotées depuis l'étranger, certaines bandes dirigent au quotidien des réseaux de transitaires et de vendeurs, utilisant les moyens modernes de communication et de transport. Ils forment ainsi une chaîne intégrant la fourniture des produits précurseurs, la transformation, le transport, le stockage et la vente des stupéfiants. Bien qu'on soit très loin du niveau des cartels, ces entités disposent toutefois de leurs propres groupes armés, capables des pires violences.

S'agissant du trafic des êtres humains, notamment pour la prostitution, la vente des femmes est un « métier » traditionnel du crime organisé chinois, tandis que celle des enfants est plus récente.

Bien que le trafic des êtres humains soit strictement interdit, la situation s'aggrave lors de la mutation des gangs en mafias. En 1990, la police traite plus de 18 000 cas de trafics d'êtres humains dans le pays, soit 37 fois plus qu'en 1985. 70 % des criminels impliqués dans ces trafics agissent au profit d'une entité criminelle. Ces organisations comptent de quelques individus à une centaine pour les plus puissantes, se répartissant le travail, entre enlèvement, transport, transit et vente. Le plus souvent, le chef a un « droit de cuissage » : il viole en premier les femmes à titre de « formation initiale ».

De février à juillet 1990, 2 234 bandes spécialisées dans le proxénétisme aggravé sont décelées en Chine. La police du Sichuan en cible alors une, forte de 40 membres, qui transporte des femmes sur l'île de Hainan pour les prostituer. Contrôlant 180 femmes issues de 8 régions différentes, ils les installent dans des maisons ou des hôtels de 13 districts de Haikou, de Wenchang et de Hainan. Percevant 10 % du chiffre d'affaires des hôteliers hébergeant les prostituées, ils prélèvent aussi 1 500 à 2 000 yuans sur chacune d'entre elles pour « frais de formation professionnelle ». D'autres bandes spécialisées dans le proxénétisme sont aussi détectées dans la ville de Wenzhou, au Zhejiang.

Outre la prostitution de femmes et de mineurs, le trafic d'êtres humains profite aussi de la politique chinoise de l'enfant unique et de la tradition voulant que le culte de la famille se transmette de génération en génération par les hommes. Ainsi, une bande spécialisée dans le trafic de bébés masculins est découverte par la police du Guangxi. Depuis les années 1980, cette bande forte de 53 membres a volé et vendu une centaine d'enfants de sexe masculin de moins de 2 ans.

Les années 1980 voient aussi la renaissance des pirates de la route, tel le gang de la Tête de tigre, le gang du Soleil rouge, le groupe Dragon et tigre de la route, etc. Établis au bord des grandes artères, ils disposent d'un chef et de règles disciplinaires, et « vivent » de la route, faisant payer des droits de passage, ou encore se livrant au pillage ou à l'assassinat.

Fugitifs et détenus dans les années 1980

Les criminels en fuite constituent un réel danger pour la société, surtout s'ils sont organisés. En 1987, 239 000 criminels recherchés restent ainsi introuvables, après avoir donné un faux nom ou une fausse adresse. En 1988, la Chine en compte 303 000. Certains fugitifs s'associent durant leur fuite ou investissent un nouveau territoire, propageant ainsi la criminalité. Rien n'est plus dangereux qu'une coalition de fugitifs convaincus de n'avoir plus rien à perdre. Hier, simples voleurs ou escrocs, désormais en fuite et regroupés, ils commettent vols, viols, homicides, attentats à l'explosif, etc.

En 1988, dans la province du Henan, une bande spécialisée dans les vols à main armée compte ainsi des fugitifs de 4 provinces, 12 villes et 18 districts différents. S'étant regroupés après leur évasion, ils commettent plus de 200 vols dans divers villages. La valeur de ces vols est minime, mais plus de 20 femmes ont été violées pendant leurs méfaits.

Les prisons abritent aussi des bandes de détenus, plus violentes encore que celles de l'extérieur. En effet, les prisonniers se reconstituent en bandes au sein même du lieu de détention : de décembre 1989 à la fin 1990, 20 homicides sont ainsi commis dans les prisons de la seule province du Shanxi, les victimes ayant été battues à mort par d'autres détenus. Aujourd'hui connu, ce phénomène a été repéré à la fin des années 1980, quand une violence inédite frappant les prisons a été constatée.

Les gangs d'adolescents

Autre phénomène inquiétant : l'apparition d'une nouvelle génération criminelle formée d'adolescents. En 1989, 73 % des gangs connus au Henan en sont composés. Dans la ville de Zibo, au Shandong, 78,4 % des membres des gangs détectés sont aussi des adolescents. Multipliant les infractions graves, la criminalité adolescente se structure aussi plus

strictement : les bandes se dotent d'un nom, d'une hiérarchie, d'un chef et de règles. Imitant parfois les mafias anciennes, elles organisent des cérémonies d'initiation, etc. Certaines se dotent même d'un emblème ou d'une bannière et exigent de leurs membres une fidélité perpétuelle. En 1989, parmi les 77 bandes d'adolescents suivies par la police de la région Yiyang du Hunan, 48 ont un nom.

Or, à mesure que ces adolescents grandissent, leur gang mûrit aussi et s'imprègne de la mentalité criminelle, nourrissant ainsi le terreau de mafias futures.

Autre inquiétude : ce ne sont plus les seuls adolescents déscolarisés qui intègrent ou créent ces gangs. En avril 1990, la police du district de Chaoyang, à Pékin, détecte 8 bandes fortes de 57 lycéens scolarisés. Portant des noms comme Neuf frères, Poing de fer, Dragon des bois, Libre et sans souci ou encore 18 Braves, elles harcelaient leur voisinage, se livraient au chantage et à la violence, et multipliaient les vols.

En janvier 1990, dans le district de Guanyang, au Guangxi, un gang de lycéens est détecté. Ayant vu la série télévisée « la Plage de Shanghai », 3 d'entre eux décident de créer la Secte de la panthère noire sur ce modèle. L'un d'entre eux en est le chef, les autres, ses adjoints. Leur bande comporte 73 membres, 61 élèves de 5 lycées et d'1 collège, plus 12 adolescents déscolarisés, structurés en 5 divisions de 10 personnes. Les plus âgés ont 18 ans, les plus jeunes, 14. Tous paient au chef 1 yuan par mois. Lors de perquisitions, la police découvre que ces adolescents fabriquaient des armes artisanales et des explosifs, dont ils usaient lors de vols ou de bagarres de rue.

L'arme de la corruption

Les cas de corruption, notamment de policiers, caractérisent la décennie 80.

En août 1990, la police de Harbin démantèle 3 entités ayant muté en mafias depuis 6 ou 7 ans. La police capture 47 criminels dont 5 policiers, confisque 26 armes à feu et traite 131 crimes graves : kidnappings, homicides, violences, viols, vols, corruption, etc. Les biens illicites confisqués ont une valeur de 1,5 million de yuans. Ces 3 entités ont perduré

en utilisant les biens pillés pour corrompre des cadres du Parti et des officiels, surtout des policiers, pour qu'ils les protègent.

Selon les statistiques officielles, 62 policiers ont ainsi été corrompus par ces bandes, et 10 magistrats. Le 9 juin 1991, la cour d'appel du Heilongjiang condamne sévèrement 47 de ces mafieux, du fait de la corruption massive présente dans ce dossier. 14 sont condamnés à mort, 1 à la peine de mort avec sursis, 1 à perpétuité, 14 à plus de 10 ans de prison, 6 à 5 ans de prison.

Durant cette décennie, on constate que les entités criminelles ont mûri et progressé dans les domaines suivants :

– structuration : plus de hiérarchies, de rigueur, de stabilité, d'envergure,

– activités criminelles : elles ne se limitent plus à un seul quartier ou région, mais gagnent le niveau interrégional ou transfrontalier,

– polycriminalité : on constate une diversification, avec pratique de deux types de criminalité ou plus,

– violence : elle s'aggrave, les entités criminelles usant désormais d'armes à feu, voire d'explosifs,

– investissement du monde de l'économie,

– investissement des pouvoirs locaux surtout politique et judiciaire, corruption d'officiels, pour protection ou coopération.

Les organisations criminelles étrangères, de la fin des années 1970 à celle des années 1980

L'arrivée en Chine d'entités criminelles étrangères se fait également en 3 étapes : début des années 1980, période de répression, fin des années 1980. Seulement, contrairement aux organisations nationales, les organisations étrangères sont arrivées sous une forme achevée. Il n'y a donc pas eu de mutation dans ces organisations : c'est leur influence sur la Chine qui a évolué.

Les organisations criminelles étrangères au début des années 1980

Avant la politique de réforme et d'ouverture, peu d'organisations criminelles étrangères réussissaient à entrer en Chine en raison d'un sévère contrôle frontalier. Si elles y parvenaient, elles ne pouvaient y agir à leur

gré. En revanche, dès le début de la politique d'ouverture, elles eurent la possibilité de s'infiltrer dans le pays. De nombreuses familles séparées depuis des décennies se retrouvèrent après l'ouverture, et, sous prétexte de voir d'anciens amis ou de rentrer au pays revoir leurs parents, des Chinois d'outre-mer profitèrent de l'occasion pour y recruter des complices.

En 1979, la construction de Shenzhen au Guangdong en fournit un bon exemple. Des truands de Hong Kong et de Macao s'y étaient implantés de façon légale (ou non) et commençaient à recruter des membres parmi les pêcheurs, paysans et petits commerçants frontaliers pouvant franchir la frontière. En 1982, 76 criminels sont ainsi dénombrés dans cette ville, et une mafia hongkongaise ayant enlevé et transporté clandestinement à travers la frontière 70 enfants de 4 à 12 ans fut découverte. Cette bande envoyait des agents de liaison en Chine et utilisait des vedettes rapides pour ses transports clandestins.

Dans cette première période, les mafias de Hong Kong, Macao et d'autres régions frontalières tentent de reproduire en Chine ce qu'elles font chez eux et cherchent à élargir simplement leur territoire. La Chine est alors une terre vierge pour ces entités criminelles qui, du fait de leurs structures élaborées, ne rencontrent encore aucun concurrent sérieux.

Les campagnes anticrime

Les campagnes anticrime freinent l'infiltration directe des mafias hongkongaises et de Macao. Les risques étant trop grands, elles imaginent de former des groupes criminels en Chine même dont tous les membres, à tous niveaux hiérarchiques, sont des citoyens chinois. Soit ces groupes travaillent pour les mafias, soit ils s'allient à elles. En 1979, par exemple, un Chinois nommé Chen immigre clandestinement à Hong Kong et adhère à l'entité criminelle hongkongaise Guangsheng. Rentré en 1983 à Shenzhen, il crée avec 5 complices une filiale nommée Aigle volant.

En 1984, un mafieux de la 14K recrute un Chinois qui, à son tour, soudoie des lycéens, qui en recrutent d'autres, pour créer les gangs juvéniles nommés Dragon vert, IQ et Souffrance.

Parfois, les entités criminelles étrangères contactent directement des gangs chinois mutants, déjà bien structurés. La Guanding, créée en 1980 à Shishi (Fujian), en est un exemple : lors des campagnes anticrime, elle n'est

pas encore une mafia, mais a déjà dépassé le stade du gang. La mafia de Hong Kong Xinyi'an la contacte en 1983 et, sous le prétexte de pratiquer les arts martiaux, les deux bandes s'allient sous le nom de 24K.

Ainsi, et bien que, à l'époque, les mafias extérieures infiltrent moins la Chine, de nombreuses affaires criminelles les impliquent pourtant. En 1984, par exemple, des mafieux de Hong Kong et de Macao montent un trafic de cartes de crédit étrangères (imitations de signatures, etc.) avec des bandits de Pékin, Tientsin, Shanghai, Canton, etc., volant 1 million de yuans.

L'aggravation des activités criminelles des organisations criminelles étrangères en Chine, à la fin des années 1980

Passées les campagnes anticrime, les mafias étrangères reviennent. Pour retrouver les conditions idéales du début des années 1980 – des terres quasi dépourvues de mafias – elles doivent s'étendre vers l'intérieur de la Chine.

L'ouverture de nombreux ports (55 en 1979, 119 en 1989) multiplie le nombre de personnes et de véhicules entrant et sortant du pays. En 1987, ils sont 60 millions à franchir les frontières chinoises dans les deux sens, 4,8 fois plus qu'en 1979, auxquels s'ajoutent 4, 2 millions de véhicules dédouanés (9 fois plus qu'en 1979). L'infiltration en Chine des mafias étrangères en est facilitée. En 1987 et 1988, 124 mafieux de Hong Kong et Macao sont interpellés au Guangdong. En 1989, 46 nouvelles entités criminelles de Hong Kong et Macao s'implantent à Shenzhen avec 280 membres.

La Chine, refuge et deuxième chance pour les criminels en fuite de la diaspora par la police de leur pays d'accueil

En mai 1986, alors que la Chine achève ses campagnes anticrime, la police de Hong Kong lance la sienne (les premières finissent exactement quand la seconde commence). Les mafieux recherchés se réfugient alors naturellement en Chine, et au début de la campagne hongkongaise, 31 fugitifs sont arrêtés au Guangdong. Chen Ri-Shen, chef de la mafia Perle de Dragon et Huang Guo-qiang, de la mafia 14K, se réfugient à Shenzhen pour fuir la police. Une fois en Chine, ils coopèrent avec les entités criminelles locales.

En 1988, selon la police taïwanaise, plus de 200 criminels fugitifs gagnent secrètement le Fujian, en face de Taïwan. Outre le mandarin, langue commune des Chinois, les Taïwanais et les gens du Fujian parlent le même dialecte, ce qui permet d'intégrer les fugitifs dans les bandes locales.

Le trafic de stupéfiants

Au début des années 1980, le monde rêve du « marché chinois » et de ses consommateurs potentiels en nombre infini. Les narcotrafiquants régionaux visent ce marché gigantesque et cherchent dès lors à ouvrir une « voie chinoise » pour transporter des stupéfiants du Triangle d'or à Hong Kong et Macao. Ils se rendent d'abord au Yunnan, province longtemps liée à l'opium, d'où ils importent aisément des stupéfiants du Myanmar. Puis ils chargent des malfaiteurs locaux d'y acheter des stupéfiants pour les transporter à Hong Kong et Macao, faisant ainsi de la Chine non seulement un eldorado de consommateurs, mais aussi une plaque tournante.

En 1988, 517 narcotrafiquants étrangers sont arrêtés ; en 1989, ils sont 750. Dès lors, les Hongkongais font de la Chine une base stratégique d'où les stupéfiants d'Asie sont expédiés dans le monde entier. En mars 1988, une enquête commune des polices de Shanghai et de Hong Kong permet ainsi de découvrir 4,5 kg d'héroïne cachés dans des poissons : destination, Los Angeles.

En 1990, les polices des provinces du Sichuan, du Yunnan, du Gansu et du Guangdong démantèlent un groupe international de narcotrafic, confisquant 221 kg d'héroïne et 2 millions de yuans. Dans les 71 criminels arrêtés se trouvaient le patron du laboratoire d'héroïne et des trafiquants du Myanmar opérant sur le marché chinois de la drogue, des trafiquants du Sichuan et du Gansu. Le chef de l'organisation (un Chinois frontalier) et un groupe de Hongkongais se chargeaient du passage à travers la frontière.

La contrebande et la contrefaçon

Les mafias étrangères ne se limitent pas au marché de la drogue. Dans les années 1980, l'activité de contrebande et de contrefaçon apparaît : métaux précieux, œuvres d'art, archéologiques ou historiques, animaux et plantes protégés, médicaments, cigarettes, armes, etc.

En septembre 1989, un Taïwanais, Wu Wen-xin, est arrêté à Amoy (Xiamen) pour contrebande de milliers d'armes de guerre, puis 16 autres pour le même motif.

À l'époque, la contrebande concerne surtout les côtes du Sud-Est. Mais elle s'étend rapidement au Nord, vers les provinces du Shandong et du Liaoning. La coopération entre bandes chinoises et étrangères est la règle. Certaines possèdent des bateaux de plus de 1 000 chevaux, des équipements modernes de navigation et de communication, et n'hésitent pas à user d'armes de guerre en cas de contrôle. En 1990, on dénombre ainsi une centaine d'affaires de ce type, avec plus de 300 policiers blessés.

Certaines mafias de Hong Kong et Macao pratiquent le trafic de fausse monnaie – dollars hongkongais, dollars américains, yuans renminbi, etc. – fabriqués à l'étranger puis clandestinement transportés en Chine.

En mai 1988, alors que la Chine ne diffuse son nouveau billet de 100 yuans que depuis trois mois, des faux imprimés à Hong Kong par la fameuse mafia 14K sont découverts. En décembre 1990, la police du Fujian découvre 11 530 000 yuans de faux billets de 100 yuans fabriqués par une mafia taïwanaise implantée en Chine.

L'émigration clandestine et le trafic des êtres humains

Vers la fin de la décennie, l'émigration clandestine s'accélère. Entre 1986 et 1987, 1 935 clandestins sont découverts dans divers ports, soit deux fois plus qu'entre 1984 et 1985.

En 1986, la police de Quanzhou (Fujian) découvre 194 enfants transportés clandestinement à Hong Kong et Macao par des passeurs. Ces entités spécialisées dans le transport des émigrés et le trafic des êtres humains s'appellent en Chine les « Têtes de serpent ». Des truands hongkongais trompent ainsi 4 jeunes Chinoises en leur proposant un emploi à Hong Kong, les violent puis les vendent à des boîtes de nuit pour la prostitution.

Seconde phase du développement du crime organisé en Chine (1990-1999)

Cette période est celle de la maturation des entités criminelles qui coopèrent davantage pour développer des marchés ou créer de nouvelles

structures. L'interrégionalisation et l'internationalisation dominent. Les mafias se montrent toujours plus professionnelles et dangereuses pour la sécurité du pays. À partir des années 1990, la criminologie trouve ses premiers cas d'école : les bandes criminelles se transforment rapidement en mafias et de nouveaux gangs éclosent partout dans le pays. Les affaires se multiplient : 2 365 709 en 1991 (215 pour 100 000 personnes), soit 148 712 de plus qu'en 1990.

En 1992, quand la nouvelle procédure pénale est appliquée, les vols (90 % du total) diminuent beaucoup : le nombre d'affaires connues à l'échelle nationale se réduit à 1 582 659 cas (138,5 pour 100 000). Mais ensuite, les affaires criminelles augmentent à nouveau : 1 616 879 en 1993 ; 1 660 734 en 1994 ; 1 690 407 en 1995. Selon les statistiques officielles, la Chine compte en 1991, 134 000 bandes criminelles connues regroupant 507 000 membres au total, soit 33 473 bandes et 138 115 membres de plus que l'année précédente. En 1995, on atteint les chiffres de 140 000 bandes et de 500 000 membres.

Malgré le travail de la police, la relative stabilité du nombre des bandes et de leurs membres de 1990 à 1995 traduit une croissance globale du phénomène criminel.

Devant cette situation, le ministère de la Sécurité publique convoque en octobre 1992 une conférence sur la lutte contre les bandes criminelles afin d'analyser la situation et de formuler une réponse politique. Cette conférence sera une étape majeure de l'histoire de la lutte anticriminelle en Chine.

Pour fournir au gouvernement des critères mesurables lui permettant de distinguer, en particulier, les gangs des mafias, la réunion conclut que les gangs n'évoluent certes pas tous en mafias mais que les mafias proviennent forcément de gangs qui, par leurs comportements antisociaux, compromettent la paix publique et le sentiment de sécurité de la population. Les entités mafieuses présentent, en outre, les caractéristiques suivantes :

– susciter localement une force stable dotée d'influence,

– commettre de façon professionnelle plusieurs types d'infractions,

– avoir un effectif nombreux et stable,

– avoir un caractère très antisocial, dépassant la simple microculture,

– disposer d'un certain pouvoir économique, voire contrôler certains pans de l'économie,

– corrompre les cadres des autorités policières, judiciaires et politiques à des fins de protection.

Quelle que soit sa valeur théorique, cette définition intègre le fait que les mafias constituent un sérieux défi pour les autorités.

Gangs et gangs mutants : observations générales

Cette conférence souligne également que les gangs posent un problème toujours plus grave à la Chine en terme de nuisances comme en terme de nombre. Envahissant non seulement les grandes villes, ils infestent aussi les villes moyennes et même les bourgades. Par ailleurs, ils commettent un nombre croissant d'infractions variées et recrutent toujours plus, certains comptant désormais plusieurs dizaines, voire une centaine de membres.

Méprisant la loi, ces bandes antisociales commettent au quotidien, en plein jour et parfois en public, vols à main armée, homicides, viols, kidnappings, et multiplient les violences gratuites. Certaines bandes ripostent aussi violemment à la police. Pis encore, leur armement a évolué : les armes à feu remplacent les couteaux, ces bandes disposant en outre de moyens modernes de transport et de communication.

Gangs et gangs mutants dans les campagnes

Tout au long des années 1990, les gangs se développent fortement dans la Chine rurale. En 1993, la police du district de Yutian (Hebei) démantèle une bande d'une quarantaine de voyous ayant commis 150 délits dans la région, dont le viol et la séquestration de 50 femmes et des kidnappings leur ayant rapporté 160 000 yuans.

Dans le district de Tangshan (Anhui), une bande de 13 membres est démantelée après 200 infractions dans une centaine de villages, dont 107 viols et des pillages pour un total de plus de 130 000 yuans.

Ces gangs ruraux sont parfois armés : la Bande noire de l'Est, forte de 23 membres, possède des armes de guerre, des grenades et confectionne même ses propres uniformes !

Dans sa campagne anticrime visant le bourg de Zhang Laobu, la police du district de Gushi (Henan) arrête une vingtaine de malfaiteurs pour 97 crimes, dont 25 pillages, 11 chantages, 42 actes de délinquance, 5 viols et 14 vols.

En 1994, plusieurs actes de banditisme routier sont commis par des bandes du Jiangxi, du Henan, du Hubei et du Guangdong. Une bande du Henan pille ainsi 16 fois en deux ans des autocars sur les autoroutes 106 et 319 qui traversent les villes du Anhui et du Henan. Plus de 200 passagers ont été volés et 10 blessés, pour un total dépassant 60 000 yuans.

Certaines bandes regroupent parfois des fonctionnaires, comparables aux seigneurs de la guerre des années 1930. En mars 1994, la police du district de Yucheng, au Henan, cible une bande dirigée par He Changli, maire adjoint d'un village local, dont 5 de ses complices travaillent aussi pour la municipalité. Elle compte au total 69 membres, en majorité fonctionnaires du district : sur les 47 conseillers municipaux du village de Limin, 22 sont des complices, ainsi que 5 secrétaires de cellules communistes des villages voisins, et 10 travaillant pour les mairies et administrations locales. Sept ans durant, ils ont multiplié vols, viols, chantages, malversations, piratages de marchés publics, ventes et achats sous contrainte, etc.

Gangs et gangs mutants dans les villes

Dans les villes, le problème empire également.

En 1993, à Fuzhou, certains gangs ont muté en mafias. Sous l'influence d'entités criminelles étrangères, ils prennent le contrôle des points clefs de la ville : gares, ports, marchés et lieux de loisirs. Le 11 octobre 1993, deux d'entre eux s'affrontent à l'arme à feu. D'autres sont parfois plus discrets, kidnappant leurs rivaux pour leur couper des doigts ou des orteils.

Outre le contrôle criminel d'un territoire donné, ces gangs tirent d'importants revenus des kidnappings. Le 29 novembre 1993, la police de Gulou démantèle une bande ayant perpétré 6 kidnappings pour un montant de 600 000 yuans. Autre source de revenu : le trafic d'êtres humains. À Nanchong (Sichuan), la police détecte une bande qui a enlevé 35 enfants dans les lieux publics et arrête 30 de ses membres.

Le proxénétisme constitue une activité majeure pour ces gangs mutants car elle leur permet souvent d'accéder au rang de mafias. Fort de 46 membres, un gang de Zhongshan (Guangdong) contraint par la violence de nombreuses jeunes femmes à se prostituer. Un autre, dans le district de

Dingyuan (Anhui), a enlevé 301 femmes et en Mongolie intérieure ; de même qu'une bande de 80 trafiquants a réduit plus de 200 femmes en esclavage.

Dans le Henan, un gang mutant de 80 membres se fait même passer pour des policiers afin de kidnapper des jeunes femmes venant d'autres provinces. Plus de 110 femmes sont ainsi vendues.

La police du Yunnan découvre aussi que plus de 160 femmes kidnappées ont été vendues en Thaïlande à des maisons closes.

Apparition des grandes mafias dans la première moitié des années 1990

Au début des années 1990, la police constate que nombre d'affaires criminelles sont de type mafieux. Les plus notoires de ces mafias sont la Bande des loups (Shanxi), l'Association des aventuriers de Shaoyang et l'Équipe des Duan, groupe criminel du bourg de Lutun.

• La Bande des loups du Shanxi

En 1988, Lu Limin, Zhang Yongqiang et 23 jeunes – chômeurs ou en échec scolaire – créent cette bande de 78 membres, qui se développe vite et selon le schéma pyramidal traditionnel. Elle dispose alors de 23 armes à feu, 700 munitions, 6 kg d'explosifs, 10 grenades artisanales et de détonateurs, mais aussi de téléphones mobiles, moins fréquents qu'aujourd'hui. À l'actif de cette bande, 318 crimes : vols, coups et blessures, racket, trafic de stupéfiants et viols. Son influence régionale fut grande, surtout dans l'économie touristique. En 1992, la justice condamne à mort ses 7 principaux dirigeants, dont Zhang Yongqiang, les autres à la peine de mort avec sursis, à la perpétuité ou à des peines de prison.

• L'Association des aventuriers de Shaoyang

À Shaoyang (au Hunan), la sécurité était de longue date défaillante. Dès 1986, l'Association des aventuriers chinois assassine un policier et, malgré les campagnes anticrime, reste vivace et renaît de ses cendres, toujours mieux organisée.

De jeunes « Aventuriers » circulaient armés dans les rues ou dans des lieux de loisirs. Une fois libérés, les condamnés, les « rééduqués par le travail », les chômeurs et les jeunes en échec scolaire continuaient à se fréquenter. Les guerres de territoire étaient toujours plus fréquentes. Au fil du temps, 4 autres bandes rivalisèrent avec les Aventuriers et le nombre de meurtres, de viols, pillages et vols augmenta encore. En décembre 1990, les autorités régionales décidèrent de mener une campagne pour y mettre un terme. Fin octobre 1991, elles démantelèrent 1 229 gangs dans la région pour un total de 5 355 membres. 19 structures mafieuses furent également neutralisées dans les banlieues de la ville, et 75 criminels furent condamnés. L'Association des aventuriers disparut.

• L'Équipe des Duan

Dans le bourg de Lutun (30 000 habitants), une bande forte de 26 membres avait à sa tête les 4 frères Duan. 5 autres membres de cette famille figuraient aussi parmi les dirigeants. Elle fonctionnait sur le mode de la mafia calabraise Ndrangheta, cas très rare en Chine. Cette bande possédait 2 Jeeps, 17 armes à feu, des chiens d'attaque et terrifiait la population depuis dix ans. En 1992, les 4 frères Duan et 2 autres membres du gang furent condamnés à mort, les autres à la prison. Les biens volés, retrouvés par la police, furent restitués aux victimes.

La mutation des bandes criminelles au rang de mafia a même, en juin 1992, poussé les autorités policières à émettre cette mise en garde : « Soyons attentifs à l'évolution mafieuse de bandes criminelles, structurées de façon toujours plus rigoureuse. Elles adoptent des professions fictives et, pour se protéger, corrompent des cadres du Parti et du gouvernement, des policiers et des juges. Elles pratiquent de façon professionnelle la contrebande, le trafic des stupéfiants, la fraude, le proxénétisme et le trafic d'armes à feu. Le contexte social actuel leur permet de devenir des mafias, ce qui exige de notre part une grande vigilance ».

Le milieu de la décennie

Au milieu des années 1990, la criminalité durant le semestre de campagne anticrime

Le milieu des années 1990 est marqué par une rigoureuse campagne anticrime qui s'étend sur plus d'un semestre. De juillet 1994 à février 1995, un grand nombre d'entités criminelles et de malfaiteurs subissent les rigueurs de la loi. Lors des trois premiers mois de campagne, d'après des statistiques (incomplètes), la police cible plus de 20 000 bandes diverses, dont des mafias, et arrête environ 80 000 de leurs membres dans tout le pays.

Première surprise : l'armement de ces gangs, dont beaucoup possèdent des armes à feu.

Deuxième surprise, l'abondance des récidivistes parmi les bandits. Plus de novices comme dans les années 1980, mais des criminels ayant connu la prison. À Yichang au Hubei, une bande criminelle comptait une majorité de malfaiteurs déjà condamnés ou interpellés. De même, dans le district de Meitan (Guizhou), où Xiong Dequan, libéré après avoir purgé sa peine, réunit un groupe de malfaiteurs, s'attaque ouvertement aux responsables politiques locaux et se livre à l'extorsion de fonds, au proxénétisme, aux vols à main armée et à la diffusion de vidéos pornographiques.

Troisième surprise : les groupes criminels du milieu des années 1990 comptent dans leurs rangs nombre de membres du parti, de fonctionnaires et d'officiels. Exemple : une bande du district de Zhecheng (Henan) est dirigée par Guo Yongzhi, 40 ans, membre du parti communiste, ex-député et ancien secrétaire général du parti du district. Sur ses 47 membres, 11 cadres ont été embauchés par Guo Yongzhi au Bureau local des transports. Dans un village du Shandong, une autre organisation criminelle dirigée par Wang Xicheng, officiel communiste du village, est démantelée. Elle était composée de 6 cadres locaux du parti. L'hybridation entre entités criminelles et pouvoirs politiques locaux est une triste réalité des années 1990 dans nombre de régions, notamment leurs structures politiques locales.

La renaissance des triades : la région de Pingyuan

Avec le développement rapide de la criminalité dans la décennie 1990, une première grande triade réapparaît en Chine, dans la région de Pingyuan, au Yunnan. Rappelons que cet ouvrage nomme *triades* des mafias

constituées selon les règles des sociétés secrètes chinoises d'avant 1950 ; mais aussi des entités criminelles à forte attraction politique.

Avec ses 904 km^2, cette région compte 28 sections administratives locales, 228 villes et villages, ainsi qu'une dizaine d'ethnies différentes (Han, Hui, Zhuang, Miao). Sa population totale est de 114 182 personnes, dont 70 % proviennent des minorités nationales. Proche de Kunming, du Guangxi et du Vietnam, elle voit alors son agriculture et son économie se développer rapidement (notamment les secteurs secondaires et tertiaires). Une dizaine de villes et villages sont majoritairement peuplés de musulmans (l'ethnie Hui), dont la population croyante et pratiquante est alors d'environ 10 000 personnes. Depuis les années 1980, la criminalité y progresse et certains d'entre eux, hors-la-loi, adoptent un discours indépendantiste ou religieux. Ayant pris sous son contrôle les pouvoirs politiques locaux et certaines mosquées, ils créent une société secrète autour de 3 dirigeants : Ma Huichun, Baoguo et Lin Hongguo, auxquels se rallient des fonctionnaires et des cadres locaux du parti communiste – dont le secrétaire général adjoint – et des personnalités religieuses du district. Après avoir associé les 23 mosquées du département à leur société secrète, ils tentent de gagner d'autres régions à leur cause.

Il ne s'agit pas d'un mouvement anarchiste car, alors même qu'ils attaquent l'autorité, ils interviennent auprès du gouvernement et de la justice en faveur de criminels arrêtés, exigeant même de fortes compensations pour leurs familles. Il ne s'agit pas non plus de terrorisme : comme toute triade, ces mafieux opèrent sous un masque politico-religieux, mais se livrent en réalité au trafic de stupéfiants et d'armes et sont en contact régulier avec les narcotrafiquants de Hong Kong, Taïwan et du Myanmar. Les stupéfiants et armes importés dans la région de Pingyuan sont ensuite distribués dans d'autres provinces, villes ou districts du pays.

Entre 1989 et août 1992, 834 affaires de trafic de stupéfiants sont décelées dans la région de Wenshan (où se trouve le district de Pingyuan), et environ 114 kg d'héroïne et 984 kg d'opium sont saisis – provenant en grande partie du district de Pingyuan – ainsi que 159 armes de poing, plus de 20 000 munitions et 160 grenades. Des armes provenant de Wenshan sont retrouvées dans 24 provinces et régions autonomes, autant dire dans tout le pays. Le district de Pingyuan est devenu une véritable forteresse, les

trafiquants possédant eux-mêmes un millier d’armes, plusieurs dizaines de milliers de munitions et des centaines de grenades. Ces mafieux dirigent leurs trafics discrètement, sans jamais se montrer, et utilisent pour ce faire leurs parents et enfants.

Ils usent aussi de leur pouvoir pour soutenir ou protéger les crimes commis par leurs concitoyens, qu’ils incitent à violer la loi. Pingyuan voit ainsi une explosion des vols, pillages, homicides, rackets, trafics de véhicules et autres biens volés, et bien sûr de la prostitution. Mais, toute protection à un prix : ici, il est la soumission aux règles de la triade, avant celles de l’État.

Impuissante, la police régionale ne peut ainsi faire appliquer la loi. Pingyuan devient un paradis pour receleurs. On y revend publiquement des véhicules et objets volés, au point de donner à Pingyuan une réputation nationale de « centre de recel ». De 1988 à 1992, la police enregistre environ 250 véhicules volés au Sichuan, au Guizhou, au Guangxi, à Kunming, tous revendus par la suite à Pingyuan.

Le district devient ainsi un refuge pour 200 fugitifs recherchés pour crimes graves. La triade utilise même les habitants pour résister à l’autorité, en fomentant des émeutes visant l’administration ou la police, tuant ou blessant ainsi plusieurs policiers. Quand, le 16 juin 1986, Li Wenqiang, chef de la Sécurité publique du département de Wenshan, conduit 20 policiers pour arrêter un trafiquant de drogue, le « chef » de Pingyuan réunit alors 2 000 habitants pour attaquer la police. Le 30 décembre 1987, alors que celle-ci sanctionne un conducteur pour violation du code de la route, des centaines d’habitants du cru attaquent alors le commissariat de Pingyuan, jetant 2 grenades, blessant 15 policiers, brûlant les véhicules ainsi que des documents et laissant s’évader 5 détenus.

Non contents de s’attaquer à la police dans leur propre district, les mafieux agissent aussi à l’extérieur. Le 20 mars 1992, des individus manipulés par la triade attaquent ainsi la police du Yunnan après l’arrestation d’un des leurs : 2 policiers sont tués, 3 gravement blessés. D’après des statistiques officielles (incomplètes), ils ont, en une décennie, attaqué, pillé et brûlé des bureaux du parti, des administrations locales et de la police 31 fois, tuant plusieurs policiers et en blessant une quarantaine.

Ils s’approprient aussi une usine de fabrication de briques financée par le gouvernement, touchant illicitement des frais de protection, de

creusement de tunnels de mines, des droits de passage et autres, tous ces fonds alimentant leur organisation criminelle.

Après y avoir imposé ses propres règles, son ordre social et ses normes de conduite, la triade fait de Pingyuan une Sicile chinoise, un État dans l'État. On y vend librement les terrains, ce qui est illégal en Chine. Les gens n'y payent pas d'impôts, ni ne remplissent les formalités sociales ou administratives. Ils dédaignent le planning familial et leurs véhicules ne possèdent pas de plaques d'immatriculation. Des narcotrafiquants locaux aménagent dans leurs luxueuses villas des tunnels, des salles secrètes et des doubles cloisons pour résister à l'armée et à la police. Des gardiens armés y montent la garde, prêts à affronter l'armée et la police en cas de besoin.

Du 31 août au 20 novembre 1992, la police du Yunnan entreprit de restaurer la sécurité et l'ordre dans ce district. Ce qu'on y trouva alors dépassa toutes les estimations. La police et la police armée mirent trois mois pour venir à bout de cette triade. Après 80 jours de bataille à l'arme lourde, la police arrêta 854 suspects et saisit 1 tonne d'héroïne et d'opium, 964 armes à feu (dont 353 fusils d'assaut, 5 mitraillettes et 119 armes de poing), 40 000 munitions, 278 grenades et mines antipersonnel, 10 470 000 yuans, 2,5 kg d'or, 14,4 kg d'argent, 60 voitures volées et 54 villas de luxe. De nombreux membres de la triade furent tués lors des affrontements avec les forces de l'ordre, et les 854 arrêtés furent condamnés à mort, à la détention à perpétuité ou à l'emprisonnement.

La fin de la décennie

Développement des organisations criminelles dans la seconde moitié des années 1990

Dans la seconde moitié des années 1990, l'aggravation de la situation criminelle met la Sécurité publique dans une situation critique. Selon les statistiques officielles nationales, 1 690 407 affaires criminelles sont connues en 1995 ; 1 600 719 en 1996 ; 1 613 629 en 1997 ; 1 986 068 en 1998 ; enfin, 2 249 319 cas en 1999, soit + 263 251 cas en un an (+ 13,3 % sur 1998 et + 33 % sur 1995).

Durant cette période, la criminalité s'aggrave – vols à main armée, assassinats par tueurs à gage, criminalité « en col blanc », trafics de

stupéfiants, proxénétisme – compromettant désormais la sécurité et l'ordre économique et social du pays.

Selon les statistiques officielles, le crime organisé occupe une place toujours plus importante dans l'activité policière et judiciaire. En 1996, 136 225 bandes criminelles sont démantelées, leurs 495 878 membres arrêtés, et 422 389 affaires de crime organisé sont suivies, soit 23,8 % du total des affaires criminelles. En 1998, les chiffres sont de 102 314 bandes, 361 927 membres et 338 772 affaires, soit 26,8 % du total des affaires criminelles.

Dès le début de 1996, la sécurité se dégrade beaucoup dans certaines régions : homicides, vols à main armée, extension des réseaux de prostitution, trafics de stupéfiants, parfois les plus spectaculaires depuis les années 1950.

Dans certaines régions rurales, les bandes sont désormais dirigées par une même famille, ce qui les différencie de celles des villes. Mais surtout, du fait de l'organisation sociale des campagnes, elles y contrôlent aisément les pouvoirs locaux, compromettant ainsi la sécurité des habitants.

La campagne anticrime d'avril-août 1996

Au début d'avril 1996, le gouvernement décide de mener une nouvelle campagne nationale pour rétablir la sécurité dans le pays. L'objectif principal de cette campagne est « de démanteler les bandes criminelles et les gangs de voyous (qui), toujours plus nombreux, violent la loi et compromettent la Sécurité publique. Après avoir corrompu des cadres politiques, des magistrats et des fonctionnaires pour assurer leur protection, ils sèment depuis trop longtemps le désordre dans certaines régions. Durant cette campagne, les autorités policières devront écouter la population, écarter toutes les ingérences, et user pleinement des lois pour détruire ces bandes criminelles et gangs de voyous, tout comme pour identifier leurs appuis ou protecteurs[1] ».

Les résultats obtenus à l'échelle nationale sont bons. En quelques mois, les forces de l'ordre mettent au jour 1 090 000 affaires de crime organisé, dont 390 000 graves. Parmi les 740 000 suspects arrêtés, 130 000 sont des fugitifs, 40 000 se sont livrés d'eux-mêmes à la justice, et 33 000 ont été dénoncés par la population et arrêté sur preuves valides. Environ

130 000 gangs sont démantelés et plus de 670 000 de leurs membres arrêtés, dont quelque 900 mafias et plus de 5 000 de leurs membres.

La police de Kunming détruit par exemple une entité criminelle nommée la Maison des arts martiaux de Chine, dirigée par Hou Lianxi. 20 de ses membres sont arrêtés en possession de 7 armes et plus de 1 000 munitions. Elle était devenue officiellement une mafia sur décision de Hou Lianxi en octobre 1991, qui s'inspirait des triades de jadis pour établir des règles rigoureuses. Très violente, cette mafia avait créé un « fonds » pour indemniser ses membres blessés, tués ou arrêtés, et pour subvenir aux besoins de leurs familles. Elle manquait cependant d'expérience face aux forces de l'ordre, bien que Hou Lianxi ait publiquement déclaré n'avoir « pas peur des policiers, quel que soit leur rang hiérarchique. Si nous ne pouvons les tuer, nous pouvons les faire assassiner ou tuer leurs enfants, puis fuir au Myanmar ».

L'Opération d'hiver de décembre 1996 à février 1997

Après cette campagne anticrime nationale, le ministère de la Sécurité publique en lance une seconde, nommée « Opération d'hiver », de décembre 1996 à février 1997. Son objectif vise plus spécialement les mafias locales mais aussi les bandes de quartier, de village, de marché, de route. Ciblant les problèmes locaux, Opération d'hiver obtient des résultats positifs, parfois dans des domaines inattendus. Ainsi, dans certaines régions rurales, les polices locales aident des entreprises sidérurgiques à reprendre en main leur sécurité : diverses bandes criminelles s'étaient infiltrées dans les industries de l'acier, du pétrole, etc., et n'avaient jamais été inquiétées jusqu'alors.

La Société de coursiers de Hai'ou

L'exemple de cette bande mafieuse de Wenzhou (Zhejiang) est significatif. Créée en 1992 par Xu Hai'ou, elle se dissimule derrière la Société de coursiers de Hai'ou. Forte de 51 membres – surtout des repris de justice à peine sortis de prison – elle est hiérarchisée et dispose de règlements intérieurs stricts. Elle est divisée en 3 classes : supérieure, moyenne et inférieure. Ses chefs, Xu Hai'ou et Chen Nanri, appartiennent à la classe supérieure. Ils s'occupent de la gestion, des finances et des

opérations criminelles ; la classe moyenne distribue les tâches criminelles ; l'inférieure mène les actions violentes de terrain et fait régner la discipline dans la bande.

Il existe aussi une « classe extérieure » comptant des centaines de membres informels et de relations pouvant, en cas de besoin, participer aux actions de terrain. La bande compte encore une équipe de volontaires de 4 fugitifs qui mène les attaques les plus violentes et dispose de camions, de motos, d'armes à feu, de poignards, de gilets pare-balles, etc. Elle dispose aussi d'informateurs et de correspondants. Les premiers maintiennent les contacts avec les autorités : tous leurs frais (restaurant, club, etc.) sont remboursés par la bande. Les correspondants collectent eux des informations, surtout sur les personnes attaquées par l'équipe de volontaires et sur leurs familles.

Cette Société de coursiers observe des règles strictes :

– les affaires courantes sont suivies par les membres de la classe supérieure mais les plus importantes dépendent de Xu Hai'ou lui-même ;

– en cas d'urgence, on s'envoie le numéro 500 ou 999 : les affidés savent alors qu'ils doivent se rassembler immédiatement, et où ;

– les membres violant la discipline sont capturés par l'équipe de volontaires, et Xu Hai'ou décide de leur sanction ;

– les finances de la bande sont gérées par Dong Jiayu. Mais tout retrait d'argent doit être soumis à l'approbation de Xu Hai'ou et de Chen Nanri ;

– le salaire des affidés est de 400 yuans par mois, celui des employés du secteur financier, de 500 yuans ;

– la participation à un acte violent de la bande est payée plusieurs dizaines de yuan pour frais de repas, de logement ou de voyage.

Durant trois ans, la société de coursiers a commis 136 crimes graves, vols, rackets, kidnappings, viols, contrebande, trafic de stupéfiants, bagarres de rue, etc., amassant ainsi un trésor de plusieurs millions de yuans. Pour se protéger, Xu Hai'ou a soudoyé des fonctionnaires, mais a fait embaucher aussi plusieurs de ses proches dans l'administration. Le 11 avril 1997, 5 membres de cette bande – dont Xu Hai'ou – sont condamnés à mort, et 38 autres à la peine de mort avec sursis, à la prison à perpétuité ou à des peines inférieures.

Le général en chef, Zou Zhixiong

Autre exemple, une bande de Yongzhou, au Hunan (47 membres), créée fin 1996 et commandée par Zou Zhixiong et ses complices Jiang Wenwu et Tang Bing.

Son organisation s'inspire du système militaire : Zou Zhixiong se dit « général en chef », Jiang Wenwu et Tang Bin sont ses « généraux lieutenants », d'autres sont « généraux d'armée » ou « chefs de la logistique ». Ses membres n'obéissent qu'à leur supérieur. Zou Zhixiong exige aussi que ses cadres étudient *l'Art de la guerre* de Sun Tzu, les *36 stratagèmes* et d'autres classiques de la stratégie, pour conquérir par la ruse les territoires d'autres bandes. Elle dispose encore d'une unité d'élite de 10 « combattants », dirigeant chacune un groupe de 6 à 10 personnes.

La répartition du travail est rigoureuse :

– le général en chef conduit la stratégie d'ensemble ;

– le général d'armée affecte les tâches, dirige l'unité d'élite et contrôle les armes. Lors de bagarres territoriales, ce général d'armée dirige lui-même les manœuvres ;

– le chef de la logistique paie les salaires et les frais, et fait soigner les membres en cas de blessure.

La discipline est sévère. En cas de trahison, des sanctions – comme couper les mains ou les pieds – sont prévues : quand, en mai 1997, un certain Zaizaibao trahit Zou Zhixiong, il a les mains et un pied coupés.

Les cadres de la bande possèdent des téléphones mobiles dont ils changent souvent les numéros ; munis de *bipers*, les hommes de base peuvent être appelés à tout instant pour une mission. Pour élargir son assise financière et son influence, la bande recourt à l'usure, au chantage, au racket, aux vols et pillages, à la traite des femmes et au proxénétisme.

Cette bande est particulièrement violente. En juin 1998 par exemple, elle s'empare par la force de lignes de transport entre Chengguan et Yang Jiaotang, blessant environ 20 passagers dont 5 gravement. Le 4 juillet 1998, toujours pour conquérir cette ligne, Zou Zhixiong fait incendier 2 autobus dans une station.

Ainsi, à la fin des années 1990, les entités criminelles ressemblent de plus en plus à celles des années 1940. Elles deviennent des sociétés secrètes, des triades, suscitant l'inquiétude des officiels chinois : la peur de ces « sociétés secrètes », stade ultime de la criminalité mafieuse, transparaît dans leurs discours.

En 1998, le directeur général de la police chinoise indique ainsi que « l'un de nos graves problèmes actuels est la criminalité organisée. Celle-ci existait bien avant ces deux dernières décennies, mais ne s'est jamais autant développée que de nos jours. De banales bandes se transforment en sociétés secrètes. Leurs membres sont nombreux, bien organisés et disciplinés. Ils commettent toutes sortes de crimes et oppriment la population. La division du travail y règne : certains commandent, les autres exécutent. Contrevenir à leurs règlements intérieurs est sévèrement sanctionné. Disposant de relais dans l'économie et dans la finance, ces sociétés secrètes corrompent les cadres, se font des relations et parviennent ainsi à échapper à la répression. Elles ont proliféré dans presque tout le pays, s'ajoutant aux mafias étrangères profondément infiltrées en Chine ».

L'angoisse d'une renaissance en Chine des sociétés secrètes surgit à la fin de la décennie à cause de la découverte à Changchun, début 1998, de l'entité criminelle dirigée par Liang Xiaoming, coupable d'homicides, de chantages, de kidnappings, de proxénétisme, etc.

La grande affaire criminelle de 1998

Au début 1998, la police de Changchun met un terme aux activités d'une vaste entité criminelle (dirigée par Liang Xiaoming) considérée comme le cas criminel n° 1 de l'année par le ministère de la Sécurité publique. 59 malfaiteurs sont arrêtés. Depuis 1994, cette mafia a commis plus de 70 actes criminels, tuant 4 personnes et en blessant 33 autres. Elle a aussi pillé, extorqué et escroqué des biens pour un montant de plusieurs millions de yuans.

Surnommé Frère Dong par ses complices, Liang Xiaoming est né le 30 août 1966. Au sortir du collège, il devient ouvrier dans la province du Jilin en 1987. Absentéiste, il se livre au trafic de voitures et est connu de la police pour sa violence. Début 1993, Liang crée une première bande qui se développe rapidement. Multipliant les délits dans les villes de Changchun et de Dehui, elle se spécialise d'abord dans le recouvrement de dettes sous contrainte.

En juin 1994, par exemple, la société Lianhe-zhiye de Changchun entre en conflit avec l'entrepreneur Li, sur la construction d'un garage. Un dirigeant de la société sollicite alors Liang Xiaoming, qui rassemble alors

10 complices armés. Les tractations sur ce garage ayant échoué, les hommes attaquent l'entrepreneur et ses ouvriers. Bilan : 12 blessés, l'entrepreneur a la jambe brisée, son fils Li Dajun est atteint de plusieurs balles.

En octobre 1995, grâce aux faveurs de dirigeants corrompus, à l'aide d'un faux diplôme universitaire et du titre fictif de directeur de la sécurité d'une entreprise inexistante, Liang Xiaoming entre à la Sécurité publique de Changchun. Devenu enquêteur à la brigade criminelle de la ville, Liang Xiaoming continue son activité criminelle en ciblant maintenant les entreprises.

Enlèvements et escroqueries

Pour le compte de Liang, ses complices commettent nombre d'escroqueries et de kidnappings contre rançons (un directeur d'hôtel, celui d'une patinoire et des entrepreneurs de travaux publics). Liang utilise ce capital pour créer 4 entreprises, un spa, un snack-bar, un garage et une boîte de nuit. Fin 1995, il compte plus de 60 comparses, et sa fortune dépasse les 20 millions de yuans. Comme siège, il loue à l'année une suite de luxe à l'Hôtel Shangri-la de Changchun.

Sûr de sa puissance, Liang commence à s'attaquer aux Chinois d'outre-mer. Un commerçant taïwanais ouvre un grand hôtel dans la région ? Il le fait racketter, et ses acolytes dînent sans payer dans l'hôtel.

La mafia s'estime même assez puissante pour intimider les autorités : Liang n'hésite pas à s'en prendre à des douaniers pour récupérer les voitures de contrebande qu'ils avaient saisies.

En juillet 1997, excipant d'un « partenariat commercial », Liang Xiaoming veut se faire prêter 1,8 million de yuans par la banque coopérative Shuguang, en hypothéquant des actions de la société commerciale Xinpeng. Comme le directeur de la banque refuse l'opération, Liang envoie ses complices le menacer : ils lui fracturent un pied à la barre de fer et le directeur finit par céder.

Casinos et proxénétisme

Autre important centre de profit pour cette mafia : les jeux de hasard, activité directement dirigée par Liang. Il ne s'agit pas de casinos publics,

plutôt de sortes de tombolas, pour chefs d'entreprises et autres personnes fortunées. Chaque soirée lui rapporte plusieurs dizaines de milliers de yuans. Les joueurs ne sont pas vraiment volontaires : ils reçoivent une invitation qu'il serait malsain de refuser. Avant les soirées, Liang dresse la liste des participants et fixe des enjeux. Puis il envoie ses hommes de main inviter les joueurs. Les « invités » absents, ou qui n'ont pas l'enjeu fixé, sont passés à tabac ou reçoivent une balle dans la jambe.

La prostitution est dirigée par Du Rongjun, numéro 2 de la mafia. En 1997 et 1998, Du prostitue des femmes dans le club Xianyuedu de l'Hôtel Shangri-la et dans le spa Jiliya qui leur appartient. 40 % à 50 % des revenus de la prostitution sont remis à Liang.

En ville, les mafieux se comportent sans foi ni loi, mais dans l'organisation – de structure pyramidale – ils se plient à une stricte discipline. Liang est à la tête, assisté par des chefs de divisions, sous lesquels on trouve les chefs de section et enfin les simples membres. Liang impose des « règlements » sévères : avant toute action, les subalternes doivent attendre les instructions et autorisations de leurs supérieurs, puis ils doivent rendre compte une fois la mission accomplie. Les subordonnés jurent fidélité et aucune démission n'est admise. Manquer aux règles entraîne de cruelles punitions : doigts sectionnés puis jambes cassées pour les fautes les plus graves. Durant l'hiver 1996, Wang Wei, pourtant apprécié de Liang, lui ment. Sachant ne pouvoir couper à la sanction, Wang se tranche une phalange de l'auriculaire gauche et se retire un certain temps du groupe. À son retour, Liang n'a pas pardonné : 4 de ses sbires écrasent au marteau ce qui reste de l'auriculaire gauche de Wang, puis l'amènent à l'hôpital se faire soigner. Écoutant leur rapport, Liang déclare, furieux, que le règlement est identique pour tous, même pour un favori. Sur son ordre, une seconde équipe ramène donc Wang Wei au siège de la mafia et lui coupe l'annulaire droit. Comme mise en garde, Liang ordonne alors à Wei de montrer aux autres mafieux, à chaque réunion, son doigt coupé conservé dans l'alcool. De même, sans aucune pitié, il ordonne de briser à coups de barre de fer les jambes d'un de ses plus anciens cadres, Sun Dianliang, auquel il est pourtant très lié mais dont il a entendu dire qu'il médit de lui.

Guerre de pouvoir

Pour consolider sa domination dans le milieu mafieux, Liang cherche en permanence à éliminer les insoumis et les chefs des mafias concurrentes. Ainsi, début 1998, Yu Yongqing, chef d'une entité criminelle en rapide croissance, devient sa cible. Le 29 janvier, 2 de ses hommes de main suivent Yu Yongqing jusqu'à sa boîte de nuit et le tuent de 8 coups de feu. Le 2 janvier 1998, à l'anniversaire d'un autre chef mafieux, Liang est offensé par un invité. Sur le champ, il ordonne à ses subordonnés de lui casser les jambes, puis quitte la réception.

Pour se protéger et accroître son influence, la mafia de Liang Xiaoming infiltre les pouvoirs publics et la justice. Elle approche des officiels corrompus et leur offre des pots-de-vin contre protection. Quand la mafia de Liang est démantelée, les 9 premières enquêtes le visant permettent d'identifier 35 fonctionnaires et cadres du parti communiste, dont 12 de haut rang. Parmi eux, 5 procureurs, 4 juges, 15 policiers et 4 cadres du parti.

La fin d'un règne

Liang Xiaoming et son organisation tombent lors de la campagne anticrime. En août 1998, après 15 audiences publiques, le tribunal de Changchun reconnaît 35 accusés coupables d'avoir tué, blessé et handicapé 51 personnes. Liang Xiaoming est reconnu coupable d'homicides volontaires, coups et blessures, organisation et direction d'une société secrète, extorsion, proxénétisme, détention illégale d'armes à feu, organisation de jeux illégaux, obstruction à la justice et séquestration illégale. Il est exécuté le 19 septembre 2000. Ses 6 principaux complices sont également condamnés à mort. 27 autres mafieux sont condamnés à la prison.

La criminalité organisée rurale à l'aube du deuxième millénaire

En 1999, bien que la police ait réussi à démanteler nombre d'entités criminelles dans toute la Chine, les affaires criminelles se multiplient, les gangs et mafias prolifèrent et le monde rural n'en est pas à l'abri. En témoigne une bande qui sévissait dans le district du Weishan (Shandong). Son chef, Li Xiuwen, avait formé un gang avec ses deux fils et une cinquantaine de bandits locaux, et brutalisait les villageois. Par

intimidation, il s’était fait nommer chef de village et en profitait pour contrôler 9 entreprises du canton (construction, chantiers navals et ports), accumulant ainsi 8 millions de yuans.

Dans le bourg de Leizhou, au Guangdong, une dizaine de bandes pratique la contrebande et divers trafics ; parfois elles coopèrent pour affronter la police, parfois elles s’affrontent pour étendre leur influence. La police peine à les démanteler : en février 1999, elle doit mobiliser 1 000 policiers et 200 véhicules pour arrêter 76 malfaiteurs. En mars, 10 autres bandes criminelles sont démantelées, 108 truands arrêtés et des millions de yuans sont récupérés.

La criminalité organisée dans les villes à l’aube du deuxième millénaire

Au Jilin et au Hunan, les campagnes anticrime permettent de démanteler 1 250 bandes. Dans la seule ville de Hengyang, 21 bandes sont découvertes et 79 de leurs membres arrêtés. Ces mafieux ont parfois tissé des liens entre eux, chacun ayant sa sphère d’influence et de sérieux moyens économiques. Ils corrompent aussi des fonctionnaires et des officiels pour obtenir leurs faveurs et leur protection. La bande de Shuifang à Foshan en est un bon exemple.

Créé par Zeng Qiqiang, ce groupe est peu violent mais dispose d’énormes revenus qu’il tire des jeux de hasard illégaux, pour un total dépassant 50 millions de yuans.

Forte d’une centaine de membres, bien organisée et très hiérarchisée, la bande Shuifang de Foshan est analogue à la bande Shuifang de Macao. Zeng Qiqiang commande à 3 « compagnies ».

La première, dite des Houes, est aux ordres de Cai Jinbiao et se compose de prisonniers libérés et de jeunes chômeurs. Elle a pour travail de récupérer les dettes par la violence. À son zénith, cette compagnie compte une centaine d’affidés qui portent des vêtements de marque Montagut dont la couleur indique la hiérarchie. Le chef est vêtu de rouge et les autres, de bleu ou de noir selon le grade. Dotés de codes de contact, ils peuvent rapidement se regrouper pour agir. La compagnie comprend aussi un « groupe spécial » d’une dizaine de fidèles.

La deuxième compagnie est celle des Vieux cratères, une trentaine de membres dirigés par Lu Weijun, dont le surnom était « vieux cratère Jun ». Rusé, il est le conseiller stratégique de Zeng Qiqiang. Sa mission est de se procurer des armes et d'organiser les jeux illicites.

Commandée par Ou Weibin, la troisième compagnie s'occupe surtout de la protection de Zeng Qiqiang et du transport de l'argent. Ou Weibin est aussi le garde du corps de Zeng et de sa famille.

Âgé de 37 ans lors de sa capture, Zeng Qiqiang est à l'origine un jeune chômeur de Foshan. En 1995, alors qu'il ouvre une boutique, un membre du milieu l'amène à Macao où, au début 1996, il rencontre « Monsieur Lin », un chef mafieux. Ils coopèrent dans les jeux illégaux, les escroqueries et l'usure, à Macao et Foshan. Lin se charge des repas, hébergements et voyages des joueurs que Zeng amène de Chine à Macao. Ses cibles sont d'abord des personnes aisées de Foshan, mais aussi de Shanghai et de Wuhan. Zeng rachète par ailleurs les dettes des joueurs.

Selon les règles imposées par Lin et Zeng, les joueurs n'utilisent pas leur propre argent au casino (la devise étant différente) mais doivent en emprunter avec intérêt à Lin et Zeng. De plus, tous, gagnants et perdants, paient 10 % de frais à Zeng. Trois ans durant, Zeng introduit des dizaines de joueurs de Foshan à Macao, récolte des millions de yuans et se charge aussi de recouvrer les créances. Quand les joueurs ont tout perdu à Macao, Zeng fixe la date du remboursement avant même leur retour à Foshan. Ses employés se chargent bien sûr de les faire payer…

Peu à peu, Zeng transfère son activité dans son fief. Lors de la Coupe du monde de football de 1998, il organise à Foshan les paris illégaux sur les matchs et gagne des millions de yuans par match. Le seul match Croatie-Danemark lui rapporte 5 millions de yuans. Au printemps 1998, Zeng monte des jeux d'argent dans divers hôtels de Foshan. Avec ses chefs de compagnies, il amasse 400 000 yuans en un mois. Pour recouvrer les dettes, ses complices intimident les débiteurs à leur domicile, les menacent au téléphone, les filent dans la rue, inscrivent sur leur porte des injures en lettres de sang, incendient leurs poubelles, etc. – une violence plus psychologique que physique.

En septembre 1998, M. Chen, entrepreneur à Foshan, perd au jeu à Macao et doit 400 000 yuans à Zeng. Pour se faire rembourser, une dizaine d'hommes armés se rend chez lui, inscrit des menaces de mort sur sa porte

et soude sa serrure. Chen ne payant toujours pas, ils déposent à sa porte un coq et ses excréments. Effrayée, la famille Chen fuit Foshan. Les mafieux dévastent sa maison et volent tous les objets de valeur. Selon les enquêtes, Zeng a réclamé (rien qu'en dettes de jeux) 14 470 000 yuans à des joueurs invétérés débiteurs et, par ses méthodes, en a réellement obtenu 11 170 000. Avec le temps, le recouvrement de dettes devient plus violent. En juin 1997, par exemple, n'ayant pu récupérer les dizaines de milliers de yuans d'un certain Jiang, Zeng veut le faire assassiner. Apprenant le 30 juillet que Jiang est dans un restaurant, Zeng s'y rend avec 8 complices, blesse gravement Jiang et 2 clients innocents.

Fort de sa puissance, Zeng Qiqiang joue les caïds et agresse pour un rien ceux qui le contrarient. En trois ans, sa bande blesse ainsi 17 personnes. En avril 1998, Zeng soupe dans un restaurant à Nanhai, quand un client le montre du doigt par inadvertance. Zeng y voit un mauvais présage et téléphone à la compagnie des Houes afin de le tuer. Sur place, ces nervis blessent plusieurs clients et détruisent des voitures.

Même des lycéens de Foshan (y compris le fils d'un policier !) sont rackettés à raison de 50 à 100 yuans par mois. La bande de Shuifang sera démantelée en mai 1999.

Évolution des organisations criminelles étrangères en Chine dans les années 1990

Grâce à l'ouverture, les étrangers jouissent d'une plus grande liberté. Des entités criminelles étrangères en profitent pour s'y installer. Comme dit précédemment, celles de l'étranger proche (et chinoises) s'étaient déjà établies, mais d'autres les rejoignent, tels la Yamaguchi-gumi du Japon, les GaoShenglijie de Corée du Sud, les Dragons chinois du Royaume-Uni ou les Dragons Volants de Fuzhou des États-Unis.

Les groupes de Taïwan, de Macao et du Japon s'infiltrent peu à peu en Chine. Parmi les plus actifs (d'abord dans les régions côtières), les 14K, les Heshenghe, les Heshengyi, les Shuifang, les Guangsheng et les Guangliansheng. Bien implantés au Guangdong et au Fujian, ils gagnent le Zhejiang, le Guangxi et Hainan : on les signale dans 11 provinces et régions autonomes. À Shenzhen, on en dénombre plus de 30 alors qu'ils n'étaient que 4 au début des années 1980.

Au niveau local, la sécurité publique signale une forte croissance des crimes commis par les mafias de Hong Kong et Macao : trafics et fabrication d'armes à feu et de stupéfiants, escroqueries, enlèvements, extorsions, pillage d'avions et de bateaux, fausse monnaie et contrefaçon de passeports, immigration clandestine. Leur présence s'intensifie à la fin des années 1990 – malgré leurs guerres intestines pour contrôler les casinos de Macao et les opérations anticrime des polices locales.

Les mafias de Taïwan cherchent d'abord à s'implanter dans le Sud-Est de la Chine, en lien avec des bandes chinoises, au Fujian, notamment à Fuzhou : on en dénombre 17, fortes de 120 membres, dont les plus présentes sont les Zhulianbang (Bambous unis), Sihaibang (Quatre mers), Tiandaomeng (Alliance Ciel et Terre), Yingqiaobang, Songlianbang (Union des pins), et les Niupubang.

Les activités de tous ces groupes consistent principalement à transformer la Chine en refuge pour leurs fugitifs, à y développer leur organisation et à élargir leur influence ; à y établir des fiefs et des bureaux de liaison, et, enfin, à opérer sur le marché intérieur.

Transformation de la Chine en refuge pour fugitifs sinophones

Poursuivis pour des crimes commis chez eux ou à l'étranger, certains mafieux se réfugient en Chine pour échapper aux polices étrangères et reprendre leurs affaires. On en découvre au Guangdong, au Fujian et à Shanghai. Certains sont d'importants criminels visés par des mandats d'arrêt internationaux.

En octobre 1991, la police de Shanghai arrête Li Shuang-wu, garde du corps d'un mafieux taïwanais poursuivi pour homicide. D'abord parti pour l'Argentine, il entre en Chine et y organise un réseau d'immigration clandestine. D'autres criminels taïwanais célèbres comme Yang Shuang-wu et Chen Yao-guo, considérés comme deux des dix plus grands assassins du pays, se réfugient aussi en Chine. Ainsi, nombre de mafieux taïwanais s'évadent de l'île – ou même de prison – pour se réfugier en Chine, prenant souvent sous pseudonyme de nouvelles épouses sur le continent – sans pour autant divorcer des anciennes. La Chine leur sert de havre d'où ils poursuivent leurs activités à Hong Kong, à Macao, en Thaïlande et aux Philippines. De 1992 à 1994, la Sécurité publique débusque ainsi à

Shenzhen plus de 30 mafieux recherchés par les polices de Hong Kong et de Taïwan.

Développement de leurs organisations et élargissement de leur influence

Ce phénomène s'aggrave dans les provinces côtières, notamment au Guangdong, au Fujian et à Shanghai, comme le montre la bande Feiying, fondée en 1986. Son chef, Chen Nuohan, est surnommé l'Aigle volant en raison de l'aigle tatoué sur son corps. Avant de s'évader pour Hong Kong en 1979, Chen est agriculteur près de Shenzhen. En mars 1986, il adhère à la mafia Guangsheng-tang de Hong Kong. Il est lieutenant d'un chef de clan mafieux, d'abord comme « lanterne bleue » (adhérent non-initié) puis comme membre à part entière. La même année, Chen retourne dans son village natal et y fonde une bande de jeunes chômeurs qui devient la Bande de l'Aigle volant. Lors de son démantèlement, ce groupe compte plus de 50 membres dont 16 directement affiliés au Guangsheng-tang de Hong Kong.

La bande Feihong est, elle aussi, fondée en 1986, son nom provenant du prénom de son chef, Zeng Feihong. Ce paysan du même bourg que Chen Nuohan a fui en 1981 pour Hong Kong et y rejoint en 1985 la mafia Xinyi'an. Poursuivi pour crime par la police hongkongaise, il s'enfuit en Chine la même année. Réfugié dans la ville de Shajing, il y rassemble des malfrats locaux et fonde une bande d'une quarantaine de membres dont 12 directement liés à la Xinyi'an de Hong Kong.

De nombreuses similitudes existent entre ces deux bandes, actives durant 5 ans en Chine avant d'être démantelées. Leurs 2 chefs viennent du même village, se sont évadés vers Hong Kong et y ont adhéré à une mafia ; puis ils sont rentrés au pays pour y fonder leur propre bande – dont certains membres ont 2 « identités mafieuses », adhérant à la fois à l'entité chinoise et à celle de Hong Kong. Malgré quelque liberté par rapport aux mafias de Hong Kong, ces deux groupes criminels restent par nature leurs filiales.

Établissement de fiefs et de centres de liaisons

Sous prétexte d'investissements, de commerce et d'acquisitions immobilières, les entités criminelles étrangères se dotent de fiefs en Chine pour y développer leurs activités et recruter de nouveaux membres. On en

découvre dans la plupart des métropoles de Chine : Pékin, Shenzhen, Fuzhou, Amoy (Xiamen), etc. Il s'agit ici d'une activité mafieuse classique dans le secteur tertiaire – bars, boîtes de nuit, karaokés, restaurants, salons de massage, « spas », et autres entreprises de loisirs et de bien-être – rapportant bien sûr de l'argent mais couvrant aussi des activités criminelles. Souvent, ces établissements pratiquent la prostitution et fournissent aux bandits un lieu où se réunir. On en a découvert au Guangdong, au Fujian, à Hainan et à Pékin. Certains hôtels, restaurants, salons de massage et parcs d'attraction de Fuzhou, Amoy, Shenzhen et Zhuhai sont contrôlés par des chefs mafieux de Hong Kong, Macao et Taïwan. Pour investir Fuzhou à long terme, les mafieux étrangers y ont créé des sociétés à capitaux étrangers à l'aide de leurs agents chinois : ils y montrent des *joint-ventures* au nom de leurs agents ce qui leur permet, entre autre, de blanchir de l'argent.

Ces entreprises et sociétés de services en Chine servent aussi de points de contact aux mafieux arrivant en Chine, leur offrant des logis, des contacts et des activités rémunérées. En parallèle, elles regroupent des gangs locaux pour mener leurs activités criminelles. En mai 1992 par exemple, Huang Jian-ming, un dirigeant de la 14K de Hong Kong, ouvre le restaurant Xianlong à Danshui (district de Huiyang), puis recrute 9 individus pour la 14K, dont 2 « stratèges ». Ceux-ci recrutent à leur tour une trentaine de personnes. Huang Jian-ming, le vrai patron, dirige l'affaire en coulisses. Selon la police de Shenzhen, sur 52 restaurants et lieux de plaisir sous enquête, 32 contrôlés par des mafieux hongkongais. Au premier semestre 1994, elle découvre 60 maisons de jeux illégaux, souvent dans les lieux de plaisir ou des restaurants, dont 80 % liées à des mafias étrangères.

En 1998, lors de l'élucidation de l'affaire « 9810 » (lire « octobre 1998 »), la Sécurité publique de Shenzhen découvre un blanchiment d'argent massif par les mafias étrangères. Ces capitaux étrangers illégaux servent à acquérir des logements, des voitures de luxe, des actions d'entreprises ou sont déposés dans des banques. Les mafias hongkongaises ont ainsi blanchi plus de 30 millions de dollars de Hong Kong dans la seule ville de Shenzhen, à travers l'acquisition de 35 appartements, 3 voitures et 15 millions de dépôts.

D'autres mafias plus puissantes encore cherchent à s'implanter, surtout dans les domaines de l'économie, des loisirs, des services à la personne et

du commerce, une méthode d'infiltration très bien organisée. Vers la fin de la décennie, la bande hongkongaise Xinyi'an est suspectée d'avoir investi dans la construction de la Cité de cinéma et de télévision à Nanshan. Le Yamaguchi-gumi japonais s'est aussi intéressé à l'immobilier chinois et la mafia taïwanaise Bambous unis cherchait aussi à acquérir des biens immobiliers à Luohu pour y établir des fiefs.

Certaines mafias avaient également des projets de développement à long terme. En 1992, la police de Shanghai détecte l'infiltration de la mafia des Quatre mers (Taïwan), 6 de ses 7 dirigeants faisant alors de nombreux aller-retour à Shanghai. Considérant cette ville comme un grand centre international, ils s'y voyaient un avenir florissant dans les commerces illicites et songeaient même à y transférer leur siège ! Pour réaliser ce projet ambitieux, des agents de liaison s'étaient installés à Canton, à Amoy (Xiamen) et à Qingdao. Le chef de la logistique de cette mafia, appelé son « ministre de l'outre-mer », avait même été envoyé à Shanghai y préparer l'installation du nouveau quartier général.

Développement du marché criminel intérieur

Les mafias étrangères cherchent à développer leurs marchés illicites en Chine, dont bien sûr celui des stupéfiants. Certaines y installent donc des laboratoires de drogue. La capacité de production des drogues chimiques en Chine n'attire pas seulement les Chinois d'outre-mer : des Occidentaux se mettent de la partie dès les années 1990. En coopération avec la douane et les chemins de fer, la Sécurité publique de Shanghai détecte 4 réseaux internationaux de narcotrafic et arrête 5 trafiquants anglais, français et américain. Dans un autre cas de trafic de méthamphétamine vers le Japon, la police arrête 12 truands aux ordres de mafieux japonais qui ont déjà envoyé 195 kg de méthamphétamine au Japon.

Ces trafics provoquent une augmentation préoccupante de la toxicomanie dans la population chinoise, à Shanghai notamment, toutes couches sociales confondues : nouveaux riches, prostituées, travailleurs migrants, tous consomment et trafiquent un peu, ce qui ressuscite le marché de la drogue à Shanghai.

Membre d'une mafia de Hong Kong, un certain Zhao et ses complices montent un laboratoire d'amphétamines dans une maison isolée. Quand la

police la découvre, il a déjà produit 1 tonne de drogue. En avril 1996, les polices du Guangdong et du Yunnan résolvent l'affaire « 9601 » (janvier 1996), soit le plus grand trafic des stupéfiants depuis 1949 : 509 kg d'héroïne sont saisis et plus de 40 suspects arrêtés, la police saisissant aussi 3,27 millions de yuans, 310 000 dollars, 7 voitures et du matériel de communication. En 1998, la police découvre un trafic d'ecstasy et de cannabis dans plusieurs grandes discothèques de Shenzhen.

Et ce marché se diversifie sans cesse. En 1999, de nouveaux stupéfiants apparaissent à Shenzhen, tels que le sirop de codéine et « Elisa » (LSD, de l'acide lysergique sous forme de timbres), souvent apportés de Hong Kong et Macao à Shenzhen. Outre les stupéfiants, ces mafias étrangères se livrent à la contrebande de l'or, des antiquités, de l'électroménager, des médicaments, des plantes et des espèces protégées, de la fausse monnaie et des armes, profitant largement de l'ouverture de la Chine. Selon la police de Shanghai, la plupart des objets d'art sont livrés à Hong Kong, Macao et Taïwan, mais aussi au Japon, aux États-Unis et en Grande Bretagne.

L'escroquerie sous diverses formes est également une autre ressource criminelle importante. À Shanghai, par exemple, la Chine ayant un besoin important de matières premières, des escrocs internationaux utilisent des faux papiers, des faux contrats, des bordereaux de transport de marchandises falsifiés pour soutirer d'énormes sommes d'argent aux banques, acheter de l'or et des bijoux avec des cartes de crédit étrangères falsifiées ou volées et s'enfuir ensuite à l'étranger après les avoir converties en devises étrangères. Les lacunes des banques chinoises leur facilitent la tache : échanges lents, décalages horaires, etc.

L'escroquerie maritime se pratique également abondamment. Un groupe d'escrocs de Hong Kong achetait ainsi à vil prix de vieux navires coréens. Ayant établi à Singapour une société de transport maritime et recruté à bon marché des marins birmans, ils disaient transporter des marchandises pour le compte de sociétés de Singapour. Une fois les bateaux en mer, ils ordonnaient au capitaine de changer le nom du bateau, de modifier le carnet de route et de dévier le navire vers Shanghai. Dans le même temps, ils envoyaient des complices à Shanghai vendre les biens chargés sur le navire détourné. Nombre de sociétés d'import-export chinoises et coréennes ont été victimes de ces détournements.

L’émigration clandestine est évidemment une source de profit importante pour les mafias étrangères, qui collaborent avec les passeurs chinois pour organiser l’émigration clandestine à partir des villes côtières du pays. Guo, chef d’une mafia sino-américaine, organise ainsi de nombreux passages clandestins. Les passeurs chinois rassemblent d’abord des migrants au tarif de 30 000 dollars par tête. Guo achète ou loue ensuite des cargos taïwanais, transformés pour le transfert. Puis il recrute des marins étrangers et jette l’ancre près des côtes chinoises. Une fois les migrants à bord, le cargo traverse le Pacifique pour Los Angeles, ou l’Atlantique pour la côte Est des États-Unis. Chaque transfert compte plus de 100 migrants, mais peut atteindre plus de 300 personnes.

L’infiltration massive des mafias de Taïwan dans la ville de Fuzhou multiplie les passages illégaux d’émigrés vers Taïwan. Avant d’être arrêté par la police chinoise, un mafieux taïwanais nommé Lin, associé à un passeur de Fuzhou, a ainsi organisé 17 passages clandestins vers Taïwan. Spéculant sur le désir de certaines jeunes filles de partir à l’étranger, certains mafieux les vendent comme prostituées après les avoir enlevées.

Les techniques sont multiples pour organiser l’émigration clandestine : contrefaçon de passeports chinois à Hong Kong, Macao, Taïwan et en Thaïlande, des sceaux du Bureau des migrations en Chine et de divers visas, achat à prix fort de cartes d’identité de Hongkongais ou de Macanais pour y coller des photos de migrants clandestins, organisation de « voyages organisés » à l’étranger pour faire passer les émigrés en groupe, achat de passeports de petits pays sud-américains ou du Pacifique Sud pour transformer ainsi les migrants en « étrangers en voyage », passage de migrants aux frontières sud-ouest de la Chine vers la Thaïlande *via* la Birmanie et extorsion de fonds aux parents restés en Chine pour acheter de faux papiers japonais, etc.

Les mafieux étrangers se livrent aussi aux homicides, kidnappings, vols, hold-up, extorsion et proxénétisme. Ceux de Hong Kong sont experts en matière d’enlèvements. En liaison avec des criminels chinois, Lin Rong-hong (membre de la Xinyi’an) et Zhang Hong-song (membre de la Yiqun) kidnappent un investisseur hongkongais de Shenzhen et exigent une rançon de 1,5 million de dollars de Hong Kong.

Les réseaux criminels transfrontaliers de Zhang Ziqiang et Ye Jihuan

Cas typique de criminalité transfrontalière, celle des groupes de Zhang Ziqiang et Ye Jihuan, réglé en 1998 (numéro « 9801 », 1er cas de 1998). Ces deux bandes fort violentes ont pour chefs Zhang Ziqiang, ennemi public n° 1 à Hong Kong, et Ye Jihuan, lui aussi recherché par la police. Le démantèlement de ces groupes permet d'élucider une dizaine d'attaques à main armée, kidnappings, chantages, pillages et homicides, trafic illicite d'explosifs, etc. Environ 40 criminels sont arrêtés, des centaines de millions de yuans et des biens immobiliers saisis.

La bande de Zhang Ziqiang se forme dans les années 1970 à Hong Kong. Incarcéré en 1975, Zhang rencontre d'autres détenus qui deviendront ensuite ses lieutenants. Dans les années 1990, leurs activités s'étendent en Chine où des criminels locaux les rejoignent. Basculant dans le grand banditisme, ils pratiquent à l'aéroport de Hong Kong le vol à main armée et attaquent un fourgon blindé contenant 160 millions de dollars hongkongais et américains en espèces à Hong Kong.

La bande de Ye n'est pas en reste. Fondée à Hong Kong dans les années 1980, elle est dirigée par Ye Jihuan et Chen Zhi-hao, entourés de criminels du Guangdong. Au début des années 1990, Ye franchit la frontière et braque plusieurs bijouteries de Hong Kong. Dès le début de leur association, les deux groupes s'infiltrent en Chine. Ils volent 2 500 tonnes d'acier, achètent des biens immobiliers à Canton, Shenzhen et Zhuhai, blanchissent de l'argent à travers les casinos de Macao et n'hésitent pas à s'en prendre à l'Administration pénitentiaire de Hong Kong en tentant d'y faire sauter la prison Stanley. Ils préméditaient même d'enlever des hommes politiques influents.

Inversement, les truands chinois sévissent désormais aussi hors des frontières de la Chine : une bande du Guangxi a ainsi effectué 4 hold-up dans des casinos et banques de Macao, pour un butin de 40 millions de yuans.

Ces faits révèlent combien la criminalité transfrontalière se développe en Chine et implique surtout des Chinois d'outre-mer. Une proximité qui risque de faire muter les bandes chinoises en entités criminelles

internationales. Ils montrent aussi que le crime organisé se diversifie, se spécialise et se professionnalise.

Troisième phase de l’évolution des organisations criminelles jusqu’à 2010

Au cours de cette phase, la constante et rigoureuse lutte anticrime menée par le gouvernement chinois ne parvient pas à freiner le rapide développement de mafias, à la fois plus nombreuses, mieux organisées, plus actives à l’international et jouissant de complicités plus efficaces. Dans la première décennie du XXIe siècle, elles posent à la Chine son principal problème de sécurité.

L’activité criminelle explose au début du XXIe siècle : en 2000, on dénombre 3 673 307 affaires, soit une augmentation de 63 % par rapport à l’année précédente.

Dans certaines régions, le soutien d’officiels corrompus renforce les mafias, toujours plus violentes et sûres d’elles-mêmes face aux forces de l’ordre. Certaines règnent en maître dans les villages, d’autres contrôlent des magistrats et spéculent sans entrave sur les marchés locaux. Les dernières enfin se spécialisent dans le marché du sexe ou des jeux de hasard. Toutes s’opposent ouvertement aux institutions de l’État et à la justice, attaquant armes à la main policiers, magistrats et bâtiments officiels.

En 2000, le directeur général de la police déclare : « Les organisations mafieuses se développent toujours plus vite, et toujours plus visiblement. Dans certaines villes ou villages sous leur contrôle, elles multiplient les crimes et oppriment la population, portant gravement atteinte à la sécurité et suscitant la colère des habitants. En certains endroits, les criminels locaux accèdent au rang de mafias organisées, avec lois et règles internes. Certaines ont déjà un poids économique majeur. D’autres ont de puissants protecteurs dans le monde politique et économique. Toutes menacent la stabilité sociale, la sécurité de la population ; elles sapent l’ordre public, gênent l’ouverture de la Chine et son développement économique, corrompent des membres du parti, des fonctionnaires et des magistrats, fragilisent nos coutumes populaires et enfin, influencent la vie politique locale. Si nous n’étudions pas mieux ces mafias, si nous ne nous y

intéressons pas plus, si nous n'élaborons pas au plus vite des méthodes permettant de les paralyser puis de les détruire, nous le paierons cher ».

Succès et échecs dans la lutte antimafia

La Chine lance alors une campagne nationale contre le crime organisé de décembre 2000 à octobre 2001. Au 30 mars 2011, 66 entités mafieuses sont démantelées, 1 466 de leurs membres, arrêtés, et 2 342 dossiers pénaux sont traités. 695 gangs sont démantelés, 3 224 de leurs membres arrêtés et 5 262 dossiers pénaux traités.

109 autres bandes sont sous surveillance au niveau national, et 353 au niveau local, « sous surveillance » signifiant que le chef de bande a déjà été arrêté.

Pour autant, la situation continue d'empirer, les mafias font preuve de toujours plus de violence, les kidnappings, attaques à main armée, homicides, attentats à l'explosif se multiplient, de même que la prostitution, les jeux illicites et le trafic de stupéfiants restent incontrôlables.

En 2000, quatre événements marquent fortement les esprits :

– une série d'attentats par explosif : de janvier à mars, on compte 60 attentats ayant fait 205 morts et 1 207 blessés. Le 6 mars, une bombe explose dans une école : 42 morts, 27 blessés. Le 16 mars, une bombe dans un bloc d'immeubles fait 108 morts et 38 blessés ;

– la fabrication illégale et le trafic d'armes à feu, munitions et explosifs : le 5 mars, au Yunnan, un trafic d'armes est démantelé, 6 suspects arrêtés. Les armes récupérées sont des copies du pistolet Tokarev T-33. Le 23 mars, un chantier de la province du Guizhou est cambriolé, les voleurs emportant 144 kg de TNT ;

– les homicides augmentent : de janvier à mars, 107 assassinats et 242 meurtres sont commis ;

– les vols à main armée sont plus violents : de janvier à mars, 152 braquages sont répertoriés, provoquant 51 morts et 117 blessés. Le 2 mars, un gang spécialisé dans le braquage des taxis est arrêté après avoir assassiné 16 chauffeurs de taxis.

Deuxième campagne anticrime des années 2000

Avant même que la première campagne soit achevée, une seconde est programmée d'avril 2001 à décembre 2002, après la « réunion sur le renforcement de la sécurité nationale » des 2 et 3 avril 2001. Elle vise 3 infractions spécifiques : le crime d'« organisation criminelle » ; les crimes violents (homicides, vols à main armée et kidnapping) ; enfin, les vols et cambriolages. Elle se déroule en 3 phases : d'avril à mai 2001, adaptation de la précédente campagne aux nouveaux objectifs ; de juin 2001 à juin 2002, nouvelles offensives sur le terrain contre les crimes violents et ceux visant les biens, les trafics d'armes et d'explosifs, ainsi que les crimes économiques (le tout à l'échelle nationale ou locale, selon les cas) ; de juillet à fin décembre 2002, examen de la situation.

Au bout d'un an, les premiers résultats sont encourageants : plusieurs mafias et gangs ont été démantelés et leurs protections officielles ont souffert (un système anticorruption traque désormais les complices des criminels). 128 000 fugitifs et individus recherchés sont arrêtés – dont 162 réclamés par le ministère de la Justice –, 2 144 000 affaires pénales sont traitées ainsi que plus de 4 232 000 infractions à l'ordre public, soit respectivement, + 24,9 % et + 26,5 % sur l'année précédente. 73 000 entités criminelles de tout type sont démantelées, parmi lesquelles 379 mafias et 5 476 gangs.

Durant la campagne précédente, les tribunaux n'avaient traité que 20 dossiers criminels visant 151 suspects. Au cours de celle-ci, d'avril à fin décembre 2001, les tribunaux traitent 330 dossiers et 1 802 suspects, soit, pour 2001, un total de 350 entités criminelles jugées (6,3 fois plus qu'en 2000) et 1 953 suspects (3,8 fois plus[2]).

Au Hunan et au Sichuan, Zhang Jun et autres mafieux sont arrêtés pour vols à main armée, homicides, etc. Sur 18 jugés, 14 sont condamnés à mort, 3 à mort avec sursis et le dernier, à la prison à vie. Au Gansu, le tribunal juge une bande de 37 affidés. 8 sont condamnés à mort, 7 à mort avec sursis et 22 à la prison. De tels cas se multiplient en Chine à partir d'avril. Les peines infligées par les tribunaux sont toutes très lourdes.

À la fin de cette campagne, la situation s'améliore, tout comme le sentiment de sécurité de la population.

Troisième campagne anticrime des années 2000

Le 25 mars 2002, au vu des résultats acquis et des problèmes durables, une conférence nationale anticrime décide de poursuivre la campagne, de mars 2002 à avril 2003. Elle a pour objectif de renforcer les résultats acquis, en tarissant les sources de revenus des mafias et en traquant la corruption de fonctionnaires. Pour y parvenir, un bureau d'experts des mafias et gangs est institué. Il traite alors 500 dossiers criminels et renvoie 8 000 malfaiteurs devant la justice. Plus de 600 bandes sont démantelées, et plus de 10 000 gangs de quartiers sont neutralisés. 530 000 000 yuans, 646 bâtiments, 909 casinos, 301 boutiques, 144 locaux industriels et 154 sites miniers sont saisis.

En 2003, le nombre de cas criminels traités est multiplié par 6, et on compte 3,8 fois plus de suspects arrêtés. S'agissant des cas de corruption, 279 dossiers et 345 cas suspects sont traités en 2003. Dans l'ensemble, il s'agit d'affaires de dessous de table, de protection de mafieux (active ou passive) par des fonctionnaires, de conseils ou de renseignements donnés aux criminels. Certains fonctionnaires ont même directement adhéré à une entité criminelle…

Quatrième campagne anticrime des années 2000

Le 22 février 2006, décision est prise de lancer une nouvelle campagne anticrime de février 2006 à février 2009 qui ciblera d'abord les chefs mafieux, les ressources financières criminelles et toujours les cas de corruption.

Pour renforcer l'appareil judiciaire, un bureau national antimafia est créé, auquel devront coopérer le comité central du P.C.C., le ministère de la Propagande, toutes les instances judiciaires concernées, la direction générale de la police, le ministère des Finances, le fisc, la direction des affaires industrielles, la douane, et toute autre institution intéressée par le crime organisé. Chaque région devra installer un bureau de lutte antimafia directement piloté par le gouvernement mais adaptant son travail au terrain local.

Cette campagne comportera 3 niveaux : d'abord, la lutte contre les chefs mafieux, leurs ressources financières et les protections dont ils jouissent. Ensuite, l'élaboration d'une politique de long terme à la fois

répressive et préventive. Enfin, la stabilisation durable de la Sécurité publique.

Sous l'impulsion du gouvernement, les divers ressorts judiciaires régionaux entreprennent dès 2006 de s'assurer de la coopération de la population, puis lancent la campagne sur le terrain. En octobre, les commissariats du pays ont déjà envoyé aux procureurs la liste de 196 bandes criminelles, 84 d'entre elles étant renvoyées devant la justice et 76 condamnées. 1 347 gangs locaux sont démantelés. À Pékin, la mafia dite des Quatre frères Li est ciblée : 34 de ses membres sont condamnés à de lourdes peines de prison et à une amende de 5 240 000 yuans. Dans la province de l'Anhui, une autre mafia nommée Liwei est elle aussi neutralisée. Implantée de longue date dans la région, elle se spécialisait dans les assassinats commandités, l'extorsion de fonds et autres crimes violents.

Cette campagne antimafia donne des résultats positifs. En 10 mois, 2 221 000 dossiers sont traités, 113 000 de plus qu'en 2005, soit + 3,1 %. Les crimes violents les plus graves diminuent par rapport à l'année précédente : homicides – 13,8 %, viols – 5,9 %, incendies volontaires – 13,8 %, attentats à la bombe – 20,4 %, possession de substances dangereuses – 25,4 %.

En 2007, le comité spécialisé du gouvernement émet un « avis sur la bonne application du travail national de lutte anticrime et antigang pour 2007 », applicable dans toutes les régions. Les ministères concernés, les tribunaux, les parquets et la direction générale de la police donnent, fin avril, instruction à leurs personnels de renforcer leur action. Résultat : plus de 500 entités criminelles sont signalées aux procureurs, qui en envoient 340 devant les tribunaux. 167 sont condamnées pour « organisation criminelle », dont 82 en appel. 4 000 gangs sont aussi démantelés.

Au total, dans toute la Chine, la police a envoyé 77 000 dossiers (individuels ou collectifs) de « relation avec le crime organisé » aux procureurs, 874 mafias ont été poursuivies et 9 662 gangs locaux démantelés, ainsi que 60 000 suspects présentés aux tribunaux. Par rapport aux plans initiaux, les résultats sont plutôt satisfaisants.

Cependant, le comité considère que 3 aspects de la campagne doivent être améliorés : renforcer l'aspect légal de la lutte antimafia ; mieux combattre la protection de certaines mafias par des fonctionnaires

corrompus ; davantage médiatiser certaines affaires caractéristiques pour augmenter la confiance de la population dans sa justice et l'amener à coopérer plus encore à la lutte anticrime.

Finalement, cette campagne nationale a vu 900 mafias et 13 000 gangs démantelés dans toute la Chine. Plus de 100 000 affaires criminelles ont été traitées.

Spécificités mafieuses dans la décennie 2000-2009

Explosion des organisations criminelles durant cette décennie

Malgré les efforts du gouvernement et les résultats positifs des campagnes, le crime organisé ne cesse de progresser durant la première décennie du XXIe siècle. Selon les statistiques encore incomplètes de la police, nous savons que les mafias (et non les gangs locaux) ont résisté à la justice. Lors des trois campagnes de la décennie, (il n'y en a pas eu de début 2002 à début 2006), 1 296 mafias de toutes tailles ont été démantelées, ce chiffre ne comprenant ni les gangs locaux, ni les données issues des polices de provinces.

Multiplication des gangs, désormais liés aux mafias

La notion de gangs (des groupes criminels locaux peu organisés) apparaît officiellement en Chine durant la campagne menée d'avril à août 1996. Moins structurés et durables que les mafias, les gangs n'en commettent pas moins de graves crimes à l'échelle locale. Or, ils prolifèrent, comme on l'a vu, et sont souvent utilisés par les mafias pour leurs opérations courantes. Pratiquant surtout le racket et les trafics de drogue locaux, ces gangs troublent l'ordre public par leurs fréquents règlements de compte. Mais le principal risque est qu'ils évoluent en mafias en un flux incessant de nouvelles entités criminelles remplaçant les mafias démantelées. Ce qui conduit le gouvernement à les cibler et à les inclure dans toutes les campagnes anticrime.

Transformation en mafias de petites entités criminelles

Pour exposer ce processus évolutif, 3 cas d'école révèlent les modes de structuration et de développement des gangs en mafias :

– le premier cas implique le fils d'un président de cour d'assises, qui, dans les années 1990, forme une mafia très violente à partir d'un gang de 5 personnes ;

– le deuxième met en cause un ouvrier délinquant, devenu un criminel connu après des séjours répétés en prison ; de simple gang, sa mafia devient l'une des mieux structurées des années 2000 ;

– le troisième implique un paysan illettré dont le cursus criminel paraît tiré d'un mauvais roman ; il montre l'efficacité limitée des polices locales et la nécessité d'unités spécialisées, extérieures au fief du gang.

• Premier cas d'école : Liu Yong

L'ascension de Liu est rapide et violente. En 1982, petit trafiquant de quartier, il rackette le marché local. En 1989, il monte un gang de 6 voyous qui terrifie leur quartier. Quand on l'arrête en 2001, Liu est élu municipal et P.-D.G. de la société Jiayang comptant 26 succursales, 2 500 employés et un capital de 700 millions de yuans. Comment ce petit voyou de quartier est-il devenu en vingt ans un puissant mafieux ?

Selon nos sources, il passe de simple délinquant à chef de gang en 1989 quand, avec 5 complices, il blesse grièvement un rival. Mais la peur qu'il inspire au quartier – et à la victime – fait que nul n'ose porter plainte, ce qui renforce l'aura du gang. En 1991 et 1992, il se livre à de nouvelles voies de fait ; mais après s'en être pris au commissaire du quartier, Liu doit fuir son territoire. Arrêté en 1995, il est innocenté et libéré en 1997 car, durant sa fuite, sa bande a muté en une mafia dotée de puissants soutiens.

Ce soutien provient d'une personne localement puissante, devenue son protecteur en échange d'une forte somme annuelle, plus des enveloppes d'argent occasionnelles. Une autre protection lui vient de son père, président de cour d'assises en retraite, grâce à qui Liu Yong peut soudoyer des magistrats du tribunal.

En 1995, le protecteur, vice-président du bureau du travail et des affaires sociales, aide Liu à devenir chef d'entreprise. Celui-ci convoite en effet une galerie marchande où il veut ouvrir un commerce. N'arrivant pas à ses fins, il expédie à l'hôpital le propriétaire de la galerie, après quoi ce

dernier dépense 2 millions de yuans pour refaire la galerie au goût de Liu Yong, et lui en cède 470 m^2. Une fois installé, Liu rackette 250 000 yuans chez ses voisins. Multipliant les violences commanditées, il assassine la même année (de 100 coups de couteau !) un patron de magasin, sous contrat avec un concurrent.

Liu Yong fait aussi assassiner un astrologue lui prédisant une mauvaise santé et des déboires. Mais c'est une autre affaire qui le rend célèbre : découvrant deux policiers installés à une table de bar qu'il considère comme la sienne, Liu Yong les frappe, blessant l'un d'eux grièvement. Cet acte choque d'autant plus le public qu'aucune poursuite pénale n'est ensuite engagée. Lorsque trois inspecteurs sanitaires constatent que certains produits vendus dans sa galerie marchande sont défectueux, Liu Yong les menace puis veut les soudoyer, sans succès. Ses sbires les passent alors à tabac. La direction de l'inspection sanitaire demande à la police locale d'enquêter, mais celle-ci enterre le dossier. Par la violence, Liu Yong réussit également à monopoliser dans son quartier la vente de cigarettes ou de médicaments.

Son impunité, il la doit à son protecteur, mais aussi aux politiciens locaux. Élu député de Luoyang le 6 décembre 1997, il multiplie les actes de violence et de corruption, recrute deux policiers locaux (dont son propre frère) et mène désormais ses activités au grand jour. Lors d'un règlement de comptes, Liu Yong blesse un rival devant des policiers présents avec une arme de la police. Liu Yong n'est pas inquiété, mais la police locale engage des poursuites contre son rival !

La force de Liu Yong cause finalement sa perte. Quand le premier de ses protecteurs est arrêté à Macao, le château de cartes s'écroule : le 19 janvier 2001, l'arrestation de Liu Yong fait la Une dans les journaux. 16 chefs d'inculpation sont retenus contre lui et il est condamné à mort.

• Deuxième cas d'école : Liang Shengli

À l'origine, Liang est un apprenti de 15 ans ayant quitté l'école pour gagner sa vie. En 1983, à 20 ans, il purge deux ans de travaux d'intérêt général pour cambriolage. Reprenant ses activités criminelles en fin de peine, il fonde en 1988 un gang, comptant 143 malfaiteurs, qui adopte vite une structure pyramidale, une division du travail et des règles internes.

Pour étendre son territoire, il déclenche des guerres contre les gangs rivaux, mute en mafia et se livre au trafic d'armes, au kidnapping, au racket, etc. De même, il obtient par la violence le monopole de certains marchés. En 1989 et 1992, il est arrêté plusieurs fois lors de guerres entre bandes, ce qui contribue à sa renommée.

À sa sortie de prison en fin 1992, il ouvre sa première entreprise légale pour couvrir ses actions illicites. Avec ses bénéfices, il recrute de nouveaux membres et choisis les plus endurcis par la prison. Sa méthode consiste à soutenir, financièrement et moralement, certains détenus sans contrepartie. Libérés, ceux-ci vont naturellement le trouver et intègrent sa bande. Pour ses affaires légales, il s'assure par la violence du monopole sur son marché. Tout concurrent nouveau doit s'associer à lui ou décamper. En 1997, l'un d'eux refuse les deux options : on le retrouve criblé de balles. Un autre refuse lui aussi et demande protection à la police. Liang Shengli envoie 40 de ses hommes l'avertir que la police n'est pas disponible 24 heures sur 24. Plus tard, il a les deux jambes brisées.

Lors de son procès, Liang Shengli déclarera : « Je suis au sommet d'une pyramide, mes bras droits X, Y et Z sont ma force. Ils ont comme moi fondé leur propre groupe, chacun étant indépendant de l'autre ». Dans la culture chinoise, il s'agit de la classique structure de la triade, d'une société secrète du XVIII^{e} siècle. Chacun de ses lieutenants contrôle une activité différente. Un groupe de cette mafia va même jusqu'à se nommer Triangle d'or.

Un des bras droits de Liang déclarera de son côté : « Notre organisation compte plus de 10 filiales : celle de A contrôle un restaurant, qui nous sert à nourrir et salarier nos membres, ou à nous réunir. La filiale de B fournit armes et munitions. En cas de conflit entre mafieux, C, chef d'une autre filiale, règle le problème. D s'occupe des comptes et distribue les fonds selon les besoins de chacun pour créer son *business*. La filiale de E dirige les hommes de main : en cas de problème, ses hommes agissent ».

Cette mafia dispose également de son propre règlement intérieur : interdiction de toucher à la drogue, qui affaiblit l'instinct de lutte ; interdiction d'avoir des relations sexuelles avec une prostituée (un homme contaminé par une maladie sexuellement transmissible perdant ses capacités combatives) ; interdiction de se battre pour des futilités, toute violence

devant avoir un but commercial. Si un membre est arrêté pour un acte dommageable à l'organisation, celle-ci lui refuse son aide.

Liang Shengli est intransigeant sur ces 3 règles. Deux de ses lieutenants sont exclus parce qu'ils se droguent, comme nombre d'hommes de base.

Bien qu'il ait corrompu nombre de fonctionnaires et de magistrats, Liang n'use jamais de ses relations pour protéger un membre ayant enfreint les règles ci-dessus. En revanche, tout membre arrêté « pour raison de service » est assuré d'une quasi-impunité grâce aux magistrats qu'il contrôle.

Tous les trimestres, Liang réunit ses filiales pour faire le compte rendu des derniers mois, examiner les projets pour ceux à venir et voir les questions de la discipline dans l'organisation.

Quand on l'arrête lors de la campagne anticrime de l'an 2000, Liang Shengli possède 15 armes à feu et 5 millions de yuans dans le coffre-fort de son seul appartement. D'autres perquisitions permettent de découvrir 106 autres armes à feu et 2 000 munitions. Liang est exécuté en 2003.

• Troisième cas d'école : Li Jianshe

Li Jianshe est un paysan illettré d'un village du Hebei. En 1994, il obtient un emploi dans l'administration locale grâce à sa carte de membre du parti. En 1997, il s'associe avec deux autres membres du parti dans un commerce de charbon, mais un conflit éclate avec leur investisseur, un lettré du lieu. Le 2 avril 1998, avec 5 complices, il croit kidnapper cet investisseur mais, arrivé à la planque, il s'aperçoit d'une méprise : il a enlevé le médecin local.

Qu'importe ! Un otage est un otage, et la bande exige de la famille du médecin une rançon de 500 000 yuans. Comme leur planque se trouve dans la campagne proche, la police les localise rapidement. Après 4 tentatives, un des malfaiteurs est enfin arrêté, mais à peine l'ont-ils capturé que les membres de sa famille s'en prennent aux policiers, en blessent 5 grièvement et libèrent le suspect.

Après 66 jours de négociation avec les forces de l'ordre, Li Jianshe accepte de libérer l'otage contre son impunité. La justice locale accepte le marché et n'inculpe ni Li Jianshe ni ses comparses. Mais la notoriété de ce

kidnappeur qui résiste à la police vient aux oreilles de certains individus qui s'empressent de le contacter.

Les premiers, engagés dans des querelles financières, lui demandent de les aider à récupérer leurs dettes. Les seconds sont des malfaiteurs locaux qui cherchent à constituer une bande.

Li devient ainsi le chef d'un gang de 40 spécialistes du kidnapping sur commande. Son premier grand *business* lui est apporté par son propre frère aîné à qui l'on doit 80 000 yuans. Li Jianshe kidnappe la femme de l'emprunteur et exige une rançon de 300 000 yuans. La kidnappée est la fille d'un commissaire de police, mais Li Jianshe mène son « travail » à bien, sans se préoccuper de la famille de la victime.

Autre mission pour le compte d'un entrepreneur en ciment : Li enlève la fille de l'endetté et exige une rançon de 200 000 yuans pour paiement de la dette, intérêts inclus, et pour son « travail ». La famille de la jeune fille enlevée ne pouvant payer cette somme, les truands la violent et la torturent. La police échouant une nouvelle fois à trouver la planque et à libérer la victime, sa famille finit par payer 23 000 yuans à Li, et signe une reconnaissance de dette de 800 000 yuans à l'entrepreneur.

Au fil des enlèvements, Li perfectionne sa méthode : il ne kidnappe plus que des femmes ou des enfants. Il loue des greniers 100 yuans par jour à des paysans complices pour y cacher ses victimes, et sépare le paiement de la dette et ses honoraires d'« intermédiaire ». Ayant kidnappé un enfant de 9 ans, il n'exige ainsi que son paiement d'intermédiaire, prétendant à ses affidés et au « client » que l'enfant s'est enfui seul.

Ce qui importe ici, c'est que la police se révèle incapable d'arrêter un paysan illettré, aveugle aux risques ou conséquences de ses actes. En Chine, contacter des kidnappeurs et négocier avec eux se fait par l'intermédiaire des policiers du lieu concerné. Seulement, à la campagne, tout le monde se connaît, et les policiers locaux connaissent Li Jianshe depuis l'enfance. La police spécialisée n'arrive donc pas à enquêter et Li Jianshe s'en sort aisément.

Fin 1999, après 18 mois de kidnappings au nez des policiers spécialisés, Li Jianshe est fiché sur la liste des mafieux et son dossier échappe désormais à la police locale. Quand, en juin 2000, Li manque d'argent pour construire sa maison, il kidnappe la femme d'un médecin pour son propre compte. La brigade antimafia résout rapidement le

problème, libère la femme et capture Li Jianshe et 17 de ses complices. Étant membre du parti, il est condamné à mort avec circonstances aggravantes.

Les organisations criminelles internationales

Les mafias étrangères se réinstallent sur un marché chinois qu'elles jugent finalement peu dangereux. Un réseau international de prêts usuraires nommé Da Er-sai réalise même un bénéfice mensuel de 1 million de dollars de Hong Kong. Implanté en Chine, à Hong Kong et Macao, Da Er-sai exploite les écarts réglementaires entre ces 3 secteurs pour échapper aux contraintes pénales, et blanchit l'argent illégal, grâce à une succursale en Chine où il conserve tous les renseignements sur ses « clients » et ouvrant des comptes bancaires à Hong Kong et Macao pour y pratiquer l'usure. Quand les clients empruntent 1 000 dollars HK, ils doivent ainsi rembourser jusqu'à 200 dollars HK d'intérêts tous les 10 jours.

Pour récupérer ces sommes exorbitantes, Dar Er-sai harcèle ses débiteurs et met le feu à leur domicile. Sur 30 suspects arrêtés (25 Hongkongais et 5 Chinois), 20 sont arrêtés à Hong Kong et 10 en Chine. Selon l'enquête, plus de 300 personnes avaient déjà emprunté de l'argent à Da Er-sai. Une autre mafia transnationale nommée Shui Fang est implantée en Chine du Sud et à Macao. Spécialiste du trafic d'armes à feu, elle braque en outre des centres de prêts et d'usuriers illégaux. Le butin retrouvé dépasse 18 millions de dollars HK.

Plusieurs mafias chinoises s'installent elles aussi à l'étranger, notamment dans les pays frontaliers comme la Russie. En juillet 2000, les polices associées du Heilongjiang et de Russie démantèlent ainsi deux entités transfrontalières du nom de Zheng Renhao et Du Xiangu. La première se livre au kidnapping, la seconde aux braquages dans la ville russe de Khabarovsk.

1- . Discours du ministre de la Sécurité publique.

2- . Voir le *Rapport du tribunal de grande instance* du 11 mars 2002.

3
La corruption des officiels, cause majeure de l’expansion du crime organisé

Interaction entre corruption politique et crime organisé

La corruption des personnels politiques est un phénomène mondial complexe et délicat, à fortes implications sociales. Sa définition acceptée est celle du Fonds monétaire international : « abus de pouvoir public au profit d’intérêts privés ». Cet abus de pouvoir public n’a pas forcément l’enrichissement pour but, mais peut aussi viser des objectifs immatériels, le secteur privé et l’industrie étant également touchés par la corruption. On peut alors plutôt la définir comme « une relation entachée par des actes illégaux, visant un bénéfice personnel ou celui de proches ». Cette conception large de la corruption diffère du simple abus de pouvoir public, qui en est plutôt une sous-catégorie.

Nous analysons ici la sous-catégorie corruption politique. Fort préjudiciable, celle-ci préoccupe aujourd’hui l’opinion mondiale. En mai 2001, la 10e session du Programme des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale a publié un rapport sur l’état de la corruption mondiale, selon lequel « chaque année, la corruption officielle fait perdre environ 600 milliards de dollars au monde entier. Chaque jour, dans plus de 190 pays, des fonctionnaires corrompus volent ainsi quelque 1,7 milliard de dollars. Dans chaque pays, des corrompus au pouvoir touchent des pots-de-vin ou des commissions ». La Convention des Nations unies contre la corruption a également souligné « la gravité de la menace que pose la corruption sur la stabilité sociale et la sécurité : sapant les institutions, les valeurs démocratiques et la moralité de la justice, elle compromet tout le développement durable et la primauté du droit ». Sur notre sujet, la convention a souligné que les parties étaient « préoccupées

par la corruption et autres formes de criminalité, notamment le crime organisé et/ou économique, y compris ses liens avec le blanchiment d'argent, et également préoccupées par les cas de corruption impliquant d'énormes actifs, pouvant compter pour une grande proportion des ressources nationales, qui constituent une menace pour la stabilité politique et le développement durable ».

L'interaction entre corruption politique et crime organisé nuit gravement à la Chine : elle renforce encore une criminalité organisée dont les triades sont récemment devenues le fer de lance tandis que l'infiltration mafieuse dans la politique aggrave la corruption, créant ainsi un dangereux et grave cercle vicieux.

Les liens entre politique et argent sale font l'objet de diverses analyses. Un universitaire taïwanais émet l'hypothèse que triades et mafias sont les principales coupables du phénomène, transformant la classe politique en outil du crime organisé. Nous estimons à l'inverse qu'il y a en fait collusion et alliance entre mafias et pouvoir politique. Comme le démontrera le chapitre sur l'histoire criminelle de la Chine, la collusion des politiques et des triades a toujours profité à ces dernières. Les mafias requièrent le soutien et la protection des officiels pour survivre, et ces derniers usent parfois de la puissance mafieuse à leurs propres fins. Il y a donc interaction au long cours dans un vrai cercle vicieux : plus la corruption politique existe, plus la société secrète se développe, et plus la collusion se renforce.

L'évolution des triades doit donc être étudiée à la lumière de leur collusion avec le pouvoir politique. D'où la question : la Chine moderne est-elle à nouveau soumise à l'argent sale ? Pour y répondre, analysons l'interaction entre corruption politique et triades lors des trois dernières décennies.

Première décennie (1978-1989)

Résumons cette décennie en une phrase : abus de pouvoir signifie corruption et qui dit État dit système, donc risque d'abus. Ainsi, dans tout pays et à toute époque, la corruption existe, seule change sa gravité. Après l'ouverture, une corruption croissante affecte indiscutablement la Chine.

Face à elle, le gouvernement fait alors preuve de vigilance, mais au début des années 1980, le problème apparaît dans un contexte spécifique,

non pas celui des contacts entre officiels et mafieux, mais celui de la criminalisation de la classe dirigeante. Voyant le pouvoir et les relations de leurs parents, certains enfants de dirigeants ont commencé à commettre des délits graves et répétés. Devant ces agissements, ces dirigeants ont parfois couvert leurs enfants de leur autorité, les disculpant devant les tribunaux pour éviter une condamnation.

Au début des années 1980, on découvre par exemple dans la ville de Jinan 36 « nids noirs », des clubs clandestins où, entre autres, 12 viols collectifs sont signalés et où plus de 140 femmes sont molestées. Or, parmi les fondateurs de ces « nids noirs » figurent 49 enfants de dirigeants, 17 membres du parti et 15 de la ligue de la jeunesse communiste. 21 organisateurs de ces « nids noirs » disposent de logements illicitement attribués par des parents haut placés. Geng Aiping déclare ainsi : « Mon père avait le pouvoir et nous, le courage de faire, donc personne n'osait nous arrêter ». Condamné à mort, il dit juste : « Pensez à mon père, laissez-moi vivre ». Mais le tribunal reste ferme et le 13 décembre 1983, il prononce 7 condamnations à mort, 4 avec sursis, 3 peines de prison à vie.

Le problème s'aggrave dans les années 1980. En 1985, la justice traite 4 455 cas de ce type où sont impliquées 5 116 personnes. En 1986, on compte 4 114 enquêtes sur des infractions policières (7 condamnations à mort). En 1985-1988, on compte 18 902 infractions à la discipline dans la Sécurité publique, impliquant 21 982 policiers, dont 9 089 membres du P.C.C. (41,3 % du total). Des poursuites pénales sont engagées contre 18 898 personnes.

La corruption s'aggravant, certains policiers et officiels locaux en viennent à pratiquer du pur brigandage. Un gang de 5 personnes est ainsi démantelé en 1986 à Jinzhou, dont 4 policiers ou agents de sécurité des chemins de fer. En huit ans, ils ont commis 38 vols, des homicides, des vols à main armée ainsi que des viols.

En 1988, on compte 941 cas de corruption par des membres de la Sécurité publique : subordination, fraude, spéculation, contrebande, extorsion et autres crimes, soit 19,8 % des infractions à la discipline. Une hausse de 10 % sur 1987.

Les premiers cas graves de collusion politico-mafieuse remontent à cette époque. En 1983, le ministère de la Sécurité publique constate que l'activité des mafieux de Hong Kong et Macao aggrave une émigration déjà

anarchique, la corruption rendant la situation incontrôlable. En 1988, Fang Yiqiang, cadre de la Sécurité publique du Fujian, vend ainsi 57 permis de sortie du territoire à des « passeurs » pour 262 000 yuans. Les autres activités criminelles ne sont pas en reste. Jiang Xun, ancien cadre de la Sécurité publique de Wanding, au Yunnan, est jugé pour avoir touché plus de 100 000 yuans de pots-de-vin de trafiquants de drogue. En 1988, à Shenzhen, l'ex-agent de police Wang Yudong commet – en uniforme ! – un cambriolage de 120 000 yuans avec 5 comparses.

Des cadres de la justice, de la police et de l'administration pénitentiaire sombrent aussi parfois dans le crime. Au Fujian, un officier de la Sécurité publique, un directeur adjoint de prison et deux auxiliaires de justice fondent un gang de cambrioleurs. Lors d'« enquêtes », ils cambriolent les domiciles de suspects… également en uniformes de police ! Le 28 octobre 1988, ils volent ainsi 10 millions de yuans pendant une investigation sur un cas de fausse monnaie.

Deuxième décennie (1990-1999)

Au début de la décennie, de nombreux cas de corruption affectent des policiers et douaniers, surtout lors d'affaires d'émigration clandestine. En 1990, la Sécurité publique du Fujian constate que 4 policiers vendent des permis de sortie de territoire à des passeurs de clandestins, pour un montant de 44 millions de yuans. Au poste frontière de Shanghai, 3 inspecteurs laissent illégalement sortir des clandestins, ce qui leur rapporte 220 000 yuans et 4 000 dollars.

Concernant la police, les délits et les niveaux de corruption varient beaucoup. Exemple, l'opération « coup de poing » de la Sécurité publique de Harbin. En 1990, suite à une enquête de six ans, 3 groupes criminels comptant au total 47 membres sont appréhendés. Parmi leurs membres, 5 hommes de la police maritime. L'un d'eux a même ouvert une bijouterie dont le stock vaut 33 millions d'euros.

Des policiers corrompent aussi d'autres policiers : dans une affaire qui fait grand bruit, les officiers véreux se faisaient fournir des alibis, ou avertir par leurs collègues de futures actions policières. Mais le plus grave ici est l'implication mafieuse de ces policiers. En décembre 1987, par exemple, 2 policiers corrompus se disputent et l'un rassemble alors 20 hommes de

main pour agresser l'autre. Un officier de la brigade criminelle fait même partie de l'expédition punitive. La famille du policier agressé porte alors plainte à la police qui, non contente de refuser la déposition, déclare même comme « objets perdus » le matériel volé à cette occasion.

Le maire de Harbin exige que les criminels soient sur le champ poursuivis et sévèrement punis. Cette fois, le policier mafieux doit s'enfuir. Réfugié à Canton, il appelle la Sécurité publique pour s'informer. On lui conseille de rentrer, de se rendre et de justifier son acte. Lors du procès, les enquêteurs poussent alors la victime à avouer qu'elle a d'abord poignardé le mafieux, puis pointé un pistolet sur lui. Résultat : l'agresseur touche 1 000 yuans d'indemnité, ce qui lui cause par la suite des ennuis de la part de son ancienne victime.

Cette affaire montre au gouvernement la gravité de la situation. En 1991, des campagnes d'information nationale alertent les chefs de police. Mais la corruption policière s'intensifie, et toujours plus de gangs et de mafias cherchent à s'assurer les services et la protection de la police. La Sécurité publique doit alors mener une sévère lutte anticorruption. Le problème est plus grave encore dans les zones ouvertes au monde extérieur, où certaines entités criminelles disposent d'énormes moyens pour soudoyer les policiers, les pots-de-vin pour un « service » pouvant dépasser les 20 000 yuans.

Contrairement à certaines affirmations, cette situation ne touche pas les seuls jeunes officiers inexpérimentés : des policiers d'expérience sont aussi aisément corrompus. Au début des années 1990, des officiels ou des policiers de longue date protègent ainsi, de façon flagrante, des criminels pour de l'argent. Les campagnes d'avertissement ont peu d'effet.

En 1992, le gang Duan est démantelé à Yingkou (Liaoning). Là où sévit cette bande de voyous violents et impitoyables, la police ferme les yeux. Dans ses recherches, la Sécurité publique nationale est délibérément envoyée dans une fausse direction par le chef de la police locale. Déjà deux fois poursuivi pour viol, hooliganisme et kidnapping, le chef du gang, Duan Hongbao, est condamné à mort par le tribunal local. Mais il est vite libéré, la sanction étant commuée en peine mineure grâce à des pots-de-vin. Pour la fête donnée à la libération de Duan, des fonds sont collectés par un militaire local et par un directeur des postes de la ville. Pour se protéger, le gang de Duan avait soudoyé au moins 24 fonctionnaires…

Douaniers, policiers, pompiers même cèdent à la tentation du crime et de la corruption. En 1993, le ministère de la Sécurité publique informe ses bureaux provinciaux et régionaux que, depuis 1992, quelques policiers (Sécurité publique et police armée), gardes frontières et sapeurs-pompiers sont impliqués dans de graves affaires de contrebande. Certains, en uniformes et armes à la ceinture, escortent les véhicules des contrebandiers. D'autres fournissent aux trafiquants et contrebandiers des uniformes, de faux permis de travail, des lettres de recommandation, etc.

Cas célèbre : de juillet 1992 à mars 1993, à Wuzhou, au Guangxi, des policiers et pompiers escortent, à 8 reprises, 9 véhicules de contrebande, contre une rémunération de 80 000 yuans. Le 12 mars 1993, à Lianjiang, au Guangdong, Huang Shuisheng, chef de la police des frontières, et 6 collègues en uniformes et armés escortent contre une rémunération de 30 000 yuans un cargo vietnamien de contrebande transportant 24 voitures et 50 climatiseurs.

Dans la ville de Houma, deux grands réseaux de trafic d'antiquités échappent à la police des années durant, du fait de la « négligence » de la police locale : des dizaines de contrebandiers d'antiquités ne sont condamnés qu'à des amendes au lieu d'être arrêtés, plus de 30 policiers ayant accepté leurs « cadeaux » et dessous de table.

Autre domaine : les vols de carburant. Dans le bourg de Qinghuitou, 3 policiers reçoivent 1 000 yuans pour chaque escorte de transports illicites ; 12,5 tonnes de carburant sont ainsi volées.

Le 9 septembre 1996, le ministère de la Sécurité publique annonce que des policiers informent les criminels des opérations prévues contre eux. Dans les années 1990, certaines de ces trahisons médiatiques ont eu des conséquences graves :

– le 5 décembre 1995, Guo Bingzhong, secrétaire du Bureau de la Sécurité publique du Zhejiang, avertit le chef mafieux Xu Hai'ou que la police prépare une opération antimafia, ce qui provoque la fuite d'une partie de ces criminels ;

– le 29 avril 1996, le chef du Bureau de la Sécurité publique du Fujian, Zheng Makui, informe contre 50 000 yuans l'épouse d'un chef de gang que la police prépare une opération, ce qui permet au bandit de s'enfuir à temps,

– en avril 1996, la Sécurité publique du Yunnan monte une action unifiée contre deux bandes dirigées par Duan Jianyun et Wu Gang. Un

policier divulgue l'information et les membres clé de ces bandes parviennent à s'enfuir.

Certains policiers fréquentant des restaurants ou hôtels contrôlés par la mafia, l'opinion publique soupçonne, en conséquence, que toutes ces bandes sont protégées par la police. Et il est – hélas ! – vrai que, dans les années 1990, certains policiers sont devenus tristement célèbres du fait qu'ils dirigeaient en sous-main des karaokés, discothèques ou salons de massage.

À la fin de la décennie, certains mafieux ne se contentent plus de soudoyer des policiers : ils infiltrent directement la police, s'y faisant eux-mêmes embaucher. Au début 1998, la ville de Changchun démantèle l'importante mafia de Liang Xudong, qui jouit de longue date d'appuis politiques. En octobre 1995, Liang s'était fait « transférer » à la Sécurité publique grâce à un faux diplôme, devenant ainsi policier de la ville. De là, en quelques années, il construit une vaste organisation criminelle. Pour assurer sa sécurité, il corrompt ensuite des membres du parti, du gouvernement, de la magistrature, et autres fonctionnaires. Quand on l'arrête, son dossier de corruption implique 35 membres du parti et 12 hauts fonctionnaires dont 5 procureurs, 4 juges et 15 policiers.

Le gouvernement met alors en garde les fonctionnaires, mais sans succès. De 1993 à 1997, la Sécurité publique traite 33 295 affaires impliquant 40 848 policiers, dont 9 044 pour corruption, extorsion et même proxénétisme. La toxicomanie progresse aussi, touchant à l'époque 10 816 policiers. 35 677 corrompus sont sanctionnés administrativement, 6 804 par le parti, 1 272 sont condamnés à la prison, 19 à perpétuité et 107 à mort (dont 41 avec sursis). Chaque année, quelque 8 000 policiers sont arrêtés pour infraction aux lois ou règlements, environ 300 étant condamnés à la prison et une trentaine à mort.

Milieu de la décennie : corruption des politiciens locaux

Le phénomène était déjà palpable au début de la décennie, mais les policiers étaient plus touchés que les politiciens. En 1991 par exemple, le Gang des loups est démantelé au Shanxi. Yao Changhong, premier secrétaire du parti d'un village et lié à des policiers, appartient à la bande.

Soudoyés par le Gang des loups, 7 fonctionnaires ou cadres du parti lui procurent ainsi informations, moyens de transport et même passe-droits judiciaires. Zhang Wanjun, de la Sécurité publique de Yuncheng, reçoit 6 000 yuans de pots-de-vin et l'accès à divers lieux de plaisir en échange d'informations permettant aux bandits de fuir si besoin est. Grâce à ces protections, le Gang des loups compte vite 78 membres et commet 318 crimes divers en toute impunité.

Plus on avance dans les années 1990, plus la corruption politique locale s'aggrave. En mars 1994, la Sécurité publique du Henan démantèle une bande de 69 membres dirigée par He Changli, maire adjoint du bourg de Limin. Plusieurs de ses membres sont de petits fonctionnaires, locaux ou du parti. Sur les 47 élus municipaux de Limin, 22 sont liés à He Changli. 5 secrétaires de la section du parti à Limin (qui compte 7 villages) sont dans la bande dont, au total, 10 membres exercent une fonction municipale ou régionale. Sept ans durant, ils dominent le district, confisquent des terres et truquent les marchés publics, pratiquent la corruption, le vol, le viol, l'extorsion, l'intimidation, etc.

Dans les années 1990, les campagnes sont très atteintes par la corruption des cadres locaux. Dans un village du Shandong, un gang est directement dirigé par le chef du village, Wang Xicheng, aidé de 5 cadres locaux. Dans la seule année 1994, les membres du gang commentent 14 vols, tuent 1 personne et violent 6 femmes.

Des cas similaires adviennent partout en Chine. En 1995, le directeur général de la police déclare : « Ces derniers temps, la sécurité s'est détériorée dans certaines régions, car des policiers, mais surtout des cadres locaux, ont été soudoyés. Il existe une évidente tendance à la corruption dans la police ».

Le problème se complique quand les mafias, qui corrompent déjà les politiciens, tentent aussi d'infiltrer le monde politique. En 1995, une mafia du Zhejiang connue pour 136 affaires criminelles (et dirigée par Xu Hai'ou) est démantelée. Pour se protéger et élargir son influence, Xu Hai'ou corrompait certes des officiels, mais plaçait surtout des comparses dans les administrations. En 1996, il réussit même à corrompre Zhang Aibao, le directeur du Bureau anticorruption du district de Cangnan ! Ce dernier lui fournissait des informations lui permettant de s'enfuir en cas de besoin.

Autre cas typique, celui de Guo Yongzhi, qui dirige une mafia du Henan formée de fonctionnaires (démantelée en 1995). Ses principaux cadres sont l'ancien député du district, le responsable des transports et le secrétaire local du parti. Sur 47 membres de la bande, 13 sont liés au monde politique et 11 ont été embauchées par Guo Yongzhi au bureau des transports.

La corruption des politiques entrave souvent le travail de la police. L'exemple de Lan Zhenghui a beaucoup marqué la Chine des années 1990. Le 11 mars 1996, la police de la ville de Qinzhou investit un casino illégal ; elle y arrête 35 joueurs, 15 employés, saisit l'argent du jeu et 30 000 yuans en jetons. Le soir même, Lan Zhenghui, secrétaire du parti de la ville, ordonne aux policiers de relâcher les individus impliqués et de restituer les fonds à la maison de jeu.

Policier dans la même ville, le fils de Lan Zhenghui, Lan Weihong, protège ouvertement un casino contre 20 000 yuans mensuels pour ses « frais ». Le 25 août 1996, sur plainte publique, la police de Qinzhou revient dans ce complexe restaurant-casino, y arrête la propriétaire, 50 joueurs, 11 employés, saisissant aussi l'argent, les jetons et le matériel des tables de jeux. Alors directeur adjoint de la Sécurité publique municipale, Lan Weihong tente de persuader les policiers d'alléger les charges retenues contre les suspects. Ayant payé une caution à l'insu des policiers, il quitte illégalement le bureau de police avec la patronne du casino et 10 autres suspects. Grâce à son père, il n'est toutefois ni arrêté ni puni, ce qui indigne la population.

Fin de la décennie : corruption des hauts fonctionnaires

Durant cette période, la corruption politique s'aggrave quantitativement et qualitativement. De 1993 à 1995, 11 201 officiels locaux sont condamnés. 943 de niveau départemental moyen, mais aussi et surtout, 17 de rang provincial ou ministériel. De 1996 à 1998, 17 810 cadres locaux sont condamnés, 1 463 départementaux, et 32 de rang supérieur. Selon les statistiques, de 1990 à 1998, 30 000 fonctionnaires d'un niveau supérieur à local, 2 000 fonctionnaires préfectoraux, 100 fonctionnaires provinciaux ou ministériels font l'objet d'enquêtes pour corruption. Au même moment, on traite dans toute la Chine 1,1 million cas de corruptions

– 50 millions de plaintes ayant été déposées et 60 millions de personnes, impliquées.

En 1999, les services d'inspection enquêtent sur 130 414 cas, soit une hausse de 8,2 % sur l'année précédente ; 132 447 personnes sont condamnées, soit plus 6,5 % sur l'année précédente ; 4 092 des condamnés sont des cadres locaux, 327 départementaux, et 17 provinciaux ou ministériels.

À la fin des années 1990, 6 cas de corruption de hauts fonctionnaires ont beaucoup intéressé l'opinion publique chinoise :

– en 1998, Chen Xitong, ex-membre du Politburo et secrétaire du P.C.C., secrétaire du Comité du parti de la ville de Pékin, est condamné à seize ans de prison pour corruption ;

– la même année, Yu Fei, ex-directeur adjoint de l'Assemblée populaire provinciale et vice-gouverneur (en fonction) du Guangdong, est condamné à mort pour prévarication au profit de ses enfants arrêtés pour profits illégaux ;

– également en 1998, Jiang Dianwu, ex-directeur adjoint de l'Assemblée populaire provinciale du Hubei, est condamné à dix ans de prison pour corruption passive ;

– en 1999, l'ex-vice-gouverneur du Hubei, Meng Qingping, alors gouverneur adjoint de Hainan, est condamné à dix ans de prison pour corruption passive ;

– en septembre 1999, Xu Yunhong, ex-membre suppléant du 15^{e} Comité Central, membre du Comité provincial du parti du Zhejiang et secrétaire du parti de Ningbo, est exclu du parti pour corruption et autres délits ;

– en décembre 1999, Xu Bingsong, ex-vice-président du gouvernement populaire de la Région autonome de Zhuang du Guangxi, est condamné à la prison à vie pour corruption passive.

Les liens de corruption entre milieu criminel et classe politique s'aggravent tout au long de cette décennie, et cette brève liste montre qu'elle touche au plus haut niveau. Les fonctionnaires et policiers corrompus permettent ainsi aux triades de se développer rapidement. À comparer l'évolution du crime organisé des deux premières décennies avec

la corruption politique, on constate un développement synchrone : plus grave est la corruption, plus puissante devient la mafia.

Troisième Décennie (2000-2010)

La corruption politique en Chine empire entre la fin du XX^e^ et le début du XXI^e^ siècle, l'année 2000 connaissant plusieurs scandales spectaculaires : en février et juillet 2000, l'ex-vice-gouverneur du Jiangxi et l'ex-président de la région autonome du Guangxi sont condamnés à mort pour corruption aggravée.

Les exclusions du parti et sanctions internes pleuvent aussi : en août 2000, un ex-vice-président du parti est renvoyé et destitué pour abus de pouvoir et autres crimes ; en septembre 2000, c'est au tour de l'ancien vice-gouverneur du Hubei.

En 2001, le gouverneur du Yunnan est condamné pour avoir illicitement perçu 50 millions de yuans, et l'ancien secrétaire adjoint du Fujian, secrétaire du parti d'Amoy, pour avoir touché 700 000 yuans de pots-de-vin.

Pour corruption aggravée, l'ex vice-ministre de la Sécurité publique Li Jizhou est, en octobre 2001, condamné à mort (avec sursis), à la confiscation de tous ses biens, et privé à vie de ses droits politiques. En effet, ce vice-ministre aidait des entités criminelles dans leurs entreprises illicites et était directement intervenu auprès de la Sécurité publique de Hainan pour une affaire d'importation de pétrole. De plus, il avait fourni à la société Yuanhua des plaques d'immatriculation de complaisance, valables en Chine comme à Hong Kong. Il avait même ordonné à la police du Guangdong de laisser passer des véhicules de contrebande.

Au sommet du monde politique, la corruption rapporte des fortunes. Ainsi Mu Suixin, ex-gouverneur du Liaoning et ancien maire de Shenyang, a-t-il reçu quelque 9 millions de yuans en pots-de-vin et cadeaux divers. Liu Zhibing, ex-dirigeant du parti du Guangxi, accepte pour 870 000 yuans de pots-de-vin. Mais le record appartient à Zhou Changqing, modeste fonctionnaire ayant touché 48 millions de yuans de pot-de-vin.

Face à ce phénomène, le Conseil d'État publie, le 19 octobre 2005, un livre blanc sur « la construction de la démocratie en Chine », où l'on peut lire que « de décembre 2003 à novembre 2004, les inspections

administratives de tous niveaux ont conduit 162 032 enquêtes criminelles, dont 160 602 conclues par un procès. 164 831 sanctions ont été prises au sein du parti. Parmi les coupables, 5 916 cadres locaux, 415 cadres départementaux, 15 de niveau provincial (de rang ministériel). 4 775 dossiers ont été transmis au Parquet, soit 2,9 % des individus sanctionnés.

De 2003 à 2005, ces inspections administratives ont prononcé 495 607 sanctions, dont 363 637 relevant du parti et 165 613, de l'administration. 13 945 dossiers ont été transmis au Parquet. Pendant ces trois années, 51 cadres provinciaux ou ministériels – gouverneurs, secrétaires provinciaux du parti, ministres, présidents provinciaux de la Conférence consultative politique du peuple chinois (C.C.P.P.C.) – ont été sanctionnés. Le 26 septembre 2006, le Conseil d'État confirme qu'en 2005, 7 279 dossiers ont été transmis au Parquet.

En septembre 2005, le 6e rapport anticorruption du parquet révèle que, de 2001 à 2005, 152 440 enquêtes ont été ouvertes pour corruption et subornation, concernant 170 087 individus et 19 milliards de yuans. Durant ces 5 années, 78 202 cas de corruption grave ont été traités, soit 51,3 % du total ; 820 des suspects étant de rang départemental et 29, de niveau provincial ou ministériel.

Mais l'intransigeance judiciaire face à la corruption des puissants n'effraie pas grand monde. En 2006, de nouvelles affaires éclatent : l'ancien secrétaire adjoint du parti du Shanxi écope de onze ans de prison ; l'ancien président de la Banque de Construction de Chine, de quinze ans ; le secrétaire du parti à Shangzhou, de treize ans. Ainsi de suite jusqu'à la fin de la décennie.

On le voit, la corruption résulte de la collusion entre pouvoir politique et milieu criminel, de l'interaction entre politiciens malhonnêtes et triades ; ceci, désormais, au niveau le plus élevé et à grande échelle. Dans l'administration, la corruption a d'abord touché la police, pour gagner ensuite les douanes et la justice (procureurs et juges).

La corruption n'est pas une simple relation entre le protecteur et le protégé, mais une étroite alliance entre deux sortes de criminels. Car, juridiquement parlant, outre des outils à l'usage de criminels, les officiels corrompus sont bien eux-mêmes des criminels. Le plus inquiétant étant ici

la tendance des mafias à infiltrer le monde politico-administratif et à acquérir un pouvoir politique dépassant la simple corruption.

Ces dernières décennies, le nombre d'officiels corrompus et la gravité des crimes commis ont choqué la Chine dans son ensemble, la protection accordée aux criminels constituant pour l'opinion chinoise un sujet d'inquiétude majeur.

La corruption politico-administrative facilite l'émergence et la croissance des triades. À corruption massive, fortes triades – et plus puissantes sont les triades, plus vaste est la corruption.

Nous pouvons maintenant affirmer que la Chine est sous l'influence de l'argent sale. Un phénomène certes encore réduit et surtout de niveau local mais, si la lutte contre la corruption politique n'est pas renforcée, la corruption du politique par les triades deviendra irrésistible. Les dirigeants chinois en sont conscients : dès janvier 2000, le secrétaire général du parti Jiang Zemin déclare à la 4e session plénière de la Commission disciplinaire de contrôle qu'« au sein du parti, de graves phénomènes de corruption perdurent, voire s'aggravent. Si nous ne mettons pas fin au laxisme en renforçant la discipline et le contrôle gouvernemental, nous risquons de conduire le pays à la ruine ».

À ce problème s'ajoute l'affaiblissement du contrôle social. Dans une nation en transition, c'est inévitable. Avec l'augmentation significative de l'activité économique, les flux de personnes, de capitaux, de marchandises, de techniques et autres se sont fortement accrus. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, l'ouverture au monde extérieur et internet ont libéré bien des valeurs nouvelles. Mais aussi, suscité de nouvelles incertitudes : inégalités sociales ou de revenu, défaillances de la sécurité sociale. Enfin, l'économie de marché balbutiant encore en Chine, des lacunes et faiblesses s'y constatent encore dans les mécanismes actuels de lutte anticrime.

Comment améliorer la situation ? D'abord en dotant la politique anticrime chinoise d'un socle solide, mais aussi en analysant et en comprenant mieux la longue histoire du crime en Chine, afin d'imaginer des pratiques nouvelles. Et surtout, en évitant de réitérer les erreurs du passé.

DEUXIÈME PARTIE
Le crime organisé en Chine, une longue histoire

1
L’origine des triades modernes

L’origine de la criminalité organisée en Chine

La criminalité organisée en Chine apparaît dès l’antiquité : on en trouve la trace dans des ouvrages vieux de plus de 2 300 ans. Cependant, ses structures et normes modernes, sa forme criminelle actuelle remontent à l’époque des sociétés secrètes dans la première période de la dynastie mandchoue Qing. Comme le souligne le criminologue chinois Zhou Yumin, « les sociétés secrètes se sont fondées en imitant les clans féodaux ; toutefois, contrairement à ces derniers, il ne s’agit pas de grandes familles unies par les liens du sang et des relations fraternelles : la bande, elle, se fonde sur une relation de maître à apprenti. C’est une autre sorte de clan, ou de grande famille. À la fin du XIXe siècle, ces entités s’insinuent dans la société et se développent, devenant ce qu’on appelle les “sociétés secrètes[1]” ».

Lors des deux siècles séparant l’émergence des sociétés secrètes (milieu du XVIIIe siècle) de la criminalité d’aujourd’hui, la Chine connaît quatre types de sociétés : féodale sous la dynastie Qing ; mi-coloniale mi-féodale au début de la République ; capitaliste à Hong Kong, Macao et Taïwan ; socialiste en Chine. Les sociétés secrètes survivent à tous ces systèmes sociaux et se développent sous forme de triades ; et surtout, elles créent le modèle mafieux chinois contemporain.

Voir comment agissent ces sociétés secrètes et comment elles ont perduré jusqu’à nos jours permet de comprendre la manière dont elles opèrent aujourd’hui en Chine et dans la diaspora ; mais surtout, d’appréhender le modèle culturel générateur de futures mafias chinoises, en Chine ou ailleurs dans le monde. Il convient donc d’analyser l’origine et l’histoire des sociétés secrètes de Chine pour mieux comprendre ce vers quoi les mafias tendent.

Les trois grandes sociétés secrètes nées sous la dynastie Qing – et qui existent toujours de nos jours – sont La Société du Ciel et de la Terre (la Secte Hung), les Qing Bang et les Hong Men, qui ont toutes trois fort influencé la criminalité chinoise actuelle. Il est fascinant de constater que ces trois triades ont des origines absolument différentes : la première est issue d'un groupe d'opposants politiques ; la deuxième, d'une secte religieuse interdite et réprimée, et la troisième, d'une simple association de malfaiteurs.

Quand des sociétés secrètes dégénèrent en entités criminelles

À l'origine, ces sociétés secrètes ont été créées pour résister à la domination de la dynastie Qing. Longtemps, elles provoquent de nombreuses insurrections : celle de la Société du Ciel et de la Terre, dans la province de Canton (de 1854 à 1864) et du Guangxi ; celle de la société des Petits Couteaux, au sud de la province du Fujian, de 1853 à 1858 ; celle de la société du Fil Rouge, au centre de la province du Fujian, de 1853 à 1857, et celle de la société des Petits Couteaux, à Shanghai, de 1852 à 1854.

Elles participent aussi à l'insurrection de l'association du Royaume de la Paix et à la révolution de 1911 (Xinhai geming) et y jouent même un rôle important, se rendant parfois indispensables à certains gouvernements.

Les sociétés secrètes apparaissent au moment où s'effondre la société féodale. Dans la société mi-coloniale mi-féodale, elles évoluent ensuite en groupes de vagabonds protocriminels. Leur base sociale est formée de paysans, d'artisans, d'artistes, de marins, de travailleurs libres ou de gens sans emploi comme les mendiants.

C'est l'instabilité même de leur base sociale qui fait alors la force des sociétés secrètes : suivant tour à tour les voies de l'impérialisme, du militarisme et de la réaction, elles sont révolutionnaires quand l'heure est à la révolution, ou réactionnaires quand domine le conservatisme. Cette instabilité provoque leur dégénérescence en sociétés secrètes plus ou moins mercenaires qui les conduit en fin de compte à la criminalité organisée.

Ce chapitre historique ne présentera que les trois principales sociétés secrètes chinoises : la Société du Ciel et de la Terre, les Qing Bang et les Hong Men. En effet, elles ont constitué les triades au XX^{e} siècle, ont traversé les siècles et demeurent aujourd'hui de puissantes sociétés

criminelles, mais surtout, ont littéralement créé une culture et un modèle mafieux qui restent, aujourd'hui encore, la référence pour tout aspirant criminel asiatique.

Genèse des sociétés secrètes à la fin de la dynastie Qing

Vers la fin de la dynastie Qing, l'agitation sociale est intense, de nombreuses guerres ravagent le pays et la vie du peuple est dure. De plus, le gouvernement Qing est corrompu, ce qui accentue encore le désastre de l'économie paysanne. Le nombre des chômeurs et sinistrés explose, provoquant une grave crise sociale. De nombreux vagabonds rejoignent alors les clans et autres sociétés criminelles qui se développent rapidement. Certaines sociétés comme la Société du Ciel et de la Terre, les Qing Bang et bien d'autres encore, participent aux insurrections paysannes, mais elles tombent aussi dans le banditisme et se spécialisent dans divers types de crimes.

Origine de la Société du Ciel et de la Terre (La Secte Hung)

Le mythe de Xi Lu

De nombreuses sociétés secrètes naissent en Chine dans la période comprise entre le début de la dynastie des Qing (1644) et le règne de l'empereur Qianlong (1735-1796). Parmi elles, la puissante Société du Ciel et de la Terre, qui se fixe pour objectif de renverser la dynastie des Qing afin de rétablir celle des Ming. De mystérieux récits mythiques courent sur son origine, entretenant son caractère mystique et sacré. Encore raconté aujourd'hui et connu par ses archives, le mythe fondateur de la Société du Ciel et de la Terre est celui de la région du « Xi Lu ». Sa première version connue est celle de Yao Dagao.

Elle nous conte qu'en la douzième année du règne de l'empereur Chong Zen, Li Zicheng le renégat se rebelle et s'empare du pouvoir. L'impératrice Li s'enfuit alors dans la montagne, s'y réfugie dans un temple où elle accouche d'un garçon. Protégé par le dieu du temple, l'enfant-prince est élevé « par les mille familles qu'il rencontre sur sa route ». Peu après, à l'époque du grand empereur Kangxi, la région de Xi Lu se révolte contre l'Empire. Kangxi proclame que celui qui écrasera la rébellion obtiendra le

titre de marquis et que sa famille gardera ce titre pour les dix mille générations à venir…

Les 128 moines du temple de Shaolin entreprennent alors de soumettre les rebelles de Xi Lu. Bien que n'étant ni soldats, ni officiers, ils triomphent. L'empereur Kangxi veut leur accorder les titres promis, mais des moines ne pouvant accéder à la noblesse, ils retournent dans leurs montagnes et continuent à faire la charité. Puis survient la tragédie de leur massacre : seuls 18 d'entre eux parviennent à s'enfuir. Pendant quatre ans, ils parcourent la Chine.

Se reposant un jour au bord de la mer, ils voient, flottant sur les eaux, un lourd brûle-parfum sur le socle duquel est inscrit : « Rétablir la dynastie des Ming et renverser celle des Qing ». En le tirant de l'eau, les moines constatent qu'à côté se trouve un trésor de 100 lingots d'or et ils font alors le serment de répondre à la demande céleste. Il ne reste à l'époque que 6 moines, dont le Maître Wan Tiqi qui regroupe autour d'eux 107 volontaires. Un jeune garçon qui n'est autre que le prince, fils de l'impératrice et béni des dieux, se joint à eux. Les voilà donc 108. Rassemblés une nuit de juillet, ils forment alors une alliance et choisissent le nom de leur société secrète, élisant Maître Wan comme chef. Le 9 septembre, ils partent en guerre contre les armées Qing mais Wan est tué durant la bataille et le prince disparaît. Lui aussi vagabonde en Chine et a cinq enfants qui grandissent dans les diverses régions du Sud de la Chine, créant chacun leur propre société secrète. C'est la raison pour laquelle les membres de celles-ci doivent se comporter en frères.

Tel est le mythe transmis au sein des sociétés secrètes, puis dans les triades. Il vise à leur conférer une dimension morale, mais surtout à créer une fraternité entre triades. On comprend alors aisément pourquoi, même au plus fort le leur domination sur Shanghai, il n'y eut jamais de vraie guerre territoriale entre elles.

Recherches des historiens sur ces mythes

Dénué de toute valeur historique, ce mythe si important pour la culture mafieuse chinoise a quand même piqué la curiosité des chercheurs et intéressé les historiens, dont plusieurs ont effectué des recherches sur la Société du Ciel et de la Terre. Au centre de leurs recherches, l'origine réelle

de la société secrète : où et quand fut-elle fondée ? Les avis divergent : le fut-elle par Zheng Chenggong et ce, en quelle année, 1674, 1734 ou 1761 ? Parmi tous ces points de vue, cinq sont les plus crédibles.

• Variante 1

Dans cette version, le créateur de l'association est Zheng Chenggong ou Chen Yonghua, dans le sud du Fujian (sud-est), à une date située entre les règnes de l'empereur Shunzhi (1644-1661) et Kangxi (1662-1722). Les partisans de cette version s'appuient sur un texte de la fin de la dynastie Qing, rédigé par Tao Chengzhang. « Qu'est la Secte Hung ? Comme Hongwu est le nom de règne du premier empereur Ming, ils ont choisi Hung comme nom de leur société. Ils considèrent le ciel comme leur père et la terre comme leur mère. C'est pourquoi leur société se nomme "du Ciel et de la Terre" ».

Hu Zhusheng déclare aussi dans son livre, *Origine de la Société du Ciel et de la Terre*, que Zheng Chenggong a créé cette organisation pendant que Chen Yon-hua gérait les affaires au quotidien. C'est ce dernier qui a instauré une structure stricte, les règles d'adhésion et signes de reconnaissance. À la deuxième année de règne de l'empereur Yongzheng (1723), la secte Hung introduit le mythe de Xi Lu, pour lui conférer un caractère sacré. Mais cette version n'explique ni pourquoi ni comment l'association fut créée à cette époque et à cet endroit de la Chine.

• Variante 2

Se fondant sur la date de création du fameux mythe, cette version estime que la Société du Ciel et de la Terre fut créée sous le règne de l'empereur Yongzheng (1722-1735). Ses partisans pensent qu'il s'agit d'une société secrète fondée à la fin de la dynastie Ming. Des lettrés et des fonctionnaires auraient alors entrepris de rallier le peuple contre la minorité mandchoue, pour rendre le pouvoir aux Hans. Cette version à l'avantage d'expliquer pourquoi la société a émergé entre la fin de la dynastie Ming et le début des Qing, au centre et au sud de la Chine. Elle permet également de comprendre comment cette organisation a pu être si organisée et hiérarchisée dès le départ.

• Variante 3

Dans cette version, le créateur de la Société du Ciel et de la Terre est Wan Yulong. L'historien Wong Tongwen se fonde sur le fait que la carte d'adhérent de la Société du Ciel et de la Terre porte l'inscription « prendre le nom Wan comme emblème ». Ces historiens pensent donc qu'avant l'époque « Hung », l'association a connu une première forme nommée « Wan ». De plus, le mythe sert ici de preuve indirecte : « 5 moines du temple de Shaolin et Da Zhong du temple Changlin ont choisi le nom de Wan[2] ». Selon cette théorie, la société est fondée en 1674.

• Variante 4

La quatrième hypothèse veut que Wan Tixi ait fondé la Société du Ciel et de la Terre. Les historiens Cai Shaoqing et Wang Zhiyi en arrivent à cette même conclusion, après avoir notamment analysé les dossiers officiels sur l'association. Ils pensent que celle-ci fut fondée en l'an 26 du règne de l'empereur Qianlong (1761) par le moine Tixi. C'est pourquoi Cai Shaoqing situe sa date de création en 1761 dans son article sur l'origine de l'association (*in* revue de l'Université de Pékin) : « la Société du Ciel et de la Terre fut créée dans la région de Zhang Zhou, province du Fujian, par le moine Wan Tixi, en l'an 26 du règne de l'empereur Qianlong ».

Le Pr Qin Baoqi souligne qu'à comparer les livres officiels, les dossiers de l'Empire, les dossiers de la secte Hung et après enquête dans la région, on peut conclure que son créateur est bien le moine Zheng Kai, surnommé Wan Tixi. Il l'a créée au pavillon Guang Yin, au Fujian, en l'an 26 du règne de l'empereur Qianlong[3]. Les partisans de cette version estiment qu'à l'origine, l'association était une société populaire d'entraide, ayant pour devise « renverser la dynastie Qing et rétablir les Ming » (« Fan Qing, fu ming »), après avoir souffert du nouveau gouvernement. Cette version à l'avantage de bien recouper les théories classiques sur la création des mafias. Criminologiquement parlant, c'est la plus vraisemblable.

• Variante 5

Plus récemment, de nombreuses recherches ont été effectuées, notamment sur les ruines, les antiquités et les documents anciens, dont le

propre registre de la Société du Ciel et de la Terre. En 1996, He Zhiqing a étudié des ouvrages originaux de cette Société, diverses antiquités et des documents conservés à Taïwan. Il a découvert que, sous les règnes des empereurs Shunzhi et Kangxi, vivait bien un moine nommé Wan Dazhong qui, avec 18 complices, aurait créé l'alliance de Wan. En 1650, son frère aîné Wan Li a participé à la lutte contre la domination des Qing, organisée par Zheng Chenggong. Par la suite, ils sont restés au sud du Fujian, y contactant d'autres opposants aux Qing. En 1654, grâce à Zheng Chenggong, Wan Dazhong a agrandi le temple Chang Li. Mais en raison des luttes contre les Qing, de nombreux membres de cette alliance périrent et Wan Dazhong décida alors de créer la Société du Ciel et de la Terre. Dans cette version plus scientifique, les historiens pensent que c'est bien Wan Dazhong qui a fondé l'association en 1674, à Zhangzhou, au Fujian.

L'évolution de la Société du Ciel et de la Terre

À l'origine, la Société du Ciel et de la Terre rassemble des individus d'origines variées et complexes, rassemblés pour combattre les Qing. Structurellement, ses dirigeants sont des fonctionnaires anti-mandchous, ses cadres sont des moines issus de la ville de Zhangzhou et alentour, et l'essentiel de sa base se compose de divers types de vagabonds.

Le nom de la société – qui se répand rapidement au Guangdong, au Fujian et à Taïwan – provient de la cérémonie d'initiation des nouveaux membres qui déclarent prendre « le Ciel comme père et la Terre comme mère ».

Il s'agit là du modèle original de société secrète : par la suite, toutes les autres le copieront. Pour échapper à la répression Qing, la Société du Ciel et de la Terre change souvent de nom par la suite : Association fraternelle en l'an 51 du règne de Qianlong (1786) ; puis, entre le règne de Jiaqing (1796-1820) et Daoguang (1821-1850), Société des Trois Points, Société de la Triple Alliance, Association des Petits Couteaux, Association des Deux Couteaux, Association du Lotus, etc.

La Société des Trois Points est fondée par Zhou Dabin au Jiangxi. C'est à Yongding, en juin 1806, qu'il rejoint la Société du Ciel et de la Terre puis retourne chez lui l'y implanter. Comme l'idéogramme *hung* comprend trois points, il nomme sa propre filiale Société des Trois Points. Bien que

vite détectée par le gouvernement Qing, la société continue à utiliser ce nom.

La Société de la Triple Alliance est fondée par Yan Guiqiu au Guangdong, en novembre 1811. 172 personnes y adhèrent alors, que le gouvernement Qing fait arrêter sans attendre ; seuls 14 de ses membres survivent et l'association se développe à nouveau. Sur l'origine de son nom, deux versions coexistent. Selon la première, ses fondateurs ont repris la partie pictographique du caractère *hung*, les trois points, en y ajoutant le sens d'« unir ». Pour la seconde, la Société du Ciel et de la Terre a été fondée au bord du fleuve Sanhe (Triple alliance). Dès lors, les sociétés secrètes de Hong Kong se sont appelées Société de la Triple Alliance pour rappeler leur origine. Or cette société existe toujours aujourd'hui à Hong Kong, et a donné naissance au terme générique de *triade* (l'expression « Triple Alliance » traduite dans les langues européennes).

Comme la Société du Ciel et de la Terre était sur la liste noire du gouvernement, certaines de ses branches ont changé de nom pour se protéger, sans nulle allusion à l'entité originale. Voici pourquoi le nom de Petits Couteaux fut, par exemple, choisi, pour la simple raison que ses membres en portaient tous un.

En fait, la Société des Petits Couteaux (apparue en 1874) est refondée à Taïwan, à l'époque moderne, par le mafieux Zheng Guang-cai. Combinant divers aspects des sociétés du Ciel et de la Terre et anciens Petits Couteaux, les Petits couteaux contemporains diffèrent de la société secrète originale, à la différence d'autres qui ont seulement changé de nom tout en gardant rigoureusement leurs structures classiques.

Les sociétés Trois Points et Trois Alliances sont très répandues dans le monde chinois, celle des Petits Couteaux restant seulement implantée au Fujian et à Taïwan. Elle ne gagne le Jiangsu et le Zhejiang que sous le règne de Daoguang (1821-1851), la plupart de ses membres restant des Chinois du Fujian.

Dès sa fondation, les chefs de la Société du Ciel et de la Terre fomentent plusieurs insurrections : celle des Petits Couteaux ou celle de Li Shuang-wen à Taïwan, d'autres encore au Guangdong et au Guangxi. Bien que toutes ces sociétés aient échoué face au gouvernement Qing, ces soulèvements ont aguerri leurs dirigeants, cadres et adhérents, leur conférant une grande expérience en matière de lutte armée.

Les diverses crises économiques et mouvements de population qui affectent la Chine à cette époque provoquent la multiplication des bandits de grand chemin. Certaines branches de la Société du Ciel et de la Terre perdent alors leur nature politique et patriotique, et deviennent des refuges pour ces brigands. Ceux-ci profitent de leur pouvoir sur la population pour vivre à ses crochets et monopoliser certains métiers et, finalement, soumettre à leur loi ceux qui s'y opposent.

À la fin du règne de Qianlong (1736-1795), des sections de la Société du Ciel et de la Terre commencent à se livrer à des cambriolages et au racket, tout au long du règne de l'empereur Jiaqing (1796-1820). À chaque récolte, les paysans doivent ainsi payer une dîme aux sociétés secrètes, en fait un racket, en échange de leur « protection ». D'autres sociétés secrètes se lancent alors dans la contrebande, l'enlèvement, l'extorsion de fonds, le trafic d'opium et celui des êtres humains. Elles s'allient à des pirates et même à des soldats et à des fonctionnaires du gouvernement Qing. Quoique son activisme perdure, la Société du Ciel et de la Terre s'oriente donc déjà vers le crime organisé.

Mode d'organisation de la Société du Ciel et de la Terre

À l'origine, cette société voue un culte au Ciel et à la Terre. La fraternité, la coutume des frères jurés sont populaires à une époque de chaos social, et attirent de nouveaux adhérents. La double relation qui existe entre eux mime les liens du sang dans une famille : entre frères jurés de même rang, d'une part ; et de père à fils, entre le chef et ses subordonnés, de l'autre. La cérémonie majeure est celle de la « fraternité jurée », qui prend le Ciel comme père et la Terre comme mère, dans un esprit de fidélité et de justice. Mais cet ensemble de règles à la fois simples et abstraites est adaptable aux contingences, même à une possible évolution vers le crime.

Au début, la structure de la Société du Ciel et de la Terre compte deux rangs : frère-juré et maître (le stratège). Sous l'empereur Jiaqing, en 1796, les noms des cinq « familles » de l'association et de leurs fiefs provinciaux, sont mentionnés dans le registre de Yao Dagao. Chaque famille a sa propre bannière et son indépendance. Chaque section de l'association s'appelle « montagne ». On dit que la première montagne fut fondée par Zheng Chenggong ; à Taïwan, c'était la montagne Qin Tai. Puis il y eut la

montagne Jing Zhong, créée par Chen Jinnan, au Sichuan, en 1731 ; la montagne Zhu Qing, créée par Li Huaiming, au Guizhou, en 1806 ; et la montagne Ren Yi, créée par Fan Shouru, au Fujian, en l'an 15 du règne de l'empereur Jiaqing (1810).

Lors du règne de l'empereur Daoguang (1835), les titres se généralisent : le chef s'appelle grand ministre, maréchal ou frère aîné ; le grade immédiatement inférieur est celui de chef parfumé ou deuxième frère ; un cran au-dessous, on a éventail blanc, maître, ou bien troisième frère ; en dessous encore, avant-garde ; ensuite viennent les exécutants violents, les bâtons rouges, et tout en bas les sandales de paille. Aujourd'hui, la Société de la Triple Alliance utilise toujours ces titres et les autres mafias chinoises également, pour les principaux d'entre eux, ce qui illustre l'influence de la Société du Ciel et de la Terre sur le crime organisé moderne.

Jusqu'à la fin de la dynastie Qing, la Société du Ciel et de la Terre se structure toujours plus rigoureusement. Chaque montagne possède ses propres succursales (salles) et ses propres slogans. Le système de la montagne varie selon les régions et les époques, mais finalement assez peu. Chaque salle prend à son tour le nom de montagne avec pour symboliques chefs suprêmes, les cinq familles originelles. Les chefs réels s'appellent chef de forteresse de montagne, ou bien maître de cannelle. On trouve aussi des vice-chefs de forteresse de montagne ou vice-maîtres de cannelle. Chaque montagne a aussi un cadre sans attributions (ministre sans portefeuille) aidant le chef à administrer l'association. Les doyens reçoivent le serment des nouveaux adhérents. Ils doivent bien connaître les affaires de la montagne et jouir d'un certain prestige.

8 salles intérieures permettent de diriger l'association et de gérer le quotidien, le personnel, les entraînements et la discipline interne. Elles s'occupent de la logistique, des règlements intérieurs et de la déontologie, et conservent la bannière de commandement et le sceau de la société. Chaque salle intérieure a ses pouvoirs et responsabilités propres en cas de grave problème, les querelles éclatant parfois entre elles.

Outre les 8 salles intérieures, il y a aussi 8 salles extérieures. Elles sont 10 dans la structure originale de l'association mais, des policiers s'étant infiltrés dans la 4^{e} et la 7^{e} salle, celles-ci n'ont été conservées que

symboliquement et sont en fait dissoutes. À l'origine, elles ont toutes des missions précises : la première est chargée de la formation des membres de l'association ; la deuxième, des affaires tactiques ; la troisième, des affaires financières ; la cinquième, de l'économat ; la sixième, de l'inspection interne ; la huitième, des récompenses et punitions ; la neuvième, des fichiers d'adhérents et la dixième, des affaires courantes.

Adhérer à la Société du Ciel et de la Terre exige une cérémonie d'initiation. Dans une « salle de fidélité et de justice » on fait offrande aux 5 ancêtres. Le néophyte déclare se soumettre aux règles de la société et lutter contre la dynastie des Qing, pour la remplacer par celle des Ming. Au début, la cérémonie est élémentaire : en 1736, on installe une planche d'encens dans une pièce discrète et on y dispose des couteaux et épées. Les membres entrent, prêtent serment et deviennent frères jurés. La cérémonie devient plus complexe sous le règne des empereurs Jiaqing et Daoguang (1821). Des tableaux de Wan Tixi et des cinq premiers ancêtres sont exposés. Quand la cérémonie débute, le maître de cérémonie fait passer les novices sous un couteau ; puis ils prêtent serment et récitent les devises de la Secte Hung. À la fin, ils égorgent un poulet et en boivent ensemble le sang. Variant un peu selon la qualité des néophytes, la cérémonie fixe aussi leur rang hiérarchique.

Au sein de la Société du Ciel et de la Terre, la discipline est rigoureuse et comprend 36 serments, 21 règlements, 21 abstinences, 10 punitions. L'ensemble codifie la conduite des membres et fixe le sort des indisciplinés : simplement punis, ou condamnés à mort. On trouve ces règles dans divers textes de l'époque, dont la *Chanson du Jardin aux pêchers* de Yan Yagui. À la fin de chaque prestation de serment, on jette une malédiction, ce qui contribue fortement à maintenir et à renforcer l'influence de la Société du Ciel et de la Terre au sein de la société chinoise.

L'association dispose dès l'origine de codes secrets et de signes de ralliement, ainsi que d'un argot obscur et ambigu, accessibles aux seuls membres et servant à prouver leur qualité. Sous l'empereur Jiaqing (1821), cet ensemble initiatique est unifié et codifié. Ces codes sont masqués dans des chansons populaires et des poèmes rimés portant sur l'histoire de l'association. Pour affirmer leur indépendance, chacune des montagnes et régions de la Société du Ciel et de la Terre possède aussi ses propres codes secrets.

Les signes secrets sont un autre type de code. Si des membres de l'association ne se connaissent pas, ils peuvent utiliser l'argot initiatique mais aussi les signes secrets pour vérifier leur identité réciproque. Les plus courants de ces signes sont le langage par signes, les « cérémonies du thé » et les « certificats de membre ».

Le langage par signes consiste en une suite de gestes secrets utilisés dès la création de la Société du Ciel et de la Terre, et toujours plus à mesure que se renforce la répression des Qing. Parmi eux, le plus utilisé marque l'appartenance à l'association : les trois doigts représentant le Ciel, la Terre et les hommes. Les membres utilisent ce langage quand ils se rencontrent, pour communiquer et faire acte de politesse. S'ils sont bien utilisés, la confiance des autres membres est acquise. D'autres signes s'échangent quand des membres se proposent une cigarette, du thé, un biscuit, etc. Toute erreur suscite la suspicion des autres membres et peut même provoquer des querelles. De la fondation de l'association jusqu'au règne de Tongzhi (1862), ce langage par signes varie peu, se modifiant parfois selon les régions.

Les complexes « cérémonies du thé » contiennent aussi nombre de signes secrets. Les membres de l'association en usent pour se reconnaître, échanger des informations, etc. De telles cérémonies apparaissent tôt dans l'histoire de l'association : on en trouve déjà décrites dans le registre de Yao Dagao. Sous les empereurs Xianfeng (1851-1861) et Tongzhi (1862-1874), ce cérémonial symbolique joue sur tout le matériel traditionnel de préparation du thé : théière, pot à thé, tasse.

Imprimés sur une étoffe rouge, blanche ou jaune, de forme triangulaire, carrée, rectangulaire ou octogonale, les certificats d'adhésion garantissent l'identité des membres de la société, leur texture et couleur variant selon leur rang. Sur chacun d'eux, sont inscrits des poèmes, formules ou signes secrets. À l'époque, le gouvernement Qing exécute sur le champ quiconque possède un de ces certificats. Ainsi, dès qu'un membre reçoit le sien, il s'empresse de mémoriser les formules qui s'y trouvent inscrites et le brûle sur le champ.

Les Qing Bang

Le culte Luo et les Qing Bang

Analysant les divers systèmes et activités des sociétés secrètes de cette époque, les spécialistes de l'histoire de la dynastie Qing les divisent en cultes secrets et sociétés secrètes.

« Les cultes secrets se composent de maîtres et de disciples partageant une même foi. Ces fidèles doivent être végétariens, réciter des livres sacrés pour échapper aux malheurs terrestres et recruter pour la secte. Pour les distinguer du bouddhisme et du taoïsme, on différencie religions populaires et cultes secrets. Sous les Ming et les Qing, le culte du Lotus blanc, le culte Luo, celui des Encens et celui des 8 Trigrammes étaient pratiqués. Tous sont des cultes secrets… Les sociétés secrètes se composent de frères jurés ; elles exigent de leurs membres qu'ils respectent leurs serments, suivent leurs codes et conservent leurs secrets. Ils s'entraident et se défendent contre leurs adversaires. Également nommées "clan" ou "association", ces sociétés secrètes, sont par exemple la Société du Ciel et de la Terre ou société des Trois Points ».

Sous la dynastie Qing, la secte secrète nommée culte Luo est à l'origine de l'entité Qing Bang. Des historiens pensent que le Qing Bang est un mélange de société secrète et de culte secret. « La plupart de ses membres sont des bandits de grand chemin qui s'appellent entre eux "maître" et "disciple" et respectent un strict ordre hiérarchique. Ce mode d'organisation diffère du culte secret, fondé sur la foi religieuse et l'égalitarisme entre fidèles[4] ». Les chercheurs ne s'accordent pas tous sur le fait qu'à l'origine, les Qing Bang soient un hybride entre société secrète et culte, mais il convient d'étudier son cas, très spécifique dans l'histoire des origines des mafias en Chine.

Le culte Luo est créé par Luo Menghong dans le Shandong. Il ne s'appelle culte Luo que par la suite, en mémoire de l'ancêtre Luo. Sa devise consiste à « ne rien faire », afin de rester en paix avec soi-même et le monde extérieur. La plupart de ses fidèles sont des marins, qui ont construit des petits monastères pour pratiquer leur culte. Au fur et à mesure, le culte adopte à la fois les caractéristiques d'un culte et ceux d'une société secrète.

Naissance et évolution du Qing Bang

En l'an 33 du règne de Qianlong (1768), le gouvernement Qing détruit les monastères du culte Luo et en chasse les moines marins. Ceux-ci

remontent sur leurs navires et deviennent des pirates dont les bateaux sont nommés « navires d'Encens ». En 1796, ils établissent le clan An Qing, première mouture du futur Qing Bang. Des groupes similaires se forment dans d'autres régions chinoises et s'associent au clan qui prend le nom définitif de Qing Bang.

En 1821, le gouvernement Qing réforme le transport aquatique, réduisant le transport fluvial au profit du maritime. Conséquence directe : nombre de marins des fleuves se retrouvent bientôt sans emploi. Certains rentrent chez eux, d'autres rejoignent la marine du gouvernement Qing ; d'autres enfin participent à l'insurrection des Taiping et plus tard font de la contrebande. C'est en s'associant avec le clan An Qiang qu'ils donnent naissance à l'entité criminelle Qing Bang. Elle passe alors de l'état de secte de marins à celui de mafia.

L'organisation Qing Bang contrôle alors le trafic maritime entre le Jiangsu et le Zhejiang. Plus tard, elle s'étend vers le nord, en direction du Jiangxi, du Shandong, etc. Elle se distingue de la Société du Ciel et de la Terre par son objectif qui n'est pas de lutter contre la domination des Qing par la violence : dès l'origine le Qing Bang ne considère que son seul intérêt financier.

Après avoir perdu de nombreux bateaux, les Qing Bang cherchent à s'installer sur la terre ferme et s'associent avec la bande Qing Pi, un tournant décisif dans leur expansion.

Système et codes du Qing Bang

L'organisation Qing Bang se divise en trois entités : la Secte Weng, la Secte Qian et la Secte Pan, chacune ayant aussi ses propres sous-groupes. Le centre du pouvoir est le « navire d'encens », dont le commandant dirige toute l'organisation. Dans les clans, le commandement est confié aux plus anciens, système utilisé jusqu'à la fondation de la République en 1911.

Entrer dans l'organisation passe par une cérémonie, d'abord ordinaire puis solennelle. Dans tous les cas, la dépendance entre maître et disciple et la connaissance des codes du clan garantissent l'adhésion. La première cérémonie est simple : un garant présente le novice à l'assemblée et celui-ci fait avec respect une offrande aux 3 ancêtres. Il prononce les serments en brûlant de l'encens, s'engage à prendre un vétéran pour maître et apprend

les codes de l’association. Le second type de cérémonie est plus complexe et solennel. Elle se déroule à bord du navire d’encens, l’assistance est plus nombreuse et les rites (choisir son maître, transmission des codes, etc.) sont plus élaborés.

Le Qing Bang possède un code en dix points : ne pas tromper ses maîtres et ancêtres ; ne pas manquer de respect envers les anciens ; ne pas avoir de relation sexuelle immorale ; ne pas voler ni cambrioler ; ne pas déserter ; ne pas transgresser la loi ; ne pas transgresser les codes Qing Bang ; ne pas remettre en cause les promotions à l’ancienneté ; ne pas ouvrir les vannes de barrage ; ne pas maltraiter les faibles et les humbles. Ainsi, les Qing Bang forment leur propre système familial, dont les chefs de gang sont les parents à qui les membres doivent obéir sous peine de châtiment.

L’évolution des sociétés secrètes vers la fin de la dynastie Qing

L’émergence de la Société des Aînés et des Anciens (Hong Men)

L’échec du mouvement révolutionnaire des Taiping (1850-1864) bouleverse le monde des sociétés secrètes. La Société des Aînés et des Anciens (désormais connue sous le nom de Hong Men) apparaît alors sur le cours supérieur du fleuve Bleu (Yang-tsé). Cette triade existe toujours aujourd’hui en diverses régions de Chine et sur le continent américain.

Quatre théories s’opposent sur l’origine de la Société des Aînés et des Anciens. Le monde académique retient surtout celle du Pr Cai Shaoqing : elle regroupe à l’origine des bandes de cambrioleurs ayant adopté certaines caractéristiques de la Société du Ciel et de la Terre et du culte du Lotus blanc. Au début du règne de Qianlong (1736-1795), des vagabonds et des cambrioleurs s’étaient déjà regroupés en bandes locales, surtout au Sichuan. En 1821, ils s’allient avec le Clan du Lotus bleu et la Société du Ciel et de la Terre. La Société des Aînés et des Anciens naît de cette alliance et agrège des pratiques et méthodes d’autres entités criminelles.

En 1859, la première insurrection de la Société des Aînés et des Anciens éclate au Sichuan, organisée par Li Yonghe et Lan Dashun. Elle échoue en 1865, contraignant les survivants à s’enfuir. À la fin du XIX^{e} siècle, des groupes qui se réclament de la Société des Aînés et des

Anciens sont actifs dans les 19 provinces de la Chine, et jouent un rôle important dans la société chinoise. Ils réunissent parfois des milliers de membres, souvent issus du Sichuan, du Hunan, du Jiangxi et du Shaanxi. Dès l'origine, la Société des Aînés et des Anciens joue sur plusieurs tableaux, surtout en période de troubles : bien qu'elle participe à maints soulèvements populaires, elle fournit par exemple l'essentiel des troupes de l'armée Xiang qui réprimera l'insurrection Taiping.

Système et codes de la Société des Aînés et des Anciens

Le système de la Société des Aînés et des Anciens s'inspire de principes empruntés à des sociétés secrètes et à des cultes. Chaque groupe dispose aussi d'une montagne, de salles (8 intérieures, 8 extérieures) et de codes. Sa structuration et ses hiérarchies ressemblent à ceux de la Société du Ciel et de la Terre. L'accent y est mis sur la création de réseaux. Souvent délimitée après des querelles de territoires, des ralliements, ou des négociations, la zone d'influence de chaque filiale du clan est fixée lors d'une cérémonie d'inauguration, puis validée par les autres entités criminelles de la région. Cette zone peut être d'ordre administratif ou géographique, d'autres ayant plutôt une logique économique : section du chemin de fer ou quartier d'une ville. Les autres sociétés secrètes se voient interdire toute activité dans les secteurs sous contrôle de la Société des Aînés et des Anciens.

Une fois le territoire délimité, la cérémonie initiale officialise les nouvelles frontières. Cette cérémonie revêt une grande signification symbolique : choix d'un jour faste (selon le calendrier religieux), puis envoi d'une invitation officielle à chaque chef des montagnes voisines et aux notables régionaux, pour que la nouvelle entité soit acceptée par les autres sociétés secrètes et l'administration locale. Après l'accueil des invités par le chef de la nouvelle montagne, la cérémonie se déroule selon le cérémonial suivant : après la pose de la première pierre de la salle, on ordonne des sièges selon le rang des membres et les principaux dirigeants de l'entité prononcent leur discours. Ensuite, on se lave les mains et le visage, puis l'on offre de l'encens aux 5 ancêtres. Un chef égorge un coq en implorant les dieux d'offrir l'unité au groupe. Puis tous les assistants boivent le vin mélangé au sang du coq. À la suite de quoi le règlement de l'association est

lu devant l'assemblée et les responsabilités sont imparties à chaque responsable. Un banquet marque la fin de la cérémonie.

Créer une montagne symbolise la naissance d'une nouvelle entité stable, dotée d'une zone d'activité exclusive.

La fondation d'une montagne permet à l'entité mafieuse de recruter plus et mieux. La cérémonie d'initiation du novice est analogue à celle d'une montagne, en plus réduit et plus sommaire. Pour être accepté, le novice doit avoir la garantie d'un parrain et son passé est examiné par un cadre de l'association. Si son parcours est irréprochable, il peut adhérer. Après l'initiation, il reçoit sa carte de membre et les vétérans le félicitent un par un.

La Société des Aînés et des Anciens dispose d'un règlement et d'une discipline stricts : 10 principes et 10 lois, dont l'original figure dans le livre *Au Fond de la mer* de Jiang Hu. Les 10 principes sont la piété filiale, le respect des aînés, le respect de la hiérarchie, la vertu et la moralité, le respect du règlement, l'interdiction des conflits entre frères jurés, l'interdiction d'approcher la femme d'un frère-juré, l'interdiction de regarder la femme d'un frère-juré, l'honnêteté, le respect des lois du pays. Les 10 lois sont les suivantes : ne pas respecter les parents est puni selon la gravité du cas ; manquer de vertu et de moralité, pareillement ; ne pas respecter les autres frères jurés est puni de mort ; insulter sa mère est puni en coupant la langue ; violer la loi est puni selon la gravité du cas ; violer une femme, pareillement ; ne pas respecter les règles du clan, de même. Il est également interdit, sans que cela n'entraîne de punition spécifique, de comploter, de faire perdre la face à autrui, ou de diffamer. Les punitions diffèrent selon les clans.

Ces principes et lois visent à garantir l'unité du clan et à le faire accepter par la société. Notons qu'il n'est pas demandé aux membres de les respecter *à l'extérieur* mais *à l'intérieur* du clan : voici pourquoi la dernière règle (respect de la loi) ne gêne pas les activités criminelles de la mafia : on peut voler, tuer ou violer un individu, mais pas un « frère ». Un mafieux couvert de crimes jouit du respect des autres, nonobstant la morale et la loi.

La Société des Aînés et des Anciens utilise nombre de vocables et signes secrets, souvent inspirés des dialectes régionaux. Tous visent à camoufler les activités illégales. On retrouve les cérémonies du thé, les chansons, les signes, etc. provenant directement de la Société du Ciel et de

la Terre et des Qing Bang. De nos jours, ces signes secrets sont souvent utilisés par les triades.

Confusion entre Qing Bang et Hong Men

Comme on l'a vu, les Qing Bang ont perdu l'essentiel de leur flotte et ont donc dû conquérir de nouveaux fiefs sur la terre ferme. Ils se mettent alors à faire la contrebande du sel, associés aux Qing Pi, réseau apparu sous l'empereur Daoguang (1821-1851) et spécialisé dans ce trafic. Riche et bien armé, ce réseau coopère avec des marins et pirates, ce qui contribue au développement des villes en amont du fleuve Bleu. Sous l'empereur Guangxu (1875-1908), les Qing Bang sont surtout implantés au Jiangsu et au Zhejiang. À la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle, les réseaux de transport connaissent de grands changements : le Qing Bang transfère donc ses activités dans des ports comme Shanghai, Zhenjiang, Nankin et vers le Jiangxi et le Shandong.

Mais après l'échec des Taiping, les troupes du gouvernement Qing se retirent et le trafic du sel devient aussi la ressource essentielle de la Société des Aînés et des Anciens qui, à l'époque, a déjà changé son nom pour celui de Hong Men (c'est encore le sien aujourd'hui). Il est dès lors fatal qu'éclatent des conflits entre Qing Bang et Hong Men, installés dans les mêmes régions.

Après des négociations entre les deux triades, les Hong Men se lancent dans le trafic d'opium au long du fleuve Bleu, alors que les Qing Bang continuent le trafic du sel dans la région. Dès lors, les deux sociétés s'entraident et coopèrent, et leur alliance est toujours aussi vive de nos jours : elles discutent entre elles de leurs problèmes et s'associent parfois si nécessaire. Cela les pousse à adopter une formule originale : un membre d'une des deux sociétés criminelles peut également intégrer l'autre. Pendant les « trente glorieuses » des triades (1920-1950), on voit même certains chefs mafieux diriger les deux triades, le plus connu d'entre eux étant surnommé « Tête de dragon à deux corps ».

Premières activités criminelles de ces entités criminelles

Au-delà de leurs velléités « politiques », ces entités sont et restent criminelles, leurs grandes sources de revenus étant le trafic de stupéfiants,

la contrebande et divers autres trafics, les jeux d’argent, la traite des êtres humains, la prostitution et le kidnapping.

Trafics et contrebande

La contrebande et les trafics de l’opium et du sel sont les plus importants. Sous les Qing, la production, le transport et la vente du sel sont en principe un monopole gouvernemental. 11 raffineries desservent les diverses régions de Chine, la taxation et le prix du sel variant selon chaque région. Mais le gouvernement ne contrôle ni le pillage des raffineries de sel, ni la corruption des fonctionnaires. Certains trafiquants achètent du sel à bon prix dans une région et le revendent dans une autre où il est cher, en empochant d’importants bénéfices. Sous les Qing, toutes les triades se livrent plus ou moins à la contrebande de sel.

L’opium est également très souvent trafiqué avant d’être légalisé en 1858 et les Hong Men en font la contrebande au Yunnan, au Guizhou, au Sichuan et au Shaanxi.

La Société du Ciel et de la Terre, les Hong Men et les Qing Bang font tous de la contrebande de cigarettes en Chine du Sud. Pendant les années 1880 et 1890, au sud-est de la Chine, les cargaisons de tabac sont souvent pillées durant leur transport. En revanche, seuls de rares clans et entités criminelles se livrent au trafic d’armes.

Jeux d’argent

Les Hong Men et Qing Bang ouvrent de nombreux casinos dans leurs fiefs. Au Hunan, après la défaite de l’armée Xiang, les jeux d’argent deviennent très en vogue et poussent nombre de familles à la faillite. Parfois imités par d’autres, les Hong Men et Qing Bang créent la plupart des casinos de Shanghai, Nankin et Zhenjiang et en conservent le quasi-monopole jusqu’à la fin de l’Empire.

Traite des femmes et fondation des maisons closes

Au long du fleuve Bleu, du règne de Guangxu (1875-1908) jusqu’à la fin de la dynastie Qing, nombre d’entités criminelles se livrent à la traite des femmes. Un clan Hong Men du district de Jiang Ling, au Hubei, est

alors spécialisé dans la traite de femmes qui, prostituées de force, échouent dans les maisons closes de ces mêmes organisations.

Kidnappings

Cette pratique débute plus tardivement en Chine. Après leurs pillages, les truands commencent à prendre des otages. Les victimes craignant de porter plainte, la pratique se développe vite. Les Hong Men et Qing Bang commencent ainsi à cibler les commerçants à la fin de la dynastie Qing.

Développement des sociétés secrètes à l'étranger

Après l'échec de l'insurrection de Lin Shuang-wen en 1788, à Taïwan, des chefs de la Société du Ciel et de la Terre fuient à l'étranger pour échapper au gouvernement Qing.

En 1799, les Britanniques trouvent des traces de la Société du Ciel et de la Terre sur l'Île de Pulau Pinang (Malaisie). En 1824, des sociétés secrètes chinoises, dont la Triple Alliance, sont implantées à Manille (Philippines), en Indonésie, en Thaïlande et au Cambodge. Nombre de Chinois migrent à l'étranger après la Guerre de l'Opium et les sociétés secrètes les suivent. En 1840, selon des archives policières, plus de 7 000 mafieux résident hors de Chine, des citoyens de divers pays asiatiques ayant aussi intégré ces clans.

Dans les pays où elle s'implante, la Société du Ciel et de la Terre est surveillée de près. En 1846, les autorités néerlandaises d'Indonésie l'interdisent et la dissolvent. En 1877, le gouvernement de Singapour crée ainsi un « bureau des affaires chinoises » pour traquer les triades et interdit en 1869 toute appartenance à celles-ci. En 1890, Singapour dissout les triades et déclare interdite toute organisation, légale ou non, copiant les rituels d'initiation de la Société du Ciel et de la Terre. Au début du XX^{e} siècle, ce décret est aussi appliqué en Malaisie. Dès lors, ces triades entrent dans la clandestinité.

Dans les années 1850, les premières filiales de la Société du Ciel et de la Terre se créent à San Francisco : en 1852, la Salle Guang De ; en 1853 la Salle Hong Shun ; en 1853 la Salle d'Accord ; en 1854 la Salle An Song, etc. Après la défaite des Taiping, ces entités criminelles s'unissent en un syndicat. Les Hong Men, eux, s'implantent au Canada en 1863 puis aux

Pays-Bas en 1876. C’est dans ce contexte qu’apparaît l’entité criminelle Zhi Gong, très influente en Chine sous l’occupation japonaise. En Amérique du Sud, les premières cellules mafieuses émergent à Cuba la Salle d’Alliance en 1867 et la Salle de Vertu en 1868.

À l’époque, les Chinois d’outre-mer n’ont ni famille ni amis dans les pays d’accueil. Écartés des activités sociales locales, ils sont parfois maltraités par les habitants du cru. Les Hong Men jouent donc un rôle important de protecteurs des Chinois d’outre-mer, et, dès 1850, les entités d’autodéfense sous influence mafieuse sont puissantes en Amérique. De son côté, la Société du Ciel et de la Terre répond aussi aux besoins de protection des migrants chinois, face à la police et aux bureaux d’immigration américains.

Ces triades d’outre-mer jouent un rôle important dans l’histoire de la Chine quand, par exemple, le 24 novembre 1903, Sun Yat-sen, fondateur de la République, entre chez les Hong Men. Peu après, en 1904, Sun, interpellé par la douane américaine, est libéré grâce à la célèbre bande Zhi Gong. De même, Tchang Kaï-chek émerge vraiment en politique après avoir rejoint les Qing Bang.

Hong Kong, Macao et Amoy sont alors des hauts lieux du trafic des êtres humains : désormais implantées à l’étranger, les entités criminelles chinoises – et d’abord la Société du Ciel et de la Terre – se lancent dès 1850 dans ce trafic international.

En 1854, la Salle d’Accord, filiale californienne de la Société du Ciel et de la Terre, leur achète 600 prostituées, vendues à San Francisco avec de 100 à 300 % de profit. De même, le trafic de l’opium devient alors international.

1- . Zhou Yumin, Shao Yong, *Histoire des sociétés secrètes*. P1, Éditions du Peuple de Shanghai, 1993.

2- . Wong Tong Wen, *Le groupe nommé Wan a créé la Société du Ciel et de la Terre au début du règne de l’empereur Kangxi*, recueil historique, Édition Guang Hua de Tai Wai, 1977.

3- . QIN Bao Qi, les sociétés secrètes de Chine, p. 66-p. 67, Édition Xue Yuan, 1993.

4- . WANG Xue Tai, *la Culture des Vagabonds et la Société Chinoise*, p. 452, Édition Xue Yuan, 1999.

2
Apparition du Milieu moderne

Comme on va le voir, la Chine d'avant 1949 est le théâtre de la collusion entre responsables politiques et triades, ce qui provoque l'expansion continue de celles-ci jusqu'en 1945. Pour survivre, les mafieux ont besoin de protection politique. Réciproquement, les politiques usent parfois de la puissance mafieuse dans leur propre intérêt.

Au XIX^e^ siècle, cette collusion s'amorce au niveau local, entre mafieux subalternes et policiers locaux. Plus tard, les compromissions politiques et économiques s'étendent et s'aggravent, chacun tenant l'autre. Divers partis politiques compromis avec les mafias nouent un pacte de corruption avec des forces économiques, et à son tour, cette collusion provoque le règne de l'argent sale : plus la politique est corrompue, plus les mafias se développent et plus la collusion entre elles progresse.

De 1912 à 1949, les sociétés criminelles se transforment, délaissant le modèle des sociétés secrètes pour devenir des triades. En Chine, à Taïwan, à Hong Kong et dans la diaspora, cet âge d'or mafieux chinois reste l'idéal-type des actuelles triades, leur rêve commun étant d'y revenir. Depuis l'an 2000, la Chine subit ainsi une tentative de retour à cet âge d'or criminel, une reprise des processus développés de 1912 à 1949.

Bien connaître cette époque est nécessaire, donc, pour comprendre l'évolution, depuis quinze ans, des activités illicites sur le sol national. Suivre l'évolution des triades de 1912 à 1949 permet non seulement de comprendre celles d'aujourd'hui, mais aussi, de révéler l'ampleur du défi porté à la justice pénale chinoise, aujourd'hui confrontée à des situations toujours plus difficiles.

La criminalisation des sociétés secrètes politisées (1912-1927)

La période républicaine court de la fondation de la République de Chine en 1912 et à l'aube de la fondation de la République populaire de

Chine en 1949. Comme nous l’avons vu, l’évolution de la criminalité du crime organisé dans l’ancienne société chinoise relève d’un processus continu : le milieu émane alors surtout de sociétés secrètes plus ou moins politiquement engagées, en plein processus de décomposition.

Du fait de leur participation active à la révolution de 1911, les chefs de plusieurs sociétés secrètes ont conquis des positions importantes dans le gouvernement comme dans l’armée. Toutefois, ces « révolutionnaires » n’étaient pas vraiment de grands partisans de Sun Yat-sen, mais bien plutôt des prédateurs rêvant de contrôler certains secteurs. Les sociétés secrètes ont donc bientôt rivalisé avec le gouvernement de la République de Chine et l’armée révolutionnaire, réduisant considérablement leur autorité.

Les sociétés secrètes n’ayant pas participé à la révolution ont, elles, multiplié les activités contre-révolutionnaires, tentant de restaurer l’Empire et de saboter le nouveau pouvoir politique. Du fait de ce double processus, les sociétés secrètes ont largement occupé l’espace politique.

Plus tard, certaines sociétés secrètes naguère politisées se sont criminalisées, formant le système criminel de la période républicaine. Ces triades ont ouvert des casinos et des fumeries d’opium, pratiqué le racket et l’extorsion, commis des viols, des pillages et des meurtres. Face à cette montée de la violence criminelle, les états-majors militaires provinciaux ont, elles, été poussés à les épurer et à les châtier.

Arrivant au pouvoir en 1912, Yuan Shih-kai commence par réprimer les sociétés secrètes, mais finit par céder lui-même à la corruption, usant d’elles pour son profit personnel. En mars 1913, il ordonne ainsi à Ying Guixin, chef d’une société secrète, d’assassiner Song Jiaoren à la gare de Shanghai. À la mort de Yuan Shih-kai, le gouvernement chinois est déjà très affaibli. C’est alors que les seigneurs de la guerre se jettent dans la mêlée, renforçant encore la puissance des entités criminalisées. Quelques sociétés secrètes continuent à soutenir l’idéologie révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, mais toutes les autres s’allient aux seigneurs de la guerre ou aux brigands locaux. Ces groupes criminels multiplient les querelles de territoires, tentent d’élargir leur influence et infiltrent quasiment toute la société. Monopolisant le trafic d’opium, les casinos, la prostitution, et le racket, ils évoluent alors vers le pur crime organisé.

La légendaire criminalisation de Shanghai

Une de ces évolutions les plus parlantes concerne la société secrète Qing Bang – le Gang Vert, comme l'appelle la police française – implantée dans la Chine orientale et à Shanghai.

En Chine orientale, nombre de généraux, de chefs policiers et leurs adjoints sont alors membres du Gang Vert. Parmi les plus célèbres, le général Wang Fenglou, le chef de la police du district de Nantong, Qin Kunshan, le chef de la police montée de la ville de Jinan, Li Dasen, etc. Pour élargir son influence, le Gang Vert ouvre des filiales et recrute des adhérents dans toute la région.

Sous le gouvernement des seigneurs de la guerre, Guo Huating, chef de la brigade d'enquête de la police de Bengbu, était aussi membre de la branche nommée Tong du Gang Vert. Ses quelque 400 sbires étaient tous des brutes locales, voyous, brigands ou voleurs patentés. Dans cette région, les sociétés secrètes ont infiltré la police, facilitant ainsi la connivence entre elles. À Shanghai, le Gang Vert devient alors l'une des plus puissantes mafias. En novembre 1916, Yuan Kewen, membre du Gang Vert et fils de Yuan Shih-kai, arrive à Shanghai, de Tientsin. Peu après, Zhao Decheng, son lieutenant au Gang Vert, arrive à Shanghai de Pékin avec de nombreux disciples, réorganisés avec l'aide de Wen Zhiguang, Wan Haiqing, Yang Qingshan, Liu Kebin, etc. De 1919 à 1923, la bande converge sur Shanghai et devient une véritable puissance dans la région supplantant rapidement les mafieux traditionnels, privés de relations dans les concessions étrangères ou avec les seigneurs de la guerre chinois.

À l'époque, l'autre bande puissante de Shanghai est celle des Trois gros bonnets, constituée de Huang Jinrong, Du Yuesheng et Zhang Xiaolin. Du Yuesheng a participé à la révolution de 1911 et au Mouvement de protection nationale, Huang Jinrong est le chef de la police chinoise de la concession française de Shanghai. À l'époque, il avait protégé en secret Sun Yat-sen et d'autres révolutionnaires réfugiés dans cette concession. Pour y faciliter son action révolutionnaire, Sun Yat-sen avait l'intention de maintenir de bonnes relations avec Huang Jinrong.

Les Trois gros bonnets constituent alors des sociétés pour contrôler le commerce de l'opium de la ville, en gros comme au détail. En mai 1925, Du Yuesheng signe au nom de la société Sanxin un accord avec la concession française pour y renforcer le monopole de l'opium. En contrepartie, la société Sanxin verse un acompte de 140 000 yuans au

commissaire de police de la concession, et lui verse 80 000 yuans mensuels. De même, Sanxin paie une taxe de 250 yuans par boîte d'opium. Dans la concession française, chaque vendeur d'opium au détail paie 500 yuans par mois. Le profit annuel de la compagnie Sanxin atteint ainsi 56 millions de yuans.

Ce gang entretient aussi de bonnes relations avec les seigneurs de la guerre criminalisés. En septembre 1924, une première guerre, puis une seconde éclatent au Jiangsu et au Zhejiang. Pendant celle-ci, en janvier 1925, l'armée de Zhang Zongchang, seigneur de la guerre du groupe Feng, entre dans Shanghai. Il y rencontre Huang Jinrong et Du Yuesheng avec lesquels il signe un accord pour financer sa troupe avec l'argent du trafic de drogue. Zhang Zongchang envoie ses soldats protéger l'importation des stupéfiants en échange de 3 millions de yuans. Attirés par les formidables profits du commerce de l'opium à Shanghai, les seigneurs de la guerre de tout le pays se disputent alors le contrôle de la ville. Cependant, tout seigneur de la guerre entrant à Shanghai doit coopérer avec la mafia de Huang Jinrong, alors installée dans les concessions.

En octobre 1925, l'armée de Sun Chuanfang contrôle la protection du trafic d'opium à travers la Chine. Elle aide également Huang Jinrong à éliminer ses concurrents principaux, en échange de 15 millions de yuans par an.

La descente aux enfers du Sichuan

Important carrefour du sud-ouest de la Chine, le Sichuan est alors une zone majeure de rivalité entre les seigneurs de la guerre du Sud-Ouest et ceux du Beiyang.

Dans les années 1920, durant la guerre civile au Sichuan, le gang Paoge (jadis nommé gang Gelaohui, ou Société des Aînés et des Anciens) s'allie aux seigneurs de la guerre locaux. Nombre des bandits du gang Paoge entrent alors dans l'armée (plusieurs généraux sont en fait des chefs du clan), qui conduit ses activités criminelles grâce aux seigneurs de la guerre. Ses membres rackettent les bateaux (pour leur « sécurité »), ouvrent des maisons de jeux, lèvent les fermages pour le compte des propriétaires fonciers réfugiés en ville (en prélevant un cinquième au passage) ; ils kidnappent aussi contre rançons. En trois ans, ils montent en puissance,

l’unité de Fan Shaozeng passant, par exemple, de 200 à 300 hommes et une centaine d’armes à feu, à presque 800 hommes et 500 armes à feu.

En 1926, le commandant de la 59e brigade de l’unité, Xu Daquan, est nommé chef du district de Jintang. Après sa nomination, il transige avec les membres de Paoge, Lai Jinting et Luo Chunshan, et fonde un « régiment conjoint » pour maintenir l’ordre. Une fois nommé chef adjoint du « régiment conjoint », Lai Jinting se met à piller les districts voisins. Devant la résistance des habitants, il rassemble ses troupes et lance une campagne de représailles.

Plusieurs truands sont également infiltrés au Bureau conjoint de l’armée et de la police : plusieurs membres de Paoge, très liés à des dirigeants militaires et policiers, y jouent un rôle important. Ils invitent des propriétaires fonciers, des commerçants, des généraux, des trafiquants d’opium à jouer dans leurs casinos et prélèvent un pourcentage sur les recettes.

Dès lors, l’influence de ce gang ne cesse de s’accroître. Devenu chef de Paoge, instigateur d’une série de meurtres, d’incendies et de pillages dans le district de Jintang en 1922, Lai Jinting jure fraternité à divers chefs de bandes implantées dans divers districts autour du Sichuan, en vue d’échanger des informations. Au même moment, Liu Wen-Cai, frère aîné de Liu Wenhui, est à la fois chef du Bureau des taxations navales à Xufu et chef de la 22e division de la régie d’État du Tabac et de l’Alcool du Sichuan. Pour faciliter ce contrôle, Liu Wencai fonde l’association Xu-Rong-Le rassemblant les Paoge de trois villes différentes. Il se lance ensuite dans le trafic d’opium.

Dans le district de Guanghan, 9 chefs de Paoge forment l’association Jiu-Chen-Gong pour contraindre les bateaux de passage à payer des « primes d’assurance ». S’agissant des voies terrestres, ils imposent ces « primes d’assurance » par tronçon de route. Selon l’accord, les marchands de tissus et soieries doivent alors payer jusqu’à une centaine de yuans et ne peuvent circuler qu’avec les « tickets de circulation » fournis par les Paoge.

À la campagne, les conséquences de ces activités criminelles se font vite sentir. Le pillage systématique des Paoge provoque la misère des populations et des centaines de milliers d’hectares de terres cultivées sont laissées à l’abandon. Les crapules imposent alors des « primes

d’assurance », chaque canton devant payer le chef de Paoge pour qu’il repousse « les bandits venus d’ailleurs ».

Les commerçants ne peuvent pas non plus circuler librement. Devenu chef du gang Gelaohui, Huang Zehuan, commandant militaire du canton de Tongyi, fonde une bande vouée au trafic d’opium et aux jeux d’argent. Ajoutons-y les pillages et les vols : sous contrôle mafieux jusqu’en 1928, le district de Yuantong tourne au repaire de brigands, où la drogue se vend à l’air libre et les casinos prolifèrent.

Le Milieu pendant la guerre civile (1927-1937)

Repolitisation des triades après le coup d’État du 12 avril

Le 12 avril 1927, Tchang Kaï-chek provoque un coup d’État. Les groupes criminels se révèlent alors l’un de ses atouts majeurs. De sociétés secrètes politiquement engagées, elles s’étaient naguère transformées en sociétés criminelles. À présent, elles se politisent à nouveau tout en gardant leur nature criminelle, en particulier dans le Hubei, le Hunan, le Jiangxi et l’Anhui.

• Au Hubei

Dans le district de Yangxin, le 26 février 1927, les chefs de la Hong Men, Zhang Xiaoxuan et autres rassemblent leurs troupes, puis attaquent les sections communistes locales et mettent à feu et à sang le district de Yangxin. À l’aube du 27 février, les chefs de la Hong Men lancent une centaine de voyous armés contre les révolutionnaires. Ils rasent les locaux de l’association des paysans, ainsi que ceux de divers syndicats et bureaux du parti communiste. 9 de leurs prisonniers sont brûlés vifs, dont le chef de la garnison Shi Shurong. Hors de Yangxin, d’autres responsables paysans du Hubei sont massacrés.

• Au Hunan

Certaines entités criminelles deviennent les outils des despotes locaux face aux paysans. Leur puissance dans la région attire vite l’attention du Kouo-min-tang alors dirigé par Tchang Kaï-chek.

• Au Jiangxi

Le 17 mars 1927, des lieutenants de Tchang Kaï-chek lancent des hommes du Gang Vert et de la Hong Men contre des bâtiments du Kouo-min-tang contrôlés par l'opposition communiste. 4 employés sont battus à mort, les blessés graves sont nombreux. La troupe de Tchang Kaï-chek disperse les patrouilles ouvrières de sécurité pour couvrir la retraite des bandits. Puis, sous prétexte de « Sécurité publique », Tchang Kaï-chek fait occuper par ses troupes les locaux du Kouo-min-tang et des syndicats de la ville de Jiujiang. Dans le district de Xingguo, ses partisans soudoient des gangs actifs aux confins du Fujian et du Jiangxi pour qu'ils déclenchent des émeutes et détruisent des bâtiments du parti communiste et de divers syndicats.

• Dans l'Anhui

Le 20 mars 1927, Tchang Kaï-chek aborde dans un navire de guerre la ville d'Anqing, avec Yang Hu, chef du Gang Vert et du service secret de l'armée du Nord, et le général de division Liu Wenming. Le 23 mars, à la résidence de Tchang Kaï-chek, Yang Hu, Liu Wenming et Yao Juewu fomentent une révolte. Avec une bande de voyous, Yang Hu saccage les locaux du comité provincial du parti communiste. On compte 7 blessés graves et 10 plus légers. Il ravage ensuite les bureaux et locaux de diverses sections du parti, syndicats et associations. Le même jour, le siège du comité du parti communiste de Huaining est détruit.

Après le coup d'État du 12 avril, les sociétés secrètes du Jiangsu, du Hunan, du Hubei, etc., rallient le Kouo-min-tang et aident à ses opérations anticommunistes.

Repolitisation des gangs criminels de Shanghai

En 1927, Tchang Kaï-chek retourne à Shanghai en qualité de général en chef de l'armée du Nord. Le 26 mars, il rencontre Huang Jinrong, chef mafieux déjà évoqué ; tous deux renouent une relation de maître à disciple, Huang étant le maître[1]. Après leur entretien secret, les gangs unis de Shanghai lancent la lutte anticommuniste et fondent l'Association pour le progrès mutuel de la Chine. Pu Jinrong, membre de l'ordre Tong du Gang

Vert en est le président, et le chef de la Hong Men, Zhang Boqi, en devient le commandant. Mais les vrais chefs sont les Trois gros bonnets, tous chefs du Gang Vert ou du Hong Men. Le 2 avril 1927, réunis au quartier général de la Division de l'Est de l'armée du Nord, Tchang Kaï-chek et les chefs de gangs décident de nettoyer le Kouo-min-tang de ses opposants internes et d'attaquer les communistes. Bai Chongxi, général en chef de la Division de l'Est et de la garnison de Shanghai, insiste spécialement sur l'utilité des bandes de Shanghai pour les actions anticommunistes.

Le 8 avril, l'Association pour le progrès mutuel de la Chine décrète publiquement la mobilisation contre les communistes et déclare : « Soldats et fils du peuple, voulant tous le bien-être du peuple, nous servirons volontiers de pionniers pour éliminer les malfaisants ».

À l'aube du 12 avril, grimés en ouvriers, les membres de l'Association pour le progrès mutuel de la Chine attaquent soudain les piquets ouvriers de sécurité. Puis, la 26e armée du Kouo-min-tang prétexte de ces « dissensions entre ouvriers » pour les désarmer de force. Plusieurs dizaines d'ouvriers sont tués et plus de 200, blessés. Wang Shouhua, président communiste des syndicats de Shanghai, est assassiné le soir même.

Le 13 avril est une autre date importante pour la repolitisation des triades de Shanghai. Ce jour-là, plus de 100 manifestants ouvriers, étudiants ou simples citoyens sont massacrés par les troupes du Kouo-min-tang. Les blessés sont nombreux. Au même moment, d'ordre de Tchang Kaï-chek et Bai Chongxi, Chen Qunbing écrit un texte, ensuite signé et publié par Huang Jinrong, Zhang Xiaolin et Du Yuesheng dans lequel ils dénoncent les « démons communistes nuisibles à nos descendants » qu'il faut « éliminer ».

Le 14 avril, le Comité d'épuration du Kouo-min-tang (K.M.T.) est fondé, et Rui Qingrong, recommandé par Du Yuesheng, est nommé chef de sa brigade de choc. Le même jour, il pénètre en force dans les locaux du Gouvernement spécial de Shanghai, du Comité spécial du parti communiste de Shanghai et de l'Association générale des Étudiants, et expédient tous les communistes arrêtés au quartier général de la Division de l'Est à Longhua. Avec l'aide du Gang Vert, Tchang Kaï-chek fait massacrer des militants politiques et des citoyens en révolte. En 3 jours, 300 personnes sont tuées, 500 sont arrêtées et plus de 5 000 sont portées disparues.

Le 18 avril, à Nankin, Tchang Kaï-chek fonde le Gouvernement nationaliste. Après le coup d'État du 12 avril, Du Yuesheng, lui, part pour Ningbo avec ses partisans armés afin d'épurer le K.M.T. À leur arrivée, ils dissolvent sur le champ le syndicat local et multiplient les rafles dans les locaux des syndicats et du parti communiste. Durant trois jours, c'est le massacre à Ningbo. De retour à Shanghai, Du Yuesheng expédie ses partisans, membres du Gang Vert et troupes de la garnison, dans les districts de Qingpu et Songjiang où les assassinats se multiplient aussi.

• La prospérité du Milieu à Shanghai

Le retour des triades à la politique ne décriminalise pas leurs pratiques. La prise du pouvoir par le Kouo-min-tang, lors du coup d'État du 12 avril, contribue fortement à la prospérité du Milieu. Les triades s'en trouvent renforcées, un fléau particulièrement important pour la région de Shanghai.

Du fait de leur contribution au coup d'État, Huang Jinrong, Zhang Xiaolin et Du Yuesheng sont promus à des rangs tels que général de division au quartier général interarmées de Nankin et membre du Conseil exécutif. Pour la première fois dans l'histoire chinoise, des figures du Milieu sont promues à de hautes fonctions et peuvent ainsi infiltrer les cénacles militaires et politiques. Désormais membres officiellement importants du monde politique, les chefs du Milieu vont donc y importer l'argent sale, devenant ainsi une force sociale considérable et attractive, et un solide appui du Kouo-min-tang.

Ces groupes criminels vivent toujours du trafic de l'opium, des jeux d'argent et de la prostitution qui leur permettent de nourrir leurs membres, d'imposer leurs exigences et de se développer. À partir de 1927, le trafic de l'opium, les jeux d'argent et la prostitution prennent à Shanghai des proportions inouïes.

• Le trafic de l'opium

En 1928, on compte en effet 8 000 « nids d'hirondelle » (petites fumeries d'opium) dans la seule concession française de Shanghai. La compagnie Sanxin des Trois gros bonnets monopolise le commerce de l'opium dans la ville et une filiale est créée à Tchongking, gérée par le chef du Gang Vert Chen Kunyuan, surnommé le « maître de la drogue ». Au

début des années 1930, le plus gros des trafics de drogue du Sichuan vers Shanghai, *via* le fleuve Yangtsé, est contrôlé par les Trois gros bonnets.

L'opium brut, dont le transport et la vente sont garantis par Du Yuesheng, se répand jusqu'aux provinces reculées du pays. Du Yuesheng vend aussi l'opium brut pour le compte de divers seigneurs de la guerre. Il expédie ses sbires au Sichuan pour acheter le produit brut et fabriquer les stupéfiants. Les diverses drogues vendues à Shanghai sont monopolisées ou protégées par le Qing Bang qui coopère avec les Trois gros bonnets. Chaque année, les seuls montants payés pour protéger le trafic s'élèvent à des millions de yuans.

Pour accroître les profits, le gouvernement de Nankin fonde la Commission pour la prohibition de l'opium. Mais, au lieu d'interdire l'opium, il autorise la vente libre de l'opium contre impôt. Du Yuesheng, l'un des trois membres permanents du directoire de la Commission de Shanghai, a le pouvoir de traiter les affaires courantes et de décider pour la Commission.

Il prend ensuite le contrôle du Bureau pour la prohibition de l'opium du Jiangsu, installé à Shanghai, en plaçant ses partisans aux postes clés. Presque toutes les divisions du Bureau pour la Prohibition de l'opium installées dans les districts du Jiangsu sont contrôlées par les employés de Du Yuesheng.

Celui-ci fait adopter plusieurs résolutions en faveur du trafic et des trafiquants. Ainsi, les grands fumeurs d'opium doivent payer des frais d'inscription de 12 à 20 yuans par an au Bureau pour la Prohibition de l'opium pour pouvoir consommer sans être arrêtés, et les fumeurs occasionnels paient trente centimes de yuan par sachet.

Si la fin des années 1920 marque le début de la légalisation du commerce illégal, le début des années 1930 marque, lui, la fin de la prohibition. Les trois premières années de la décennie sont décisives.

Début mai 1931, après la rencontre entre Tchang Kaï-chek et Du Yuesheng, le président Tchang accepte que les responsables du monopole national de l'opium soient représentés par le chef du Gang Vert puis nommés par le gouvernement. Ainsi, Du Yuesheng et ses associés renforcent leur contrôle sur la vente de l'opium dans les régions situées au sud du Yangtsé. En contrepartie, Du Yuesheng soutient l'encerclement des

communistes voulu par Tchang Kaï-chek, et aide le Kouo-min-tang à détruire les structures communistes à Shanghai[2].

En novembre 1932, Tchang Kaï-chek abroge la prohibition de l'opium et la fermeture des fumeries d'opium. Dès lors, Du Yuesheng monopolise légalement le commerce de l'opium. Avec son autorisation officielle, Du Yuesheng vend librement l'opium à Shanghai à condition de payer trois millions de dollars par mois au ministère des Finances.

En 1933, afin de se procurer plus de ressources financières pour les dépenses militaires, le Kouo-min-tang établit un Bureau de supervision pour la prohibition de l'opium qui détient officiellement le monopole de vente de cette drogue.

Du Yuesheng prend très vite la tête du milieu criminel. Les membres de diverses entités criminelles s'associent alors avec lui, tel le grand marchand d'opium de Huzhou, Zheng Shouzhi, qui accepte de payer 70 000 yuans de frais spéciaux à la concession française en échange du monopole local de la drogue. Autre exemple célèbre de cette connivence, le cas de Yang Hu. Alors qu'il est encore membre du Gang Vert, il obtient le poste de commandant de la brigade de sécurité de Shanghai grâce à Du Yuesheng. Après sa nomination, celui-ci transforme la compagnie Sanxin en « service spécial » de cette brigade de sécurité, et lui donne pour mission de fabriquer de la morphine pour chercher à diversifier ses profits.

Il pratique évidemment la corruption : le maire de Shanghai, Zhang Qun, et son successeur, Wu Tiecheng, acceptent par exemple 500 000 yuans de « don » par an de Du Yuesheng, et, en échange, protègent son commerce d'opium.

• Les jeux d'argent

Dès le milieu des années 1920, Huang Jinrong, Du Yuesheng et autres ouvrent un club de luxe, 181, rue de Fuxu, nommé casino Rongsheng, l'un des plus cotés à époque. C'est le plus grand casino de Shanghai, il comporte une maison de style occidental et un jardin d'agrément de 4 hectares. Directement géré par Gu Zhangsheng et Xie Baosheng, deux associés de Du Yuesheng, ses revenus mensuels sont énormes.

Plus tard, le groupe des Trois gros bonnets ouvre les casinos Fusheng, Yisheng, Lisheng et Liyuan, les quatre plus grands de la ville, juste après le

casino Rongsheng, tous gérés par des membres du Gang Vert (les employés et les gardes sont des voyous sous leur coupe).

Contrairement aux autres activités criminelles, les jeux d'argent ne survivent pas à cet âge d'or. Les cinq grands casinos sont fermés au début de la guerre, le 28 janvier.

• La prostitution

La prostitution à Shanghai était l'un des trois « marchés criminels » les plus rentables. Au début de l'âge d'or criminel shanghaien, Huang Jing-rong prélève des « taxes » officieuses sur la prostitution dans la concession française. Puis, il fonde lui-même plusieurs maisons closes et s'empare du monopole des maisons closes dans la concession française.

S'inspirant de la loi française, l'administration de la concession en avait officiellement autorisé l'installation et imposé des taxes sur la prostitution. Grâce à cette tolérance, le secteur de la prostitution est en plein essor.

Les administrations de la municipalité et de la concession française créent un bureau spécial au sein du commissariat de police, afin de percevoir des taxes sur la prostitution au titre de « recettes coloniales ». Dans ce service, les membres du Gang Vert sont nombreux. Selon les statistiques de l'époque, il y avait en 1920, dans la concession, 208 879 femmes adultes, dont 24 825 prostituées, soit environ 10 % de la population féminine. Dans les quartiers « chauds », on comptait 12 315 prostituées pour 39 210 femmes adultes, soit environ 33 % de la population féminine.

La politique des provinces alentour contribue beaucoup à l'essor des maisons closes de Shanghai. Après la suppression de la prostitution à Nankin en 1928, les villes du Jiangsu, du Zhejiang, et de l'Anhui suivent cet exemple, de sorte que les prostituées « au chômage » s'orientent en masse vers Shanghai. Pendant les années 1930, le nombre de prostituées (enregistrées auprès des autorités ou travaillant dans l'illégalité) y atteint les 120 000, dont beaucoup dans la concession française. Huang Jingrong prélève, outre des taxes sur la prostitution, divers frais, pots-de-vin et « amendes ». Il pousse ses associés à ouvrir des maisons closes afin de percevoir des profits directs. Les membres de l'ordre Tong et de l'ordre Mang du Gang Vert possèdent également des actions de certaines grandes

maisons closes de luxe. Tout comme pour les casinos, les gardes et employés des maisons closes sont pour la plupart les éléments du Gang Vert.

Les compagnes des principaux chefs mafieux contrôlent aussi les maisons de prostitution. A'gui, maîtresse de Huang Jingrong, et Lin Guisheng, femme de Huang, adhèrent au groupe des 10 Sœurs dirigé par Shi Jinxiu. Elles se classent respectivement numéro 3 et numéro 4 du secteur de la prostitution de Shanghai.

Pour améliorer la gestion de ces maisons, Huang Jingrong les classe en plusieurs catégories. La première, dite « Résidence Livresque », regroupe les maisons closes de haut niveau : locaux de bonne qualité, équipements raffinés, prostituées cultivées, jolies et bien habillées. Elles doivent non seulement pouvoir réciter des poèmes classiques mais encore savoir jouer les opérettes les plus célèbres. Les clients de ces maisons figurent parmi les hommes les plus riches ou les plus puissants de la ville. Il leur faut non seulement payer une forte somme à la direction de la maison, mais également offrir des bijoux et autres objets de valeur aux prostituées. Viennent ensuite les « Maisons des 3 permanents ». Les logements sont plus médiocres et les prostituées doivent seulement savoir chanter et jouer de la musique. Les services dans ce type de maisons closes sont à prix fixe, 3 yuans, qu'il s'agisse de prendre le thé en compagnie d'une hôtesse, de boire en sa compagnie ou de services sexuels de tous types. Ce prix unique explique le nom de ces maisons. Enfin, les maisons closes de troisième rang sont nommées « Maisons Er'san » (Deux et Trois).

• Main basse sur l'industrie

Outre son contrôle sur l'opium, les jeux d'argent et la prostitution, le milieu pénètre l'économie légale, l'industrie et le commerce.

Devenu administrateur de la Bourse des valeurs de Shanghai, Du Yuesheng crée à l'automne 1931, avec Song Ziliang et Song Ailing, la compagnie Qixing, pour manipuler les prix et spéculer sur les fonds publics, l'or, le coton et la farine de blé. Les triades cherchent également à monopoliser certains commerces légaux. En 1935 par exemple, avec le soutien financier de Kong Xiangxi, Du Yuesheng fonde la compagnie des lampes à huile pour fabriquer des lampes, murales ou de bateau, dont H.

H. Kung préside le conseil d'administration. Avec le soutien de ce dernier, cette compagnie ouvre jusqu'à l'automne 1936, 43 filiales dans le pays ; en huit mois, le chiffre d'affaires des lampes murales atteint plus de 250 000 yuans.

En février 1929, Qian Xinzhi et Du Yuesheng fondent la Banque Zhonghui, classée au 47e rang des banques à Shanghai. Cette banque est spécialisée dans le financement (emprunts, etc.) des secteurs de la drogue et des casinos : à des taux d'intérêt élevés, la banque Zhonghui prête de grosses sommes aux trafiquants d'opium.

Nommé en février 1932 ministre des Finances, Song Ziwen propose de réduire les taux des emprunts d'État, et de prolonger leur délai de remboursement ; une proposition soutenue par Du Yuesheng et Zhang Xiaolin. Le 24 février, le gouvernement de Nankin adopte officiellement cette proposition. Deux jours plus tard, les principaux chefs du Gang Vert, Du Yuesheng et Zhang Xiaolin expriment, au nom des financiers de Shanghai, leur soutien à cette initiative et appellent les créanciers à coopérer avec le gouvernement.

Hormis la création d'entreprises par des procédés plus ou moins légaux, la triade de Shanghai fait également main basse sur des sociétés existantes par des moyens douteux. Ainsi, durant l'été 1935, Du Yuesheng et Zhang Xiaolin, associés à quatre grandes familles de Shanghai, entreprennent de s'emparer de la banque Tongshang (« Commerciale »). D'abord, ils diffusent de fausses rumeurs pour inquiéter le public et les clients de la banque. Objectif : obliger son directeur Fu Xiaoan à déposer le bilan et à confier la banque, artificiellement affaiblie, à Du Yuesheng et Zhang Xiaolin. Au conseil d'administration du 7 juin, Du Yuesheng est élu président et Zhang Xiaolin, vice-président du conseil d'administration.

Après la conquête de la banque Tongshang, Du Yuesheng y installe un mafieux du Gang Vert pour renforcer son contrôle et l'utiliser au profit de l'économie criminelle. D'où une « clientèle » nouvelle de vendeurs d'opium brut, de fumeries d'opium, d'usines ou de magasins contrôlés par le Gang Vert et autres mafieux. Afin de répondre aux besoins des quatre grandes familles, Du Yuesheng prend de multiples mesures financières en leur faveur, avec la complicité du gouvernement de Nankin. En 1937, Du Yuesheng met effectivement la banque Tongshang sous le contrôle direct de

ses associés des quatre grandes familles. Lui-même cumule alors les postes suivants : président des banques Pudong, Guoxin et Yadong, administrateur de la banque Jiaotong et du Comité des banques de Shanghai.

D'importants secteurs industriels passent aussi sous la coupe de la triade de Shanghai – même s'ils sont à l'origine éloignés du monde criminel.

C'est le cas du secteur de la pêche, objet des convoitises du Milieu. En 1931, Du Yuesheng se fait nommer membre du Comité pour le développement de la pêche par le ministère de l'Industrie et du Commerce du gouvernement de Nankin. Le 12 mai 1936, la Société Anonyme par Actions du Marché de la Pêche de Shanghai, fondée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, inaugure son nouveau marché. D'ordre du gouvernement de Nankin, tous les bateaux de pêche entrant à Shanghai après le 11 juin 1936 doivent accoster au quai du nouveau marché, alors que, le 16 mai, les pêcheurs et négociants ont déjà fait grève pour contester cette mesure, Du Yuesheng aide alors Wu Dingchang, nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, à mater la résistance, puis oblige la corporation du surgelé de Shanghai et celle des poissonneries de Zhejiang à participer audit marché. Pour plus de sûreté, Du Yuesheng se fait nommer président de la Société du Marché de la Pêche de Shanghai, un de ses fidèles, Tang Chengzong, en étant nommé vice-directeur et administrateur permanent. Grâce aux appuis officiels et à la force du Gang Vert, cette société devient le fief du Milieu dans le secteur de la pêche.

À son entrée à la compagnie de navigation Da'da, Du Yuesheng, qui veut ouvrir une ligne entre Shanghai et le Nord du Jiangsu, demande à Gao Shikui de s'y rendre pour demander au chef du Gang Vert chargé de la région du lac Hongze (Wu Laoyao), de garantir la sécurité de cette ligne de navigation. Par la suite, les directeurs de grandes compagnies maritimes, telle la société de Yang Guanbei, embauchent de nombreux mafieux du Gang Vert pour occuper des fonctions de sécurité.

Dominant l'économie « noire », mais ayant aussi infiltré l'industrie et le commerce licites, les chefs mafieux contrôlent alors le gros du commerce de Shanghai. Pour parer aux extorsions et pillages des seigneurs de la guerre, d'une part, et à la corruption des fonctionnaires, de l'autre, les chefs d'entreprise doivent donc demander aide et protection aux Trois gros bonnets et autres triades afin de pouvoir travailler et se développer.

Ainsi, même absentes de l'économie légale ou des directions de ces entreprises, les triades ne manquent pas de relations dans le monde industriel. Huang Jinrong, qui contrôle une bonne partie du secteur du plaisir de la concession française, a ainsi parmi ses proches de nombreux patrons : Chen Jusheng, sucrerie Hua'ou ; Huang Zhengshi, pêcheries ; Zhang Shankun, société cinématographique Xinhua ; Qiu Zijia, teinturerie Renfeng, etc.

• Abandon des traditions par le milieu criminel moderne

Pour pouvoir intégrer plus encore de dirigeants du monde industriel et commercial aux entités criminelles, et renforcer ainsi leur pouvoir, les chefs mafieux de Shanghai brisent certaines règles et interdits des sociétés secrètes traditionnelles, et créent des associations nouvelles, de type confréries, visant à recruter les personnalités honorables – une sorte de « succursale d'élite » des triades. Les mafieux évitent ainsi d'exposer les entités criminelles existantes. Parmi ces confréries plus présentables, la société Heng de Du Yuesheng, la société Zhongxing de Huang Jinrong et la société Ren de Zhang Renkui. Avec ces nouvelles structures, le Gang Vert devient fréquentable et ses membres pénètrent toutes les couches de la société.

Exemple : en novembre 1932, la société Heng, légalisée par le ministère des Affaires sociales et qui, à la différence des triades, refuse l'adhésion des voyous, s'enregistre dans la concession française. Selon ses statuts, il faut, pour y adhérer, « être parrainé par au moins deux membres de l'association, validé par le conseil d'administration, et remplir un bulletin d'adhésion ; par principe, cette qualité de membre suppose un certain statut social ». Selon son fichier, la société Heng compte, en avril 1934, 223 membres dont 120 travaillent dans le commerce (54 %), 30 dans la police (13 %), 27 dans la politique (12 %), 21 dans les professions libérales (9 %), 11 militaires (5 %) et 5 dans l'industrie (2 %). Ces personnalités sont un grand atout pour Du Yuesheng mais, malgré leur légalité et le niveau social de leurs membres, ces confréries ne diffèrent pas des entités criminelles classiques. Leurs membres doivent tous reconnaître Du Yuesheng comme chef et respecter les règles suivantes : d'abord, porter une carte rouge, signée du parrain et d'eux-mêmes, comportant la liste de

leurs ancêtres sur trois générations et la phrase « vœux d'être votre disciple et d'obéir à vos instructions » ; ensuite, faire un « cadeau d'adhésion » à Du Yuesheng, selon leur statut social et leur fortune. Initialement, il fallait se prosterner devant Du Yuesheng, mais eu égard à la qualité des adhérents, ils eurent seulement à s'incliner trois fois devant Du et lui fêter son anniversaire. Il en alla de même dans les confréries Zhongxin et Ren. Ces associations d'un genre nouveau brisent les barrières entre générations et catégories sociales, et offrent aux triades, notamment au Gang Vert, d'énormes opportunités.

De même pour leurs hiérarchies internes. Au sein de ces confréries nouvelles, la capacité sociale et non l'ancienneté fixent la position d'un membre, ce qui contrevient clairement à la tradition des triades. Les membres efficaces des confréries peuvent à leur tour créer leur filiale. Par exemple : la société Yi, la société Chang, la société Jing, la société Jian, etc. Ces confréries sont ainsi et à la fois un atout et un modèle nouveaux pour le milieu criminel.

• Le Milieu de Shanghai et les réalités sociales locales

Le Milieu de Shanghai ne s'est pas développé si vite et si fort sans raison. Sous la République, les paysans sombrent dans la misère. Sans nourriture ni terres à cultiver, beaucoup meurent de faim. À l'époque, ils constituent 20 % à 50 % du monde rural, jusqu'à 70 % dans certaines régions. Ces paysans misérables affluent en masse à Shanghai, ville la plus industrialisée de Chine mais incapable de les absorber tous. D'où un énorme chômage : selon les statistiques de 1930, les chômeurs se montent à 300 000, soit 18,3 % de la population ; en 1934, ils sont encore plus de 250 000, soit 15,5 %. La multiplicité des vagabonds chômeurs explique le succès du Milieu : ils rejoignent les sociétés secrètes pour y chercher protection et de quoi vivre.

Les ouvriers comptent aussi sur les sociétés criminelles pour garantir leur emploi. Dans les années 1930 à Shanghai, environ 20 % des ouvriers sont proches des sociétés secrètes, mais certaines professions sont plus touchées. 8 sur 10 des ouvriers des filatures de coton adhèrent au Gang Vert ou à un autre groupe criminel, le Gang Rouge. Dans la minoterie Fuxin, environ 300 originaires de l'Anhui appartiennent au Gang Vert, comme la

plupart de ceux de la ville de Wuxi ; les ouvriers du Hubei sont, eux, presque tous membres du Gang Rouge.

L'adhésion aux sociétés secrètes est plus massive encore chez les pousse-pousse. Dans la décennie 1930, on compte à Shanghai 16 000 pousse-pousse en location, 6 à 7 conducteurs par pousse-pousse dont le revenu mensuel est d'environ… 10 centimes. Une rude concurrence oblige la plupart de ces conducteurs à prendre comme « parrain » un chef mafieux.

• Le Milieu de Shanghai et les politiciens, nationaux et étrangers

Le Milieu de Shanghai s'agence en une pyramide de sociétés secrètes très hiérarchisées. Au sommet, les Trois gros bonnets : Huang Jinrong, Du Yuesheng et Zhang Xiaolin. Ces parrains sont d'autant plus puissants qu'ils ont infiltré toute la société locale. Avec l'appui du gouvernement, ils possèdent d'importants leviers politiques et économiques. La collusion des Trois gros bonnets et du pouvoir est prouvée par la participation de responsables politiques chinois et étrangers aux cérémonies familiales des chefs mafieux.

Quand, en juin 1931, Du Yuesheng inaugure à Gaoqiao, son pays natal, un temple dédié à ses ancêtres, Tchang Kaï-chek et autres officiels lui offrent des présents pour marquer leur respect. Parmi ces personnalités, on trouve surtout des militaires : le ministre de la Défense He Yingqing, le chef adjoint de l'état-major interarmes Zhang Xueliang, l'inspecteur général de la justice militaire He Jian, le général en chef des gendarmes Gu Zhenglun et celui de la garnison de Songhu, Xiong Shihui. Les ministères de la Justice et de l'Intérieur sont aussi représentés par de hauts fonctionnaires comme Yu Youren et Wang Chonghui (justice), et l'inspecteur général de la police, Wu Tiecheng. D'autres ministres sont aussi présents, comme celui des Affaires étrangères Wang Zhengting ou de l'Économie, H. H. Kung.

Outre les membres du gouvernement, les dirigeants locaux sont eux aussi très nombreux, avec le président du Conseil régional du Hubei, He Chengrong, celui du Henan, Liu Zhi, du Sichuan, Liu Wenhui, ou encore le maire de Shanghai, Chen Qun. Tous ces dignitaires militaires et politiques côtoient d'anciens seigneurs de la guerre de Beiyang comme Xu Shichang, Caokun, Duan Qirui, Wu Peifu, Zhang Zongchang.

Les politiciens étrangers participent également à la cérémonie à laquelle assistent plus de 5 000 personnes. La concession française a autorisé des orchestres militaires et des troupes de la garnison de Songhu, de la 5e division de l'armée de terre du Kouo-min-tang, de la forteresse de Wusong, de la marine nationale, avec des fusils chargés, à traverser son territoire. La concession française autorise aussi son personnel et les agents du commissariat de police à participer à la cérémonie ; de son côté la police montée britannique participe à la garde d'honneur.

Le 10 juin, une seconde cérémonie au temple des ancêtres de Du rassemble 20 000 invités chinois et étrangers, dont le consul général de France et l'inspecteur général de la police française à Shanghai, le consul général du Japon à Shanghai, un général japonais, etc. La cérémonie d'ouverture du jardin de la famille de Huang Jinrong en juin 1932 et le 60e anniversaire de Zhang Xiaolin en juin 1936 sont tout aussi fastueux.

Le crime organisé dans les autres provinces de Chine

Aujourd'hui encore, l'action du crime organisé à Shanghai est exemplaire au plan criminologique. Ailleurs en Chine, le sort du Milieu est moins faste, mais l'étudier permet de comprendre aujourd'hui les triades de Chine et d'outre-mer dans la mesure où certaines innovations criminelles régionales sont devenues des modèles nationaux. Par exemple, le recrutement de personnalités religieuses ou la symbiose triade – écoles d'arts martiaux, pratiques toujours d'actualité mais peu analysées et dont l'étude permet notamment de comprendre pourquoi on réprime encore aujourd'hui certaines écoles d'arts martiaux.

• Au Sichuan

L'entité criminelle Paoge est alors sur le déclin. Ses troupes se sont entretuées à l'époque des seigneurs de guerre mais, surtout, elle s'est attiré l'hostilité des autorités locales. La préfecture du Sichuan les a bien d'abord utilisées contre l'Armée rouge, mais elle donne ensuite (en 1935, 1936 et 1937) des instructions secrètes visant à la dissolution du clan Gelaohui des Paoge. S'ensuit une traque sévère des fonctionnaires persistant à fréquenter des mafieux, ce qui freine l'ascension de la triade.

• Au Hubei

Dans cette région, la triade Hong est protégée par sa relation (récente) avec le milieu de Shanghai. Nommé général commandant la place de Wuhan en février 1931, He Chengrong nomme chef du service anticommuniste le mafieux de la triade Hong Men, Yang Qingshan. Grâce aux voyous de cette triade, Yang Qingshan démantèle le syndicat local et autres organisations communistes et fait arrêter les cadres du parti comme Gu Shunzhang et You Chongxin (secrétaire du comité municipal communiste de Wuhan). Mais ensuite, ce service anticommuniste est dissous et Yang Qingshan devient un simple agent du Bureau des affaires civiles de Wuhan.

Grâce à un autre mafieux, Yang Qingshan fonde durant l'hiver 1935 la section de Hankou du Syndicat général des marins de Chine et le comité du Kouo-min-tang de ces mêmes marins. Pour cela, Yang Qingshan visite Shanghai, où il prête serment à divers criminels de haut rang, dont Yang Hu, Peng Bowei et Huang Jinrong. Rentré à Wuhan, Yang Qingshan s'empare des postes clefs et peut alors exploiter les marins.

• Au Zhejiang

Dans cette région, le milieu criminel est protégé par son appartenance au Gang Vert. Quand Xuan Tiewu devient chef du service de sécurité du Zhejiang, il ordonne au patron de sa brigade de recherches d'organiser une « session de formation pour agents de sécurité » incluant des éléments du Gang Vert. Les mafieux deviennent des agents de sécurité locaux pour faire face aux divers opposants. Le chef des agents spéciaux du service, Yang Xishan et ses adjoints Ying Xiangzhu, Wu Rui et Yu Zhangrong sont tous des cadres du Gang Vert. Sur ordre de la brigade de recherches, ils répriment ici et là les soulèvements paysans, arrêtent et exécutent leurs meneurs, de même que les opposants politiques, dont les communistes.

Pour renforcer la sécurité du district, Zhao Longwen, chef de la police du Zhejiang désigne Guan Rongde, membre du Gang Vert, comme chef de sa brigade de recherches et ses subordonnés appartiennent presque tous au Gang Vert. Après leur recrutement dans la police, les membres du Gang Vert recrutent de nouveaux sbires, rackettent la population, prennent le contrôle de maisons closes et de casinos, et s'associent en outre à

d’éminents criminels locaux, ce qui complique le maintien de l’ordre dans la ville.

• Au Guizhou

Le Milieu évolue au Guizhou comme celui de Shanghai. Pour parer à une attaque de l’Armée rouge, celle du Kouo-min-tang y entre en 1935. Son chef ordonne à Xiao Shujing, chef de la police de la capitale régionale, d’utiliser le Hong Men pour assister l’armée : dans 8 districts, 200 de ses membres sont recrutés par la police et coopèrent avec les agents de sécurité locaux. L’Armée rouge s’étant repliée vers le Nord, les entités criminelles du Guizhou se rétablissent rapidement, avec l’aide du gouvernement Kouo-min-tang.

En septembre 1935, Xiao Shujing et l’un de ses adjoints adhèrent officiellement au Hong Men. Il avance même de l’argent public aux mafieux du Guizhou pour qu’ils puissent démarrer leurs activités. L’argent est utilisé pour recruter des anciens du gang Paoge, puis créer la bande criminelle Fufengshan. Celle-ci est divisée en trois unités, puis en diverses équipes et groupes. Jusqu’en 1936, deux unités de Fufengshan absorbent 3 000 à 4 000 membres du Clan Hong. À l’échelle de toute la province, ces structures criminelles comptent environ 30 000 hommes.

• Au Gansu

Dans cette région, la soumission (à divers degrés et pour diverses raisons) de la population à l’entité criminelle Hong permet au milieu de prospérer.

Après la conquête de Ganzheng par Zhu Shaoliao, le Clan Hong se développe vite. Selon les statistiques officielles, de 1931 à 1941, 10 % des paysans, 30 % des ouvriers, 30 % des personnalités des affaires, 10 % des adhérents de cercles militaires, politiques ou de l’éducation, 30 % des maires des villes et villages et 30 % des officiers et soldats des unités de sécurité adhèrent, à divers niveaux, au Clan Hong. Parmi les branches les plus importantes, il y a la Zhonghuashan, la Wulongshan et la Xinglongshan, etc.

La Zhonghuashan se constitue officieusement dès 1933, son chef est Min Zhujiu. En 1935, son inauguration officielle se tient dans la commune

de Xifeng, dans l’est du Gansu. Elle recrute plus de 25 000 adhérents de tout niveau.

La Wulongshan est inaugurée en mai 1935 à Lanzhou, forte de 18 000 membres ; la Xinglongshan est inaugurée la même année. Elle recrute ensuite 7 000 membres à Lanzhou et dans la région.

• Au Shanxi

Dans cette région, le Gang Vert est littéralement implanté par l’armée. En novembre 1930, Yang Hucheng, général commandant la 17^{e} armée, occupe Xi’an et prend aussi le poste de préfet provincial du Shanxi. Dès lors, le Gang Vert démarre ses activités dans la région. Kang Shuping, membre de l’ordre Tong du Gang Vert et fonctionnaire provincial, commence à recruter des affidés en quantité, dont nombre d’intellectuels. Tout comme le chef du district policier de Fengxian, Liu Haiting et Ye Xingpu (deux hauts fonctionnaires à la préfecture de police de Xi’an et membres de l’ordre Tong) recrutent aussi de nouveaux membres, en général des fonctionnaires.

À l’été 1935, le général Zhang Xueliang et son armée du Nord-Est reçoivent l’ordre de s’emparer du Shanxi ; Wang Datong, membre de l’ordre Da du Gang Vert, l’accompagne à Xi’an, recrutant au passage nombre d’affidés parmi les officiers de l’armée. Pour se renforcer au Shanxi et au Gansu, les 84^{e} et 86^{e} divisions de l’armée du Nord-Est légalisent alors le gang Gelaohui.

• Au Shandong

Tout comme au Guizhou, les liens des chefs mafieux avec le Milieu de Shanghai leur procurent une certaine prospérité. Mais, en revanche, le mode de recrutement régional est foncièrement original, un « modèle » ensuite repris ailleurs en Chine et qui existe encore de nos jours.

De septembre 1930 à janvier 1938, Han Fujü préside l’administration provinciale du Shandong ; il soutient Li Jinglin, membre de l’ordre Da du Gang Vert, qui crée la Maison des Arts Martiaux du Shandong ; sous cette couverture, Li Jinglin recrute une masse d’adhérents pour le gang. Pour renforcer la structure mafieuse, certains novices du Shandong se rendent à Shanghai pour adhérer à l’ordre Da du gang. La symbiose entre certaines

écoles d’arts martiaux et le milieu criminel, innovation de cette époque, perdure jusqu’à nos jours mais est encore peu analysée.

• Au Jiangsu

Dans cette province, le Gang Vert a également été innovant en recrutant, pour son image, des religieux bouddhistes et taoïstes.

Depuis 1929, la direction de la Brigade de recherches de la Police de Wuxi est successivement assumée par Jiang Sangling, Xue Fuduan, Li Gusheng, Li Hansheng et Zhong Jihe, tous membres de l’ordre Tong du Gang Vert. Ils utilisent le Milieu pour régler certaines affaires criminelles, puis ayant quitté ce poste, ils « protègent » contre rémunération les casinos, fumeries d’opium et maisons closes.

Durant l’hiver 1931, une dizaine de fonctionnaires de Nantong accompagnent à Yangzhou un membre de l’ordre Da du Gang Vert, pour y recruter des membres. Localement, les nouvelles recrues comprennent des cadres du monde politique et administratif, des militaires, policiers, gendarmes, agents spéciaux du Kouo-min-tang, des propriétaires terriens et commerçants, des prostituées et criminels locaux. En fait, pour garantir leurs intérêts et leur sécurité, de jeunes vendeurs, des petits propriétaires, des forains, patrons de maisons de thé et autres petits commerçants dépensent beaucoup d’argent pour adhérer au Gang Vert. Une nouveauté cependant : le recrutement de moines bouddhistes et de prêtres taoïstes de la région.

En 1932, deux membres de l’ordre Tong du Gang Vert fondent la société Wen, cherchant en priorité l’adhésion de fonctionnaires du ministère des Transports et de membres de la société Fuxing, un service secret du Kouo-min-tang créé en 1932.

• Dans les provinces du Nord-Est

En septembre 1931, les Japonais occupent, en quelques mois, les 3 provinces du Nord-Est. Certains chefs mafieux de ces régions passent alors ouvertement à l’ennemi. Des membres de l’ordre Da du Gang Vert comme Zu Xianting, Dong Shide, Yuan Zuoqing et autres, se rallient ainsi aux Japonais qui les appuient dans la vente d’opium et la prostitution. Après la fondation du Mandchoukuo, Fu Ziheng, membre de l’ordre Tong du Gang

Vert, prend le commandement de la 1re brigade de l'armée proniponne stationnée à Fengtian. Dans les casernes de Fengtian, beaucoup d'officiers se rallient à lui et forment un groupe local du Gang Vert. Cette alliance entre triades et autorités d'occupation japonaises aura des conséquences décisives sur les évolutions criminelles des 10 années à venir.

• Dans les provinces du Nord

Après l'occupation des 3 provinces du Nord-Est, les Japonais cherchent à annexer toute la Chine du Nord. Le 8 novembre 1931, à Tientsin, le chef local du renseignement militaire japonais pousse à la rébellion des groupes de voyous du Gang Vert, infiltrés dans les services publics. Les affidés de Yuan Wenhui, célèbre chef du Gang Vert de la concession japonaise de Tientsin, sont au cœur de la rébellion. Après la signature du Traité de Tanggu le 3 mai 1935, le renseignement militaire japonais soudoie seigneurs de guerre, politiciens aigris et autres mafieux pour qu'ils déclenchent des rébellions. Les Japonais incitent Bai Jianwu et autres à assassiner le président de la province du Hebei, puis ordonnent à Li Dasen, chef local du Gang Vert, d'organiser une troupe en civil basée à Tientsin, qui coopérera avec l'armée japonaise pour provoquer des incidents à Pékin et Tientsin.

Cependant, d'autres chefs du Gang Vert et du Hong Men s'opposent vivement aux manœuvres japonaises et la prise de contrôle de la Chine du Nord échoue. Mais, sur la recommandation de Yuan Wenhui, les Japonais enrôlent l'ordre Tong du Gang Vert de Tientsin. De 1931 à 1937, celui-ci aide la compagnie nippone Dadong à rafler des ouvriers chinois envoyés de force travailler au Japon. Parallèlement, Yuan Wenhui conduit des ouvriers dans un camp militaire japonais de la région pour y creuser des souterrains. Ces travaux achevés, ils sont assassinés et leurs corps jetés à la rivière.

Les activités mafieuses durant l'occupation japonaise (1937-1949)

Pendant la guerre contre le Japon, les organisations criminelles sont actives mais divisées. Toutes prennent des positions politiques claires. Certaines, convaincues par le parti communiste et ses forces armées, s'engagent dans la résistance contre le Japon ; d'autres, proches du Kouo-min-tang résistent aussi ; d'autres enfin rallient les Japonais. Durant cette

période, la criminalité se développe surtout dans les zones dominées par le Kouo-min-tang, ou occupées par le Japon.

Le Milieu dans les zones Kouo-min-tang

Pendant la Guerre de Résistance contre le Japon, les activités des triades dans les zones dominées par le Kouo-min-tang concernent d'abord le Gang Vert de Shanghai et la Gelaohui du Sichuan.

Les activités des triades Qing Bang et Hong Men dans les zones Kouo-min-tang

À partir de juillet 1937, devant la vague de résistance antijaponaise dans le pays, le Gang Vert de Du Yuesheng s'engage dans la résistance. Dès l'occupation de Shanghai par l'armée japonaise, Du Yuesheng se réfugie à Hong Kong. En 1939, sur proposition de Du Yuesheng, le comité central du Kouo-min-tang fonde la Commission de Shanghai pour la Réunification qui comprend 5 membres : Du Yuesheng, le vice-ministre du ministère de l'Organisation, Wu Kaixian, Dai Li, Jiang Bocheng et Wu Shaopeng. Du prend la présidence, Wu Kaixian est secrétaire général. Grâce aux forces criminelles locales, la Commission pour la Réunification contraint des personnalités du monde financier, industriel et commercial, des ouvriers qualifiés et de jeunes intellectuels à migrer en masse de Shanghai vers les zones contrôlées par le Kouo-min-tang. La Commission pour la Réunification prend aussi le contrôle des activités antijaponaises menées à Shanghai.

Mais les activités politiques de Du Yuesheng n'empêchent pas les autres, purement mafieuses. D'autant moins que le marché de Hong Kong s'ouvre désormais à lui. En 1938, Du Yuesheng fonde la société Gangji avec le chef des services spéciaux Dai Li pour importer à Hong Kong l'opium brut du Sud-Est. Cette société possède des filiales à Tchongking et à Hong Kong. Du Yuesheng récupère ensuite plusieurs tonnes d'opium brut, cachées à Fuling, et les confie à la Compagnie Gangji pour être vendues. Afin de traverser sans dommage les zones de guerre jusqu'au Guangdong les 40 camions chargés d'opium sont escortés par des militaires. L'opium est ensuite vendu à Hong Kong et dans les zones occupées.

En 1940, à échéance du plan de six ans de prohibition de l'opium, le gouvernement du Kouo-min-tang interdit à nouveau le trafic d'opium brut, et exige un certificat du ministère des Finances pour son exportation. En décembre 1941, c'est le début de la guerre du Pacifique et l'occupation de Hong Kong par le Japon : pour continuer son trafic de drogue, Du Yuesheng confie 5 millions de yuans à Fan Shaozeng, un seigneur de la guerre du Sichuan, afin qu'il corrompe le ministre des Finances H. H. Kung.

Du Yuesheng obtient alors rapidement un « laisser-passer » pour son opium. De plus, Dai Li envoie ses agents secrets accompagner plusieurs dizaines de camions chargés de l'opium de Du jusqu'au Guangxi où la drogue est livrée aux trafiquants de Hong Kong. Grâce à quoi, la Gangji gagne 35 millions de yuans, partagés entre Du Yuesheng et Dai Li.

En mars 1942, Du Yuesheng crée à Tchongking la Société Fiduciaire de Chine dont il devient président et Yang Guanbei, directeur général. L'objet officiel de cette entreprise est le négoce de divers biens et matériaux dans le pays. Elle obtient les autorisations nécessaires de l'inspection du transport dite « Bureau de transport de marchandises vers les champs de bataille », contrôlé par Dai Li. En 1943, Du Yuesheng et Dai Li fondent encore la société Tongji, spécialisée dans le commerce (matières premières et opiacés) avec les zones occupées. Du Yuesheng en est le président et Yang Guanbei, à nouveau, le directeur général. La société Tongji ouvre des filiales à Shanghai et à Kunming et, grâce au financement de quatre banques d'État, Zhongyang, Zhongguo, Jiaotong et Nongmin, elle importe, des zones occupées, pour plusieurs millions de yuans de cotonnades.

À Shanghai, Xu Caicheng fonde la filiale de la société Tongji, avec un contre-amiral japonais, chef local du service de renseignement. À l'origine, ce dernier cherche à contacter Du Yuesheng par le biais de Xu Caicheng, puis à accéder *via* Du aux dirigeants du Kouo-min-tang, pour les décider à capituler. Mais la guerre d'invasion se prolonge et le Japon manque de ressources stratégiques ; le renseignement japonais accepte donc le plan de Xu Caicheng : échanger les biens stratégiques produits dans les zones du Kouo-min-tang contre les cotonnades des zones occupées par le Japon. Ainsi, grâce à la collusion de Japonais, de militaires corrompus et de mafieux liés au Kouo-min-tang, ces cotonnades parviennent à Xi'an et la Tongji s'enrichit de ce monopole.

Mais toutes les spéculations de la Tongji ne finissent pas toujours aussi bien : le deuxième lot de cotonnades est confisqué par le général Gu Zhutong, commandant le troisième front du Kouo-min-tang. Au printemps 1945, Du Yuesheng et Dai Li prennent le contrôle direct de ce négoce, jusqu'à la fin de la guerre contre le Japon.

Par ailleurs, après l'occupation de Shanghai par les Japonais, le chef mafieux Zhang Shusheng quitte Shanghai et s'installe à Tchongking en janvier 1938. Cette figure de l'histoire criminelle est la tête du « double dragon », à la fois dirigeant du Gang Vert, mais aussi de sa concurrente Hong Men.

Zhang Shusheng agit à partir d'une maison qui couvre des activités criminelles. Comme les autres chefs mafieux, il prend à l'époque des positions politiques, écrivant tour à tour l'*Esprit de la Nation* et la *Suite de l'Esprit de la Nation* pour inciter les membres du Gang Vert à lutter contre les Japonais. À Tchongking, à chaque cérémonie d'initiation de novices, Zhang Shusheng expose l'histoire et les principes patriotiques du Gang Vert, exploitant l'actualité pour engager les mafieux à s'opposer aux Japonais. Zhang Shusheng est alors considéré comme le chef de la triade Hong Men pour les 5 provinces du Nord-Est. Pendant la guerre contre le Japon, il écrit le *Récit des Hong Men*, livre adaptant aux circonstances les 10 règles et 36 serments des initiés et y ajoutant des passages antijaponais.

En novembre 1941, avant que n'éclate la guerre du Pacifique, Du Yuesheng quitte Hong Kong pour Tchongking. Peu après, sous la présidence de Lu Jingsheng et autres, à la suite de démarches menées par Tang Zanzhi et Shen Chubao, une filiale de la société Heng (déjà évoquée plus haut) est fondée à Tchongking, le siège de la société passant alors de Shanghai à Tchongking. Recrutés par Du Yuesheng, les affidés de la société Heng de Tchongking sont des membres renommés de la société civile, ou des agents de renseignement. Pour renforcer encore ses liens avec le gouvernement du Kouo-min-tang, Du Yuesheng crée un groupe d'experts ès renseignements comprenant le conseiller législatif Jian Guanshan, le général en chef de l'armée de l'Air Mao Bangchu, le chef de la 88^{e} division Sun Yuanliang et certains fonctionnaires du ministère des Finances.

Après Tchongking, la société Heng créée des filiales à Chengdu, Baoji, Xi'an, Luoyang, Guilin et Lanzhou, etc. Pour que ses membres se repèrent

aisément, la Heng fabrique à leur intention des bagues spéciales. Grâce aux triades, Du Yuesheng fonde des filiales de la banque Tongshang à Tchongking et autres villes de la région : toutes sont dirigées par un initié de la société Heng qui a lui même recruté, comme point d'appui, un noyau criminel au sein de sa banque. Mais pour les banques comme pour le coton, tout ne se passe pas aussi aisément que prévu.

Après l'occupation de Shanghai par les Japonais, Fu Xiaoan – l'ancien patron de la banque Tongshang – passe à l'ennemi japonais et devient maire de Shanghai. Fu hait Du Yuesheng qui l'a dépouillé de la banque, avec le soutien du gouvernement du Kouo-min-tang. Pour se venger de Du, Fu prépare alors la faillite des banques Tongshang et Zhonghui, toutes deux présidées par Du Yuesheng. Mais en octobre 1940, Fu Xiaoan est assassiné à Shanghai par son valet, soudoyé par Du Yuesheng. Voulant renforcer son contrôle sur la banque Tongshang, celui-ci exige du ministère des Finances, en juin 1943, la clôture du siège social de la banque Tongshang à Shanghai et le transfert à Tchongking de son siège social.

Pendant la Guerre contre le Japon, la plupart des membres de la société Wen (une filiale de la triade Hong Men) de Nankin et Shanghai se réfugient à Tchongking, où ils poursuivent leurs activités. À l'été 1939, ils fondent la montagne des Cent Fleurs, autre filiale de la Hong Men qui a pour devise : « Lutter contre le Japon et reconquérir le sol de la patrie ». Wei Zuomin en est le chef ; Cui Xilin, directeur général des chemins de fer, et Jiang Chuou, commandant les blindés, sont ses adjoints. Ils décident de contacter les filiales de la Hong Men dans tout le pays, utilisant ainsi la montagne des Cent Fleurs pour organiser le mieux possible la Hong Men dans le pays.

Les activités de l'organisation criminelle Paoge au Sichuan

La période est également agitée au Sichuan, ce qui commence à inquiéter les triades car des entités criminelles venant d'autres provinces chinoises se réfugient au Sichuan pour y fuir l'occupation japonaise. Cela met fin au monopole de la Paoge et stimule les autres entités criminelles de la province. Aussi, au début de la Guerre de Résistance, le Comité régional du Kouo-min-tang lance le slogan « les Paoge doivent lutter contre le Japon », et envoie en 1939 des émissaires organiser les fameux Aînés et Anciens, ce qui renforce cette triade jusqu'alors réprimée. Résultat :

nombre de fonctionnaires du Kouo-min-tang et d'intellectuels adhèrent à cette triade, qui ne se rallie pas pour autant au gouvernement.

La même année, le quartier général de Chengdu prend une « mesure pour diriger et utiliser les Hans », dont les principes sont que les membres fidèles du Kouo-min-tang peuvent adhérer au Paoge tout en restant fidèles à leur parti, et que le parti accepte les chefs et les éléments actifs des Paoge pensant ainsi qu'ils seront sous son contrôle.

Préparée par la section sociale du Comité Central du Kouo-min-tang, approuvée par son Comité militaire, puis publiée et appliquée, cette mesure vise à placer la puissance des sociétés secrètes sous le contrôle du Kouo-min-tang et, ainsi, à renforcer son contrôle sur les populations.

Tout au long de la Guerre de Résistance, l'administration du Kouo-min-tang, ses services spéciaux, sa police et ses gendarmes se battent pour enrôler les triades, qui forment à la fin un maillage serré d'entités criminelles ; d'un côté, elles défendent et renforcent le Kouo-min-tang mais, de l'autre, elles contribuent à une forte criminalisation de tout le pays.

Petit à petit, les criminels infiltrent divers organismes officiels stratégiques : le Bureau des enquêtes et statistiques du service secret, puis le Renseignement militaire. Le pays, compte alors beaucoup de mafieux dans les unités d'inspection des garnisons, dans les unités de police criminelle ou les brigades de recherche des villes grandes et moyennes. Ainsi de Tang Yi, ancien chef du bureau d'enquête du quartier général de Chengdu, nommé en août 1939 chef de la Police de ce chef-lieu du Sichuan, qui est lui-même un criminel issu de l'organisation Paoge. Plus tard, il infiltrera le Renseignement militaire.

Autre exemple célèbre à l'époque, celui de Yin Yunhua, n° 2 du service d'inspection de la garnison de Chengdu en 1945, puis chef du bureau du renseignement du district ; il est aussi l'un des chefs des entités criminelles Rongnan et Rongbei, filiales de l'association Hexutong. Dès sa nomination, Yin Yunhua fonde l'association Huacheng, qui compte rapidement 37 filiales et recrute environ 30 000 membres. À l'époque, la plupart des officiers de renseignement du district adhèrent au Paoge et à l'association Huacheng. De ce fait, Yin Yunhua fait arrêter tous ceux qui lui portent ombrage, et multiplie les activités criminelles.

Huang Yaguang est un autre grand chef mafieux infiltré dans les services officiels. En 1940, officier de renseignement d'état-major, Huang

Yaguang entre aux services spéciaux militaires ; il y devient chef du 3e groupe de transmissions du quartier général de Chengdu, et n° 2 de la brigade de recherches de la ville. Huang Yaguang ordonne alors à un adjoint de fabriquer de faux permis de détention d'armes et mandats de perquisition, vendus ensuite 10 000 yuans pièce. Huang s'abouche aussi avec des criminels locaux pour échanger de l'opium brut contre des armes à feu puis le vendre à Chengdu.

En 1939, l'officier de renseignement militaire Zhou Xunyu est muté de Shanghai à Tchongking, comme chef de groupe. Une fois nommé, il installe à Tchongking le siège de la filiale Zhengchengshe des Paoge, et ouvre aussi une filiale secrète du groupe qui lui permet de contrôler les triades des environs. En 1943, il devient chef du service de recherches au quartier général du district de Luxian, au Sichuan. S'entourant de divers cadres du service d'enquête, il y crée des filiales de la Zhengchengshe. Peu après, la bande Dadaohui (Association des grands sabres) se soulève à Yibin, contre la conscription du Kouo-min-tang. Grâce à ses relations avec la Paoge et sa filiale Zhengchengshe, Zhou Xunyu recueille du renseignement, puis écrase la Dadaohui. L'année suivante, il est promu commandant en second de la garnison.

Il en va de même dans la police. Pendant la guerre contre le Japon, le quartier général de la garnison de Chengdu et celui des unités de secours de cette ville possèdent un vaste réseau d'espions recrutés dans la Paoge. En 1938, Xu Zichang, chef de la brigade de recherche de la garnison de Chengdu, demande à Diao Qingyun, chef Paoge de l'Ouest du Sichuan, de former l'association Xicheng. Diao prendra sa présidence et Xu, le poste de vice-président.

Parmi les chefs de la Paoge liés à la Xicheng, on trouve à l'Est (du Sichuan), Tian Zefu, au Sud, Qiao Zijun et Yang Renan, à l'Ouest, Che Ziqian et Hou Shaoxuan au Nord. Après la mort de Diao Qingyun, Xu Zichang lui succède comme président. Vers 1940, Xu Zichang – autorisé par le général commandant la garnison – publie un annuaire des mafieux de la Paoge qu'il diffuse dans la Xicheng et ordonne à son frère-juré Jiang Haocheng de fonder l'association Tongsheng ; Zhou Guoxin fait de même avec l'association Yong'anxing ; Huang Yaguang avec l'association Qunyi ; Zeng Wenhua, avec l'association Jucheng. Au total, 2 à 300 filiales forment

le réseau d’espions des Paoge pour le compte du quartier général de la garnison. À elle seule, la Tongsheng possède plus de 20 filiales.

Ne se limitant pas au seul renseignement, Jiang Haocheng et ses sbires trafiquent les stupéfiants et s’allient aux criminels de la région ; ces derniers doivent désormais s’annoncer à Chengdu et ne peuvent y commettre des crimes qu’avec l’accord de Jiang Haocheng, qui protège les propriétaires de fumeries d’opium et de casinos contre une « taxe de protection ». Ceux qui ne paient pas, ou mal, se voient confisquer leur opium ou leurs enjeux, et sont convoqués au quartier général pour des sanctions et des amendes. Xu Zichang, quant à lui, mandate ses subordonnés pour aller dans les montagnes échanger des armes contre un opium ensuite rapporté à Chengdu et vendu dans les fumeries de Xu.

Le chef enquêteur Huang Yaguang, lui, crée 9 filiales de l’association Qunyi. En 1939, Huang incite les membres de Qunyi à adhérer au Comité de Chengdu du Kouo-min-tang. En 1938, Li Shuhua, chef d’une brigade de la 95^{e} division, prend le commandement en chef de la zone de défense du Sichuan comptant sept districts, Chengdu inclus. Il contacte alors ouvertement les Paoge et nomme He Zaizhi, chef des Paoge du district de Xinfan, patron de la brigade de recherche locale ; elle-même est divisée en 5 unités, toutes commandées par des Paoge.

Dans la police militaire, même constat : malgré l’interdiction d’approcher le Gang Vert ou le Hong Men, les policiers militaires en poste à Chengdu adhèrent en masse au Gang Vert, les généraux Yan Chunjiao et Guo Daren étant eux-mêmes des chefs de ce gang.

L’échec des campagnes antitriades au Sichuan

En raison de la tolérance et du soutien du Kouo-min-tang, le Milieu exploite les populations locales : il pratique l’extorsion de fonds, le meurtre, le viol, le proxénétisme, le trafic de drogue, rackette les casinos. Certains chefs du Kouo-min-tang ont beau ordonner de poursuivre les triades, le résultat est nul. De 1940 à 1944, ces criminels vont passer leur temps à attaquer la faction du Kouo-min-tang hostile aux criminels.

En novembre 1940, Zhang Qun, à peine nommé gouverneur du Sichuan, prononce la dissolution des Paoge, mesure par la suite bafouée. En effet, le général Peng Huanzhang, chef de corps de Chengdu, ordonne à son

subordonné Huang Yunzhang de créer l'association Hexutong dont, en mars 1943, il fait publiquement célébrer la fondation à Chengdu. Peng Huanzhang envoie ses troupes protéger les accès au Grand Théâtre Huaying, dans la rue Dongdingzi, où la cérémonie doit se tenir. Dans le théâtre illuminé et décoré, les dirigeants de 200 filiales des Paoge de Chengdu et plus de 2 800 mafieux du Sichuan participent à la fête. Au total, les participants sont plus de 10 000. Devant eux, Peng Huanzhang s'exprime sur l'histoire, la fondation, et le développement du Hexutong, et sur son projet de recruter plus de 80 000 membres. Il conclut en souhaitant la bienvenue aux frères des autres entités criminelles – s'opposant ainsi publiquement à Zhangqun. Devant cette situation, le chef de la police chargé de la lutte antitriades rend sur le champ compte à Zhangqun, qui doit reconnaître son impuissance.

L'année suivante, Leng Kaitai, officier de renseignement et membre des Paoge, fonde à Chengdu l'association Hanhua. Celle-ci crée à son tour 7 filiales comptant quelque 2 000 membres. Leng Kaitai fonde aussi la société Hanhua pour négocier les produits locaux du Sichuan. Tous les adhérents de la Hanhua, ainsi que les Paoge du Sichuan doivent investir dans la société.

À Tchongking, Tian Desheng, célèbre chef des Paoge, fonde l'association Ren au début 1944. En mars de la même année, Feng Shizhu, qui préside déjà l'association Shude, décide d'en fonder une autre, nommée Yi. Dans un rapport interne, le service secret admet (à Chengdu et au Sichuan) que « les infiltrés du Paoge sont si nombreux dans les administrations et services officiels que le gouvernement en pâtira gravement si nous les éliminons. Tous les districts attendent de voir pourquoi Chengdu et Tchongking ne décident pas clairement de dissoudre les triades, les ordres répressifs demeurant lettre morte ». Ce constat signe le coup d'arrêt pour les membres du Kouo-min-tang vraiment engagés dans la lutte contre les triades.

Le Milieu dans les zones occupées par les Japonais

Ce qui est vrai pour les régions sous le contrôle du Kouo-min-tang l'est plus encore pour celle occupées par les Japonais. Ceux-ci ont un besoin vital des triades pour mater la population et recueillir du

renseignement, moyennant quoi ils les laissent mener en paix leurs opérations illégales.

Alliance des triades et du gouvernement japonais du Nord de la Chine

Le 7 juillet 1937, les Japonais attaquent Pékin et Tientsin, qui sont occupés les 28 et 30 juillet. Puis l'armée japonaise occupe l'essentiel du Nord de la Chine ; or, là où elle s'installe, les membres locaux du Gang Vert passent à l'ennemi les uns après les autres. Nombre des membres du Gang Vert travaillent ainsi pour le service de renseignement de la police militaire japonaise. Parmi les structures sous contrôle criminel ralliées aux Japonais, les plus connues sont la Corporation des transports fluviaux et l'Association de la moralité d'Anqing.

Tientsin occupé et afin de protéger la sécurité du transport fluvial au Hebei des matériels militaires, les Japonais incitent Wu Pengju et Zhang Yinghua (ancien ministre des Finances du gouvernement de Beiyang), tous deux membres de l'ordre Da du Gang Vert, à organiser la Corporation des transports fluviaux en utilisant l'appareil mafieux, sous contrôle d'un officier de renseignement japonais. Parmi leurs conseillers, on trouve Zhang Kui, patron de la triade Hong Men du Nord de la Chine. Dans ses statuts, la Corporation de Tientsin se déclare ouvertement affiliée au Gang Vert.

Pour contrôler les Chinois par le biais de structures mafieuses, les agents secrets japonais se font les disciples de Wu Pengju et adhèrent à sa triade. Dès leur adhésion, ces agents incitent les chefs du Gang Vert à créer une brigade de sécurité fluviale ; ils confient aussi à Wang Shihai, autre cadre du Gang Vert, la création d'une Brigade armée de justiciers qui sécurisera les voies de chemin de fer, notamment celles de Pékin, Tientsin, etc. À la mort de Wu Pengju, Zhang Yinghua change le nom de la société en Corporation des transports fluviaux de Chine, se nomme président, puis créée des filiales à Taiyuan, Shimen, Zhengding, etc.

Jinan à peine occupé, l'Association de la moralité d'Anqing de la province du Shandong est créée par Qian Baoheng, membre de l'ordre Da du Gang Vert local ; l'association proclame vouloir « unir les membres d'Anqing, préconiser la loyauté, respecter la morale, promouvoir l'amitié entre la Chine et le Japon, pour établir une paix éternelle en Asie de l'Est ».

Cette association est entièrement contrôlée par le service secret japonais installé à Jinan et reçoit deux livraisons d'héroïne par mois, l'équivalent de 3,5 kg d'or, en échange de renseignements. Le 14 juillet 1940, l'Association de la moralité d'Anqing de Jinan est officiellement inaugurée. Des dignitaires du gouvernement « fantoche » (pronippon), de l'armée japonaise et quelque 600 membres du Gang Vert assistent à la cérémonie. Peu après, les bandes du Gang Vert contactent l'Association de la moralité d'Anqing de Jinan pour créer des filiales communes dans les divers districts. Jusqu'en juin 1942, il se forme ainsi 28 filiales dans les districts de la région, Chengwu inclus, comptant 22 650 membres, entièrement contrôlées par de grands industriels, des criminels et les despotes locaux.

Il existe aussi une filiale de l'Association de la moralité d'Anqing à Pékin, présidée par un membre de l'ordre Da du Gang Vert. Pékin occupé en juillet 1937, deux colonels et un conseiller de l'état-major japonais local y adhèrent. En échange, durant l'hiver 1941, des dignitaires mafieux chinois adhèrent à la contrepartie japonaise de cette association, l'Association Générale du nord de Chine de la moralité d'Anqing, créée par les occupants nippons et les collaborateurs chinois locaux. Tous sont au service de l'armée japonaise et recueillent du renseignement sur la 8e armée chinoise. En novembre 1939, une filiale de l'association est créée dans la ville de Linfen, au Shanxi.

En mars 1942, une centaine de personnes fondent l'Association générale de Tientsin de la moralité d'Anqing. Autorisée par le gouvernement de Tientsin, elle est à la fois filiale de l'Association générale de Chine d'Anqing et de la Corporation des transports fluviaux de Chine. Avec l'aide des services spéciaux japonais, on a auparavant construit le temple des ancêtres d'Anqing, siège de l'association. Dès sa création, l'association recueille par tous les moyens du renseignement pour les Japonais grâce à des complices infiltrés dans les restaurants, hôtels, lieux de loisirs, fumeries d'opium, casinos, maisons closes, gares et ports, etc. Ils s'informent sur les évolutions politiques, les activités économiques, le suivi des personnages importants, l'opinion publique et bien sûr les opérations de la 8e armée. Les mafieux fournissent ce renseignement à la police militaire,

aux services spéciaux, au consulat général japonais de Tientsin, à l'état-major japonais régional (armée de terre et marine).

Pour plaire aux Japonais, l'association prélève des lots de prostituées dans ses maisons closes et les livre aux casernes japonaises ; comme on le sait, beaucoup y sont torturées à mort.

Les triades lors de l'occupation de Shanghai

Shanghai occupé par l'armée japonaise, les chefs des triades restés sur place passent en majorité du côté des Japonais. Au sein du groupe des Trois gros bonnets, Du Yuesheng, qui soutient la résistance, a fui à Hong Kong, Zhang Xiaolin et Huang Jinrong restent à Shanghai. Amadoué par les Japonais, Huang Jinrong ordonne à son associé Yang Zhengxin de prendre la présidence d'une association collaboratrice. Mais celui-ci est assassiné par des agents secrets du Kouo-min-tang, qui conseillent à Zhang et Huang de cesser de fréquenter les Japonais. Sous prétexte de maladie, Huang Jinrong refuse donc de présider toute instance projaponaise.

Dès mars 1938, le service secret japonais soudoie les chefs du Gang Vert ; Huang Jinrong reçoit 5 000 yuans par mois, et Zhang Xiaolin, 3 000. À partir de 1939, les Japonais les paient, non plus en argent, mais en livraisons de stupéfiants. Mais, effrayés par les représailles du Kouo-min-tang, Huang Jinrong et Zhang Xiaolin jouent en fait un double jeu : ils restent en contact avec le gouvernement nationaliste chinois, tout en demandant à certains de leurs sbires de recueillir du renseignement pour les Japonais.

À l'été 1938, Huang Jinrong conclut un accord avec l'armée d'occupation : il soutient le gouvernement japonais et envoie ses hommes dans les structures projaponaises ; en échange de quoi, il s'occupe du négoce d'opium pour ses partenaires. En 1940, des proches de Huang participent aux festivités de fondation du nouveau gouvernement collaborationniste de Nankin ; en 1942, quand son frère-juré Chen Qun devient gouverneur du Jiangsu, Huang se rend à Yangzhou avec de nombreux associés pour le féliciter.

Double jeu des triades de Shanghai

Comme ailleurs en Chine, les mafieux restés dans les territoires occupés tentent d'infiltrer les organismes politiques locaux. Sous la protection de Huang Jinrong, ils sont nombreux à s'installer dans les organismes japonais : les chefs des districts de Wuxian, Jiangyin et Songjiang et le chef de la brigade de sécurité du district de Wuxian sont ainsi tous membres de la triade de Huang. Cependant, en raison des menaces du Kouo-min-tang, Huang lui-même se tient à l'écart des Japonais. Après l'assassinat de Zhang Xiaolin en août 1940, il resserre même secrètement ses contacts avec le général en chef de la Troisième zone de guerre du Kouo-min-tang et s'engage à lui fournir des armes, des médicaments et de la nourriture.

L'assassinat de Zhang Xiaolin est une douche froide pour les triades restées à Shanghai. Au début, celui-ci n'avait pas publiquement mené d'activités projaponaises mais avait simplement demandé à des proches de recueillir des informations pour le Japon. Mais, par la suite, il s'engage publiquement pour les Japonais et fonde l'Association pour la Promotion de la Paix de l'Asie de l'Est, pour fournir aux Japonais du charbon, du riz et du coton, ainsi que du matériel de guerre. Sous protection japonaise, Zhang Xiaolin continue par ailleurs le trafic d'opium, et la gestion de casinos.

Avec l'accord du quartier général de l'occupant, il fonde aussi la Maison Hongjishan qui jouit du monopole de la vente de l'opium au Jiangsu et au Zhejiang, où il remplace de fait Du Yuesheng. Très influent dans les triades du Zhejiang, Zhang devait même (en août 1940) devenir gouverneur de la province mais il est exécuté peu après sur ordre de la Sécurité militaire du Kouo-min-tang.

Collaboration des triades : le cas Chang Yuqing

Ces menaces ne dissuadent cependant pas tous les chefs mafieux. Un autre chef du Gang Vert, Chang Yuqing, se rallie très tôt aux Japonais dont il était partisan avant même que la guerre n'éclate. Chang Yuqing, initié de l'ordre Tong du Gang Vert de Shanghai et surnommé « le Du Yuesheng du Nord », a une réputation exécrable et est en contact avec le service de renseignement japonais depuis le début des années 1930.

De 1932 à 1937, il multiplie les manœuvres pour le compte d'agents japonais : recrutement d'enfants de 10 ans, ensuite expédiés au Japon, en

vue de futures opérations en Chine ; constitution d'association collaborationnistes comme, en 1932, l'Association des Citoyens du Nord de Shanghai avec son complice Hu Lifu (ce dernier sera ultérieurement fusillé pour trahison par le gouvernement Kouo-min-tang). Chang Yuqing s'enfuit alors à Dalian puis séjourne un temps au Japon. En 1937, Chang Yuqing rentre à Shanghai et y devient gouverneur du district de Baoshan.

En février 1938, l'autorité militaire japonaise fonde l'Association Huangdao pour, selon sa propre propagande, « détruire la Chine en semblant promouvoir les valeurs asiatiques ». Les Japonais veulent d'abord confier à Huang Jinrong la présidence de l'association, mais comme on l'a vu, celui-ci refuse pour cause de maladie. Chang Yuqing préside alors l'Association Huangdao. En apparence placée sous autorité chinoise, cette association obéit en fait à un colonel du renseignement japonais de Shanghai. Recrutant à l'origine des ouvriers pour l'industrie maritime et diverses usines, l'Association Huangdao devient vite un repaire d'assassins semant la terreur à Shanghai, notamment dans les concessions où, bien sûr, ils ciblent la résistance contre le Japon.

Sur demande et avec l'appui des Japonais, l'association publie la *Revue Huangdao*, comme organe des triades alliées aux Japonais. Mais les assassinats politiques sur ordre nippon restent son activité majeure.

Le 4 février 1938, cinq sbires de la Huangdao assassinent ainsi Cai Diaotu, directeur d'un quotidien, à l'hôtel Xinya de Shanghai. Peu après, la tête de Cai est jetée dans l'artère principale de la concession française, avec un papier portant ces mots « Nous avons frappé sans hésiter le défunt. Que les autres journalistes chinois prennent garde ! ». Le 7 avril, trois autres tueurs assassinent Liu Zhan'eng, président de l'Université Hujiang, qui a refusé le poste de ministre de l'Éducation (du gouvernement collaborateur). Enfin, le 17 juillet, ils assassinent Dai Yong au siège de la Jeunesse chrétienne chinoise, avec des armes fournies par les Japonais.

Outre les homicides, les sbires de la Huangdao enlèvent aussi des résistants, qu'ils entraînent dans leur repaire, l'hôtel Xinya de Shanghai. Ces enlèvements sont suivis de tortures et souvent, de l'assassinat de la victime, ensuite démembrée dans les baignoires de l'hôtel.

Autre spécialité de la Huangdao : l'attentat à l'explosif contre des bâtiments publics, boutiques ou agences de presse. Le 12 juin 1938, Yang Chongyi, un de ses sbires, jette une bombe contre l'Agence du Tourisme de

Chine sise dans la rue du Sichuan. D'autres attentats visent la Caisse des Dépôts, le *Journal du Matin*, des radios, etc.

Comme toutes les triades de l'époque, la Huangdao, qui renseigne les Japonais à titre vénal et non idéologique, étend ses opérations à d'autres provinces de la Chine. Début mai 1938, Chang Yuqing envoie 20 de ses hommes au Nord du Jiangsu pour s'informer sur l'armée chinoise, le nombre des guérilleros et leurs implantations, renseignements ensuite revendus au prix fort aux Japonais. À la mi-mai, Chang Yuqing expédie à nouveau un millier de ses agents, déguisés en paysans, espionner les guérillas. À l'automne 1938, la Huangdao envoie Zheng Wenxiang à Wuhan, à la tête de 30 assassins.

Mais Chang Yuqing n'a pas le monopole du marché de l'information destinée aux Japonais. Dès 1938, Cao Youshan et Li Qintang perçoivent chaque mois des milliers de yuans pour infiltrer les guérillas, et les espionner au profit des services secrets japonais.

L'Alliance d'Anqing : quand une religion protège des activités mafieuses

Pour étendre sa prédation, Chang Yuqing rassemble à Nankin, à l'automne 1938, 14 membres de l'ordre Tong du Gang Vert local, Tang Deyi, He Baichun, Lu Youcai et autres mafieux célèbres, plus des membres de l'ordre Wu ; il s'agit d'organiser l'Alliance d'Anqing qui prône la renaissance de la Religion Huangdao. Aidé par le service secret japonais, et le ministère de l'Intérieur du gouvernement local projaponais, Chang Yuqing célèbre, le 24 décembre à Nankin, la fondation de l'Alliance d'Anqing de Chine. Environ 10 000 membres de l'Alliance assistent à la cérémonie : officiers japonais en poste à Nankin, résidents nippons de Nankin, etc., et, bien sûr, nombre de ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement collaborateur et des émissaires venus de tout le pays.

Lors de la cérémonie, ses dirigeants présentent les objectifs majeurs de l'association : faire renaître la Religion Huangdao, unir tous ses fidèles, travailler au salut national et assurer une paix éternelle à l'Asie. Les adhérents de l'Alliance d'Anqing sont également appelés à « battre les communistes et Tchang Kaï-chek leur allié, soutenir la coopération sino-japonaise, soutenir le gouvernement (collaborateur) ».

Aidés par ce dernier, les membres du Gang Vert multiplient les filiales de l'Alliance d'Anqing dans les provinces, qui se réunissent chaque mois, et organisent une assemblée générale par an. Ils se dotent ainsi d'une couverture et infiltrent plus encore la société chinoise, ayant un pied dans la triade et l'autre dans l'armée ou diverses administrations – le tout bien sûr, au service des Japonais. Dans ces provinces, les officiels deviennent aussi des représentants locaux de l'Alliance d'Anqing.

Mais une triade n'est rien sans racket, drogue, casinos et maisons closes : une entité mafieuse a beau rallier tel ou tel gouvernement, son essence reste criminelle. Ralliées aux Japonais et associées à des entreprises japonaises, ces sociétés criminelles grimées en « religion » trafiquent en masse l'héroïne et l'opium brut jusqu'à Nankin et alentour, avec de considérables profits. Elles ouvrent aussi des casinos, rackettent et exploitent les commerçants.

Wang Zhiping, chef de l'Alliance à Hangzhou, est aussi un cadre du Gang Vert et le commandant de la police du gouvernement (collaborateur) du Zhejiang. Ayant publiquement disposé les affiches de propagande de l'Alliance dans ses bureaux, Wang fonde de nouvelles filiales, recrute des adhérents et les intègre dans ses services comme policiers ou agents de renseignement. Au printemps 1940, à Hangzhou, Wang Zhiping fait ainsi arrêter 9 membres de la résistance, venus préparer des opérations antijaponaises. De fait, la police militaire japonaise lui confie alors des responsabilités régionales plus vastes, ses associés criminels dirigeant de nombreux commissariats dans des districts sous occupation japonaise.

Fusion et centralisation des mafias, renforcement de leur pouvoir

En 1939, de nombreux membres célèbres de l'ordre Da du Gang Vert comme Zhang Dexin et Fan Jincheng, et des membres de l'ordre Tong comme Shen Yizhu et Peng Juquan, passent aux Japonais et développent le Gang Vert en territoire occupé, notamment à Shanghai, Jiangdu, Wuxian, Wujin, Dantu, Wuxi, Nankin, Wuhu, etc. Tous ces bandits sont alors dotés de postes éminents dans des associations collaborationnistes, ou dans le gouvernement pronippon.

Quand, en mars 1940, Wang Jingwei prend la tête du gouvernement d'occupation, il veut renforcer les entités criminelles et associations

mafieuses, qui le soutiennent. Il demande donc au ministre (collaborateur) des Affaires sociales, Ding Moyu, d'ordonner à Zhang Dexin et Chang Yuchun de réorganiser et fusionner diverses sociétés collaborationnistes. Zhang Yinghua, ministre de Wang et ancien président de la Corporation des transports fluviaux de Chine, propose que l'association unifiée devienne l'Association générale d'Anqing de Chine. Ce qui sous-entend et légitimise que la « morale d'Anqing » – donc l'occupation japonaise – doive s'étendre à toute la Chine.

Le 15 mai 1940, l'Association générale d'Anqing de Chine est officiellement fondée à Nankin. Ce jour-là, d'importants personnages du gouvernement collaborateur de Wang – le ministre des Affaires sociales, le secrétaire d'État à l'Éducation, le président de la Commission des régions frontalières, le maire de Nankin, de hauts fonctionnaires et des officiers du quartier général japonais, le chef de la police militaire et celui du service secret – assistent à la cérémonie, parmi une centaine d'émissaires de l'association Anqing venus de toute la Chine. Les directeurs de l'Association sont Chang Yuqing, Zhang Dexin et Zhang Yinghua, le contrôleur général, Zhang Xichen. Le *Journal du Peuple* est créé le 15 juillet 1940 pour faire la propagande de l'Association générale et relier ses diverses filiales. En novembre 1940, l'association envoie Shen Yizhu au Japon y célébrer la fête nationale et « promouvoir les relations diplomatiques » avec les fidèles d'Anqing.

Au sommet de sa puissance, Chang Yuqing, oublie son rang réel dans le Gang Vert et s'imagine qu'il peut la diriger en éliminant Du Yuesheng. Il utilise pour cela la nouvelle Association générale et l'implante partout en Chine[3]. Dès mai 1941, l'Association ouvre 22 filiales dans les provinces du Jiangsu, du Zhejiang, de l'Anhui, du Hebei, du Shandong et du Hubei. En 1942, elle crée les filiales de Tientsin, Shanghai, Tai'an, Fenyang, la fédération des provinces de la Chine centrale et la fédération du Shanxi. Bien entendu, toutes ces diverses filiales s'appuient sur les triades et tirent leurs forces du Milieu implanté en Chine occupée.

La prolifération de ces associations créées par les triades démontre que la puissance du Milieu de Shanghai dépasse largement les bornes de la ville, devenue l'épicentre des triades dans les zones d'occupation japonaise.

Les activités criminelles de la triade Hong Men sous l’occupation japonaise

On l’a vu : après le Gang Vert, la deuxième grande triade de Chine est la Hong Men. Quand débute la guerre contre le Japon, certains membres de la Hong Men passent aux Japonais. Quand la ville de Baotou est occupée, Xi Xiaozhou, chef de la Société des Aînés et des Anciens et président de la Corporation des transports fluviaux, prend le contrôle des voies navigables en collusion avec la police militaire et le renseignement nippon. Comme les autres triades en territoire occupé, Xi Xiaozhou utilise la Société des Aînés et des Anciens pour espionner au profit des Japonais. Très précis, les renseignements fournis par Xi Xiaozhou et ses complices permettent la capture de nombreux résistants, ce qui renforce encore sa capacité d’action criminelle, et lui permet d’ouvrir deux casinos.

En juillet 1937, après la prise de Pékin et Tientsin, le président des Hong Men de Chine du Nord et son complice Zhang Kui aident les Japonais à protéger les transports fluviaux du Hebei. Zhang Kui se rend alors au Japon en tant que chef du Hong Men, puis il s’implante à Pékin, y recrutant divers dignitaires de la garnison locale, du Kouo-min-tang ou du gouvernement collaborateur, nommés « honorables correspondants » du Hong Men.

Lors de l’occupation de Canton, Li Yinnan, directeur de la banque du Guangdong, fonde, avec divers complices et l’appui du service secret japonais, le Bureau sud-ouest du Hong Men pour les Chinois des 5 continents, qu’il préside. Ce « bureau » contraint le syndicat des mécaniciens de Canton, plus d’autres ouvriers et commerçants, à s’y joindre sous peine de licenciement. Ces adhésions obligatoires font que l’association finit par compter environ 100 000 adhérents.

Fin 1940, se crée la filiale de Hankou de l’Association générale d’Anqing de Chine. Ding Zihuang, chef du Hong Men à Wuhan, et d’autres chefs de cette triade infiltrés dans les milieux officiels veulent regrouper toutes les forces de la triade Hong Men pour concurrencer le Gang Vert. Parmi eux, Mu Qishan, chef de la police secrète du district de Hanyang ; Wen Chunqing, chef du service secret de Wuhan du Gouvernement collaborateur ; et Yao Chunjie, chef de la police secrète de Wuhan.

À Wuhan, Ding Zihuang est à la fois employé par la police, les services spéciaux (collaborationnistes), le bureau régional du Kouo-min-tang, etc. L'organisation qu'il fonde, la Dahongshan est énorme, comprenant des agents spéciaux japonais, des hauts fonctionnaires et cadres du Kouo-min-tang, des dirigeants de la police et, bien sûr, des mafieux.

Au printemps 1943, les Clans Hong Men de Wuhan s'unifient en une Association Hongxing pour la justice présidée par Ding Zihuang. Leur ressource majeure est la vente de renseignements. Pour surpasser le Gang Vert, l'Association a besoin d'un bon réseau d'espionnage et ses hommes infiltrent la région de Tchongking en se prétendant « commerçants » pour y recueillir des informations.

L'Association Hongxing pour la justice fonde aussi une compagnie maritime, dont chaque flottille compte une trentaine de navires. Ces bateaux cabotent le long du fleuve Bleu, vers Hankou et Changsha, transportant surtout du matériel militaire japonais. Ils recueillent aussi de l'information au long du trajet, utilisant pour escorte les supplétifs de l'armée Hongxing (équipés par les Japonais) et attaquant les résistants du Hunan et du Guangxi.

En avril 1943, Ye Yinliang, déjà directeur de deux sociétés de transport fluvial et routier au Hunan, fonde une filiale de l'Association au Hunan. À la direction des Affaires fluviales, Ye fonde un bureau pour les besoins spécifiques de l'armée nippone et du gouvernement collaborateur. Jusqu'à fin avril 1945, ce bureau comprend 16 flottilles de bateaux, de 30 bateaux chacune.

À l'hiver 1943, la Confédération des Hong Men de Chine est officiellement fondée à Shanghai et soutient ouvertement l'occupation japonaise. Mais cette confédération n'est implantée que dans la partie occupée de la Chine, et les Hong Men de la Chine libre (telle la branche Paoge déjà évoquée) ne se rallieront jamais à cette confédération, qui dessert leurs intérêts.

1- . En mai 1916, Tchang Kaï-chek est sans ressources à Shanghai : Huang lui offre alors 200 yuans et l'encourage à rejoindre Canton. Ils n'ont ensuite plus de contacts. Un jour, accompagné du général de division Wang Boling de l'armée du Nord, Huang Jinrong visite Tchang Kaï-chek et lui

remet son certificat de disciple. « Les secrets de la reconnaissance de Huang Jinrong comme maître par Tchang Kaï-chek », *in Les coulisses des sociétés secrètes de la Chine moderne*, vol. I, p. 335-337, Maison d'édition du peuple, 1993.

2- . Avec la coopération complète du Qing Bang, de 1933 à septembre 1934, 720 communistes ont été arrêtés à Shanghai dont 65 membres du Comité central, 95 membres des Comités provinciaux et 132 membres des Comités des districts.

3- . *Recueil des documents historiques de Jiangsu*, n° 20, p. 209.

3
Disparition puis réapparition du crime organisé en Chine

La politique et le Milieu

À sa naissance, en 1949, la République populaire de Chine doit affronter de nombreux défis. La guerre civile persiste, le Kouo-min-tang dispose encore d'une armée d'un million d'hommes au Sud-Ouest, au Sud et dans les îles. Dans les régions déjà acquises au nouveau pouvoir, le Kouo-min-tang en fuite est souvent allié aux malfrats locaux pour lutter contre le régime. Dans cet affrontement, le Milieu joue un rôle à la fois politique et criminel, ce qui n'est pas nouveau : de la dynastie Qing à la guerre contre le Japon (1937-1945), et lors de la guerre civile entre le Kouo-min-tang et le parti communiste, les mafias ont souvent tenu une place importante sur la scène sociale et politique.

La plupart des triades s'associent à des partis politiques par intérêt crapuleux. Certaines mêlent intérêts et convictions ; quelques rares autres devenant de vraies sociétés patriotiques. Exemple : l'entité criminelle Zhigong-dang, en fait, une scission de la triade Hongmen implantée en Amérique du Nord. Le 11 mars 1945, des représentants de la Hongmen résidant aux Amériques se réunissent à New York. Des émissaires des États-Unis, du Canada, de Cuba, du Mexique, du Panama, du Pérou, du Brésil et de la Jamaïque fondent une filiale de la Hongmen appelée Zhigong-dang[1].

Avant même sa création officielle, cette branche a pris une part active à la résistance contre l'agression japonaise, expédiant en Chine du matériel destiné à l'armée de résistance et encourageant le Kouo-min-tang comme le parti communiste chinois à s'allier contre le Japon.

Mais après la guerre, tout change. En mai 1947 à Hong Kong, lors du troisième congrès national du Zhigong-dang, ses représentants dénoncent

unanimement le Kouo-min-tang. Ils adhèrent au parti communiste, révisent leurs statuts selon cette orientation nouvelle, recensent leurs adhérents et élisent leurs dirigeants. Ce processus achevé, le Zhigong-dang n'est plus une filiale de l'entité criminelle Hong Men, mais une section d'un parti politique.

Aux débuts de la République populaire de Chine, le parti communiste chinois poursuit cette stratégie d'alliance avec des entités criminelles. En mai 1949, Huang Jinrong et Du Yuesheng sont les deux grands chefs mafieux de Shanghai. Le premier est devenu un important allié du P.C.C., qui l'a recruté grâce à un autre mafieux. À la libération de Shanghai, Huang reste sur place, protégeant même nombre de communistes clandestins de la répression du Kouo-min-tang. Puis il donne au P.C.C. une liste des possessions du Kouo-min-tang et recrute environ 400 chefs mafieux convertis au communisme. Avec l'appui du parti, Huang reconquiert Shanghai.

Peu après, un journal publie une longue *Confession de Huang Jinrong*. Le mafieux y supplie ses collègues criminels et tous les mafieux de leur connaissance de « participer à l'action révolutionnaire », de « confesser sur le champ au gouvernement leurs méfaits passés », « d'avouer leurs fautes au gouvernement et au peuple » et de « dénoncer les contre-révolutionnaires ». Si ces mafieux se régénèrent, conclut-il, le gouvernement amnistiera leur passé[2]. L'extraordinaire « confession » de Huang suscite alors de grandes réactions. Mais, selon un officiel du parti nommé Li Yu, Huang ne se livrera lui-même au comité militaire de Shanghai qu'en 1953 et mourra de maladie la même année.

Situation différente avec Du Yuesheng, le second grand chef mafieux de Shanghai, qui s'est enfui à Hong Kong. Pour le faire rentrer, Pan Hangwen, un cadre du P.C.C., fait alors passer un message au fils de Du, resté à Shanghai. Mais prenant prétexte de sa santé, Du Yuesheng refuse d'y revenir et de s'allier au P.C.C. Le 16 août 1951, Du meurt à Hong Kong de maladie et sa femme transporte alors son corps à Taïwan.

Lorsqu'à l'époque, le parti communiste rallie les bandes criminelles qui y sont disposées, c'est bien sûr pour priver les résistances anticommunistes de ressources. En revanche, les mafieux hostiles et contre-révolutionnaires sont ensuite la cible de violentes campagnes anticrime,

subissant de plein fouet l'interdiction du proxénétisme, de la prostitution et du trafic des stupéfiants.

La drogue, la politique et le Milieu

On a vu que, dès la fin de la dynastie Qing, la drogue est l'une des ressources majeures des criminels chinois. Après 1945, les principaux bénéficiaires de ce marché sont les mafieux politisés. Mais, malgré la répression des criminels insoumis, le trafic perdure. D'après les statistiques officielles du début de la République populaire, il y a alors en Chine 10 000 km^2 de plantations de pavot faisant vivre plus de 300 000 personnes et approvisionnant 20 millions de drogués.

Un des exemples les plus frappants de cette expansion du trafic de drogue est le Guizhou. Dans cette région, la production et le marché sont couverts par le gouvernement du Kouo-min-tang lui-même.

En mai 1948, Tchang Kaï-Chek envoie le général Gu ZhengLun au Guizhou pour diriger cette région. Devant l'avancée de l'armée communiste, celui-ci décide alors de recruter plus d'hommes et, pour trouver les ressources nécessaires, il dépénalise et taxe la drogue, puis en autorise la plantation. Les mafias et les officiels font alors fortune grâce au négoce de la drogue, mais la situation empire pour les paysans. Conséquence : la drogue prolifère dans la région et, à lui seul, le district de Suiyang compte 309 km^2 de plantations de pavot.

Les villes ne sont pas épargnées. Sur 230 000 personnes vivant dans celle de Guiyang, chef-lieu de la région, on compte 40 000 drogués et 20 000 fumeries d'opium. Dans la ville de Zunyi (60 000 habitants) il y a 400 fumeries. Les drogués du district de Pinyue représentent 75 % de la population adulte. Dans la localité de Yuanyang (10 550 habitants) on recense 530 trafiquants de drogue. Et il en va de même pour les villages : le district de Xishui est alors surnommé « la terre de la drogue » ; dans les bourgs de Changsha, Guandu, Donghuang et Wenshui (au total 7 223 personnes) il y a 2 450 drogués, soit 34 % des habitants. À l'époque, la région du Guizhou (14 millions d'habitants) compte 3 millions d'opiomanes, soit environ 21 % de la population. La drogue est même devenue l'une des monnaies d'échange de la région.

De tels cas se multiplient en Chine à la charnière des années 1940 et 50. En décembre 1949 par exemple, quand les guérillas du Kouo-min-tang commencent à agir au Yunnan, ils y organisent aussi illégalement la plantation, le traitement et le transport de l'opium pour se financer.

De même pour les ex-troupes du Kouo-min-tang en fuite en Thaïlande et au Cambodge qui structurent toute la chaîne de production de l'opium dans ces pays et l'importent ensuite en Chine. Ces unités dégénèrent ensuite en bandes armées. Face à ce fléau, aux lourdes conséquences sur l'ordre public, la République populaire lance une campagne antidrogue et antimafias, moyen pour le nouveau pouvoir d'asseoir son autorité.

Le 24 février 1950, le gouvernement publie un décret sur l'interdiction de l'opium, les comités militaires des régions du centre sud, sud-est, sud-ouest, nord-est, nord-ouest et de Mongolie intérieure passant ensuite des décrets d'application. Dès lors, la lutte antidrogue peut commencer au niveau national.

On établit d'abord des listes de consommateurs, puis on confisque tous les stocks de drogue. On crée des centres de désintoxication obligatoires pour tout individu répertorié, on intensifie les contrôles durant la récolte. Enfin, on cible les producteurs et vendeurs. Dans les 4 dimensions de la drogue – production, transport, vente et consommation – la lutte antinarcotique se focalise sur le transport et la vente. Les stocks sont détruits en public.

En novembre 1950, la lutte se durcit avec la loi sur l'abolition des amendes pour les crimes liés aux stupéfiants, remplacées par une peine de prison liée au niveau du crime, ou par l'envoi en camp de travail. Pour ceux qui investissent dans la drogue, une amende complète la peine.

Fin 1950, selon les statistiques du Comité militaire du Sud-Est, on a ainsi confisqué 196 tonnes de drogue et 20 000 matériels servant à la fabriquer ; 5 400 fumeries ont été fermées et plus de 10 000 vendeurs et trafiquants ont été interpellés, dont 37 sont condamnés à mort. Jusqu'en 1952, les statistiques partielles des 4 régions du centre nord, nord-ouest, sud-ouest et du nord-est saisissent plus de 4 tonnes de drogue. Des milliers de personnes sont arrêtées à Shanghai, Pékin et Tientsin. Les 2 575 hectares de plantations du Sud-Est ont disparu en 1951 – mais le problème n'est toujours pas réglé.

En 1952, le gouvernement lance la campagne nationale des « Trois rejets » (de la corruption, du gaspillage, de la bureaucratie), unifiant l'action pénale et rééducative. La campagne vise employés des chemins de fer, marins, postiers, policiers, magistrats et agents du fisc collaborant avec des mafieux, ainsi que les trafiquants de drogue et agents du Kouo-min-tang liés aux précédents.

En avril 1952, le gouvernement publie ainsi des *Instructions sur l'éradication de la drogue*, exigeant de chaque région qu'elle lance d'intenses campagnes d'action, fondées sur les Trois rejets et aussi sur les « Cinq rejets » (des dessous-de-table, de la fraude fiscale, des contrats frauduleux, des fraudes aux biens publics et du vol de données économiques officielles). Le gouvernement reçoit plus d'1 million de lettres de dénonciation, 220 000 fraudeurs sont mis en cause, 340 000 autres se livrant eux-mêmes à la police et dénonçant leurs complices. En août 1952, le gouvernement organise une grande conférence sur la lutte antidrogue, alors qu'au même moment, 82 056 malfaiteurs sont interpellés en 1202 lieux divers.

Au cours de cette campagne, le gouvernement utilise des criminels, endurcis ou amateurs, et même leurs familles, pour cibler les trafiquants et détruire leur matériel. Fin 1952, 51 627 criminels sont condamnés et 678 tonnes de drogue récupérées. Chez ces malfaiteurs, la police confisque 167 grenades, 16 bâtons de dynamite, 5 mitraillettes, 877 armes de poing et 80 000 munitions.

Le 12 décembre 1952, une nouvelle directive officielle « sur la désintoxication, l'interdiction des plantations et les paysans liés à la drogue » élargit la lutte au monde rural. De 1950 à 1952, 80 000 trafiquants de drogue sont condamnés, dont plus de 800 à mort. Des millions de drogués sont désintoxiqués. Les plantations de pavot disparaissent quasiment du sol chinois. De 1952 aux années 1970, seuls posent problème quelques territoires frontaliers produisant historiquement de la drogue, et ceux, retirés, peuplés d'ethnies locales. Dans le reste du pays, la drogue est éradiquée.

La prostitution

En Chine, la prostitution débute sous la dynastie Han (206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.), voici deux millénaires. Depuis toujours, la prostitution est une ressource majeure des groupes criminels car la plupart des proxénètes appartiennent au Milieu : les traquer leur interdit de créer des réseaux solides et durables. De plus, ce sont souvent les proxénètes qui tissent le réseau mafieux urbain, corrompent les fonctionnaires et les élus, réunissent les criminels locaux et organisent les actions criminelles. De sorte que, aujourd'hui, combattre la prostitution est une voie efficace de lutte contre le crime organisé.

Exemple flagrant, celui du proxénète Hu Jinbiao, grand chef du Gang Vert de Tientsin, où il contrôle nombre de maisons closes. Voulant éliminer son rival Yan Zirui, qui cherche à s'approprier ses maisons closes, Hu lance une guerre des gangs et assassine son propre oncle pour que Yan Zirui en soit accusé. De fait, ce dernier est arrêté par la police et jeté en prison. Après quoi, Hu recrute plus de femmes encore pour ses maisons closes, les torturant pour les soumettre.

Dès juillet 1937, il passe au service des Japonais qui le laissent « travailler » comme responsable des maisons closes. Le sort des prostituées empire encore : les fuyardes sont ramenées par l'armée japonaise et Hu Jinbiao, ou ces militaires, les torturent à mort pour l'exemple.

Autre mafieux de Tientsin, Li Wanyou, achète des jeunes filles dans les campagnes pauvres. Il les forme à la prostitution et les revend sur place ou dans les villes alentour. Avec ses bénéfices, il ouvre lui-même 17 maisons closes. Comme Hu Jinbiao, il passe aux Japonais qui le nomment directeur du syndicat du commerce du plaisir et pratique aussi la torture dissuasive. Après le retrait japonais, Li rallie le Kouo-min-tang local et poursuit ses méfaits sous sa protection. Arrêtés lors de la campagne antiprostitution de 1950, tous deux sont condamnés à mort en 1951.

La prostitution culmine vers la fin de la République (1911-1949). D'après des recherches universitaires, la Chine compte alors quelque 10 000 maisons closes, dont 390 à Shanghai et 200 à Tientsin. La plupart d'entre elles sont en ville ou dans les ports. Beaucoup de prostituées exercent aussi hors des maisons closes et les maladies vénériennes prolifèrent. Selon les statistiques officielles, on compte plus de 10 millions de sujets infectés au début de la République populaire.

Shanghai est la capitale de la prostitution car, après la guerre sino-japonaise (1937-1945), les officiels, riches commerçants et militaires américains s'installent surtout à Shanghai, ainsi bien sûr que les mafieux : une conjonction faste pour la prostitution. D'après une enquête de la police locale, la ville compte en 1946, 40 000 prostituées. En 1947, un rapport du maire Kouo-min-tang établit que 100 000 personnes y vivent directement de la prostitution. À l'instauration de la République populaire, ces proxénètes et autres bandits fuient vers Taïwan et Hong Kong, d'autres cessant leurs activités. D'après une enquête policière de 1949, on passe, de janvier à mai, de 800 maisons closes et 4 000 prostituées à 525 maisons closes et 2 227 prostituées.

Dès sa création, la République populaire prohibe la prostitution et entreprend de fermer les maisons closes (mai 1949). Le 21 novembre suivant, le gouvernement décrète « la fermeture des maisons closes », précisant que la prostitution est une barbarie, une source de maladies vénériennes et un déshonneur pour les femmes, le proxénétisme et activités analogues constituant par ailleurs un inacceptable fléau. Les maisons closes sont toutes fermées et leurs biens réquisitionnés.

À Pékin, le jour de la publication du décret, la police, le ministère de l'Intérieur et les groupes féministes ferment 224 maisons closes, sauvent 1 288 prostituées et arrêtent 424 proxénètes. En avril 1950, la capitale procède à trois rafles massives de proxénètes, pour la plupart condamnés à la prison. Les autres régions font rapidement de même.

Les proxénètes sont condamnés en masse. Les prostituées sont rééduquées, soignées, puis rendues à leurs familles. Les isolées ne trouvant pas à se marier se voient enseigner un travail manuel assurant leur indépendance. Mais à Shanghai, Tientsin, Wuhan, Taiyuan, la prostitution est trop abondante et on ne peut donc offrir à chacune un nouveau métier. Le gouvernement choisit alors de ne pas fermer sur le champ toutes les maisons, mais d'y renforcer le contrôle, en limitant le nombre de filles et en attendant qu'on puisse totalement les fermer. Dans la ville de Xi'an, il y a ainsi 375 maisons closes en mai 1949 et après mise sous tutelle par le gouvernement, il en reste 240 en avril 1950. À Tientsin, 213 maisons closes de tout type sont fermées.

Après 1952, le nombre des maisons closes a beaucoup diminué et les conditions sociales s'y prêtent : le gouvernement les ferme donc toutes.

Parallèlement, il recueille, soigne et réoriente les dernières prostituées. Enfin, l'État traque les derniers proxénètes encore actifs. En 1954, seule persiste la prostitution illégale, sévèrement réprimée. Vers 1956 la prostitution est pratiquement éradiquée.

Raisons de cette rapide victoire contre le crime organisé

Raisons fondamentales

Dans la Chine d'avant 1949, les criminels étaient puissants et omniprésents en dépit des campagnes du gouvernement Kouo-min-tang contre le crime organisé et le trafic de drogue. Pourquoi la République populaire réussit en trois ans là où il a échoué ? Le succès tient à un nouveau plan de lutte antimafia mais aussi à l'usage de l'armée pour les campagnes anticrime les plus périlleuses et, enfin, à un lien étroit avec la population. D'énergiques campagnes contre la drogue et la prostitution ont sévèrement affaibli le Milieu dont des pans entiers disparaissent.

Raisons pratiques

On se souvient que nombre de mafieux avaient infiltré l'armée, la police et le monde politique et étaient devenus des pouvoirs locaux, voire régionaux. Or, il est difficile de combattre le crime organisé dans un système totalement corrompu. Mais que ce même système s'effondre, et le Milieu perd son appui majeur.

Ensuite, certaines mafias armées ont tenu tête au nouveau gouvernement, qui a donc pu les combattre lors des campagnes d'élimination des contre-révolutionnaires.

Enfin, aux débuts de la République populaire, le partage des terres a éliminé les propriétaires fonciers et permis aux paysans d'améliorer leur sort, privant les mafias de gros clients et d'une source commode de quasi-esclaves. Et en relevant le niveau d'éducation des ouvriers, ceux-ci deviennent moins vulnérables aux manigances criminelles. Bref, toutes ces réformes sociales ont supprimé les principales sources de puissance du milieu.

Absence de criminalité organisée en Chine (1953-1978)

Le 10 avril 2008, la direction des Enquêtes criminelles du ministère de la Sécurité publique publie que, de la fondation de l'État jusqu'à la fin des années 1970, la criminalité a été faible en Chine (moins de 50 000 dossiers pénaux par an). Dans les années 1980, on passe de 50 000 à 90 000 dossiers par an. Puis vient une brutale augmentation : 1 972 000 dossiers criminels en 1989 ; environ deux millions par an dans les années 1990 ; 4,5 millions par an en moyenne depuis 2001 ; 4 746 000 dossiers pénaux en 2007. Une hausse brutale et continuelle.

Recueillies aux meilleures sources ouvertes disponibles, ces statistiques ne sont pas forcément exactes à 100 %, mais elles démontrent que la période 1953-1978 est une exception dans l'histoire criminelle chinoise. Pourtant, les facteurs économiques sont alors propices au crime. La destruction du secteur agricole et diverses catastrophes naturelles affectent violemment la production de céréales et des autres produits alimentaires : de 1957 à 1960, la consommation de céréales diminue de 19,4 % (– 23,7 % en zone rurale), celle de l'huile végétale, de 23 % et celle du porc, de 70 %. Dans nombre de régions manquant de nourriture, beaucoup de gens meurent de faim. Selon une statistique officielle, la Chine perd 10 millions d'habitants durant la seule année 1960.

Plusieurs raisons expliquent cette baisse durable de la criminalité. À la fondation de la République populaire, la réforme agraire a été brutalement appliquée, ce qui a retiré au crime organisé à la fois l'opium et les trafics des êtres humains. Ainsi, de 1951 à 1965, la criminalité liée au crime organisé a stagné au plus bas, submergée par les réformes et incapable de se redresser.

Mais, si l'on va au fond des choses, on doit considérer le lourd tribut payé par le peuple chinois à cette disparition temporaire du crime organisé. Politiquement en effet, la Chine a alors établi un gouvernement communiste centralisé et puissant. Un contrôle étroit et systématique a été instauré grâce aux organes du pouvoir politique et de l'ordre public, à ceux du parti, et aux responsables du contrôle des masses. Notamment en zone rurale, les communes populaires ont instauré un communisme militaire, les paysans vivant alors sous un contrôle strict (organisation et réflexes paramilitaires, collectivisme). De plus, dans tout le pays, une incessante lutte politique entre classes a suscité un contrôle de type dictatorial. Mao Tsé-toung admettait ce contrôle dictatorial pesant sur toute la Chine, mais il le

justifiait par le sophisme selon lequel il ne visait que les réactionnaires. En réalité, ce contrôle dictatorial a anéanti la liberté du peuple.

Cela dit, cette dictature a abattu deux des piliers du crime organisé. D'abord, elle a brutalement réprimé la capacité même d'émergence du crime organisé (crimes, etc.). Avec une violence inouïe, elle a en outre écrasé la corruption des fonctionnaires et des cadres, ce qui constituait hier la source même d'un pouvoir criminel désormais paralysé et aveugle.

Mais durant la révolution culturelle, la société retombe dans le chaos, et la criminalité recommence à croître. Cette révolution culturelle étant ce qu'elle est, les statistiques criminelles de la période 1966-1971 ne reflètent absolument pas la réalité et sont, hélas ! inexploitables. Pendant cette période, impossible en effet de distinguer le blanc du noir, l'innocent du criminel ; la société perd totalement le sens de la justice. Mais, à analyser la seule criminalité ordinaire durant ces années, on peut affirmer que, comme phénomène social, le crime organisé n'a pas encore réapparu à cette époque.

De cette période chaotique, on retiendra qu'avoir aveuglé le peuple et bafoué la liberté d'expression a eu pour résultat fort négatif de susciter le despotisme nommé révolution culturelle. Mais qu'avoir attaqué certains modes de pensées favorables à l'argent a contribué à la prévention de la criminalité organisée.

Cependant, et heureusement, la société chinoise et son expression politique ont depuis lors trouvé des moyens plus harmonieux et pacifiques (même s'ils ne sont pas parfaits) pour lutter contre le grave et durable phénomène du crime organisé. C'est ce troisième et dernier sujet que nous abordons maintenant.

1- . Archives de la ville de Shanghai *Zhongguo Hongmen Minzhidang Zongzhang*, août 1946.

2- . Huang Huiqiang, *Huang Jinrong*, édition universitaire de Lanzhou, 1996, p. 224-226.

TROISIÈME PARTIE
L’État et la société chinoise face au crime organisé

1
Prévention et contrôle face aux organisations criminelles

Notion générale de prévention et de contrôle

Contrôle et prévention forment le cadre général de tout travail policier sur le crime organisé. Ce chapitre décrit donc le système préventif et de contrôle du crime instauré en Chine, notamment sur le crime organisé.

Selon l'ONU, la prévention ne peut être séparée du contrôle, et inversement. Une double stratégie très proche de celle pratiquée en Chine, selon ce que Jiang Zemin, alors président de la République, avait résumé dans le slogan : « Renforcer la Sécurité publique, mener de front répression et prévention, en insistant sur cette dernière ». Pour répondre à cette directive, les régions ont réorienté leur politique, la lutte anticrime restant de niveau stratégique, mais la prévention devenant prioritaire. Les instances officielles concernées ont alors largement informé la population urbaine et rurale pour la rallier à cette vision nouvelle. Il en est ressorti une triple stratégie, alliant prévention, contrôle et lutte anticrime associant la police avec la population une spécificité chinoise.

Depuis les débuts de la République populaire, les campagnes anticrime, les arrestations et condamnations relèvent de la justice. Les administrations locales élaborent, elles, les méthodes permettant d'atteindre l'objectif commun, par exemple en renforçant les moyens de la police ou en aggravant certaines peines en cas de récidive. La Chine possède une longue expérience de ces méthodes.

En revanche, la prévention reste peu connue en Chine. C'est seulement depuis deux décennies que le gouvernement et les chercheurs s'intéressent à cet aspect de la lutte anticrime. Dans ce domaine, l'Australie, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne nous ont transmis leur expérience : mise en place de groupes d'experts spécialisés, subventions à des expériences dans les quartiers, etc. Parmi ces projets, les résultats de ceux sur la

prévention situationnelle ou environnementale, intégrant les éléments architecturaux pouvant influer sur le crime et sa prévention, se sont révélés positifs.

La notion de prévention s'implante désormais en Chine avec ses idées et ses méthodes. Les criminologues chinois commencent à distinguer diverses catégories de prévention, dont celle dite *sociétale* et l'autre, *environnementale*, cette dernière, l'une des plus anciennement étudiées au niveau international : dès 1942, Shaw et McKay la prônaient déjà[1]. La première s'efforce de réduire les motivations et envies des individus[2] ; la seconde veut restreindre les occasions de commettre le crime. Ces deux dernières décennies, la prévention environnementale s'est le plus rapidement développée en Chine.

Prévention générale et contrôle du crime en Chine

Voici trente ans, la prévention criminelle a débuté en Chine par des campagnes nationales. On la devine déjà en août 1979, dans le rapport gouvernemental « Sur l'importance de remèdes au problème de la criminalité et de la délinquance juvénile », devenu une base importante pour les projets officiels. Le 13 janvier 1982, le premier projet général officiel en la matière est publié. Le 2 mars 1991, le décret sur « la centralisation de l'administration, en vue de renforcer la Sécurité publique » donne une base légale à la prévention.

Partant de là, le gouvernement, les administrations locales et la société ont pu coopérer lors de multiples campagnes visant à une prévention efficace. En la matière, l'expérience de la Chine est quintuple :

– il faut disposer d'un système de contrôle et récompenser les régions ayant les meilleurs résultats,

– toutes les administrations doivent participer au plan général,

– la lutte anticrime doit être mise en parallèle avec l'éducation,

– la formation des personnels de terrain est très importante,

– il faut associer la population au travail préventif et créer un tissu d'aides de proximité.

Surtout, les campagnes de prévention anticrime doivent s'opérer dans le respect de la loi, du fait évident que le crime défie la justice, mais aussi

du fait que seule la justice combat le crime en garantissant les droits des citoyens. Il s'agit d'une grande aspiration dans la Chine d'aujourd'hui.

Prévention et contrôle du crime organisé dans la Chine contemporaine

Stratégie générale

Élaborer une stratégie de prévention est avant tout affaire de concept. En Chine, la base conceptuelle est le mot d'ordre lancé par Jiang Zemin en 1997 : « Renforcer la Sécurité publique, mener de front répression et prévention, en insistant sur cette dernière », la mise en œuvre s'inspirant du slogan « Compléter la peine par la tolérance ».

Comme on l'a vu, le crime organisé s'est développé et infiltré dans le monde politique. Dépassant le cadre du quartier ou de la ville, l'envergure de beaucoup de ces groupes devient régionale, nationale, voire transnationale. La Chine doit donc s'attendre à une lutte prolongée, autant contre ce qui suscite et dope les mafias, que contre leurs activités au quotidien.

Stratégie de lutte contre le crime organisé

Trois activités constituent légalement le crime organisé : le fait d'organiser une mafia, de la diriger et d'y participer. La lutte anticrime organisé se concentre donc sur ces trois activités. En Chine, le crime organisé dépend de ce que nous nommons « crime en bande » *(en français, « association de malfaiteurs »)*. Ici, la doctrine est que « mieux vaut agir tôt que tard ; quand les bandes sont petites plutôt que grandes ; mieux vaut encore les combattre que les protéger ; mieux vaut être tolérant que trop sévère ; mieux vaut enfin les attaquer dès qu'elles émergent ».

On le voit, le point central de cette stratégie est de cibler au plus vite les entités criminelles, pour éviter à tout prix qu'elles ne grandissent. Dès qu'un groupe, organisé ou non, apparaît sur la scène criminelle, les forces de l'ordre entreprennent sa neutralisation. Dans les plus brefs délais, ce groupe doit être éradiqué de la société. Ce principe s'applique bien sûr avant tout au crime organisé, pour éviter qu'il ne prolifère. Car 5 mafieux évadés réfugiés dans 5 secteurs différents vont d'évidence tenter d'y

implanter 5 entités criminelles et de les associer. Laisser dans la nature de tels individus aggrave la situation au lieu de la régler.

Le principe des campagnes anticrime

En mars 1986, la Chine lance « la campagne des trois », ciblant les mafieux, les évadés et les voleurs, les mafieux étant prioritaires et le crime organisé étant déjà considéré comme le plus néfaste à la société. Dix ans plus tard, la campagne anticrime cible les assassins, les auteurs d'attaques à main armée et vols avec violence, ainsi que les mafieux : le crime organisé est encore au centre du combat. De décembre 1996 à février 1997, la « campagne d'hiver » cible le trafic des êtres humains et de la drogue, l'escroquerie et la contrefaçon. Elle est plus que jamais au centre de la campagne.

À partir des années 2000, le gouvernement concentre la lutte sur le seul crime organisé. Cette stratégie se développe en 4 temps :

– décembre 2000 à novembre 2001, campagne d'« éradication des mafias » au niveau national,

– avril 2001 à décembre 2002, campagne anticrime nationale,

– mars 2002 à avril 2003, renforcement de cette campagne,

– février 2006 à février 2009, campagne nationale d'éradication des mafias ; dans les faits, cette campagne dure encore en Chine à la fin 2011.

Une campagne analogue concerne les mafias chinoises issues de l'étranger. Au début des années 1980, le gouvernement affirme ne pas vouloir tolérer que ces mafias s'implantent en Chine et ordonne qu'elles doivent être éradiquées dès leur arrivée, ce qui aboutit peu après à l'élaboration de trois principes de lutte contre les mafias chinoises de l'étranger :

– les mafias chinoises de l'étranger ne s'implanteront pas en Chine. Elles doivent être éradiquées dès leur apparition, avant propagation,

– la Chine ne doit pas devenir une terre d'accueil pour mafieux recherchés dans leur pays d'origine,

– tout crime commis en Chine par un mafieux chinois de l'étranger doit être rigoureusement et rapidement sanctionné.

En 1992, face aux mafias de Taïwan, le gouvernement reprend ces trois principes.

Stratégie anticrime à deux vitesses

La justice n’a aucune tolérance pour les chefs et cadres des mafias d’outre-mer, comme des mafias intérieures (niveau national ou local), et les punit sévèrement. Ceux qui avouent et acceptent de se réinsérer dans la société sont traités avec plus d’indulgence, les crimes étant bien sûr punis selon leur gravité.

En 1992, la campagne anticrime au Yunnan permet d’expérimenter ce système à deux vitesses, le principe établi par l’administration locale étant de « punir sévèrement les chefs des organisations, légèrement les comparses et les éduquer en majorité ». Dans un district local, lors de cette campagne, 854 individus sont convaincus de crimes mafieux, soit 7 % de la population, et 12 % des adultes. Selon la loi, ils encourent en majorité la peine de mort. Mais vue la proportion de la population impliquée, seuls 10 d’entre eux sont condamnés à mort, 80 à la prison ferme et 100 laissés en liberté conditionnelle. Ainsi, les condamnés ne représentent plus que 1,34 % de la population et 2,22 % des adultes. Par principe de tolérance, 500 autres criminels n’ont pas été condamnés, mais réinsérés. L’évolution subséquente du district a montré que ce système à deux vitesses fonctionnait.

Ceci démontre la nécessité pour la Chine de renforcer, surtout sur le terrain, la spécialisation des forces de l’ordre et de la justice, et d’associer la population à ces actions préventives, tout en progressant (renseignement, enquêtes, etc.) dans la connaissance des réalités criminelles et mafieuses.

Technique et méthode de lutte contre le crime organisé en Chine

Techniquement parlant, la lutte contre le crime organisé comprend quatre domaines : le renseignement, les enquêtes, la recherche des fugitifs et le suivi des dossiers criminels.

Renseignement

Le renseignement est prioritaire face aux mafias, dans deux dimensions spécifiques : *le fixe* (lieux d’habitation, villes et villages, rues des grandes villes, quartiers), et *le mouvant* (réseaux de transport en commun, réseaux économiques et financiers, marchés, etc.).

On tente d’abord de mettre les citoyens en confiance, de les persuader, grâce aux médias, que le gouvernement lutte fermement contre les mafias. On écoute leurs plaintes sur d’éventuelles activités criminelles dans leur voisinage, leurs difficultés en la matière, etc. Des enquêtes visent aussi les fiefs des mafieux : hôtels, bars à hôtesses, karaokés, boîtes de nuit, cybercafés, cinémas, salons de beauté et de massage, taxis, agences de location, pour y recruter des indicateurs et récolter du renseignement. Enfin, on renforce les liens entre la police et les services et administrations en charge des impôts, du commerce, etc. Le renseignement recueilli est centralisé et traité uniformément. Ensuite, on l’analyse et le recoupe, pour y trouver des informations pertinentes.

Enquêtes

C’est à partir de ces études et analyses ainsi que des preuves rassemblées que le travail d’enquête de terrain est lancé.

Malgré le caractère secret des mafias, la police doit comprendre comment elles se structurent, quelles sont ses relations et moyens, comment s’y opère le partage des tâches, etc. Il lui faut aussi, comme on dit en Chine, « faire sortir et entrer » : « faire sortir », c’est trouver des sources dans la mafia, « faire entrer », y infiltrer un ou plusieurs agents pour y récolter les preuves permettant de la démanteler, le moment venu.

Dans les sociétés criminelles, la distinction doit être faite entre ceux qui mènent et ceux qui suivent. Les enquêteurs ciblent en premier lieu ceux qui suivent plus ou moins contre leur gré du fait d’une dette ou d’un conflit d’intérêt, car ils en constituent le point faible. Le recueil de renseignements et de preuves provenant de ce maillon faible est l’un des plus fructueux.

Frapper une mafia doit se faire au moment opportun car, souvent, les chefs mafieux sont inaccessibles ou protégés. À trop se précipiter une fois les preuves réunies, on risque de n’arrêter que des comparses. De plus, la structure dispersée par l’intervention policière se reformera ailleurs. Le travail des infiltrés est donc crucial avant toute intervention importante.

Recherche des fugitifs

Si, lors d’une intervention, certains mafieux passent au travers des mailles du filet, les témoins sont en danger. Après chaque grande opération,

retrouver tous les fugitifs constitue donc une mission cruciale. Parmi les plus recherchés : les personnages influents ou très dangereux, les multirécidivistes et auteurs d'un crime grave.

La Chine a mis en place un nouveau dispositif de recherche des criminels fugitifs selon lequel est en charge de la recherche celui qui dirige l'affaire depuis le début. Le dossier ne passe pas d'une administration à une autre, il reste dans la même unité de police qui garde le dossier jusqu'à son terme. Le gouvernement offre des primes aux indicateurs, et une récompense pour tout fugitif retrouvé.

La plupart des fugitifs dépendent du réseau qu'ils ont établi sur leur territoire. Centre d'activité ou planque sont souvent dans la même zone géographique ou à sa périphérie. La police concentre donc la surveillance aux alentours du fief du fugitif. Tout est donc affaire de quadrillage géographique avec le soutien des commissariats concernés. Si cette pratique échoue, une enquête vise le chef de la mission et le dossier passe à une autre branche de l'administration.

Suivi des dossiers criminels

Affronter le crime organisé impose de dépasser les simples bornes du crime lui-même et de démanteler aussi tout un réseau de relations, ce qui complique la procédure. Si les preuves sont insuffisantes, ou la procédure bâclée, les peines sont minimes ou nulles, ce qui entraîne une perte de confiance de la population envers la justice. La police doit donc respecter la procédure à la lettre, pour que le criminel reçoive la peine qu'il mérite. Une meilleure pratique des techniques policières, des textes de loi et de la procédure est donc essentielle. Les preuves et témoignages doivent être gérés par des professionnels et il doit toujours en être fait copie. Les policiers doivent considérer la loi, non comme une entrave à la lutte anticrime, mais comme une arme procédurale autant que de jugement.

Dans le combat contre le crime organisé, tarir les revenus et bénéfices des criminels constitue un atout important. Il faut donc dissoudre toutes les sociétés mafieuses et voir d'où proviennent leurs bénéfices illicites : quels que soient le nom et l'activité officielle de l'entreprise concernée, celle-ci doit être fermée dès qu'un lien est établi avec le crime organisé.

Le cours d’une enquête antimafia impose également d’évaluer ses soutiens extérieurs afin que ceux-ci ne viennent pas influencer la bonne marche de la justice. Interrogatoires, indicateurs et autres moyens d’enquête doivent donc permettre de mettre au jour ces soutiens pour les poursuivre eux aussi. *Idem* pour les complices et corrompus ainsi que pour les fonctionnaires ayant fait obstruction.

Tout ce travail réclame la plus grande discrétion tant les mafieux ont les moyens de s’informer. Les bureaux antimafias installés dans des bâtiments officiels sont donc isolés, et une enquête approfondie suit la moindre fuite. De même, les témoins des enquêtes antimafias doivent-ils être protégés. Au final, les enquêtes anticrime organisé doivent mobiliser des équipes spécifiques et l’expérience montre qu’il faut donc sélectionner les éléments les plus fiables, les former le mieux possible et les doter de l’équipement et de l’armement nécessaires.

1- . *Juvenile Delinquency and Urban Areas, etc.*, Clifford R. Shaw & Henry D. McKay, University of Chicago Press, Chicago, 1942.

2- . La prévention sociétale comprend trois grandes missions : (1) travail sur l’évolution de l’enfant. Il s’agit de renforcer l’éducation par divers moyens, pour influer sur la délinquance juvénile ; (2) travail sur l’évolution de l’environnement proche, tel le quartier. Il s’agit de renforcer l’économie et les capacités matérielles des habitants et du quartier, les liens sociaux entre habitants, la relation entre la population et sa police, etc. ; (3) travail sur l’évolution sociale, fondé sur l’hypothèse voulant que, dans une société d’abord fondée sur l’économie, nombre de crimes proviennent de la pauvreté, du chômage, du manque d’éducation, des discriminations, et autres conséquences du système. Ce dernier travail consiste à éliminer ces éléments criminogènes.

2
Prévention et contrôle du crime organisé selon une typologie des crimes

Le Milieu ne connaît aucun monopole criminel. On ne peut donc l'attaquer à partir du seul crime lui-même, mais en utilisant la typologie criminelle : mieux connaître certains crimes permet de mieux frapper les groupes criminels organisés.

Lutte contre les stupéfiants

Depuis l'origine, le gouvernement lutte avec vigueur contre le narcotrafic. Comme on l'a vu, la nouvelle République a mis trois ans (1950 à 1953) pour éradiquer ce fléau mais, après l'ouverture de la Chine, le trafic international de stupéfiants a recommencé et ne fait depuis que s'aggraver.

Bref historique de la lutte antistupéfiants, de l'ouverture à nos jours

Depuis le lancement de la politique d'ouverture, la lutte antistupéfiants a connu 8 étapes majeures :

– 1981-1982 : le gouvernement demande à toutes les régions et provinces de renforcer la lutte antistupéfiants. En 1983, une campagne de trois ans cible le narcotrafic.

– 1993-1996 : le ministère de la Sécurité publique lance une campagne dans les provinces du Sud-Ouest.

– 1997 : la Commission nationale antistupéfiants durcit encore sa politique. En 1999, elle lance une campagne de reprise en main dans 6 provinces touchées par la drogue : le Yunnan, le Guizhou, le Sichuan, le Guangdong, le Guangxi et le Gansu. Cette campagne permet l'éradication de plusieurs entités criminelles, réseaux de trafic, etc.

– 2000 : la police traite 96 189 dossiers criminels liés à la drogue, + 48,7 % sur 1999. 56 715 suspects sont arrêtés, 37 101, mis en garde à vue et 36 157, condamnés. Cette année-là, 6,3 tonnes d'héroïne, 2,4 tonnes d'opium, 20,9 tonnes de méthamphétamine, 240 000 cachets et 200 kg de poudre de MDMA, et 215 tonnes de drogues chimiques variées sont confisquées.

– 2005 : le gouvernement lance la « Campagne des 5 combats » : prévenir la consommation de stupéfiants, encourager la désintoxication, interdire la livraison de précurseurs, améliorer et renforcer la lutte antidrogue.

– 2006 : la police traite 46 000 dossiers criminels, arrête 56 000 suspects, démantèle 745 bandes de narcotrafiquants et 186 laboratoires. Sont interceptés 2,7 tonnes d'héroïne, 1,69 tonne d'opium, 5,95 tonnes de méthamphétamine, 454 000 cachets de MDMA. Des lieux de plaisir où la drogue est présente sont également fermés.

– 2007 : une conférence nationale sur la lutte antistupéfiants exige son renforcement, notamment contre les drogues chimiques, et le renforcement de la sécurité des médicaments et narcotiques médicaux (tel la morphine), pour qu'ils soient inaccessibles au crime organisé.

– 2008 : la Commission nationale antistupéfiants valide la « loi sur la prohibition des stupéfiants en République populaire de Chine », visant spécialement les seigneurs de la drogue, leurs réseaux et structures. De janvier à octobre, la police traite 55 000 dossiers liés à la drogue, arrête 65 000 suspects et démantèle 1 291 bandes ; elle intercepte aussi 3,91 tonnes d'héroïne et 748,1 tonnes de drogues chimiques. S'agissant des réseaux de vente et de transport, 161 dossiers sont traités et 276 suspects, arrêtés.

Principes et organisation des comités de prohibition

En Chine, la lutte antistupéfiants s'effectue à quatre niveaux. Au gouvernement, les orientations générales ; à la police, le travail de terrain ; aux administrations concernées, le soutien aux forces de l'ordre ; aux organisations issues de la société civile, l'action au sein de la Commission nationale antistupéfiants.

C’est selon ce schéma que sont instituées les principales organisations de lutte contre les drogues, dont la Commission nationale antistupéfiants, créée puis renforcée en 3 grandes étapes :

– 1990 : le gouvernement instaure la Commission nationale antistupéfiants. Sous contrat de coopération avec l’État, appuyée par la police, les services sanitaires et la douane, elle pilote les relations internationales et organise, adapte et dirige les activités antidrogue dans toute la Chine.

– 1998 : le Premier ministre ratifie la création d’un département antistupéfiant de la police, placé sous le contrôle de la Commission nationale antistupéfiants.

– 2007 : vote de la loi « sur la prohibition de la drogue en République populaire de Chine » qui dispose que la lutte antistupéfiants implique tous les niveaux de la société : ministères centraux, organisations non-gouvernementales, le monde économique et plus largement, la population. La prévention est au cœur de cette large coopération, instituée contre la consommation, la vente, la fabrication et la plantation des diverses substances stupéfiantes.

Dans les régions et provinces, l’administration peut créer, si besoin est, un Comité antistupéfiants, qui adapte et administre cette lutte au niveau voulu, en y intégrant les dimensions économiques et sociales.

La plupart des autorités locales – province, région autonome, etc. – ont créé leur comité et les polices locales ont instauré une brigade des stupéfiants. Les autres forces vives du pays, justice, douanes, affaires sociales et de santé, ont été dotées de missions de terrain précises. Répartis selon les besoins réels exprimés, les budgets sont revus tous les ans.

La « stratégie des quatre »

La lutte antistupéfiants est considérée en Chine comme une affaire d’ingénierie sociale au long cours, impliquant le pouvoir exécutif, l’économie, le monde culturel, le système éducatif et de santé.

Leur coopération s’agence selon quatre stratégies majeures, où prévention et contrôle vont de pair : lutte contre la consommation, contre le trafic, contre les plantations et, enfin, contre la fabrication.

La stratégie de lutte contre la consommation : désintoxication

En 1999, le gouvernement lance la campagne « quartiers sans drogue ». Dans les villes, le quadrillage s'opère à l'échelle d'une rue, d'un quartier pour les villages. Le responsable du parti communiste de chaque quartier y coordonne la lutte contre la drogue, en liaison avec les habitants. L'objectif est de partir du pâté de maisons, puis d'étendre la lutte au quartier, puis à l'arrondissement, pour enfin arriver au niveau de l'agglomération entière (ville et sa banlieue).

Il s'agit, à la fois, d'y prohiber la consommation et de traiter les consommateurs, en alliant le traitement obligatoire en centre spécialisé et la réinsertion par l'éducation. Chaque localité suit les toxicomanes et met à jour leur fiche de soin à date fixe. Ce suivi est d'usage opéré par l'administration, mais dans certaines régions, des organisations non-gouvernementales peuvent agir sous contrat.

Pour organiser la désintoxication à l'échelle nationale, le Conseil d'État fait voter une loi « sur le traitement obligatoire » et promulgue des « indications sur la désintoxication des toxicomanes aux drogues dures » et sur l'« administration de médicaments de substitution ». Désintoxication obligatoire et rééducation imposée sont les deux piliers de cette stratégie.

Les centres de désintoxication sont instaurés et administrés par les autorités locales. Construits à grands frais, ces centres accueillent les toxicomanes primaires. Si leur situation interdit leur séjour dans un tel centre, ils sont assignés à domicile et leur rééducation passe par le commissariat local.

Les récidivistes vont dans les centres fermés de désintoxication, administrés par le ministère de la Justice en liaison avec la police. Dans certaines régions, les toxicomanes en demande de soin sont traités dans les hôpitaux.

En 1999, la Chine comptait 746 centres de désintoxication et 168 centres fermés pour récidivistes. 224 000 nouveaux drogués sont passés par les premiers et 120 000 récidivistes ont fréquenté les seconds.

En 2000, ces centres de désintoxication sont au nombre de 684 ; les centres fermés sont désormais 434. 177 hôpitaux pratiquent la désintoxication (des toxicomanes volontaires). 243 000 nouveaux drogués

ont été envoyés en désintoxication obligatoire, et 60 000 récidivistes ont rejoint les 120 000 toxicomanes déjà traités en centre fermé.

En 2005, on compte 298 000 personnes en centre de désintoxication, 70 000 récidivistes envoyés en centre fermé et 135 000 volontaires traités à l'hôpital. En 2006 : 269 000 nouveaux drogués, 71 000 récidivistes et 36 000 volontaires.

Fin 2005, la population toxicomane totale répertoriée en Chine atteint 785 000 individus, dont 700 000 à l'héroïne. 69 % d'entre eux ont moins de 35 ans, 30 % viennent du monde rural et 52 % sont au chômage. Les drogués au MDMA et autres stupéfiants chimiques sont en constante progression, et les lieux vendant ces drogues chimiques (salles de jeux vidéo, boîtes de nuit, etc.) se sont multipliés. Ces toxicomanes pratiquent souvent la revente, le vol, la prostitution, etc., au détriment de l'ordre public.

La stratégie de lutte contre le trafic : le transport des stupéfiants

Cette stratégie cible la vente et le transport, tant en Chine qu'à l'échelle internationale. Au centre, le trafic transfrontalier. La plupart des stupéfiants consommés en Chine sont en effet importés, majoritairement, du Triangle d'or.

Ce commerce transfrontalier a pris de l'importance au début des années 1990, le Nord de la Birmanie comptant alors 37 laboratoires d'héroïne, avec une capacité annuelle de production de 40 tonnes environ. À la fin des années 1990, la production d'opium atteint 2 500 à 3 000 tonnes dans le Triangle d'or, 1 600 tonnes pour la seule Birmanie. Bien qu'ensuite certains des narcotrafiquants locaux se soient rendus aux autorités, le niveau de production n'a pas vraiment baissé. Au Nord de la Birmanie, des bandes armées, enrichies par l'héroïne, contrôlent toujours le terrain et l'importation en Chine continue.

L'évolution récente du Triangle d'or inquiète les autorités chinoises, car les principales plantations et laboratoires migrent vers le Nord et sont encore plus contrôlés par des milices criminelles. On y produit toujours de l'héroïne mais aussi, désormais, des amphétamines. Aujourd'hui, on compte en Birmanie du Nord 51 laboratoires d'héroïne et 20 de drogues chimiques (« Ice », « Yaa Baa », etc.)

La Chine reste une destination privilégiée du Triangle d'or, 90 % de l'héroïne confisquée en Chine provenant du Nord de la Birmanie. Les stupéfiants issus du Vietnam sont également en augmentation.

Autre souci pour la Chine : le Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, etc.). De récentes saisies de stupéfiants ont montré que cette région commence à en exporter sur le territoire chinois.

La dernière principale filière de stupéfiants en direction de la Chine est la région Hong Kong-Taïwan-Macao, d'où viennent de multiples stupéfiants et des techniques de raffinage.

Couper les approvisionnements, contrôler les importations : la lutte contre le narcotrafic est avant tout frontalière. Dans les années 1980, la priorité était accordée aux frontières sud-ouest et sud-est. Un bureau regroupant policiers, douaniers, etc., y avait été ouvert pour couvrir ce qu'on appelle les « trois lignes frontalières » : la première, à la frontière, la seconde, à l'intérieur des terres, la troisième couvrant les sites de transports : gares, ports, aéroports et axes routiers. Dans les années 1990, cette stratégie se renforça dans les provinces frontalières du Yunnan et du Guangxi. Les deuxième et troisième lignes frontalières apparurent alors au Sichuan et au Guizhou.

Au Guangdong et au Fujian, l'accent est mis sur l'exportation. Les contrôles aux frontières ciblent les stupéfiants déjà entrés en Chine et partant pour Hong Kong, Taïwan et Macao. La troisième ligne frontalière est donc également consolidée.

La prévention est aussi renforcée dans les autres provinces et régions autonomes. Ainsi, dans les zones frontalières de la province du Xinan, la lutte sur les trois lignes frontalières est menée par un dispositif unifié : police, armée, douanes et milices civiles. Ces divers éléments se répartissent le travail pour que les stupéfiants ne passent pas la frontière, ou soient interceptés en Chine par les deux dernières lignes frontalières.

En 2005, dans les provinces du Yunnan, Xinjiang, Jilin, Guangdong et Fujian, les équipes de terrain sont renforcées pour mieux identifier les sources du trafic. Au Yunnan par exemple, elles lancent une campagne de « chasse ouverte aux frontières » qui permet de traiter 3 325 dossiers et de confisquer 3,87 tonnes de stupéfiants. Au Guangxi, la police monte une opération à la frontière du Vietnam, permettant de traiter 159 cas de trafic d'héroïne, et de récupérer 66,8 kg de cette drogue.

La stratégie de lutte contre le trafic : la vente

Deux grands narcotrafiquants sont arrêtés en 2005 lors de ces opérations de police. Le premier, Ma Sunsu, en fuite de longue date, est capturé par la police birmane ; le second, Liu Zhaohua, recherché en Chine depuis dix ans, est arrêté au Fujian lors d'une opération baptisée « pic-vert ».

En 2005, la police interpelle 45 000 trafiquants mineurs, dont 204 transportent plus de 1 kg de drogue. La même année, 1 500 bandes sont démantelées, possédant au total 17,5 tonnes de stupéfiants. Après enquête, les polices du Shandong, du Guangdong et de Hong Kong démantèlent un réseau de trafiquants connu sous le nom de 801. 6 trafiquants sont arrêtés et 1 tonne de kétamine interceptée, record de prise de kétamine en Chine.

Pour les polices locales, les bandes criminelles et les réseaux de vente sont des priorités. En 2006, 40 affaires sont traitées, dont 409 concernant plus de 10 kg de drogue, et 1 902 affaires de 1 à 10 kg, 738 bandes étant démantelées. Des campagnes spécifiques sont aussi menées au niveau des petits vendeurs.

La stratégie de lutte contre les plantations

La lutte contre les plantations concerne avant tout la culture du pavot sur le territoire chinois. Dans les années 1980, le gouvernement a découvert que la culture du pavot reprenait dans certaines régions et décida de réagir. La Commission nationale antistupéfiants installée en 1990 est chargée de rechercher et de localiser des champs afin de les détruire. En 1992, la Commission s'associe aux Eaux et Forêts, qui disposent de moyens techniques modernes, pour contrôler les forêts primitives du Nord-Est et du Nord-Ouest. En 1999, au Nord-Ouest (forêt sauvage de la province du Heilongjiang et de Mongolie intérieure), des recherches aériennes permettent de raser 66 hectares de champ de pavot, et d'arrêter 768 suspects.

Le gouvernement mène également le combat antiplantations hors des frontières, surtout au Triangle d'or. Pour supprimer les plantations aux confins Birmanie-Laos-Thaïlande, et encourager les paysans à y planter des cultures légales, la Chine leur envoie des aides financières, des graines et des engrais, ainsi que des ingénieurs agronomes. La Commission nationale

antistupéfiants et son équivalent birman se sont aussi associés pour réhabiliter une région productrice de pavot. Les experts envoyés sur le terrain ont pour mission de comprendre les situations locales pour mieux orienter les aides. Depuis près d'un siècle, la zone ciblée produisait du pavot, qui constituait son principal revenu. À la fin de l'expérience, 80 000 fermiers pratiquaient une culture légale.

D'après des statistiques incomplètes, du début de cette lutte à la fin 2003, le gouvernement chinois a octroyé en Birmanie et au Laos des financements de 100 millions de yuans (14 millions d'euros) plus de 1 tonne de graines, et 20 000 pousses. Grâce à cette coopération dans le Triangle d'or, la superficie plantée en pavot est tombée de 130 000 hectares en 1998 à 73 000 hectares en 2003.

La stratégie de lutte contre la fabrication

Dans les années 1980, la vogue mondiale des stupéfiants chimiques atteint la Chine, notamment celle des excitants de type « amphétamines ». La fabrication nationale de drogues chimiques se révèle alors catastrophique pour la Chine, grand producteur du produit précurseur « chlorhydrate d'éphédrine », ce qui pousse les narcotrafiquants chinois à se spécialiser dans cette drogue.

Avant 1999, la Commission nationale des stupéfiants avait formulé la stratégie de lutte contre la consommation, le trafic et les plantations. Cette année-là, les prises de méthamphétamine atteignent 16 tonnes, soit 10 fois plus que l'année précédente. Or de 1991 à 1998, les prises avaient été de 6 tonnes, et 360 affaires de fabrication et trafic avaient été traitées. Le gouvernement devait donc prendre en compte les drogues chimiques dans sa stratégie nationale. En 1999, la Commission nationale des stupéfiants passe de sa « stratégie des trois » à celle « des quatre » en instaurant dès lors un strict contrôle autour de la production légale d'amphétamines, et rendant illicite la fabrication de drogues dérivées (méthamphétamines).

À l'origine, les provinces fabriquant des drogues chimiques sont le Fujian et le Guangdong, qui ont des frontières maritimes. Mais la production s'étend aujourd'hui à l'intérieur des terres. Vu l'abondance de matières premières, nombre de trafiquants étrangers, en particulier ceux de Hong Kong et de Taïwan, commandent des drogues chimiques en Chine ou

y installent des laboratoires. Voici pourquoi la police chinoise concentre ses recherches sur les régions côtières, où résident la plupart des acheteurs et fabricants.

Coopération internationale

La Commission nationale des stupéfiants s'occupe autant de la lutte à l'intérieur de la Chine que de la coopération internationale. Celle-ci se fait en deux étapes : avant la fondation de la Commission, et après 1990.

En juin 1985, la Chine adhère à la version 1972 de la « Convention unique sur les stupéfiants de 1961 » et de la « Convention sur les substances psychotropes de 1971 ». En septembre 1989, le pays adhère parmi les premiers à la « Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes » de 1988.

En 1985, elle s'associe aux États-Unis dans la lutte antinarcotiques, et conclut un traité d'alliance en 1987.

Dès 1984, la Chine participe aux conférences et débats internationaux et, en novembre 1989, elle organise une conférence internationale sur les stupéfiants sur son territoire national.

Cette première étape est une préparation à la coopération internationale, (accords internationaux, conférences, etc.). Le premier travail pratique sera lancé par la Commission nationale des stupéfiants au début des années 1990.

• Le Triangle d'or

En mai 1991, la Chine invite la Thaïlande, la Birmanie et un représentant du bureau de l'UNODC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) à négocier une alliance active dans la lutte antistupéfiants dans cette région du monde. En juin 1992 l'accord est signé. Un an plus tard, le Laos s'y joint.

En mai 1995, la Chine, le Vietnam, le Laos, la Thaïlande, la Birmanie, le Cambodge et le bureau de lutte contre les stupéfiants des Nations unies adoptent la Déclaration de Pékin et signent le Projet d'action antinarcotiques dans la région.

Le 25 mai 2007, les pays ayant adhéré au Mémorandum (MOU) – Cambodge, Laos, Birmanie, Thaïlande, Vietnam et le bureau de lutte contre

la drogue à l'ONU – se retrouvent à Pékin pour une grande conférence sur les stupéfiants. Ils promulguent la Déclaration de Pékin en 2007, les pays représentés décidant de renforcer toutes les opérations antinarcotiques dans un esprit actif d'entraide et d'efficacité. Ils décident aussi d'une forte augmentation des subventions gouvernementales, d'une élévation du niveau technologique, et de la responsabilité des pays impliqués dans cette lutte. Un rapport public d'analyse et de recherche sur les stupéfiants, notamment les méthamphétamines, sera publié.

Dans cette coopération internationale, le test de substitution à la culture du pavot évoqué plus haut a été très parlant : en Birmanie du Nord, la superficie plantée en pavot est alors de 18 600 hectares, la plus réduite des 30 dernières années.

• Le Croissant d'or et l'Occident

En 1997, la Chine signe avec les États-Unis l'« alliance sino-américaine » de coopération face au fléau des stupéfiants. Elle noue aussi des accords similaires avec la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan. En 1998, ces 5 pays signent un accord sur les trafics transnationaux. Des traités analogues sont signés avec le Mexique, la Colombie, l'Inde, le Pakistan et d'autres pays d'Occident et d'Orient.

En 2007, une coopération entre la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan est signée pour mener la lutte dans le Croissant d'or. L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) se forme alors, incluant nombre de pays de la région. L'OCS se charge notamment de former des équipes antidrogue afghanes et pakistanaises, et leur fournit des chiens policiers et du matériel radiologique.

L'échange de renseignements et les opérations communes sont les deux points centraux des coopérations avec les pays du Croissant d'or.

En mars 2008, la Chine monte une opération en collaboration avec le Kazakhstan, qui fournit à Pékin des renseignements permettant de démanteler une organisation afghane convoyant 67,5 kg d'héroïne et 4,8 tonnes de cannabis vers le Xinjiang. En novembre, les polices du Guangdong et du Kazakhstan coopèrent dans une affaire de trafic international : 4 personnes arrêtées, 2,26 kg d'héroïne interceptés. Cette

même année, 238 affaires de drogue liées au Croissant d'or sont traitées, permettant d'arrêter 284 suspects et de confisquer 390 kg d'héroïne.

Les armes

« La criminalité relative aux armes » est une infraction propre à la Chine. D'application étendue, elle comprend la possession illégale d'armes à feu et de munitions, la fabrication, la vente, le transport, l'envoi et le stockage illégaux des armes à feu, munitions et explosifs ; mais aussi, le vol simple et le vol avec violence commis à l'aide d'armes à feu, de munitions et d'explosifs.

Le crime directement lié aux armes à feu comprend la possession, la fabrication et le trafic. Le cadre précis de ce crime exclut l'usage fait de ces armes. Ainsi, le vol à main armée est considéré en Chine comme un crime relatif à l'usage d'une arme, indépendamment du fait que le voleur doit aussi répondre du crime de possession d'une arme.

La possession illégale d'armes à feu et de munitions, considérée comme mettant en danger la Sécurité publique[1], conduit à une stricte politique nationale d'interdiction et de contrôle des armes.

Beaucoup d'armes à feu échappaient à tout contrôle pendant la révolution culturelle. Le Conseil d'État promulgua donc, à la fin de cette période, la « Méthode de gestion des armes à feu en République populaire de Chine », qui a joué un rôle important en fournissant une base juridique pour résoudre les cas de possession d'armes par les civils. Par la suite, le seul motif pour lequel des civils possédaient des armes est considéré comme criminel.

De 1998 à 2000, les tribunaux de tous niveaux ont traité 6 402 cas de possession illégale d'armes et munitions, 3 448 cas de fabrication, vente, transport, envoi et stockage illégaux d'armes à feu, munitions et explosifs, 9 850 cas au total pour ces deux crimes, soit 87 % environ de tous les crimes relatifs aux armes à feu.

En Chine, où le port d'arme est interdit, la lutte contre la contrebande et la revente des armes est une priorité. En 1979, la loi réglemente tous les crimes et délits concernant les armes, et les niveaux de responsabilité des mis en cause. En 1981, le gouvernement publie en complément un texte de procédure pénale (depuis devenu une loi en 1996) sur « La gestion des

armes en République populaire de Chine ». Il réglemente les armes, leurs divers éléments, leur fabrication, vente, utilisation, transport, import-export, les diverses responsabilités, etc.

En 1997, la loi pénale distingue 9 types de crimes liés aux armes :

– fabrication illégale, achat/vente, transport, envoi, stockage d'armes, munitions, explosifs,

– fabrication, achat/vente en dehors des normes fixées,

– vol d'armes, de munitions et d'explosifs,

– vol à main armée d'armes, de munitions et d'explosifs,

– détention et collection privée d'armes et de munitions,

– location ou prêt illégal d'armes,

– perte d'arme sans en référer aux autorités,

– port d'armes prohibées,

– trafic d'armes de tout genre et de munitions.

En 2001, la loi est renforcée. Le vol aggravé et le vol à main armée d'armes et de munitions sont punis de peines allant de dix ans d'emprisonnement à la peine de mort.

Du 20 mars au 31 octobre 2009, la police lance une campagne nationale visant les 9 crimes liés aux armes. Chaque office de police, régional ou municipal, doit cibler les réseaux de trafic, et rechercher les armes illégales. La qualité du travail accompli lors de cette campagne par les commissariats étant comparée au nombre de vols à main armée précédemment commis sur leur territoire.

Migrations clandestines

La lutte contre les flux migratoires clandestins vise d'abord les passeurs et entités criminelles exploitant l'émigration clandestine, à partir d'un important travail de renseignement. Hormis une étroite coopération interne, entre le gouvernement et les autorités provinciales, régionales et municipales, cette lutte exige une efficace collaboration internationale. Les chefs des services de l'immigration d'Australie, du Canada et des États-Unis se sont rendus en Chine afin de renforcer cette collaboration. Tous s'accordent sur la nécessité de renforcer la collaboration, d'échanger des informations, etc. La Chine a également renforcé sa collaboration avec la Corée et le Japon.

Au niveau national, la lutte se concentre sur les points stratégiques des 122 000 km de frontières terrestres et des 18 000 km de frontières maritimes, pour y limiter l'activité des réseaux. Cette lutte nationale antimigration illicite se mène par régions en secteurs. Le Fujian cible, par exemple, ce qu'il appelle les « trois absences » (absence de nom sur les bateaux, de certificat d'autorisation de naviguer, d'autorisation d'entrer dans les ports).

En 1999, la police a traité 1 300 affaires de migrations illicites, interceptant plus de 9 000 émigrés et 900 membres des réseaux criminels. En 2008, on en était à 6 443 affaires, 12 945 émigrés et 2 123 criminels.

Enfin, en mai 2005, la direction nationale de la police a publié une « réglementation sur la sécurité à bord des navires », qui intègre les bateaux de pêche dans la surveillance des flux migratoires.

• Évolutions récentes

Ces dernières années, l'évolution de migrations illicites a contraint le gouvernement à réévaluer sa stratégie : outre les voies terrestres et maritimes, toujours plus d'émigrés empruntent en effet la voie aérienne, ce qui implique forcément la fabrication de faux documents d'identité en Chine même et complique la lutte contre l'émigration.

Autre phénomène récent, la migration clandestine par Hong Kong et Macao. Lors d'une campagne dans le Guangdong, du 22 mars au 30 avril 2007, 113 immigrés clandestins sont ainsi interceptés. Au Liaoning, sur l'année 2007, 207 affaires de migration clandestine sont traitées trois réseaux criminels démantelés et douze de leurs membres, arrêtés.

• Trafic des êtres humains

Le gouvernement chinois accorde beaucoup d'importance à la lutte contre le trafic d'êtres humains. Dans les années 1960, ce fléau avait été plutôt bien éradiqué, mais il réapparaît dans les années 1970, et s'aggrave régulièrement depuis lors. Cette lutte se concentre sur le trafic de femmes et d'enfants, dans l'idée de les secourir, de les loger et de les réinsérer dans la société.

De 2001 à 2006, le trafic des êtres humains a diminué en Chine grâce à des actions spécifiques, dont la mise en place de bureaux de police

spécialisés. Opérant d'initiative, notamment en matière de renseignement, ce service spécialisé n'attend pas les plaintes de victimes pour agir. Le travail est conduit selon les trois points de passage obligé des trafics d'êtres humains : les victimes, leur transfert et leur destination finale.

Pour répondre à ces besoins nouveaux, la police a renforcé ses capacités de communication entre brigades spécialisées, entre celles-ci et les commissariats locaux, et entre ces brigades et les services de police des pays frontaliers, notamment en matière de renseignement et de coopération.

Les progrès accomplis dans la collecte des informations et le traitement des réseaux illicites ont permis d'élaborer une méthode visant le point de départ et la destination finale des victimes. Les brigades spécialisées se sont donc implantées dans les campagnes (point de départ) et dans les villes (point d'arrivée). En milieu urbain, cette implantation a pris la forme d'unités spéciales dans les quartiers industriels, où elles recherchent les travailleurs non déclarés. Au-delà, ces unités suscitent une réaction populaire contre le trafic des êtres humains et l'esclavage[2].

Le trafic de femmes et d'enfants est d'autant plus grave qu'il provoque de graves séquelles physiques et psychologiques chez les victimes et, au-delà, affecte toute la société ; d'où l'urgence de les réinsérer du mieux possible. Le 13 décembre 2007, le gouvernement, assisté de diverses administrations et organismes civils, fait ainsi adopter le « plan d'action contre le trafic de femmes et d'enfants, 2008-2012 » pour unifier sur le terrain la prévention, le placement et le soin aux victimes. À titre préparatoire, le gouvernement avait organisé une réunion nationale (la première en Chine) consacrée aux soins et à la réinsertion des femmes et enfants victimes.

• Coopération internationale

En matière de coopération internationale, la Chine a signé la « Convention de Palerme » et, sur cette base, a renforcé sa coopération avec le Vietnam, la Thaïlande, la Birmanie et la Malaisie. La Chine a également signé 72 accords de coopération avec les polices de 41 pays sur le trafic des êtres humains.

En octobre 2004, elle a signé le « Mémorandum contre le trafic des êtres humains dans la région du Mékong » avec le Cambodge, le Laos, la

Birmanie, la Thaïlande et le Vietnam. Une coopération propre à la région a été instaurée suite à cet accord.

En décembre 2007, une nouvelle réunion des pays du Mékong se réunit à Pékin, avec des policiers, des fonctionnaires des bureaux spécialisés des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Industrie. Les 6 pays y signent la Déclaration contre le trafic des êtres humains dans la région du Mékong qui reprend les points principaux du mémorandum.

Entre 2005 et 2006, la collaboration sino-vietnamienne a permis de traiter plusieurs affaires de prostitution de femmes et d'enfants. Une collaboration spéciale s'est enfin instaurée entre la Chine et la Birmanie, permettant d'installer un bureau commun de lutte géré par les douanes.

Blanchiment d'argent

Fragilisant l'économie et permettant aux malfaiteurs de légaliser l'argent de la drogue et autres trafics, du terrorisme, de la corruption et de l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent nuit à la stabilité de la Chine et à celle de son économie.

La lutte des autorités chinoises contre le blanchiment d'argent a été tardive et ses progrès, très lents. C'est au XXI^{e} siècle que tout s'est enclenché.

En 2002, se crée un office de lutte contre le blanchiment d'argent chargé de conduire la lutte, de fixer la politique générale, de coordonner les divers bureaux et d'assurer la coopération internationale, sous la direction du gouvernement. Il comprend 16 bureaux, dont la direction financière du ministère de l'Intérieur et des représentants du Tribunal de grande instance et du parquet. En mai 2003, la banque centrale prend en charge cet office, qui passe de 16 à 23 bureaux.

La Chine s'est dotée ensuite des lois pénales lui donnant les bases légales de sa lutte contre le blanchiment. Le 31 octobre 2006, a été votée une loi-cadre « contre le blanchiment d'argent en République populaire de Chine ». Elle a aussi promulgué son règlement contre le blanchiment d'argent dans les institutions financières, et les processus et rapports à effectuer dans les institutions financières en cas de gros transferts et de mouvements suspects.

En 2006, la banque centrale a institué cette « loi anti-blanchiment d'argent », ensuite étendue aux Bourses et aux assurances. Depuis octobre 2007, tout gros transfert et mouvement suspect doit être signalé. Le 28 juin 2007 enfin, la Chine a adhéré au GAFI (Groupe d'Action Financière internationale).

Des actions spécifiques sont également menées en matière de saisie de l'argent terroriste. En matière de coopération internationale, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Belarus ont ainsi créé en octobre 2004 l'EAG (EurAsian Group).

Nous avons volontairement mis l'accent dans cet ouvrage sur les conséquences sociales et économiques du développement du crime organisé. Pour comprendre son influence sur l'économie chinoise, le cas du blanchiment d'argent est révélateur tant les sommes en cause sont énormes et affectent l'économie du pays.

En 2005, la Banque de Chine a ciblé 3 100 réseaux de blanchiment, qui ont cette année-là manipulé un montant de 30 milliards de yuans. En 2006, 1 239 réseaux ont été démantelés, pour un montant de 387 milliards de yuans : moins de réseaux touchés, mais des montants multipliés par 10. En 2006, la banque centrale et ses filiales participent à 2 750 enquêtes de blanchiment ; une centaine d'affaires sont élucidées, pour environ 400 milliards de yuans. Mais il y a aussi le phénomène des banques clandestines : 70 sont démantelées en 2006 et 41 millions de yuans saisis.

Selon le Rapport anti-blanchiment d'argent en Chine pour 2007, publié par la Banque de Chine, les analyses montrent que l'atteinte à la bonne gestion financière arrive en tête, pour 34,8 % du total, le trafic de drogue venant ensuite, avec 10,1 % du total.

1- . Le rapport « Mesures efficaces contre la criminalité transnationale organisée » de la XI^{e} Assemblée des Nations unies pour la prévention du crime et de justice pénale écrit que « le lien entre le trafic illicite des armes à feu et la criminalité organisée est évident : les groupes criminels, non seulement utilisent des armes mais participent aussi au transfert illégal des armes. Le trafic expédie les armes à feu partout dans le monde, ce qui entraîne nombre de problèmes humanitaires et socio-économiques : conflits, élévation du niveau de violence, déplacement de civils (…) etc. Les armes arrivent souvent sur le marché grâce aux officiels corrompus et des stocks d'État mal conservés se

retrouvent dans le civil. Le trafic d'armes est surtout nourri par un contrôle faible ou inexistant de l'import/export dans certaines régions du monde, où des armes finissent par tomber aux mains de paramilitaires, de criminels ou de terroristes. En outre, la fabrication illicite des armes à feu est une source financière importante pour de tels groupes ». On estime que 500 millions d'armes légères circulent dans le monde, soit 1 pour 12 personnes. Dans certains pays et régions, surtout en conflit, se procurer des armes à feu est aisé et démontre la gravité du problème.

2- . Cf. le livre *La prévention du trafic des êtres humains,* publié par la Direction générale de la police.

Conclusion

Dans son nouveau cadre économique, la Chine manque encore d'efficacité dans sa lutte contre le crime. Plusieurs raisons à cet état de fait. En premier lieu, le manque de conscience de la gravité du crime organisé ; certains policiers faillissent à leurs fonctions, ils regardent sans voir et écoutent sans entendre l'appel au secours du public. Les bandes criminelles ne sont pas frappées à temps et peuvent ainsi se développer. Ensuite, certains policiers conservent une vision étroite du problème criminel : ils ne voient pas combien il est nuisible et ignorent même les guerres entre gangs, pensant que ce n'est pas vraiment leur affaire. Enfin, des policiers, des magistrats, des fonctionnaires locaux et des cadres du parti restent liés à des bandes criminelles. Certains les informent et les aident à influencer la justice, ce qui décourage le public de lutter contre la criminalité. Pour survivre et croître, les bandes criminelles infiltrent ou corrompent le gouvernement et le parti, la police et la justice : « La corruption protège la criminalité et la criminalité profite à la corruption »…

En conclusion, nous devons souligner les 9 principaux motifs de la renaissance et du développement du crime organisé dans la Chine contemporaine :

– multiples difficultés causées par la réforme du système socio-économique ;

– corruption ;

– mentalité et culture d'une société de profit ;

– influence des traditions historiques des sociétés secrètes et triades ;

– retour des criminels de la diaspora chinoise et des criminels étrangers ;

– tolérance, aide, voire participation directe aux activités criminelles de cadres du gouvernement, du parti, de la police et de la justice ;

– inefficacité dans la lutte et la prévention contre le crime organisé ;

– faiblesses des administrations locales et de la mobilisation ; gestion sociale hors contrôle ;

– prisonniers mal réinsérés en milieu carcéral.

La prise en compte de ces difficultés et insuffisances par les autorités chinoises, puis leur correction en une vaste reforme du système d'ensemble prévention et répression, telle est sans doute la voie à suivre pour la Chine, en ce début du XXIe siècle.

Postface

L’occulte et l’illicite

Séculairement, l’histoire du crime organisé sur le sol chinois se confond avec celle de sociétés secrètes aspirées dans le crime, au rythme où ces entités, naguère patriotiques ou vouées au spirituel, s’enlisent dans l’illicite, d’abord pour d’honorables raisons, ensuite par pur appât du gain.

Sociétés secrètes, initiatiques même, devenues mafias à l’arrivée : ce sidérant itinéraire, cet intrigant parcours, sont loin de concerner le seul monde chinois et intéressent aussi l’Europe. Il a donc été jugé nécessaire de compléter cet ouvrage par une mise en situation spécifique.

Notons d’abord avec le P^r^ He qu’il est difficile de retrouver l’origine de ces triades, tant la mythologie est ici instable. Maintes hypothèses s’opposent et les dates fondatrices de la première triade s’étalent même de 1674 à 1761 : comme dans le cas de la Mafia sicilienne, s’accorder sur une histoire commune est fort ardu.

Dans tous ces parcours cependant, le fil rouge d’un permanent dilemme entre, d’une part, les dures nécessités de l’intendance et, de l’autre, les originelles valeurs patriotiques ou spirituelles. La fin justifie-t-elle tous les moyens ? Quand la clandestinité permet seule la survie ; quand la répression est sanglante et la dictature, insupportable, comment juger des méthodes utilisées par les combattants ? Ce, à Beijing bien sûr, mais aussi à Paris ou Kaboul : n’est pas Gandhi qui veut.

Dans ces évolutions de l’occulte vers l’illicite, le siècle crucial est le XIX^e^. En Chine comme en Europe, le négatif et le positif s’entremêlent : dégénérescence dans le crime d’un côté, révolutions libérales de l’autre. Au Sud de la Chine, entre 1895 et 1911, diverses sociétés secrètes multiplient ainsi les soulèvements armés – mais échouent. Que leur moteur soit politique ou criminel – ou plus souvent encore, hybride – ces sociétés secrètes joueront par la suite un rôle majeur dans l’histoire tourmentée qui mène la Chine de l’Empire à la République.

En Chine comme dans l'Europe du XIX^e^ siècle, les adversaires des « sociétés secrètes » ont souvent beaucoup insisté sur leur caractère « diabolique » pour les déconsidérer, ou sauvegarder un pouvoir, ici impérial et là, clérical, car rares étaient alors les espaces permettant la libre expression des idées, nonobstant l'origine ou les croyances des participants.

Europe, Asie : lorsqu'ils passaient du débat d'idées à l'action armée, souvent après la répression brutale d'une dictature, les groupes luttant pour la démocratie ou la liberté de conscience ont souvent buté sur le problème de leur armement ou de leur financement. L'impôt révolutionnaire ou les attaques des percepteurs d'État font ainsi partie du monde merveilleux des Robins des Bois de tout temps – même si la réalité diverge parfois du conte de fées. Le formidable roman *Au bord de l'eau* attribué a Shi Nai'an et ses 108 brigands attestent de la puissance de la tradition orale chinoise.

Europe : société secrète pour ses détracteurs, la franc-maçonnerie fut à son origine fort peu secrète en réalité. Vouée à la défense des libertés, elle accueillit nombre de militants dont certains optèrent finalement pour la lutte armée : Carbonari en Italie à partir de 1800 ou en France à la Restauration. Mais aussi Bolivar en Amérique du Sud ou Garibaldi. Sans oublier les Kémalistes laïques en Turquie – et les islamistes en Égypte et autres pays du Proche-Orient.

Et même en France, en 1830 puis surtout en 1848. Dès le début de ce qui devient vite une révolution, la franc-maçonnerie est dans la rue. Sous le Second Empire, quoique mise sous tutelle par le maréchal Magnan imposé comme Grand Maître, la maçonnerie devint un foyer d'opposition. Une transformation qui éclate au grand jour en 1871 lors de la Commune de Paris.

Or certains mouvements (ou dissidents de ces organisations) de libération se transforment parfois, tout ou partie, en structures criminelles, faisant passer le profit devant les valeurs proclamées. Ce fut récemment le cas en Colombie pour les FARC ou en Ulster pour des dissidents de l'IRA rejetant le processus de paix.

Jadis même en Italie, l'origine de la mafia est ainsi souvent attribuée à la lutte contre les voleurs espagnols au XV^e^ siècle ou contre les Français occupant la Sicile en 1800. En 1864, une étude du préfet de Palerme Filippo Antonio Gualterio qualifie certes la mafia d'*associazione malandrinesca*

(associations de malfaiteurs) mais souligne aussi qu'elle offre sa protection aux opposants au gouvernement – on voit que l'hybridation est tout, sauf un phénomène récent…

Cette nature ambiguë permet à la mafia d'infiltrer la franc-maçonnerie italienne, surtout la fameuse loge (P2) qui fit scandale dans les années 1980. Au-delà de similitudes évidentes (procédure d'initiation, serment, fraternité), c'est plutôt un dévoiement que l'on constate ici : la mafia réunissant plutôt ce que les francs-maçons dénoncent entre eux comme de « mauvais compagnons ». Dévoiement aussi et vers le pire, pour les triades chinoises : depuis le XVIII^{e} siècle, leur histoire n'est qu'un constant mélange de grands principes, d'engagement militant, de lutte armée et d'attraction criminelle.

Car tel est le destin de telles entités, discrètes ou secrètes. Elles deviennent sociétés philosophiques, partis politiques, organisations caritatives, ligues des droits de l'homme, syndicats – parfois aussi, organisations criminelles. En Europe comme en Chine, les frontières sont floues, la porosité, réelle et les défenses naturelles souvent enfoncées par la fascination pour le pouvoir ou l'argent. S'agissant du monde chinois, c'est cette formidable histoire que nous raconte, et avec quelle érudition, le P^{r} HE.

Alain Bauer
Professeur de criminologie
au Conservatoire National des Arts et Métiers,
New York et Beijing, Franc-Maçon.

Annexe

Le crime organisé dans le droit pénal et la criminologie de Chine populaire

Définition légale du crime organisé en Chine

Si la criminologie a un caractère international, le cadre légal dans lequel on envisage le crime organisé est, lui, national ; il tient aux lois du pays.

En Chine, le cadre légal découle d'un principe simple : une organisation devient criminelle du fait qu'elle commet des crimes précis (drogue, proxénétisme, violences…) : dès que cette entité est jugée criminelle, la soutenir, l'intégrer, la structurer, ou la protéger est aussi un crime puni par la loi. Nous avons donc deux catégories légales liées au crime organisé : les crimes relatifs à la relation d'un individu avec une entité criminelle et les crimes commis par l'entité criminelle.

Si la loi chinoise réprime les crimes commis par les entités criminelles – trafics multiples, jeu, kidnappings, etc. – comme tous les systèmes juridiques du monde, les lois chinoises relatives à la relation d'un individu avec une entité criminelle méritent aussi notre attention.

Ici réside une spécificité du cadre légal chinois face au crime organisé. Dans certains pays, la loi ne pénalise pas la relation de l'individu à l'organisation. Par exemple au Japon où diriger, ou adhérer à une entité dite criminelle relève d'une liberté d'association reconnue par la Constitution. Tant qu'on ne commet directement aucun crime, même si l'on contribue à la vie d'une mafia, on n'est pas poursuivi. L'entité criminelle étant « licite » au Japon, y participer ou la diriger n'est pas un crime. Mais la loi chinoise ne voit pas les choses sous cet angle, comme le montrent le code pénal chinois et celui de Macao.

Dans la Loi sur le crime organisé du droit pénal de Macao, le « crime d'organisation criminelle » lie l'individu à l'entité sous trois formes principales : lancement et création de l'organisation criminelle (art. 2-1) ; participation ou soutien à l'organisation criminelle (art. 2-2) ; diriger ou commander au sein de l'entité criminelle (art. 2-3).

Le système de Macao considère comme *soutien* : fournir des armes, munitions, instruments servant à commettre un crime des lieux de réunion ou entrepôts ; lever des fonds, demander ou procurer de l'argent ; aider à recruter de nouveaux membres ; toute forme de publicité en faveur de l'entité criminelle.

En Chine, trois articles légifèrent aussi sur la relation individu-organisation criminelle : organiser ou diriger une organisation criminelle ou y participer (art. 294-1) ; accroître en Chine les effectifs d'entités criminelles étrangères (art. 294-2) ; protéger ou traiter avec indulgence une organisation criminelle (art. 294-4).

L'action d'« organisation » mentionnée par le premier article consiste à guider, initier, enrégimenter, structurer des entités criminelles, par planification, sollicitation, incitation, racolage ou menace. « Direction » couvre le fait de planifier, décider, commander ou coordonner une entité criminelle et ses activités. « Participation » signifie adhérer à une entité criminelle, en devenir membre en connaissance de sa nature.

Les deux systèmes (Chine et Macao) sont proches l'un de l'autre. La seule différence est qu'il n'y a pas de crime de soutien à l'organisation dans le droit pénal chinois : le trafic lui-même est puni. En revanche, le système chinois connaît le crime de « protection d'organisation criminelle » et celui « d'indulgence », qui vise d'abord les personnages officiels et les fonctionnaires protégeant une mafia ou tolérant ses activités illégales (l'infraction est clairement séparée de la simple corruption).

Notons ici que le crime « d'accroître, en Chine, les effectifs d'entités criminelles étrangères » (art. 294-2) n'est pas de nature xénophobe, car il vise surtout la diaspora chinoise, notamment les mafias de Taïwan, Hong Kong et Macao.

Après le droit pénal, abordons maintenant la dimension criminologique.

Le crime organisé, selon la criminologie chinoise

Les théories américaines ou chinoises sur le crime organisé ont chacune leur avantage, mais aucune n'est pleinement satisfaisante. Nous suggérons donc ici une théorie originale sur la genèse du crime organisé que nous appelons « théorie de l'auto-organisation ».

Notre méthode considère l'objet de recherche comme un système, donc l'analyse comme matière systémique. Un système est un ensemble d'éléments directement ou indirectement liés, doté de particularités différant de ses éléments d'origines. La pensée systémique use de la notion de système pour maîtriser un ensemble. Peter Checkland dit : « La méthodologie systémique permet de résoudre un problème avec une vision large, considérant tous ses aspects possibles tout en soulignant l'interaction entre ses divers composants ». La méthodologie systémique est donc pertinente pour la recherche sur les causes de la criminalité organisée.

Une organisation criminelle est en fait un système social, et la criminalité organisée, un acte systémique. Rechercher les causes du crime organisé, c'est s'intéresser au système criminel ; non aux crimes commis par les individus, mais à ceux commis par les entités criminelles.

Principes de la théorie d'auto-organisation de la criminalité organisée

La systémique introduit l'importante notion d'organisation systématique, ou auto-organisation. Qian Xueseng a ainsi déclaré : « Un système se développant dans une structure ordonnée peut être considéré comme une auto-organisation ». La théorie de l'auto-organisation définit qu'un système ouvert s'organise spontanément sous l'action d'éléments complexes internes et externes, transformant ainsi le désordre en ordre.

Selon cette théorie, 6 points importants expliquent l'auto-organisation :

– phénomène objectif et général, l'auto-organisation se manifeste toujours sous forme d'un processus spontané d'organisation. Dans tout système ouvert auto-organisé, la création et le développement s'opèrent spontanément, sans intervention externe, par interaction entre éléments internes au système ; mais aussi par interaction entre le système et son environnement ;

– l’auto-organisation d’un système est constituée de la totalité de ses processus de création et de développement ;

– l’auto-organisation d’un système provient d’interactions non linéaires complexes, de forme attraction-répulsion et concurrence-coopération, à l’intérieur de ce dernier ;

– l’auto-organisation du système évolue essentiellement selon sa finalité propre. Lors de ce processus, la finalité prédétermine et dirige toutes les modifications du système. On peut donc conclure qu’existe une relation entre la finalité propre au système et le fait qu’il soit ouvert à son environnement ;

– l’auto-organisation est sensible aux influences externes, appelées aussi « passives », la création et la modification du système pouvant s’effectuer sous l’effet de ces interventions externes. À l’extrême, la genèse et les modifications du système peuvent entièrement provenir de ces stimuli externes ;

– l’auto-organisation et l’organisation sous influence externe s’opposent l’une à l’autre. La théorie de l’auto-organisation doit donc intégrer l’opposition et la coopération entre stimuli assurant l’influence externe. Ainsi, ne faut-il pas la voir de manière absolue.

Suivant cette théorie, notre recherche des causes du crime organisé doit donc considérer celui-ci comme un système social, puis explorer pourquoi et comment il s’organise pour commettre des crimes selon l’interaction non-linéaire entre facteurs internes et externes.

L’analyse de la « théorie sur l’auto-organisation du crime organisé » tient à ce qu’elle expose l’interaction entre diverses influences et à ce qu’elle relie ce système à son environnement puis en suit l’évolution, au lieu de simplement juxtaposer entre eux divers éléments.

Théorie sur l’auto-organisation du crime organisé : une perspective

Aujourd’hui, l’apparition et l’accroissement de la criminalité organisée en Chine résultent forcément de mutations politiques, économiques et culturelles engendrées par le passage de la planification à l’économie de marché.

Transition sociale signifie ici migration de toute une société d’une structure vers une autre : il s’agit d’un changement structurel du système

social en entier. Systématique, ce changement modifie profondément l’échelle des revenus et les modes de pensée de toute la société. Il nécessite ainsi une analyse approfondie, précise et historique, de la criminalité organisée chinoise, intégrant sa finalité, ses facteurs internes et externes, nationaux et internationaux.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site www.cnrseditions.fr

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library